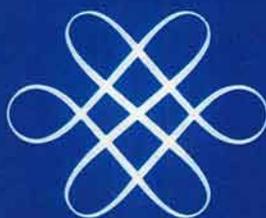


THOMAS SOWELL

Race, politique et économie

UNE APPROCHE INTERNATIONALE

LIBRE ÉCHANGE



PUF

RACE, POLITIQUE
ET ÉCONOMIE

« LIBRE ÉCHANGE »
COLLECTION FONDÉE PAR
FLORIN AFTALION
ET GEORGES GALLAIS-HAMONNO
ET DIRIGÉE PAR FLORIN AFTALION

RACE, POLITIQUE ET ÉCONOMIE

Une approche internationale

THOMAS SOWELL

OUVRAGE TRADUIT DE L'AMÉRICAIN
PAR RAOUL AUDOUIN
AVEC LA COLLABORATION DE FRANÇOIS GUILLAUMAT



Presses Universitaires de France

Cet ouvrage est la traduction française de
THE ECONOMICS AND POLITICS OF RACE
An International Perspective

by Thomas SOWELL

William Morrow and Company, Inc., New York

© 1983, by Thomas Sowell, Inc.

ISBN 2 13 039310 1

ISBN 0292 7020

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1986, février

© Presses Universitaires de France, 1986
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

SOMMAIRE

Avant-propos, 7

PREMIÈRE PARTIE

L'HISTOIRE

1. Le rôle de la race, 13
2. Les Chinois d'outre-mer, 19
En Asie du Sud-Est, 20 – Aux Etats-Unis, 45
3. L'émigration européenne, 50
Les Allemands, 52 – Les Irlandais, 58 – Les Italiens, 72 – Les Juifs, 82
4. Les Noirs et les gens de couleur, 96
Aux Caraïbes et en Amérique du Sud, 98 – En Afrique du Sud, 112 – Aux Etats-Unis, 125

DEUXIÈME PARTIE

ANALYSE

5. Perspective internationale, 143
Différences des groupes, 143 – Les migrations, 158 – Le politique et l'économique, 170

6. L'expérience américaine, 197

Les différences économiques, 200 – *La structure familiale*, 207 –
L'éducation, 210 – *Les droits civiques*, 214 – *L'immigration*, 218

7. Le Tiers Monde, 224

La démographie, 226 – *L'impérialisme*, 236 – *Le développement économique*, 249

8. Le passé et l'avenir, 264

Les différences raciales et ethniques, 265 – *L'histoire*, 269 – *Le capital humain*, 269 – *Les processus sociaux*, 272 – *L'occasion et les risques*, 275

Notes, 280

Index, 311

Avant-propos

Présenter une approche internationale de la race et de l'appartenance ethnique dépasse de loin une simple compilation d'expériences portant sur des minorités dans divers pays. Cela donne la possibilité de tester le bien-fondé d'opinions et de théories opposées, d'une manière qui ne peut être pratiquée à l'intérieur d'un pays pris isolément. Par exemple : dans quelle mesure la situation économique d'un groupe minoritaire donné dépend-elle de sa culture propre, par comparaison avec la façon dont ce groupe est traité par la société plus large dans laquelle il vit ? Certes, on peut essayer de démêler cet écheveau tel qu'il se présente dans un pays donné¹. Mais les caractéristiques actuelles d'un groupe ethnique peuvent être tenues pour des produits de la « société » à des époques antérieures, et on se retrouve devant le dilemme de l'œuf et de la poule.

Une perspective internationale permet d'examiner tel ou tel groupe racial ou ethnique dans une grande diversité de sociétés : les Allemands au Brésil, en Australie, et aux Etats-Unis ; les Chinois à Hong-Kong, en Indonésie et dans les Caraïbes ; les Juifs en Espagne, en Irak et en Europe orientale. Si c'est la société qui exerce l'influence dominante, on doit s'attendre à trouver moins de traits communs entre des Allemands du Brésil et d'Australie, que si l'imprégnation de la culture allemande demeure forte partout où des Allemands s'établissent de par le monde.

En outre, une approche internationale permet d'examiner plus précisément ce concept vague et ambigu de « société ». Est-ce dans la société ou dans un milieu que les gens vivent d'abord habituellement ? Faut-il inclure dans cette « société » leur habitat ancestral, ou peut-être

d'autres pays où ils peuvent avoir transité pendant des siècles — ce qui est le cas des réfugiés chinois originaires du Vietnam et qui vivent maintenant aux Etats-Unis, et celui du « Juif errant » dans nombre de pays depuis des siècles ?

Dès que l'explication environnementale du comportement des groupes aborde ce concept élargi de « société », la notion de responsabilité causale ou morale d'un pays déterminé dans la situation actuelle change dans la même mesure. Si l'efficacité économique des Chinois surpasse de beaucoup celle des Malais en de nombreux pays (y compris en Malaysia), dans quelle mesure une société donnée doit-elle se considérer comme responsable des écarts statistiques qui existent entre eux (et que l'on présente souvent comme des « disparités » ou des « inégalités ») ? Si les gens vivant au Japon surclassent économiquement ceux qui vivent au Mexique, dans quelle mesure les différences de revenu entre les Japonais et les Mexicains qui vivent en Californie sont-elles le produit de la société américaine ?

De même, on en apprend plus à étudier simultanément les aspects économiques et politiques qu'à les examiner séparément.

Le fonctionnement du marché produit souvent une réalité fort différente des impressions transmises par le processus politique. Il arrive que le marché dise que les talents d'un certain groupe apportent des avantages précieux à la société en général, alors que le discours politique dénonce les membres de ce groupe comme autant de sangsues. On ne peut pas se tirer de ce conflit de jugements en disant que tout cela dépend du point de vue auquel on se place. Cela fait une différence très concrète si le groupe en question est expulsé, comme cela s'est produit maintes fois dans l'Histoire. L'expulsion d'un parasite produit des effets bien différents sur le reste de la société, de celle d'un élément vital de son économie. Il est bien des moments et des endroits au cours de l'Histoire, où des pays ont agi politiquement comme s'ils faisaient une chose, pour que l'économie leur apprenne plus tard qu'ils avaient fait l'autre chose.

Nulle part l'inhumanité de l'homme envers l'homme n'est plus tangible, et plus bouleversante, qu'à propos des différences raciales ou ethniques. Il est tentant d'écarter le problème en l'attribuant à la simple irrationalité. Mais la folie elle-même doit être abordée logiquement, si on veut la comprendre et mettre en œuvre des politiques efficaces. Même si nous ne comprenons pas entièrement les causes sous-jacentes des frictions et des hostilités entre groupes, nous pouvons au moins nous faire une idée des arrangements sociaux qui peuvent réduire, ou renforcer, la

discrimination, la violence et les autres expressions ouvertes d'hostilité.

Il nous faut examiner non seulement les faits, mais aussi le cadre conceptuel dans lequel nous les examinons. Nous devons nous demander dans quelle mesure des termes tels que « racisme », « exploitation », « Tiers Monde » sont à la fois clairs et utilisables.

Le présent livre a bénéficié de diverses influences. Les ressources et la liberté fournies par la Hoover Institution m'ont permis d'entreprendre l'étude de ce sujet et de l'explorer à loisir, alors même que mon intention, lorsque j'y suis venu, était d'écrire sur un tout autre sujet (l'économie selon Marx). Mon collègue Alvin Rabushka a occupé une place éminente parmi ceux qui m'ont généreusement fait profiter de leur savoir, de leurs avis et de leur aide.

Il ne devrait pas être nécessaire d'ajouter qu'ils n'ont aucune responsabilité dans mes erreurs, mes insuffisances, ni mes conclusions.

Thomas SOWELL.

*The Hoover Institution
19 août 1982*

Première Partie
L'HISTOIRE

I

LE RÔLE DE LA RACE

La race a affecté toutes les relations humaines, depuis des millénaires, et dans toutes les parties du monde. Les conflits entre Africains et Indiens orientaux se sont produits à des degrés divers de violence, de l'Ouganda à la Guyana et à Trinidad¹. Les « Chinois d'outre-mer » ont été victimes d'émeutes populaires et d'expulsions brutales dans des pays allant de l'Asie du Sud-Est au Mexique². Un conflit racial entre Noirs et Blancs, comme celui des Etats-Unis, présente des aspects qui se retrouvent dans le monde entier.

Ces antagonismes ne se sont pas limités aux diverses branches de l'espèce humaine, classées en races caucasiennes, négroïdes ou mongoloïdes. Les niveaux d'intensité de l'hostilité et des violences de groupe à l'intérieur de chacune de ces divisions ont pour le moins égalé ceux qu'on observe entre des gens qui visiblement diffèrent par la couleur de la peau, la texture des cheveux ou d'autres caractères corporels. Le plus épouvantable exemple de fanatisme racial de l'Histoire fut l'extermination par les Nazis de millions d'êtres sans défense, hommes, femmes et enfants, qui leur étaient si semblables en apparence que des insignes, des tatouages ou des documents étaient nécessaires pour distinguer les victimes de leurs bourreaux. En Afrique du Sud actuellement, l'*apartheid* est fondée sur des différences tranchées de race et de culture ; mais, dans un contexte historique plus large, les degrés de différence biologique ou culturelle eurent bien peu de rapports avec les degrés d'hostilité, d'oppression et de violence.

De nos jours, par exemple, les Américains noirs et blancs connaissent

des degrés d'antagonisme plus faibles que ceux qui existent dans des pays entièrement noirs ou entièrement blancs comme le Burundi ou l'Irlande du Nord. Les atrocités commises contre les minorités chinoises en Asie du Sud-Est — y compris les *boat people*, dont les drames scandalisèrent le monde — montrent que l'Asie non plus n'a pas échappé aux tragédies liées au racisme, et ce fait étrange que beaucoup d'entre elles surviennent entre des gens biologiquement très semblables. L'histoire de l'Afrique a de même été pleine de déprédations, de conquêtes et de massives réductions en esclavage, parmi des peuples qui étaient tous noirs, mais dont les différences ethniques et tribales étaient aussi mortelles dans leurs effets que les différences analogues entre Européens.

Si l'on concevait la race en termes purement biologiques, ce concept ne serait applicable qu'à une poignée de peuples vivant dans de petites îles séparées par des océans. Dans l'Europe entière, en Asie, et spécialement aux Amériques les mélanges raciaux au long des siècles ont laissé partout des populations hybrides. Ce que l'on appelle « races » dans un tel contexte, ce sont simplement des groupes de gens qui portent des proportions substantiellement différentes de gènes provenant de plusieurs souches. Aux Etats-Unis, par exemple, plus des trois quarts de la population noire comptent au moins un ancêtre blanc³, cependant que des dizaines de millions de Blancs ont au moins un ancêtre noir⁴ — et il n'est pas rare chez les Noirs ou les Blancs d'avoir un ascendant Amérindien. Les discussions traitant de la race comme phénomène social portent en réalité sur les relations entre des groupes dont la différence biologique est perçue comme significative par ceux qui sont en cause. Plus exactement, il s'agit de groupes ethniques, mais à leur propos on parle et l'on discute souvent de race. Des étrangers à la Malaysia peuvent penser à ce pays comme à une société *poly-ethnique*, mais les Malais et les Chinois qui y vivent se considèrent comme de *race* différente⁵.

Les différences raciales et ethniques ont rendu difficile de parvenir, dans de nombreux pays, à un système de gouvernement stable ; et quasi impossible de parvenir à un système *libre* et stable. Après la première guerre mondiale, l'accession de la Yougoslavie à la situation d'Etat libre et indépendant conduisit à des luttes intestines si âpres et violentes entre Serbes, Croates, Macédoniens etc., que la démocratie parlementaire fut bientôt remplacée par une dictature militaire.

Les conflits entre races, ethnies, tribus ont reproduit un processus

analogue dans divers pays africains et asiatiques accédant à l'indépendance après la seconde guerre mondiale. Parfois des gouvernements autoritaires furent créés exprès pour imposer une domination raciale définie, comme en Rhodésie et en Afrique du Sud. Il est souvent arrivé que des gouvernements autoritaires, établis à d'autres fins, servent aussi à opprimer des minorités raciales ou ethniques, comme en Russie, aussi bien sous les Tsars que sous les Communistes. D'autres pays encore ont essayé de préserver une paix intérieure précaire en prenant des mesures politiques qui n'étaient pas, à d'autres égards, dans l'intérêt de la nation, mais contribuaient à apaiser les conflits de groupes. Par exemple, la Yougoslavie a consacré des investissements à l'extension d'un port dans le sud du pays, alors qu'un port au nord eût été plus avantageux économiquement — parce qu'autrement les groupes principalement établis dans le Sud auraient pu se sentir défavorisés⁶. Au Liban, le gouvernement n'a pas osé procéder à un recensement depuis plus de quarante ans, de crainte que la publication de chiffres montrant des modifications démographiques ne déclenche de nouvelles revendications et bouleversements politiques, dans un pays qui a déjà été plusieurs fois déchiré par des désordres internes et par la guerre civile⁷.

L'appartenance raciale et ethnique n'implique pas seulement des questions de solidarité de groupe, mais aussi des prétentions à la supériorité ou à l'infériorité. Dans l'empire romain, jadis, les Germains étaient tenus pour des « barbares blonds »⁸ « puants à vomir »⁹ ; il ne leur était pas permis d'épouser des Romaines, bien qu'ils eussent une place dans la société en tant que serviteurs ou soldats¹⁰. Dans des siècles plus récents, les nègres ont été la cible des doctrines d'infériorité raciale, en compagnie de divers groupes caucasiens d'Europe méridionale et orientale. A d'autres époques, des doctrines de suprématie nordique ont exalté l'un des rameaux caucasiens au détriment de tous les autres humains — bien que plusieurs siècles avant le Christ les Méditerranéens (y compris Aristote) se soient considérés comme intellectuellement supérieurs aux Nordiques. L'hostilité raciale, toutefois, ne s'est pas uniquement tournée contre des groupes jugés inférieurs. Les immigrants chinois en Amérique, au XIX^e siècle, étaient mal vus le plus souvent parce qu'on les trouvait *trop* durs à l'ouvrage, *trop* économes et *trop* diligents pour qu'on leur permette de concurrencer les ouvriers ou les entrepreneurs américains. Une bonne partie de l'hostilité envers les Juifs, aux Etats-Unis et en Europe, a eu une origine semblable. Bref, les doctrines

de supériorité ou d'infériorité raciale ne sont ni nécessaires, ni suffisantes pour expliquer les antagonismes de race ou d'ethnie.

A l'encontre des espoirs optimistes, selon lesquels les différences raciales et ethniques s'affaibliraient avec le temps ou seraient extirpées par l'éducation, ces différences ont survécu de plusieurs siècles aux théories qui prédisaient leur disparition. Jusqu'à une époque relativement récente, les savants négligeaient souvent de prêter attention aux distinctions et discriminations raciales et ethniques, les mentionnant en passant comme une regrettable forme d'« irrationalité » que le temps pourrait dissiper. Cependant, l'Histoire fournit peu d'appui à la thèse que le temps atténue ou élimine automatiquement les aversions raciales, les peurs et animosités, ou même qu'il finisse par refréner l'expression ouverte de ce genre de sentiments. Non seulement la race est demeurée visible, tout au long des millénaires, mais encore les antagonismes entre groupes se sont progressivement aggravés pendant des périodes prolongées, ou ont soudain explosé de façon catastrophique après de longues phases d'assoupissement. Historiquement, l'Allemagne fut l'une des régions d'Europe les plus favorables aux Juifs — jusqu'à la génération de Hitler et des Nazis¹¹. Les villes américaines présentaient beaucoup moins de ségrégation dans l'habitat vers la fin du XIX^e siècle qu'au XX^e¹².

En divers pays de par le monde, la montée de mouvements raciaux ou ethniques extrémistes a, dans le passé récent, progressivement ébranlé, puis rallié les modérés, noyant tous les autres problèmes politiques sous d'irrésistibles antagonismes de groupes¹³. L'*apartheid* fut accueillie avec des sarcasmes et ridiculisée par le gouvernement de Jan Smuts et la presse anglaise d'Afrique du Sud, lorsque l'idée en fut proposée en 1948 ; mais la surprenante victoire électorale des extrémistes afrikaners marqua le début d'une politique de répression raciale sans exemple dans le monde occidental contemporain — politique maintenant soutenue par une grande partie de l'opinion britannique en Afrique du Sud, et par des Blancs autrefois modérés en matière raciale¹⁴. Les mesures fréquentes de ségrégation et discrimination dites *Jim Crow policies* [(NdT :) Jim « Corbeau », personnage d'une complainte de chanteurs noirs ambulants] qui caractérisèrent l'Amérique sudiste pendant des générations furent aussi tournées en dérision par beaucoup de journalistes blancs locaux lorsqu'on les mit en avant à la fin du XIX^e siècle¹⁵ ; mais en quelques années elles furent si solidement implantées — si moralement « tabou » — que bien peu de gens osèrent les critiquer,

et que les générations suivantes furent convaincues qu'elles existaient depuis des temps immémoriaux.

Un processus semblable est apparu dans des pays où l'influence politique de divers groupes raciaux ou ethniques est moins inégale. La montée de l'extrémisme dans l'un des groupes a provoqué un contre-extrémisme chez les autres, une escalade des antagonismes politiques, des désordres dans la rue, voire une guerre civile ouverte. L'Etat de Guyana passa d'un gouvernement de coalition entre ethnies élu en 1953, à un gouvernement pratiquement « noir-intégral » en 1969, régissant une nation dont la moitié est originaire de l'Inde et où les Noirs ne représentent que 43 % de la population¹⁶. La montée d'un contre-extrémisme parmi les Indiens produisit des heurts violents dans la rue, et l'armée dut intervenir¹⁷. Trinidad de même passa en peu d'années d'un système où des partis politiques multiraciaux défendaient des intérêts généraux et des idéaux philosophiques, à un antagonisme de partis fondés sur la race¹⁸, opposant principalement les descendants d'Africains et ceux d'Indiens ; il y eut des explosions de violence raciale¹⁹. La Malaysia aussi débuta avec des partis multiraciaux mettant l'accent sur d'autres problèmes, mais évolua en peu d'années vers des partis raciaux et la violence dans la rue entre Chinois et Malais²⁰.

Le genre humain a présenté tout au long de son histoire de grandes différences entre ses composantes. A diverses époques, certains groupes ont eu une très forte avance sur les autres en fait de puissance militaire, d'acquis scientifiques, et de talents d'organisation. Mais, fréquemment, ceux qui étaient très en retard à une époque se retrouvèrent très en avance à une autre. Les Chinois, par exemple, avaient un empire énorme et complexe il y a de nombreux siècles, à une époque où l'Europe nordique menait une existence primitive avec une organisation tribale. Il n'y a guère que depuis deux ou trois siècles que les rôles sont inversés. Jadis les Egyptiens subjuguèrent et opprimèrent les Juifs, mais le rapport des forces est aujourd'hui entièrement différent entre Israël et l'Egypte. Les Arabes firent la conquête d'une partie de l'Europe au Moyen Age, mais ont connu la conquête européenne en des temps plus récents.

Aux yeux d'un relativiste culturel, tout cela peut sembler la preuve que toutes les différences raciales, ethniques et culturelles n'ont de réalité que dans l'esprit du spectateur ; mais les conséquences tangibles de ces différences — en puissance militaire, en bien-être économique, en taux de mortalité — forment un élément majeur de l'existence et de l'histoire

des hommes. La notion naïve d'une « supériorité » généralisée peut bien ne pas passer le test des changements historiques dans la position relative des races et des nations, mais à un moment donné les différences dans les talents propres, les caractères et l'orientation sont significatives et lourdes de conséquences. Les Allemands peuvent produire des lentilles optiques nettement meilleures que les Français, et les Français produire du champagne nettement meilleur que les Allemands, même s'il n'y a aucun sens à dire que les uns ou les autres sont supérieurs en tout.

Virtuellement, chaque portion de l'espèce humaine excelle en quelque chose. D'un point de vue économique, cela signifie que des avantages mutuels peuvent découler de la coopération parmi les divers groupes raciaux et ethniques, que ce soit au moyen des marchés intérieurs, du commerce international ou de la migration des gens. D'un point de vue politique cependant, il est fort difficile de faire admettre la légitimité et les bienfaits économiques de ces différences entre groupes. Le conflit entre leurs conséquences économiques et leurs conséquences politiques se retrouve sans arrêt dans les chapitres qui suivent.

LES CHINOIS D'OUTRE-MER

La Chine avait une grande civilisation, une civilisation raffinée, plus de deux millénaires avant le Christ. Elle était — et demeura pendant des siècles — le pays le plus avancé du monde en technologie, organisation, littérature et commerce¹. La Chine avait fondu le fer plusieurs siècles avant tout pays européen². Le plus ancien livre existant fut publié en Chine en 868 de notre ère³. Vers le xi^e siècle, la Chine avait atteint un développement économique qu'aucun pays européen ne connut avant le xviii^e⁴. Au xvi^e siècle encore, la Chine avait le niveau de vie le plus élevé du monde⁵.

Géographiquement, la Chine était coupée en son milieu par une région montagneuse, et compartimentée par d'autres zones d'après collines ; il en résultait de grandes différences régionales quant à la culture, aux valeurs et au langage⁶. Alors qu'il y a depuis fort longtemps une seule langue chinoise *écrite*, les dialectes chinois parlés diffèrent fortement entre eux, au point d'être incompréhensibles dans d'autres régions⁷. La Chine a longtemps été un pays d'extrême régionalisme, ainsi qu'il s'en est constitué dans d'autres contrées fragmentées par le relief, comme l'Italie méridionale et la majeure partie de l'Afrique subsaharienne. Dans la Chine du xix^e siècle, les villages étaient souvent en guerre avec leurs voisins⁸.

La Chine fut pendant des siècles une nation insulaire, dont les habitants cherchaient peu le contact avec le monde extérieur des « Barbares », et pensaient encore moins à y émigrer. Toutefois, il y eut des conquêtes militaires chinoises en Asie du Sud-Est avant l'ère

chrétienne, et des commerçants chinois y établirent des courants d'échange à la même époque⁹. L'immigration de Chinois dans le Sud-Est asiatique s'intensifia sous la dynastie Ming (1368-1644)¹⁰. Les Chinois descendirent vers le Siam (aujourd'hui Thaïlande), l'Indochine (Vietnam, Cambodge et Laos), la Malaisie (Malaysia), les Indes orientales néerlandaises (Indonésie) et les Philippines. Les « Chinois d'outre-mer » se répandirent aussi en Amérique latine, aux Etats-Unis et au Canada.

EN ASIE DU SUD- EST

Lorsque les Chinois commencèrent à s'implanter dans divers pays d'Asie du Sud-Est, il y a quelque 600 ans, la plupart de ces régions étaient gouvernées par nombre de souverains locaux indigènes. Les siècles passant, les puissances colonisatrices européennes étendirent leur domination sur une grande partie de l'Asie du Sud-Est, agglomérant nombre de petites entités politiques en vastes colonies ou Etats. Mais la fin de la seconde guerre mondiale marqua le commencement de la fin pour le colonialisme européen, et de la montée du nationalisme dans l'Asie du Sud-Est. La situation des minorités chinoises dans la région fut affectée par tous ces changements historiques.

Dans les premiers siècles de l'émigration chinoise, il se forma de petits établissements chinois dispersés, qui ne jouaient aucun rôle notable dans la vie des pays d'accueil. La Chine même ne s'intéressait guère au sort de ces émigrants¹¹ qui, en quittant le pays, commettaient un crime puni par la décollation¹². L'arrivée des gouvernements coloniaux européens conduisit à la pacification et à la consolidation d'ensembles plus vastes (parfois englobant de nouveaux territoires), d'où une sécurité accrue et un champ d'action élargi pour les entreprises économiques. Cette période fut celle de la migration à grande échelle des Chinois dans l'Asie du Sud-Est. Vers 1947, il y eut là environ 8,5 millions de Chinois pour une population totale de 157 millions¹³. Mais l'avènement d'Etats indépendants à fort sentiment nationaliste marqua la fin de l'immigration chinoise¹⁴. Néanmoins, après la fin de la seconde guerre mondiale, la diaspora chinoise continua à augmenter en nombre par les naissances. En 1960, les Chinois « ethniques » étaient 11 millions en Asie du Sud-Est, pour un total de 215 millions d'habitants¹⁵ ; et en 1974, il y en avait 16 millions sur un total de 309 millions¹⁶. A certains égards, l'histoire de la

région a été plus fortement marquée par les Chinois expatriés que par les Européens qui y exerçaient le pouvoir colonial¹⁷.

Une partie de ces Chinois fut biologiquement absorbée, une autre culturellement assimilée ; certains sont devenus des citoyens par naturalisation, et certains sont restés entièrement Chinois de culture et de nationalité après des générations — voire des siècles de présence en Asie du Sud-Est.

Dans ces pays, la définition même d'un « Chinois » a présenté de difficiles problèmes aussi bien pour les politiques que pour les savants. En Thaïlande, par exemple, des milliers d'individus sont classés comme Chinois dans certaines catégories sociales, et comme Thaïs dans d'autres¹⁸. Le nombre des Chinois d'outre-mer varie grandement, selon qu'on le mesure d'après la langue maternelle ou la citoyenneté, ou si on le fait (comme dans ce livre) d'après l'identification ethnique que les individus se donnent à eux-mêmes¹⁹.

Aujourd'hui, la plupart des Chinois d'outre-mer en Asie du Sud-Est — 85 % — sont nés dans le pays-même où ils vivent²⁰. Bien que ces Chinois représentent environ 5 % de la population globale de la région, cette proportion varie considérablement d'un pays à un autre. En 1974, la minorité ethnique chinoise au Vietnam n'atteignait pas tout à fait 1 % ; elle était juste au-dessus aux Philippines, environ 3 % en Indonésie, 9 % en Thaïlande, et 36 % dans la péninsule malaise. A Singapour, 72 % des résidents sont chinois²¹.

Il y a aussi des variations régionales à l'intérieur de chaque pays, les Chinois ayant tendance à se concentrer dans les centres urbains — en Malaysia ils y sont majoritaires²². En Thaïlande, plus de la moitié des Chinois vivent dans la capitale, Bangkok, ou aux alentours²³. Avant que les communistes ne s'emparent de l'Indochine, au moins la moitié de la population chinoise du Sud-Vietnam, du Laos et du Cambodge vivait dans, ou autour, des capitales : Saïgon, Vientiane, et Phnom-Penh²⁴. Aux Philippines, plus de la moitié des Chinois se sont concentrés dans la capitale, Manille²⁵. Bref, partout en Asie du Sud-Est les Chinois ont représenté un élément moderne, urbain et commerçant, dans les sociétés traditionnelles, rurales et agricoles.

Historiquement, la plupart des Chinois qui s'établirent en Asie du Sud-Est provenaient des provinces sud-orientales de la Chine, voisines de ces pays²⁶. Leurs origines sociales étaient d'ordinaire modestes, et parfois le groupe comprenait des marginaux, des vagabonds, et des

délinquants²⁷. C'étaient le plus souvent des hommes, et dans beaucoup d'endroits ceux qui s'y fixaient épousaient des femmes du pays²⁸ tout en s'efforçant de maintenir leur progéniture dans la culture chinoise — généralement avec plus de succès pour la première génération que pour les suivantes²⁹. D'autres avaient laissé une épouse derrière eux au pays, et les hommes tantôt y retournaient quelques années plus tard, tantôt les envoyaient chercher pour vivre dans leur nouvelle demeure après être arrivés financièrement.

Le Chinois expatrié commençait d'ordinaire sa nouvelle vie dans un pays d'Asie du Sud-Est comme un travailleur manuel sans capital, qui travaillait et épargnait avec acharnement jusqu'à ce qu'il ait assez d'argent pour se mettre à son compte³⁰. Tandis que les immigrants chinois étaient volontaires pour travailler même dix-huit heures par jour, aussi longtemps qu'il fallait pour atteindre leurs objectifs pécuniaires, les paysans natifs du pays d'accueil consacraient d'ordinaire la moitié de l'année au loisir³¹. Alors que ces paysans indigènes empruntaient volontiers pour se procurer même des articles de luxe³², les immigrants chinois vivaient austèrement de nourritures peu appétissantes, et s'entassaient dans des logements surpeuplés³³. Lorsqu'il y avait parmi eux des femmes, ces Chinoises aussi travaillaient avec une intensité résolue, supportant de dures épreuves. Il n'était pas rare qu'une Chinoise travaille aux champs pendant de longues heures courbée en deux sous un lourd soleil, souvent dans l'eau jusqu'aux genoux, et même en portant un bébé sur son dos³⁴.

Les Chinois apportèrent une nouvelle vitalité aux cultures populaires, limitées à leurs traditions, des paysans de l'Asie du Sud-Est. Travaillant plus dur et épargnant davantage que les indigènes, les Chinois ont créé de nouvelles fonctions, de nouvelles plantations, de nouvelles affaires et de nouvelles industries. Ils furent les premiers à planter des hévéas et à exploiter des mines d'étain en Malaisie au XIX^e siècle³⁵. Ils mirent sur pied des réseaux de commerce de gros et de détail dans toute la région³⁶. Ils acquirent une réputation de gens industriels, frugaux, avisés et dignes de confiance³⁷. Leur savoir-faire comme artisans et petits entrepreneurs en faisait des concurrents redoutés³⁸. C'est ainsi qu'ils finirent par dominer l'activité commerciale, en particulier les commerces de détail, dans toute la région³⁹.

Bien qu'ils ne comptent que 5 % environ de la population dans cette Asie du Sud-Est, les Chinois d'outre-mer en étaient arrivés à posséder en Indochine la plupart des rizeries⁴⁰, 75 % aux Philippines⁴¹, entre 80 et

90 % au Siam⁴². Les Chinois tenaient plus de 70 % de tout le commerce de détail en Thaïlande, Vietnam, Indonésie et Cambodge ; environ 75 % aux Philippines et 85 % en Malaysia⁴³. Les Chinois furent aussi des financiers, des intermédiaires et usuriers partout en Asie du Sud-Est. Vers 1974, les Chinois du Sud Vietnam détenaient 60 % de l'investissement total dans la fabrication de papier, 80 % dans les textiles, le fer et l'acier, les produits chimiques et assimilés⁴⁴. En Thaïlande en 1972 ils détenaient 80 % de l'investissement total dans les professions de santé, de transport, de services ; 90 % de l'investissement dans la manufacture, le commerce de gros et de détail, ainsi que 95 % dans l'importation⁴⁵.

Economiquement, les Chinois ont apporté avec eux des talents et un esprit d'entreprise qui faisaient défaut aux cultures indigènes, améliorant ainsi leur niveau de vie en même temps que celui des indigènes. Politiquement, d'autre part, ils ont été la cible des insultes, de la discrimination, souvent d'émeutes et même de massacres en masse à diverses époques de leur histoire. Même là où ils ont été partiellement assimilés dans la population locale, la haine du Chinois a été endémique dans toute la région. Les Philippines en sont un exemple typique.

... L'homme politique philippin qui éprouve l'impérieux besoin de déclarer qu'« il faut absolument faire quelque chose pour le problème chinois » a de fortes chances de présenter dans ses yeux et dans la structure osseuse de son visage des indices criants du fait qu'il a dans ses ascendants un ou plusieurs Chinois. La même anomalie se rencontre au Siam... Pressé de s'expliquer sur son procès contre les Chinois, le politicien philippin dira que les Chinois sont trop nombreux, qu'ils ont entre leurs mains plus de la moitié du commerce de détail, qu'ils exigent des prix trop élevés, qu'ils trichent sur les poids et mesures, et font de gros bénéfices. Si l'on objecte que, les choses étant même supposées telles, tout ce qu'un Philippin a à faire est d'ouvrir lui-même une *tienda* et d'enlever au Chinois la clientèle du village, le politicien changera probablement ses batteries. Il dira maintenant que le niveau de vie chinois est déplorablement bas ; le Chinois qui ouvre une *tienda* est prêt à vivre dans un coin de son magasin, il se nourrit de presque rien et travaille jour et nuit ; sa famille et son commis, s'il en a un, font de même. A Manille, ajoute le politicien, les Chinois violent obstinément la loi des huit heures. Au total, l'accusation est maintenant que le Chinois conduit ses affaires non pas avec trop, mais avec trop peu de frais généraux et trop peu de bénéfice. Si telle est la vérité, alors les Chinois rendent un excellent service à la communauté en tant que distributeurs. Si le Philippin peut acheter bon marché, c'est que le Chinois vit chichement⁴⁶.

Lorsque les Chinois furent expulsés de Manille au XVII^e siècle, les prix *montèrent* au lieu de descendre, la hausse des prix n'empêcha pas la pénurie des produits de première nécessité. Finalement, il fallut permettre aux Chinois de revenir ; mais l'on continua de les accuser d'appauvrir les indigènes tout au long des siècles suivants et aussi bien dans les Philippines que dans le reste de l'Asie du Sud-Est. Il n'a jamais été rare que les processus économiques rendent des verdicts très différents des processus politiques, que ce soit contre les Chinois ou contre de nombreux autres groupes raciaux et ethniques, de par le monde. Souvent les attitudes et les comportements privés des gens du pays dénotaient une réalité bien différente de celle qu'ils exprimaient publiquement et politiquement. Par exemple, le même paysan qui imputait aux Chinois tous ses malheurs, n'envisageait pas moins avec faveur la perspective de donner en mariage sa fille la plus jolie à un homme d'affaires chinois⁴⁸.

On a depuis des siècles comparé les immigrants chinois en Asie du Sud-Est aux Juifs d'Europe⁴⁹. Cependant, les Chinois ont bien plus largement dominé les économies locales, que les Juifs n'ont pesé dans les économies européennes plus évoluées. Peut-être pourrait-on appeler les Juifs : les Chinois d'Europe.

Malgré de nombreuses analogies, les deux groupes différaient en ce que les Chinois avaient une patrie, vers laquelle ils finissaient souvent par s'en retourner. C'est pourquoi la population chinoise d'immigrés se modifiait constamment, avec à la base de nouveaux arrivants et, au sommet, des résidents de longue date qui rentraient au pays. Mais à toutes les époques les Chinois étaient présents à tous les niveaux économiques⁵⁰. A Bangkok, par exemple, les trois quarts des notables fortunés de cette communauté venaient de Chine — fréquemment de milieux très humbles, et presque tous avaient fait leur fortune en Thaïlande⁵¹. En Indonésie, les immigrants chinois arrivaient d'ordinaire ne possédant « rien d'autre qu'un baluchon de vêtements, une natte et un oreiller »⁵². Parmi les Chinois de Malaysia, « quelques coolies miséreux ont fondé des familles de millionnaires possédant des mines, des plantations, des grandes entreprises et des banques »⁶³. En résumé, les Chinois ne furent pas simplement un groupe de privilégiés assis en permanence au sommet de la pyramide économique. Beaucoup d'entre eux durent s'élever de la pauvreté à la fortune, génération après génération.

La plupart des Chinois d'Asie du Sud-Est n'ont pas été des riches,

mais les Chinois étaient surreprésentés parmi les gens les plus prospères de la région. En 1936, par exemple, le revenu total des contribuables chinois en Indonésie était de 64 % plus élevé que celui de tous les contribuables indonésiens⁵⁴. En 1970, le Chinois moyen de Malaysia gagnait le double du revenu du Malais moyen⁵⁵.

Ce n'est pas seulement dans le commerce et l'industrie, que la conduite des Chinois immigrés différait ordinairement de celle des indigènes. Par exemple, en Malaysia, où le nombre des étudiants chinois et malais est équivalent, il y a trois Malais pour un Chinois dans les disciplines littéraires, tandis que les Chinois sont plus nombreux que les Malais dans les branches les plus ardues et exigeantes comme la médecine (plus de deux contre un), les sciences (8 contre 1), et la technique (15 contre 1)⁵⁶. Dans les deux plus prestigieuses universités de Thaïlande, 79 % des étudiants sont de descendance chinoise, alors que 9 % seulement de la population est ethniquement chinoise⁵⁷. En dépit de mesures politiques anti-chinoises en fait de recrutement des forces armées, l'on estime que la moitié des pilotes de l'aviation militaire sont chinois⁵⁸, alors qu'un tiers à peu près de la population est chinoise⁵⁹. Malais et Chinois diffèrent aussi quant à l'urbanisation : les Malais sont surtout ruraux, les Chinois citadins⁶⁰.

Si prépondérants qu'ils aient été dans l'économie des pays du Sud-Est asiatique, les Chinois ont soigneusement évité les carrières politiques ou les mouvements politiques⁶¹ — tout comme ils l'ont fait aux Etats-Unis pendant leur montée de la pauvreté vers l'aisance⁶². C'était là un refus délibéré de leur part de se mêler de la politique⁶³, plutôt qu'une simple inaptitude à se faire élire aux fonctions publiques. Aux yeux des Chinois d'outre-mer, l'ascension économique et la notoriété politique étaient incompatibles⁶⁴. En certains endroits, les Chinois étaient exclus des postes publics⁶⁵, mais même lorsqu'ils ne l'étaient pas, les Chinois portaient peu d'intérêt à la politique du pays où ils vivaient, et davantage aux événements politiques en Chine, où ils comptaient retourner⁶⁶.

Leur absence d'influence politique à peu près totale rendait les immigrés chinois vulnérables à toutes sortes de discriminations, en tant que minorité ethnique détestée dans toute cette partie de l'Asie. Parfois ils étaient seuls assujettis à des impôts spéciaux⁶⁷, souvent ils étaient confinés par la loi dans certains districts ou certains quartiers urbains⁶⁸ et exclus d'un certain nombre d'activités économiques⁶⁹. Généralement, les Chinois enduraient stoïquement ces discriminations avec « un

détachement absent »⁷⁰. On raconte au XIX^e siècle, l'histoire d'un Chinois « immensément riche » écoutant en silence, la tête baissée, la lecture de décisions politiques hostiles prises au Siam ; « il semblait que cent orages tonnans soient enfermés dans cette expression à la fois fière, dédaigneuse et cependant résignée »⁷¹... Les Chinois étaient partout connus comme des gens pacifiques, et comme des sujets accommodants pour les gouvernants⁷². Leurs efforts politiques se bornaient d'habitude à verser des pots de vin ou corrompre de quelque autre manière des politiciens influents ou des fonctionnaires subalternes, pour contourner les nombreuses lois, réglementations et impositions dont ils étaient harcelés⁷³.

Parfois, l'oppression devenant intolérable, les Chinois immigrés risquaient une révolte mais celle-ci était brutalement réprimée⁷⁴. L'une d'elles, aux Philippines en 1603, déclencha le massacre de 23 000 Chinois⁷⁵. Toutefois, les violences de masse avaient généralement leur origine dans la population indigène⁷⁶. Les gouvernements et les courants politiques aussi provoquèrent des émeutes et le pillage des communautés chinoises⁷⁷. A la suite de l'accession à l'indépendance des colonies européennes après la seconde guerre mondiale, les passions nationalistes tournèrent vite à la chasse au Chinois. En 1947 l'Indonésie fut le théâtre d'une épidémie de violences, destructions, pillages, viols et meurtres, déchaînée contre les Chinois⁷⁸. Des Chinois furent massacrés aussi loin qu'au Mexique⁷⁹.

Partout le problème de base est le même. Le « contraste flagrant entre leur propre pauvreté et la prospérité commerciale des Chinois » qui enflamma la colère des agriculteurs de Malaisie⁸⁰ a soulevé de même des populations paysannes autour du monde. Les différences de comportement qui sont à la source des différences économiques sont rarement perçues, ou considérées comme des causes fondamentales. Puisque la liste des méfaits qui se commettent dans n'importe quel groupe nombreux est virtuellement inépuisable, il existe certainement quantité de fautes commises par des Chinois capables d'engendrer des griefs contre leurs communautés, et l'on a tendance à expliquer par ces griefs les disparités économiques ; toutefois, les Chinois aussi pourraient dresser une liste impressionnante de méfaits commis par des Asiatiques et par les puissances colonisatrices dans la région.

Le contraste entre la valeur économique des Chinois pour divers pays et l'animosité politique qu'ils ont suscitée parmi des populations pauvres

et attardées explique les fluctuations historiques dans les politiques suivies à leur égard — comme vis-à-vis des Juifs en Europe, des Arméniens en Asie Mineure, et d'autres groupes du même genre de par le monde. Parfois, à certains endroits, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, les Etats accueillaient volontiers des Chinois pour ensuite limiter leur immigration, voire les expulser purement et simplement⁸¹. Les talents, l'esprit d'entreprise et la capacité de travailler durement des Chinois sont particulièrement précieux dans les sociétés rurales des régions tropicales, où ce genre de tempéraments est plutôt rare. C'est ce que comprenaient des dirigeants prévoyants, dans les périodes calmes, quand ils encourageaient l'entrée des Chinois ; mais une fois que l'hostilité populaire à leur encontre arrive à un certain degré d'intensité, ces immigrés constituent un bouc émissaire commode sur lequel faire dévier le mécontentement, une tentation pour tout démagogue, et un fardeau politique pour tout gouvernement qui voudrait défendre leurs droits. Dans ces cas, l'attitude typique des Etats fut soit de les abandonner aux émeutiers, soit de prendre eux-mêmes des mesures rigoureuses contre eux.

Lorsque les puissances coloniales eurent reconnu après la seconde guerre mondiale l'indépendance des nations du Sud-Est asiatique, celles-ci lancèrent de larges campagnes de discrimination officielle contre les Chinois, quoiqu'on les présentât comme favorables aux natifs. On institua des quotas pour l'accès aux emplois administratifs et pour l'admission dans les institutions d'enseignement supérieur de la Malaysia⁸² ; on fixa comme « objectif » que 30 % des entreprises et industries soient aux mains de Malais⁸³. En Indonésie, une loi de 1959 interdit aux Chinois le commerce de détail dans les villages⁸⁴, et il y eut un système « préférentiel » d'allocation des licences d'importation et d'accès au marché des changes aux entreprises appartenant à des Indonésiens indigènes. Les rizeries appartenant à des Chinois furent confisquées, et les endroits où les Chinois seraient autorisés à travailler ou résider furent strictement réglementés⁸⁵. En Thaïlande, il y eut des quotas d'embauche réservés aux Thaïs⁸⁶. Aux Philippines, on décréta que les Chinois ne pourraient ouvrir de nouvelles entreprises d'importation, et des magasins de détail leur appartenant furent fermés⁸⁷. Les conséquences économiques de ces mesures furent les suivantes : des pénuries massives de céréales⁸⁸, un exode des capitaux chinois⁸⁹, un contournement général des règlements⁹⁰ qui évita le désastre économique

complet qu'aurait entraîné pour l'Asie du Sud-Est une application effective des mesures conçues pour restreindre l'activité des Chinois.

Les Chinois — politiquement désarmés, étrangers, mais prospères, facilement repérables et impopulaires⁹¹ — furent en butte aux attaques politiques dans toute la région sud-orientale de l'Asie. Leurs écoles privées furent de plus en plus réglementées par les gouvernements, qui imposèrent les langues et les programmes, interdisant les livres et les systèmes éducatifs qui déplaisaient aux hommes politiques en place. En certains cas, des Chinois nés sur place furent contraints de « retourner » en Chine ou à Taïwan — où ils n'avaient jamais vécu. Mais, malgré les législations anti-chinoises et les pressions diverses, les « Chinois d'outre-mer » ont continué à prospérer, en partie grâce à leur ingéniosité à déjouer les lois et règlements, mais plus fondamentalement parce que ni les gouvernements ni les hommes d'affaires indigènes ne s'étaient révélés capables de les remplacer dans la vie économique⁹².

– La Thaïlande

Les Chinois font partie depuis 700 ans de l'histoire du Siam⁹³, qu'on appelle Thaïlande depuis 1950. Il s'y trouvait en 1960 plus de 400 000 personnes de nationalité chinoise⁹⁴, mais le nombre total de Chinois *ethniques* en Thaïlande dépassait 2 millions⁹⁵. Dans les premiers siècles de l'immigration au Siam, les Chinois étaient les bienvenus⁹⁶, et même parfois admis à de hautes positions dans le gouvernement siamois⁹⁷. Il y eut au XVIII^e siècle des rois de Siam qui étaient à moitié chinois⁹⁸. Au surplus, le prestige de la civilisation chinoise était très haut dans ce pays⁹⁹.

Jusqu'à une époque avancée du xx^e siècle, les immigrants chinois au Siam étaient surtout des hommes, qui épousaient des Siamoises et leurs enfants étaient élevés à la mode siamoise¹⁰⁰. Les Chinois et leur progéniture apportaient le genre d'énergie et d'initiative qui manquait souvent chez les indigènes¹⁰¹, quoique, dans leur culture extérieure, les Chinois devinssent Siamois¹⁰². Un voyageur britannique, arrivant à Bangkok avant le lever du jour le 10 mai 1833, trouva « un grand nombre de forgerons chinois s'activant à travailler le fer »¹⁰³. Les Chinois de divers métiers passaient pour être les premiers levés de toute la population chaque matin¹⁰⁴. Leurs métiers allaient de coolie et tireur de

pousse-pousse (besogne que nul Siamois n'acceptait¹⁰⁵) à boucher, boulanger, éboueur, balayeur, colporteur et marchand. Les Chinois en vinrent à dominer les activités mécaniques dans le pays¹⁰⁶, et au xx^e siècle ils constituaient presque tout l'effectif de la main-d'œuvre dans les rizeries siamoises¹⁰⁷. La plupart des Siamois indigènes travaillaient dans l'agriculture¹⁰⁸, mais la plupart du travail non agricole était effectué par les Chinois, toujours disposés à fournir de longues heures de travail pénible dans les activités industrielles et commerciales¹⁰⁹. Cependant, même en agriculture, ce furent les Chinois qui introduisirent la canne à sucre, le poivre et nombre de fruits ou légumes¹¹⁰.

Au Siam comme ailleurs en Asie du Sud-Est et dans le monde entier, partout où allaient les Chinois il y avait des sociétés secrètes, les *tongs*¹¹¹. Historiquement, l'origine des *tongs* remontait à des associations de Chinois religieux et patriotes, qui avaient l'appui spontané de la population¹¹². Mais, au cours des siècles elles avaient dégénéré en organisations de racket et de criminels¹¹³. Leurs activités illégales et leurs violences jetèrent le discrédit et la suspicion sur l'ensemble de la communauté chinoise, naturellement paisible et laborieuse. Au Siam, les sociétés secrètes chinoises furent responsables d'émeutes en 1889 et de combats de rue avec armes à feu en 1895¹¹⁴.

Vers 1840, chaque année, 15 000 immigrants chinois arrivaient au Siam¹¹⁵. Au début du xix^e siècle, l'on estimait que la moitié de la population de la capitale était chinoise¹¹⁶. Environ 40 % des immigrants s'établissaient définitivement au Siam, la moitié d'entre eux épousant des Siamois¹¹⁷.

Au Siam comme ailleurs, les Chinois évitèrent délibérément les activités politiques¹¹⁸. Les discriminations ne provoquaient d'habitude que très peu de protestation de la part des Chinois, mais plutôt un « acquiescement résigné »¹¹⁹. Dans les rares occasions où ils tentèrent effectivement de se révolter, ils furent traités aussi impitoyablement qu'ailleurs en Asie du Sud-Est. En 1847, par exemple, une insurrection chinoise fut matée par des troupes siamoises qui, ensuite, procédèrent à « un massacre général d'hommes, de femmes et d'enfants qui n'offraient aucune résistance »¹²⁰. Politiquement, les Chinois étaient totalement sous la coupe des dignitaires siamois¹²¹. Ceux d'entre les Chinois qui ne renonçaient pas à leur nationalité d'origine étaient assujettis à un impôt spécial, et un observateur notait : « Il n'y a rien qu'un policier siamois ait autant de plaisir à faire, que d'emmener quelque malheureux Chinois

payer cet impôt »¹²². D'un autre côté, la réussite économique des Chinois provoquait l'admiration et même de l'émulation ; certains Siamois affectaient de se coiffer à la chinoise pour se faire passer pour Chinois¹²³.

En gros, Chinois et Siamois vécurent côte à côte sans trop de frictions jusqu'aux premières années du xx^e siècle. La montée du nationalisme, tant en Chine qu'au Siam, modifia rapidement la situation. La Chine adopta en 1909 une loi de nationalité, par laquelle les personnes de race chinoise jouissaient de la citoyenneté chinoise, quel que soit le pays où elles vivaient. La révolution de 1911 en Chine renforça ces tendances nationalistes, et marqua le début d'une propagande nationaliste active parmi les Chinois émigrés — une politique prolongée pendant des années aussi bien par le Kuomintang que par les Communistes —. A la même époque à peu près, de nombreuses femmes chinoises se mirent à émigrer vers le Siam. « En 1910, une femme chinoise était chose rare dans les rues de Bangkok ; vingt ans plus tard, il y en avait des centaines »¹²⁵. Elles étaient plus recherchées par les hommes chinois que les Siamois, ou que les métisses, à en juger par le prix payé pour ces épouses¹²⁶. La venue au Siam de femmes chinoises marqua, comme ailleurs en Asie du Sud-Est, une baisse du taux d'absorption biologique et culturelle des Chinois dans la société d'accueil.

Les Siamois aussi eurent un nationalisme en croissance. En 1919, le gouvernement siamois réglementa les écoles privées chinoises qui enseignaient au Siam comme dans les autres pays de la région en vue de perpétuer une culture chinoise distincte¹²⁷. Au cours des années, cette réglementation devint de plus en plus stricte, en réponse aux procédés inventés pour la contourner. En 1934, cinquante livres chinois furent interdits au Siam¹²⁸. En 1940, la plupart des journaux de langue chinoise furent fermés par le gouvernement, avec descentes de police sur les écoles, les demeures et les entreprises des Chinois ; certains furent emprisonnés pour avoir continué d'envoyer de l'argent en Chine malgré la loi¹²⁹. Il y avait des exemples de tracasseries mesquines comme de frapper d'une taxe les enseignes en chinois, et des efforts de discrimination plus sérieux comme des législations et des directives politiques cherchant à chasser les Chinois de secteurs entiers de l'Industrie¹³⁰. Il y eut une imposition discriminatoire contre les étrangers (principalement chinois), en même temps que la naturalisation était rendue plus difficile¹³¹. En 1942, ceux des Chinois qui n'étaient pas citoyens du Siam furent légalement interdits

de séjour dans certaines villes¹³². On commença à réserver certaines activités professionnelles aux citoyens siamois¹³³. Paradoxalement, plusieurs des officiels siamois qui appuyèrent cette discrimination nationaliste avaient eux-mêmes plus ou moins de sang chinois¹³⁴ — produits d'une époque plus tolérante. Il n'y a là qu'un exemple entre bien d'autres d'une régression prolongée dans les relations raciales et ethniques, qu'on peut observer dans divers pays à travers le monde.

Les efforts mêmes dépensés pour empêcher le séparatisme chinois de se développer eurent pour effet de stimuler le sentiment de l'identité ethnique dans le groupe persécuté¹³⁵, tandis que la supériorité économique persistait toujours. Les Chinois continuèrent de posséder de 80 à 90 % des rizeries, les entreprises les plus importantes du pays. De plus, les Chinois avaient la haute main sur toutes les phases de la production du riz à l'exception de la culture proprement dite. Les cultivateurs siamois empruntaient aux Chinois pour vivre entre le repiquage et la moisson ; après la moisson les Chinois achetaient le grain, le transportaient, le traitaient, et réalisaient les trois quarts des exportations de riz du pays¹³⁶.

Encore que beaucoup d'entre les personnes économiquement influentes au Siam fussent des Chinois, cela ne voulait pas dire que la plupart des Chinois vivant au Siam fussent aisés. Dans les campagnes, les Chinois vivaient le plus souvent dans une hutte en feuilles de palmier, sur la terre battue, éclairée le soir d'une lampe à pétrole ou à l'huile de coco, avec leur bétail dans l'appentis. En ville, le domicile de l'entrepreneur chinois avait toutes chances de faire partie intégrante de la même bâtisse que son magasin, et l'installation sanitaire consistait en un seau que l'on vidait deux fois par jour dans un canal¹³⁷. Mais ce qui attirait les regards des masses siamoises, c'était la surreprésentation des Chinois parmi le petit nombre des gens vraiment riches. De plus, ce fait n'était pas attribué au rôle historique des Chinois dans le développement économique du pays, mais à l'exploitation : les Siamois imputaient généralement la pauvreté du paysan à l'usurier chinois¹³⁸.

La traduction politique de ces opinions populaires fut une série de programmes conçus pour pousser les Chinois hors de diverses positions économiques, et les remplacer par des membres de la population indigène. Le gouvernement du Siam encouragea la mise à la disposition des paysans siamois d'autres sources de crédit et d'autres circuits de commercialisation ; il contruisit et géra lui-même des ateliers, créa des

monopoles de vente pour le riz, l'alcool, et d'autres denrées¹³⁹. Il interdit aux Chinois de nombreuses activités. Mais en dépit de toutes ces mesures discriminatoires, les Chinois conservèrent leur rôle prépondérant dans l'économie de la Thaïlande.

C'est ainsi qu'en 1972, les Chinois détenaient entre 50 et 95 % du capital investi en Thaïlande dans les activités bancaires et industrielles, les professions médicales, le transport, le commerce de gros et de détail, la restauration, le commerce d'importation et d'exportation¹⁴⁰. Bien que le gouvernement se fût fixé pour but de « chasser les Chinois de la direction des entreprises au profit des nationaux », il se heurta aux mêmes réalités fondamentales que partout ailleurs dans le Sud-Est asiatique, à savoir qu'une population traditionnellement agricole ne pouvait fournir que relativement peu de personnes ayant le goût, les ressources et l'expérience nécessaires pour diriger des entreprises, ni même pour exécuter des travaux d'ouvrier qualifié¹⁴¹. Une loi de 1935-36 exigeant des rizeries qu'elles emploient au moins 50 % de travailleurs siamois se révéla inapplicable, parce que cette main-d'œuvre manquait¹⁴². Même certaines entreprises nationalisées, instituées pour réduire le rôle des Chinois dans l'économie, finirent par engager des directeurs chinois¹⁴³.

– *La Malaysia*

La Malaysia indépendante fut créée en 1963 en combinant l'ancienne Malaisie, Singapour et d'autres territoires de la région. Toutefois, en 1965 Singapour devint une cité libre indépendante. De sorte que l'histoire de la Malaysia est celle de la Malaisie, de Singapour et d'une partie de Bornéo, dont l'autre partie appartient à l'Indonésie.

En Malaisie comme en d'autres parties du Sud-Est asiatique, il y avait relativement peu de Chinois avant la colonisation européenne. On y trouvait au ^{xiv}^e siècle une colonie plus ou moins permanente de Chinois¹⁴⁴, mais à aucun moment ceux-ci n'y furent en nombres comparables aux époques ultérieures, où la population croissante des Chinois dépassa pour un temps le nombre des Malais.

Lorsque les Hollandais prirent Malacca en 1641, ils y trouvèrent trois ou quatre cents Chinois, boutiquiers, artisans et agriculteurs¹⁴⁵. En 1827, la ville comptait environ 4 000 Chinois sur un total de quelque 29 000 habitants¹⁴⁶. En 1795, les Anglais prirent Malacca pour l'incorporer à leur empire en expansion ; ils obtinrent aussi d'un sultan un bail sur

l'île pratiquement déserte de Penang, à l'ouest de la péninsule malaise¹⁴⁷.

Par la suite, des Malais et des Chinois s'établirent sur cette île, les Malais coupant les arbres et les Chinois faisant tout le reste des travaux nécessaires à la mise en culture¹⁴⁸. Un rapport sur la colonie de Penang, d'un haut fonctionnaire britannique sur place en 1794 disait :

« Les Chinois constituent la partie la plus précieuse de nos habitants ; en hommes, femmes et enfants ils sont environ 3 000, exerçant les différents métiers de charpentiers, maçons, et forgerons, et ils sont négociants, boutiquiers, et planteurs, ils se servent de petites embarcations et de praos et envoient des explorateurs dans les régions d'alentour. Ce sont les seules gens d'Orient desquels l'on pourrait tirer des recettes sans frais ni efforts particuliers de gouvernement. Ils représentent une ressource appréciable, mais parlant une langue que personne d'autre ne comprend, ils sont capables de former des partis et combinaisons de la façon la plus secrète pour faire échec à toute disposition réglementaire qu'ils désapprouvent, et s'ils étaient aussi braves qu'ils sont intelligents ce seraient des sujets dangereux ; mais leur manque de courage leur fait supporter beaucoup d'impôts avant qu'ils se rebellent. Ils sont infatigables dans la poursuite de l'argent¹⁴⁹...

Comme les Britanniques maintenaient la loi et l'ordre à Malacca, Penang et Singapour, pendant que le désordre s'installait en Chine après l'insurrection des Tai-Ping au milieu du XIX^e siècle, la région attira une immigration chinoise substantielle¹⁵⁰. Les Chinois vivaient surtout entre eux, gouvernés par des chefs de communauté chinois désignés par les autorités civiles¹⁵¹. Bien que les Chinois de Malacca se mariassent à des indigènes, leurs enfants étaient presque tous élevés dans la culture chinoise¹⁵². Les enclaves chinoises avaient aussi des *tongs*, les intrigues et violences de ces sociétés secrètes provoquèrent des émeutes de 1846 à 1885¹⁵³.

La colonie britannique de Singapour, à la pointe extrême de la Péninsule malaise, fut fondée en 1819. A cette époque, il ne s'y trouvait comme habitants que 120 Malais et 30 Chinois¹⁵⁴. Sous la domination anglaise la population s'accrut rapidement à 4 727 personnes en 1821, dont 1 159 étaient des Chinois. Deux ans plus tard, la population dépassait les 10 000 habitants avec plus de 3 000 Chinois. Là encore, le gouverneur rendit compte que ceux de ces habitants qui avaient le plus de valeur étaient « indubitablement les Chinois », quoiqu'il ait dû, dans l'intérêt de la tranquillité publique, faire habiter séparément ceux qui provenaient de provinces chinoises différentes¹⁵⁵. La population chinoise

de Singapour s'accrut en chiffres absolus et en proportion de la population totale. Les Chinois constituaient à peu près la moitié de la population en 1840, les trois cinquièmes en 1881, et près des trois quarts en 1931¹⁵⁶. Plus tard, après l'indépendance de la Malaysia, Singapour fut séparée du reste du pays parce que cette prépondérance de l'élément chinois dans sa population aurait donné à celle du pays entier une majorité de Chinois. Il y a là un des cas exceptionnels de nation se séparant d'une partie de son territoire et de ses habitants.

Dans la Singapour des débuts, les Chinois étaient harassés par les *tongs*, en particulier parce que beaucoup de ces Chinois étaient Chrétiens en dehors de l'orbite des sociétés secrètes. Plus de 500 Chinois de Singapour furent tués par les *tongs* pendant la semaine d'émeutes de 1851. Quatre cents périrent dans une autre série d'émeutes en 1854¹⁵⁷. Les différences régionales exacerbaient les différences religieuses et autres qui jetaient les Chinois de Singapour les uns contre les autres.

C'est au XIX^e siècle que les Chinois commencèrent à cultiver les arbres à caoutchouc et à exploiter les mines d'étain, deux industries qui devinrent dominantes et la source majeure des exportations du pays. Au début, les mineurs d'étain étaient des Malais, mais la découverte de riches gisements vers le milieu du XIX^e siècle amena un afflux considérable de mineurs chinois¹⁵⁸. En 1877 il y en avait 9 000, et 50 000 en 1882¹⁵⁹. En 1931, 70 000 Chinois travaillaient aux mines d'étain et plus de 160 000 cultivaient l'hévéa¹⁶⁰. Le capital et la technique européens firent concurrence aux Chinois pour l'étain, et finalement devinrent prépondérants. En 1920 les mines possédées par des Chinois produisaient près des deux tiers de l'étain de Malaisie, mais en 1938 c'étaient les Européens qui en produisaient les deux tiers¹⁶¹. Les Malais eux-mêmes ne jouaient qu'un rôle négligeable comme investisseurs, propriétaires ou directeurs. En 1931, Européens et Américains possédaient 84 % des plantations de caoutchouc, les Chinois 13 %, les Malais 2 %¹⁶².

Les Malais restaient largement propriétaires- exploitants agricoles, et la politique de l'Etat malais leur réservait les meilleures rizières. Les Malais pratiquaient aussi la pêche en eau douce, tandis que les Chinois dominaient la préparation du poisson salé ou séché, pour laquelle les capitaux, l'esprit d'entreprise et les relations commerciales à l'étranger sont nécessaires¹⁶³.

L'instruction gratuite fut établie pour les Malais, garçons et filles, à l'exclusion des Chinois. Cette éducation (en anglais) donnait plus

d'importance aux disciplines littéraires qu'aux disciplines scientifiques, commerciales ou techniques. Elle produisit plus d'employés potentiels que les entreprises ne pouvaient en embaucher¹⁶⁴. Les Chinois créèrent leurs propres écoles privées, beaucoup moins bien financées que les écoles du gouvernement mais enseignant en chinois avec beaucoup de propagande nationaliste dans les programmes — aussi bien celle du Kuomintang que celle des Communistes¹⁶⁵. La tendance générale de l'enseignement malais est encore apparente aujourd'hui, les Malais l'emportant sur les Chinois dans les disciplines littéraires mais se trouvant en forte infériorité numérique dans les domaines scientifique et technique¹⁶⁶.

Politiquement, les Malais ont gardé le dessus par rapport aux Chinois. Même sous le régime britannique, qui dura jusqu'en 1963, les Malais avaient un traitement préférentiel dans les postes administratifs¹⁶⁷. Quand les Japonais envahirent la Malaisie pendant la seconde guerre mondiale, leur armée d'occupation réserva aux Chinois un traitement particulièrement brutal, y compris un massacre public de 5 000 personnes en 1942¹⁶⁸. Les Chinois restèrent loyaux aux Britanniques, apportant de l'aide aux troupes britanniques souvent au péril de leur vie¹⁶⁹, tandis que beaucoup de Malais collaboraient avec les Japonais. Ces expériences du temps de guerre élargirent encore le fossé entre les communautés malaise et chinoise, et il y eut des violences entre elles une fois la guerre terminée¹⁷⁰.

La Malaisie d'après-guerre se trouvait profondément divisée politiquement et ethniquement. En 1948, les Chinois représentaient 45 % de la population, les Malais 43 % et les Indiens 10 %. Les trois groupes étaient séparés et hostiles¹⁷¹. Au surplus, les résistants anti-japonais du temps de guerre — pratiquement tous chinois — devinrent la base d'un mouvement à direction communiste visant à jeter les Anglais dehors. Paradoxalement, le principal obstacle au retrait des Britanniques était la division de la population, qui compromettait la survie d'un éventuel Etat malais indépendant. Avant la guerre, les revendications indépendantistes étaient insignifiantes, car les divers groupes se méfiaient trop les uns des autres pour souhaiter que les Britanniques s'en aillent¹⁷², alors que ces derniers avaient dès 1917 mis sur pied un programme acheminant le pays vers l'indépendance¹⁷³. Après des années de combats, les rebelles furent défaits en 1960 et la Malaisie devint la Malaysia indépendante en 1963, Singapour et sa population chinoise s'en séparant deux ans après. En son

état actuel, la Malaysia compte 53 % de Malais, 35 % de Chinois et 10 % d'Indiens. Cette composition démographique n'est pas très différente de celle de la région en 1921¹⁷⁴. Néanmoins, les Chinois sont plus nombreux que les Malais dans la population urbaine, et dans deux des onze Etats de la confédération¹⁷⁵. Il y a peu de quartiers à peuplement mixte, et peu de mariages entre races¹⁷⁶.

Bien que les Malais ne soient qu'à peine la moitié de la population, la Constitution de Malaysia réserve les quatre cinquièmes des postes administratifs aux Malais, ainsi que les trois quarts des bourses d'enseignement supérieur¹⁷⁷. Les Malais représentent aussi 84 % des inscrits sur les listes électorales¹⁷⁸, et les circonscriptions sont tracées de telle sorte qu'un Malais rural pèse politiquement autant que deux Chinois citadins¹⁷⁹. Economiquement, toutefois, les Chinois de Malaisie gagnaient plus du double du revenu des Malais en 1958¹⁸⁰ et en 1970 exactement le double¹⁸¹. Ce rapport des revenus moyens est resté le même en 1976, en dépit d'un programme gouvernemental massif qui imposa un traitement préférentiel pour les Malais dans le secteur privé¹⁸².

Avec sa prépondérance de Chinois, Singapour a de même eu un revenu par tête double de celui du pays dont elle a été séparée, en même temps qu'un taux de croissance plus élevé¹⁸³. Quant à la propriété des entreprises en Malaysia — y compris les nationalisées — elle est maintenant à 63 % occidentale, 27 % chinoise et 2 % malaise¹⁸⁴.

– *L'Indonésie*

L'Indonésie a pour origine les divers territoires regroupés à l'ère coloniale sous le nom d'Indes Orientales Néerlandaises. Elle consiste en plus de 3 000 îles — y compris Java, Sumatra et la majeure partie de Bornéo — égrenées en travers de l'Equateur et séparant l'Océan Pacifique de l'Océan Indien. Aussi loin dans le temps que le IX^e siècle de notre ère, l'on sait que des négociants chinois avaient visité Java¹⁸⁵. En 1733 il y avait 80 000 Chinois dans la seule ville de Batavia, dans l'île de Java¹⁸⁶. La Compagnie Hollandaise des Indes Orientales, souveraine dans l'île, autorisait les Chinois à y vivre dans leurs communautés, et n'intervenait chez eux que par le canal de chefs de communautés chinois nommés par la puissance coloniale¹⁸⁷.

Les Chinois ne vivaient pas seulement à part des peuples indigènes,

mais étaient réputés être plus frugaux, et travailler dur¹⁸⁸. Ils avaient en outre plus d'esprit d'entreprise. Ce furent les Chinois qui introduisirent à Java les procédés mécaniques de production du sucre de canne, que les indigènes savaient déjà cultiver¹⁸⁹. Un prêtre catholique notait au xvii^e siècle :

Parce que les Chinois sont industrieux et habiles, ils sont de la plus haute utilité à Batavia, et sans leurs services il serait vraiment difficile d'y vivre avec un minimum de confort. Ils cultivent le sol ; il n'y a guère d'artisans en dehors des Chinois ; en un mot, ils sont pour ainsi dire tout¹⁹⁰.

Sur les traces des Chinois industrieux et entreprenants, vinrent les tongs, ou sociétés secrètes, qui les suivaient partout. Comme ailleurs, ces mafiosi étaient non seulement un fardeau direct sur les communautés chinoises, mais une occasion de fort ressentiment de la part des sociétés environnantes. En 1740, les autorités hollandaises pour les Indes Orientales décrétèrent que tout Chinois qui ne pourrait prouver qu'il gagnait sa vie honnêtement serait envoyé à Ceylan — comme esclave¹⁹¹. L'alarme que cette décision répandit parmi les Chinois provoqua un soulèvement, dans lequel des milliers de Chinois furent tués. Ce fut « un massacre aveugle, après que toute résistance avait cessé »¹⁹².

Au début du xix^e siècle, les Chinois dominaient à la fois le commerce intérieur et l'import-export sur les marchés de Java¹⁹³, et amassaient des richesses bien cachées dans l'île de Bornéo¹⁹⁴. Ils devinrent des intermédiaires, non seulement au sens ordinaire mais au sens d'agent d'affaires entre les pouvoirs coloniaux européens et les populations indigènes. Les indigènes achetaient aux Européens par l'intermédiaire du Chinois, et vendaient aux Européens par le Chinois¹⁹⁵. Les grandes entreprises étaient généralement aux mains des Européens¹⁹⁶, mais les Chinois étaient imbattables comme usuriers et fermiers d'impôts — et à ces titres ils étaient au contact direct des pauvres et donc détestés. Comme ailleurs en Asie du Sud-Est, le paysan qui ne pouvait rembourser au prêteur chinois ce qu'il lui devait, devenait pratiquement l'esclave de son créancier¹⁹⁷. Tandis que les indigènes se plaignaient d'être exploités, les Européens se plaignaient de ce que les Chinois « cassaient » le marché en offrant les mêmes articles à des prix beaucoup plus bas¹⁹⁸.

Malgré leur prospérité économique, les Chinois ne jouissaient pas d'un statut d'égalité ou de liberté, aux Indes néerlandaises. Il fallut attendre le début du xx^e siècle, pour que les Chinois puissent vivre hors

de quartiers réservés ou même voyager librement à travers le pays. Ce n'était d'ailleurs pas là le fait de l'oppression coloniale. Les Chinois avaient été plus sévèrement restreints dans leurs droits par les souverains locaux, des siècles avant que les Hollandais ne colonisent cette partie du monde¹⁹⁹. Au xx^e siècle, les Chinois obtinrent progressivement l'égalité complète avec les Européens²⁰⁰, mais restèrent assujettis à des impôts plus lourds, sans avoir de représentation politique²⁰¹. Les Chinois, pourtant, restaient réputés comme « le type parfait du citoyen paisible », remarquable avant tout par son industrie, sa frugalité, et la confiance qu'on pouvait avoir en lui²⁰².

Comme ailleurs en Asie du Sud-Est, les Chinois se rencontraient à tous les niveaux économiques de la société indonésienne. Ils étaient journaliers sur les plantations, fermiers, mineurs, détaillants, et banquiers. Jusque vers 1870, le capital chinois était le principal financement disponible aux Indes orientales, mais plus tard des grands investissements en capital européens arrivèrent en masse. En 1921, les Hollandais détenaient 73 % du capital du pays, les Chinois 11 % et les Anglais 9 %²⁰³. Les grandes affaires européennes étaient de vastes sociétés anonymes alimentées par de nombreux actionnaires invisibles, et susceptibles de croître avec le temps. L'entreprise chinoise type était l'affaire d'un seul homme, qui disparaissait généralement à la mort de son fondateur²⁰⁴. Mais bien que les revenus des Européens aux Indes orientales fussent nettement supérieurs à ceux des Chinois, ceux-ci gagnaient plus que les Indonésiens²⁰⁵ et ce fait était politiquement important en termes de jalousies et de haines. Comme ailleurs au sud-est de l'Asie, la puissance coloniale protégeait les Chinois, mais au début de la seconde guerre mondiale les victoires des Japonais les mirent en danger :

... lorsque les Japonais débarquèrent à Java, les résidents furent en butte aux vols de la part des indigènes. Dans la majorité des cas, les troubles commençaient par le cambriolage d'une ou deux demeures par quelques bandits. Comme la police restait invisible, et qu'aucune résistance ne s'organisait, la totalité des habitants de la localité, qui auparavant n'avaient jamais commis de vol ou autre délit, prenait part au pillage. De plus, comme le maintien de l'ordre n'était plus assuré de façon civilisée, nombre d'autres excès eurent lieu, allant jusqu'au viol et au meurtre²⁰⁶.

Pendant les luttes d'indépendance de l'après-guerre entre les Indonésiens et les Hollandais, les Chinois se trouvèrent pris entre deux feux, et

considérés avec suspicion par les uns et les autres. Dans une certaine plantation, six cents Chinois furent massacrés et leurs villages incendiés sans égard pour les femmes et enfants qui pouvaient y être brûlés vifs ; et il y eut bien d'autres atrocités. D'après un rapport,

... les faubourgs de Tamerang ont été transformés en un enfer pour les Chinois qui depuis des années y vivaient de façon amicale avec les Indonésiens, et s'étaient si bien ajustés à leur milieu que les étrangers pouvaient difficilement les distinguer des Indonésiens véritables. Etant donné que les Chinois de cette région étaient pratiquement assimilés, il est incroyable qu'on les ait traités de la sorte²⁰⁷.

D'autres massacres de moindres dimensions eurent lieu en diverses autres parties de l'Indonésie, en 1946 et 1947²⁰⁸.

Dans l'Indonésie telle qu'elle accéda à l'indépendance nationale, il y avait plus de 2 millions de Chinois, dont près des trois quarts étaient nés dans le pays²⁰⁹. Vers 1960, et pendant cette décennie, les Chinois étaient au moins 2,5 millions²¹⁰ sur une population totale de quelque 96 millions²¹¹. Il est plus malaisé de savoir combien de Chinois ethniques avaient la citoyenneté indonésienne. L'on a estimé que 40 ou 45 % des Chinois la possédaient²¹². D'ailleurs, la citoyenneté indonésienne n'a pas épargné aux gens d'ascendance chinoise la discrimination légale et administrative du gouvernement indonésien. Parmi ces mesures figurèrent l'interdiction de journaux et périodiques chinois, la fermeture d'écoles chinoises dont le nombre tomba de plus de mille à quelques centaines, des restrictions d'importations, un contrôle des changes²¹³ et d'autres réglementations à la fois vastes et compliquées²¹⁴. On confisqua les rizeries chinoises, et des commerçants chinois furent expulsés des régions rurales²¹⁵.

La poussée anti-chinoise exercée par le gouvernement de Soekarno immédiatement après la guerre fut ensuite modérée par le président Suharto. Quelques entreprises nationalisées furent rendues à des Chinois après 1967²¹⁶. Néanmoins, le traitement préférentiel des Indonésiens indigènes continua, parallèlement à un courant sous-jacent d'hostilité populaire contre le Chinois. Des violences contre les Chinois continuèrent d'exploser de temps à autre en divers points²¹⁷. Des émeutes de cette nature secouèrent Java en Novembre 1980, laissant huit morts, des douzaines de blessés et des millions de dollars de dégâts²¹⁸. Le président Suharto condamna ces émeutes, disant que cela avait « un relent de

racisme », mais en même temps il avertissait les Chinois de « ne pas manifester une attitude et une façon de vivre qui pourrait offenser la communauté environnante »²¹⁹. Comment les Chinois devraient-ils s'enrichir sans que les Indonésiens moins prospères en prennent ombrage, voilà ce qu'il n'expliquait pas.

– *Les Philippines*

Les Philippines furent conquises par l'Espagne au xvi^e siècle, puis par les Etats-Unis au début du xx^e. Il y avait des Chinois dans cet archipel des siècles avant l'arrivée des Espagnols, et en 1590 on en comptait entre 3 000 et 4 000 dans le quartier chinois de Manille, plus 6 ou 7 000 dans le reste de la ville et les faubourgs²²⁰. Ils furent bien vus au début par les autorités espagnoles²²¹ et devinrent un élément important de la vie économique des îles. Les Chinois étaient les principaux artisans et constituaient la main-d'œuvre — charpentiers, tailleurs, savetiers et autres travailleurs — fournissant aux besoins quotidiens de la colonie espagnole²²².

Un document d'époque disait : « C'est de Chine que viennent tous ceux à qui on peut demander n'importe quel service, bien fait, vite fait et pour trois fois rien »²²³. Cependant, les autorités espagnoles ne laissaient les Chinois libres, ni d'habiter et voyager à leur gré, ni de fixer le prix de leurs marchandises²²⁴. Un soulèvement de Chinois en 1603 conduisit au massacre de 20 000 Chinois par les Espagnols²²⁵. Après quoi leur perte retentit sur les activités économiques précédemment assumées par eux car les Philippines étaient incapables de remplacer les Chinois, même en agriculture²²⁶. Un autre soulèvement se produisit en 1639, où la majeure partie de la population chinoise de l'île de Luçon fut exterminée, faute de disposer d'armes à feu. Là encore, plus de 20 000 Chinois furent tués, contre 300 Philippines et moins de 50 Espagnols²²⁷. D'autres massacres de Chinois, moins nombreux, se produisirent de temps en temps jusque dans les premières années du xix^e siècle²²⁸.

Les Chinois aux Philippines étaient en majorité des hommes, qui épousaient des femmes indigènes, ce qui donna naissance à une descendance mixte décrite comme « l'un des éléments du peuple philippin les plus capables, prospères et influents ». Vers 1940 il y avait environ trois quarts de million de ces Sino-Philippines. Quelques-uns de ceux d'entre eux qui firent carrière dans la politique furent les plus vigoureusement anti-chinois des hommes politiques locaux²²⁹.

L'un des motifs de friction était que les Philippins étaient en permanence endettés auprès de Chinois²³⁰. Les Chinois, d'autre part, étaient si frugaux qu'un dicton philippin affirmait qu'un Chinois qui gagne 12 dollars par mois en met de côté 16 ou 18²³¹ !... La prépondérance chinoise dans les métiers qualifiés perdura pendant des siècles. Encore au début du xx^e siècle, les entrepreneurs américains établis aux Philippines insistaient pour que l'on autorise l'immigration chinoise, parce que la main-d'œuvre qualifiée faisait défaut parmi les Philippins²³².

Sous l'administration coloniale américaine aux Philippines, les investissements chinois ne le cédaient qu'aux investissements américains. Les Chinois effectuaient près des trois quarts du commerce de détail et possédaient près des trois quarts des rizeries de l'archipel²³³. Tout cela, en dépit de lois datant de l'époque espagnole, qui réservaient aux Philippins 90 % de la terre cultivable²³⁴.

L'animosité des Philippins à l'égard des Chinois se traduisait de maintes façons, allant de la fiscalité discriminatoire aux violences sporadiques de la populace²³⁵. Lorsque les Philippines devinrent une république autonome en 1935, les mesures anti-chinoises furent aggravées. Le gouvernement favorisa et finança des entreprises pour concurrencer les Chinois, dont il limita les activités²³⁶. Cependant, en 1947 environ le tiers du commerce aux Philippines était aux mains d'Américains, un autre tiers aux mains des Chinois, et moins d'un quart aux mains de Philippins²³⁷. La formation de maquis communistes chinois aux Philippines pendant et après la seconde guerre mondiale aggrava les antipathies raciales. Mais au total, vers la fin des années 50, la loi avait presque entièrement exclu les Chinois du commerce de détail, ne leur laissant que 13 % des entreprises avec 37 % du capital. Néanmoins, les chiffres officiels sont d'une valeur douteuse, car les hommes d'affaires chinois sont connus pour opérer par l'intermédiaire d'un Philippin nominalement propriétaire, ou pour mettre l'entreprise au nom d'une épouse philippine, ou encore pour se faire naturaliser philippins, quoi que cela soit une opération difficile et très coûteuse pour un Chinois même s'il est né sur place²³⁹.

– *En Indochine*

Les pays que l'on connaît ces dernières années comme Vietnam, Cambodge et Laos étaient jadis compris dans un ensemble régional qu'on

appelait Indochine. A diverses époques, cette région a été divisée en d'autres unités politiques (Tonkin, Annam, Cochinchine etc.) et elle a englobé plusieurs peuples et plusieurs cultures, y compris la chinoise. L'Indochine a été sujette à diverses influences culturelles venant des grandes civilisations de l'Inde et de la Chine (d'où son nom), mais aussi de Malaisie et d'Indonésie, et enfin celle des Français qui la dirigèrent du milieu du XIX^e siècle au milieu du XX^e. Pendant près d'un millier d'années, se terminant au XIX^e siècle de notre ère, certaines parties du Vietnam relevaient de l'Empire chinois.

Des communautés chinoises existaient dans la région longtemps avant qu'elle fit partie de l'empire colonial français. Une communauté chinoise établie de Saïgon fut le théâtre d'un massacre de plus de 10 000 Chinois par les indigènes, au XVIII^e siècle, avec pillage et incendie des boutiques chinoises. En Annam et au Cambodge, les Chinois vivaient dans des communautés séparées, intérieurement divisées selon leur région d'origine en Chine. Chaque communauté était représentée par un notable choisi par les autorités du pays, et responsable devant elles de l'ordre public et de la collecte des impôts²⁴⁰.

Les administrations coloniales françaises s'efforcèrent de restreindre l'immigration de Chinois en Indochine vers la fin du dix-neuvième siècle, et de réglementer leurs déplacements et leurs activités tant qu'ils y séjournaient ; mais ces lois et règlements « qui avaient l'air parfaites à Paris marchaient fort mal à Saïgon »²⁴¹. Lorsque ces mesures oppressives commencèrent à chasser les Chinois de Haïphong, « l'Européen se trouva impuissant sans l'aide de Chinois dans ses plantations et ses mines, ses bateaux et ses wagons, ses navires et ses maisons »²⁴². Il fallut finalement alléger les entraves imposées aux Chinois. Néanmoins, tant les Français que les Indochinois indigènes continuèrent d'accuser les Chinois « d'étrangler » l'Indochine, d'y entretenir le « kyste chinois », et autres expressions péjoratives²⁴³. L'entrepreneur chinois était un concurrent trop puissant pour « les Annamites et les Cambodgiens à qui manquaient presque entièrement ses qualités d'épargne et de persévérance ». En même temps, il surclassait généralement les Européens dans la concurrence économique, parce qu'il connaissait mieux les langues du pays, les cultures locales, et se contentait de moins pour vivre²⁴⁴. En outre, l'usurier chinois exigeait moins de garanties que les banques²⁴⁵. Ce que les autres qualifiaient ainsi d'« exploitation », c'est ce que l'économiste peut appeler une prime de risque.

Après l'accession à l'indépendance, aussi bien dans les parties de l'Indochine passées au Communisme que dans les autres, le sentiment que les Chinois gagnaient trop d'argent persista, de même que les efforts pour les en empêcher. Il s'ensuivit un exode des Chinois et la perte des talents corrélative ; ce furent autant de dégâts économiques dont les autres peuples de la région subirent le poids. La prise du Nord Vietnam par les communistes en 1954 poussa près d'un million de Chinois à fuir vers le Sud²⁴⁶. Le gouvernement du Sud-Vietnam en 1956 édicta une longue série de restrictions sur les activités que pouvaient entreprendre des Chinois non naturalisés, et imposa un carcan aux écoles chinoises privées²⁴⁷. Le Laos et le Cambodge firent de même pour réserver nombre d'activités à leurs citoyens²⁴⁸. Cependant, grâce à la naturalisation ou par d'autres subterfuges, les Chinois conservèrent leur rôle dominant dans l'économie de ces pays. En 1974, les investissements chinois au Sud-Vietnam couvraient la moitié des restaurants, 60 % des papeteries et pêcheries, 80 % du fer et de l'acier, des textiles et de l'industrie chimique²⁴⁹. Les Chinois du Sud-Vietnam ne représentaient environ que 1 % de la population totale²⁵⁰. Au Laos, où les Chinois étaient 2 % de la population, ils contrôlaient à 70 % la petite industrie avant la victoire des communistes, après quoi beaucoup de ces entreprises durent fermer²⁵¹. Au Cambodge, où les Chinois étaient 5 % de la population, ils possédaient environ 70 % des capitaux industriels avant la prise du pouvoir par les communistes²⁵².

Avec la conquête communiste du Vietnam, du Laos et du Cambodge dans les années 70, commença une nouvelle phase de la politique anti-chinoise. A peu près un million de réfugiés s'enfuirent du Vietnam entre 1975 et 1979²⁵³. L'on estime que 70 % d'entre eux étaient des Chinois ethniques²⁵⁴. Ils prirent la fuite tant légalement qu'illégalement, par terre ou par mer, quelques-uns sur des bateaux tenant convenablement la mer, mais beaucoup d'autres sur des rafiots trop petits ou trop peu étanches pour résister à la haute mer. L'on estime qu'il y eut autant de malheureux à périr en mer qu'à atterrir en quelque lieu — et ces rescapés se comptèrent par plusieurs centaines de mille. On a appelé ces derniers les *boat people* — les réfugiés qui n'avaient d'autre refuge que le bateau. Beaucoup d'entre eux furent victimes au large d'équipages d'autres navires venus de divers endroits de l'Asie du Sud-Est, qui prenaient à l'abordage les embarcations de réfugiés, pour voler, assaillir, violer et

tuer les Chinois haïs et désarmés. Ces « incidents » furent si fréquents, que les organismes officiels s'occupant des réfugiés, pour enregistrer ces épisodes, adoptèrent l'acronyme « VPM » pour : viol, pillage et meurtre. Près d'un tiers des bateaux quittant le Sud-Vietnam furent assaillis en haute mer par des pirates, et un tiers des occupants subirent les trois sévices désignés par les initiales VPM²⁵⁵.

Ceux qui abordèrent furent internés dans des camps surpeuplés de Malaysia, de Thaïlande, de Hong Kong, d'Indonésie et autres parts de l'Asie du Sud-Est. La Chine communiste accueillit plus de 200 000 réfugiés, presque tous du Nord-Vietnam²⁵⁶. L'exode massif se poursuivant, plusieurs pays interdirent de nouveaux débarquements. Hong Kong empêcha par la force une cargaison de réfugiés vietnamiens de débarquer. La Malaysia renvoya 55 000 fugitifs vers le large — beaucoup condamnés à une mort certaine sur des coquilles de noix percées. Un haut fonctionnaire de Malaysia menaça publiquement de faire fusiller à vue tout fugitif qui tenterait de débarquer sur ce territoire ; l'opinion publique mondiale le contraignit tout de même à se rétracter. Alors que certains pays de l'Asie du Sud-Est arguèrent seulement qu'ils ne pouvaient matériellement pas soutenir un tel afflux de réfugiés, le gouvernement de Malaysia admit sans vergogne qu'il craignait que davantage de Chinois ne fassent basculer l'équilibre ethnique du pays²⁵⁷.

Une minorité de réfugiés — environ 200 000 — eurent la chance de pouvoir se recaser dans d'autres pays, deux tiers d'entre eux aux Etats-Unis. En Amérique, les réfugiés vietnamiens manifestèrent les mêmes caractéristiques à peu près qui avaient de longue date marqué les « Chinois d'outre-mer » en Asie du Sud-Est. Malgré le dépaysement total, ils entrèrent dans la main-d'œuvre à peu près dans la même proportion que les Américains en général, et y connurent un moindre taux de chômage²⁵⁸. Dans les écoles, leurs enfants furent gênés par l'insuffisante connaissance de l'anglais et par d'autres différences culturelles, mais obtinrent de meilleures notes en mathématiques que les enfants américains, et passaient plus de temps sur leurs devoirs à la maison²⁵⁹. De nombreux adultes commencèrent à tenir de petites affaires. Peut-être cela marque-t-il le début d'un autre chapitre de l'histoire des Chinois d'outre-mer, surmontant l'adversité et l'hostilité pour survivre et repartir vers la prospérité.

AUX ÉTATS-UNIS

L'immigration chinoise aux Etats-Unis commença au milieu du XIX^e siècle, déclenchée par la découverte d'or en Californie, en 1849. A la différence de l'Asie du Sud-Est, il y avait déjà aux Etats-Unis des entrepreneurs, investisseurs, détaillants, banquiers et autres agents économiques importants, dont les Chinois tenaient le rôle en Extrême-Orient. De plus, beaucoup d'Américains se refusaient à accepter les Chinois pour d'autres fonctions que les plus humbles.

A ses débuts, l'immigration chinoise aux Etats-Unis se présenta de la même façon qu'en Asie du Sud-Est : comme des masses de jeunes hommes pauvres, dépourvus de formation technique et d'éducation mais volontaires pour travailler tôt et tard et durement, afin de s'établir ou d'épargner suffisamment pour retourner en Chine avec des ressources assurées. Beaucoup traversèrent le Pacifique dans les entreponts, entassés épaule contre épaule, ou tête-bêche dans des cales pauvrement aérées. Parfois on embarquait comme *standees* des passagers debout, qui prenaient leur tour pour dormir sur les bat-flancs, durant un voyage qui pouvait durer trois mois sur les bateaux à voile, à la merci du vent. L'eau à boire était rare et la nourriture de médiocre qualité ; beaucoup moururent avant d'atteindre l'Amérique²⁶⁰.

Ceux qui arrivaient aux Etats-Unis trouvaient « le réseau institutionnel relié au pays, là-bas, très loin, — et qui était là pour les accueillir au moment où ils débarquaient »²⁶¹. Comme en Asie du Sud-Est, la communauté chinoise, en Amérique, était une enclave distincte du milieu, fermée sur elle-même. Elle réglait presque tous ses problèmes et ses disputes sans recourir aux tribunaux, au système politique, à la police ou à quelque autre institution de la société environnante. La *Chinese Consolidated Benevolent Association* — mieux connue sous le nom des *Six Compagnies* — présentait un front uni au monde extérieur et exerçait un contrôle interne sur l'individu chinois. Par exemple, « aucun Chinois ne pouvait acheter un billet de retour pour la Chine, à moins d'avoir réglé ses dettes contractées aux Etats-Unis, et obtenu le congé prescrit des Six Compagnies »²⁶².

En 1880, il y avait plus de 100 000 Chinois aux Etats-Unis²⁶³, dont plus des quatre cinquièmes sur la côte du Pacifique, et 95 % du sexe masculin²⁶⁵. Curieusement, rares furent les Chinois qui travaillèrent aux mines d'or — dont la découverte les avait d'abord attirés en Amérique.

Les Chinois furent les premiers, parmi les nombreux étrangers, à être exclus des camps de mineurs, bien qu'ils y fussent tolérés comme cuisiniers et laveurs de vêtements²⁶⁶. Des milices privées faisaient respecter ces exclusions, la violence ou la menace chassant les Chinois d'une localité à une autre dans les Etats du Pacifique et des Rocheuses, et jusqu'en Alaska²⁶⁷.

A partir des années 1860, des milliers de Chinois commencèrent à travailler pour la *Central Pacific Railroad*²⁶⁸, construisant les voies ferrées depuis la côte occidentale, à travers les montagnes, jusqu'en Utah où ils firent la jonction avec les voies de la *Union Pacific* construite en sens inverse pour former la première liaison ferroviaire à travers l'Amérique. Le travail de franchissement des montagnes était si dur, qu'en général les Blancs ne gardaient pas longtemps leur emploi ; mais les Chinois plus petits — que l'on s'était attendu à voir « tomber sur place »²⁶⁹ — restaient à leur poste et terminèrent le travail :

Jaunes de peau, vêtus de bleu, chapeaux plats, décharnés mais infatigables, ils poussèrent de la pelle et de la pioche la *Central Pacific* par-dessus les Sierras à la rencontre de l'*Union Pacific* — l'un des plus grands exploits de construction ferroviaire de tous les temps²⁷⁰.

Travailler dur et longtemps, cela devint la marque de fabrique des Chinois dans bien des métiers en Amérique, comme en Asie du Sud-Est. Les ouvriers agricoles chinois se firent une telle réputation pour leur ténacité au travail, qu'étant en 1870 un dixième de l'effectif des travailleurs agricoles de Californie, ils en étaient la moitié en 1884. Ce sont des travailleurs chinois qui ont planté les grands vignobles d'où est sortie l'industrie vinicole de Californie. Ils étaient 80 à 85 % de tous les ouvriers vigneron pendant les années 1880, mais furent évincés par une fiscalité discriminante, des pressions et des violences²⁷². Dans les années 1860, la moitié de la pêche californienne à la crevette était faite par des pêcheurs chinois, mais des décennies de discrimination fiscale finirent par les chasser aussi de cette activité²⁷³. Dans les années 1870, la grande majorité des ouvriers de conserverie en Californie et Oregon étaient des Chinois²⁷⁴. En 1866, la plupart des fabricants de cigares et la moitié des propriétaires de fabriques de cigares à San Francisco étaient des Chinois²⁷⁵. La moitié des bottes et des souliers fabriqués à San Francisco en 1873 l'étaient par des Chinois²⁷⁶. Les Chinois également comptaient 80 % des fabricants de chemises dans cette ville en 1880²⁷⁷. Des

terrassiers chinois asséchèrent les marécages et les bourbiers pour rendre possible le développement de la grande vallée centrale de la Californie et la construction de la ville de San Francisco²⁷⁸.

Les Chinois économisaient sur leur maigre salaire et envoyaient des sommes substantielles au pays natal — on les estime par exemple à 11 millions de dollars pour la seule année 1876²⁷⁹. Le gros des immigrants chinois au XIX^e siècle provenait d'un même endroit de la Chine, Toishan — l'un des 98 districts de la province du Kwangtong en Chine méridionale²⁸⁰ — lequel devint l'une des plus prospères régions de la Chine, du fait de l'argent envoyé d'Amérique par les ouvriers chinois durs à l'ouvrage²⁸¹.

En Amérique comme en Asie du Sud-Est, les Chinois furent détestés à cause de leurs vertus. Les ouvriers américains ne pouvaient rivaliser avec les Chinois, que ce soit pour l'endurance ou pour la frugalité. Les syndicats, et des gens de gauche comme Jack London, furent le fer de lance de la campagne anti-chinoise, qui se répandit dans la presse, puis à la législature de l'Etat, enfin dans les couloirs du Congrès. Des impôts spéciaux et des quotas d'embauche traquèrent les Chinois hors d'industries entières²⁸² et de nombreuses professions, des pogromes les chassèrent de bien des localités. Finalement le Congrès adopta l'Acte d'Exclusion des Chinois en 1882 qui provoqua l'arrêt presque complet de l'immigration chinoise aux Etats-Unis. Comme beaucoup de Chinois déjà immigrés continuèrent de retourner en Chine après un séjour, la population chinoise totale des Etats-Unis diminua régulièrement de plus de 100 000 en 1890 — chiffre maximum pour le XIX^e siècle — à environ 60 000 en 1920²⁸³.

Ceux des Chinois qui ne voulurent ou ne purent retourner en Chine affrontèrent un triste sort aux Etats-Unis. Le *Chinese Exclusion Act* de 1882 ne se bornait pas à restreindre drastiquement l'immigration en provenance de Chine, il rendait les Chinois juridiquement incapables de devenir citoyens américains. Cette disposition facilita ensuite de nombreuses autres formes de discrimination au niveau des législatures d'Etats et des municipalités, à l'encontre des « étrangers non admissibles à la citoyenneté » — mesures techniquement non racistes et qui pouvaient ainsi tourner le Quatorzième Amendement imposant l'égalité devant la loi. C'est ainsi qu'il fut interdit aux Chinois de posséder des terres en Californie, ou d'exercer certains métiers. En outre, certains entrepreneurs craignaient des violences s'ils embauchaient des Chinois, et s'abste-

naient de le faire. Le résultat fut que les Chinois avaient très peu de débouchés pour gagner leur vie. Le blanchissage à la main par les Chinois devint une institution typiquement américaine, parce que les autres emplois leur étaient fermés. En 1920, plus d'un quart de tous les Chinois de sexe masculin aux Etats-Unis étaient des ouvriers de blanchisseries²⁸⁴, ordinairement de minuscules entreprises individuelles. Un autre 10 % travaillaient dans la restauration, le plus souvent dans les quartiers dits *Chinatowns*. Le reste était tantôt des domestiques — à l'entretien ou à la cuisine — tantôt des ouvriers agricoles. Moins de 1 % exerçaient une profession libérale²⁸⁵.

L'existence sociale des Chinois était aussi navrante que leur situation économique. L'énorme déséquilibre entre le nombre des hommes et celui des femmes dans l'immigration chinoise du début fut perpétué par les restrictions à l'entrée des USA, et au rebours de l'Asie du Sud-Est les Chinois épousaient rarement une femme américaine. En 1890 il y avait 25 hommes pour une femme chinoise, et en 1920 la proportion était encore de 7 pour 1²⁸⁶. Ce chiffre sous-évalue le déséquilibre, car beaucoup de « femmes » chinoises étaient encore des bébés ou des enfants. Les Chinois échoués aux Etats-Unis se trouvaient fréquemment confrontés à la pauvreté chronique, au célibat forcé, et n'avaient pas d'espoir de fonder une famille — cette institution centrale de la vie chinoise. Certains dormaient à dix ou douze par chambre dans un immeuble locatif d'une Chinatown²⁸⁷. La drogue et la prostitution devinrent un caractère saillant de ces quartiers²⁸⁸, de même que le taux élevé des suicides²⁸⁹. C'est à cette époque qu'apparut l'expression « pas plus de chances qu'un Chinois »²⁹⁰.

Pas plus qu'en Asie du Sud-Est les Chinois aux Etats-Unis ne firent d'effort notable sur le plan politique (parfois aucun) pour faire redresser ces torts. Les lois étaient tournées quand on le pouvait, quelques femmes furent introduites en contrebande, généralement comme prostituées, et les Chinois continuèrent d'être durs à l'ouvrage, frugaux, et trop indépendants pour faire appel à la charité, même après des calamités telles que le tremblement de terre de San Francisco ou la Grande Dépression des années trente²⁹¹. Finalement le courant s'inversa au plan démographique. Un très petit nombre de Chinois réussirent à se marier — à peu près la moitié d'entre eux-là à des femmes américaines vers le début du xx^e siècle — et de la sorte apparurent des Sino-Américains nés aux Etats-Unis, par conséquent exempts des multiples entraves légales

opposées aux « étrangers non admissibles à la citoyenneté », mais ils restaient assujettis à d'autres formes de discrimination, notamment une ségrégation scolaire²⁹³. En 1870 un Chinois sur cent habitant aux Etats-Unis était né américain ; mais en 1900 le pourcentage était à 10 % et en 1940 la moitié de tous les Chinois résidant aux Etats-Unis étaient nés citoyens américains²⁹⁴.

La dernière génération de Sino-Américains apporta dans les écoles le même esprit de sérieux et de persévérance qui a caractérisé les Chinois en maintes activités dans des pays du monde entier. Comme écoliers, ils se tenaient mieux et travaillaient davantage que les Blancs²⁹⁵. Plus tard, au Collège et à l'Université, les Chinois se spécialisent dans les domaines les plus ardues — et lucratifs — tels que la médecine, les sciences naturelles et celles de l'ingénieur. En 1940, la proportion de Chinois occupant des professions libérales était inférieure de plus de la moitié à celle des Blancs, mais en 1960 les Chinois avaient dépassé les Blancs et en 1970 ils avaient augmenté leur avance — ayant désormais de plus fortes proportions de ces professions, que tout autre groupe ethnique des Etats-Unis²⁹⁶. Parmi les Chinois de sexe masculin, 30 % travaillaient dans des emplois techniques ou des professions libérales — proportion deux fois plus élevée que dans la population blanche. De plus, les Chinois étaient relativement plus nombreux parmi les ingénieurs et les professeurs de physique, chimie et mathématiques²⁹⁷. Le revenu des Sino-Américains était au-dessus de la moyenne nationale dès 1959, et cette avance aussi est allée en s'accroissant²⁹⁸.

Dans le sillage de ces succès économiques il se produisit une meilleure acceptation sociale. Aujourd'hui, la plupart des Chinois ne résident pas dans les Chinatowns, mais largement dans les quartiers blancs²⁹⁹. Ceux qui jadis mirent à la mode le dicton « pas plus de chances qu'un Chinois » n'imaginaient guère la résolution et la persévérance de ces gens-là.

L'ÉMIGRATION EUROPÉENNE

Pendant l'ère de « l'expansion blanche », entre 1450 et 1950, quelque soixante-dix millions doivent, estime-t-on, avoir quitté leur terre natale européenne pour des régions trans-océaniques (et la Sibérie), et ils s'y sont mêlés aux populations indigènes, les ont refoulées, ou les ont détruites¹.

De ces 70 millions qui émigrèrent d'Europe en plusieurs siècles, près de 50 millions ont immigré aux Etats-Unis² et sur ce compte, 35 sont arrivés entre 1830 et 1930³. L'immigration européenne fut importante aussi dans d'autres parties de l'hémisphère occidental — notamment au Brésil et en Argentine — ou en Australie ; et il y a eu — il y a encore — des migrations notables en Europe même. Quatre millions d'immigrants se sont fixés au Brésil entre 1884 et 1939⁴. L'Argentine en a reçu six millions entre 1853 et 1932⁵. L'immigration a aussi largement contribué au développement rapide de la population du Canada vers la fin du XIX^e et les débuts du XX^e siècle — par moments jusqu'à un quart de million par an⁶. Il y eut quelques années où l'Australie recevait plus d'immigrants britanniques que le Canada, et même que les Etats-Unis⁷.

Bien que l'immigration totale vers les Etats-Unis écrase par comparaison celles des autres pays, il y eut des pays où l'immigration représentait une plus forte proportion par rapport à la population locale, et où la diversité ethnique était plus accentuée. Par exemple, le Brésil au début du XIX^e siècle, sous la domination portugaise, resta très sous-développé jusqu'au début de l'immigration à grande échelle. Il fallait importer presque tout ce qui dépassait la simple subsistance : les briques, les portes et les fenêtres venaient d'Europe, les meubles et les chaussures des Etats-

Unis. On importait même des produits alimentaires tels que le sel, le sucre, la farine ou le riz⁸.

Près des quatre cinquièmes de l'activité industrielle dans les Etats brésiliens du Rio Grande do Sul et Santa Catarina, furent créés par les immigrants postérieurs et leurs descendants. Ces immigrants, que n'entravait pas le dédain des colons portugais envers le travail manuel, procurèrent au Brésil les artisans, les petits cultivateurs et les techniciens qui faisaient gravement défaut au pays⁹. Beaucoup étaient Allemands ou Italiens. Des immigrants germaniques établirent la première usine textile du Brésil en 1874¹⁰, d'autres introduisirent de nouvelles cultures¹¹ ou remplirent les diverses professions artisanales¹². Les immigrants italiens développèrent la production du riz et du vin¹³, des immigrants japonais celle de la soie et du thé¹⁴. Le développement industriel du Brésil au xx^e siècle a beaucoup dû également au travail des immigrants. Toute la mécanique industrielle fut importée au Brésil par les Allemands qui construisirent la première fabrique d'amidon à Santa Catarina en 1920 ; mais au milieu des années trente une autre fabrique d'amidon fut équipée de machines produites au Brésil par des ingénieurs allemands immigrés. De même, aussi tard qu'en 1941 on fonda une vaste installation pour la commercialisation du thé avec des machines importées du Japon, mais ce fut par la suite au Brésil même que des immigrants japonais se mirent à fabriquer cet outillage¹⁵.

Bien que le Brésil ait été fondé en tant que colonie portugaise, et qu'une grande partie des Brésiliens d'aujourd'hui soient de descendance portugaise, une bonne part du développement industriel du pays est due à des émigrants d'autres pays d'Europe (ou du Japon), dont les descendants sont toujours sur-représentés dans le groupe des dirigeants d'entreprises industrielles. Dans l'état de Saõ Paulo, près des trois quarts des entreprises industrielles ont appartenu à des Brésiliens non-Portugais d'origine¹⁶. En 1950, plus des quatre cinquièmes des entreprises industrielles dans la zone métropolitaine de Saõ Paulo étaient aux mains de Brésiliens non-Portugais ; la plupart venaient d'Europe, et près de la moitié étaient Allemands d'origine¹⁸.

En Argentine non plus, il n'y avait pratiquement pas d'agriculture avant l'immigration de masse des Européens non hispaniques (surtout des Italiens) qui commença dans la seconde moitié du xix^e siècle¹⁹. Il n'y avait pas d'industries, pas d'enseignement²⁰, ni même de gens disposés à faire un travail soutenu, en dehors de l'élevage du bétail²¹. Même au

début du xx^e siècle, le dicton affirmait : « Si vous voulez faire ressembler vos souliers, réparer une serrure ou une bouilloire, poser une étagère à livres, relier un livre ou imprimer un opuscule, faire développer un film ou réparer une caméra, vous irez chez un immigré ou le fils d'un immigré »²². Les chemins de fer argentins furent « intégralement anglais, organisés en Angleterre par des Anglais, avec de l'argent anglais et des locomotives anglaises »²³. Même les mécaniciens qui conduisaient ces locomotives venaient d'Angleterre²⁴.

Il y a aussi une longue histoire de l'émigration intérieure à l'Europe, habituellement partant des pays plus pauvres vers ceux économiquement plus avancés. L'Allemagne de l'Ouest, par exemple, avait en 1975 plus de 100 000 travailleurs espagnols, plus de 200 000 Grecs, plus de 300 000 Italiens, et plus d'un demi-million de Turcs. En tout, l'Allemagne avait près de quatre millions de travailleurs étrangers, et la France un nombre analogue²⁵. L'Italie est le principal pays « exportateur » d'émigrants — environ 40 % du flux total européen²⁶ — et elle a une longue histoire d'immigration temporaire ou permanente vers le reste de l'Europe, ainsi que vers l'Amérique du Nord et du Sud²⁷.

LES ALLEMANDS

Historiquement, les immigrants germaniques se sont fixés principalement aux Etats-Unis ; mais ils l'ont aussi fait en nombre important en Amérique du Sud — notamment au Brésil et en Argentine — et en Australie. Dans la période qui suivit immédiatement les guerres napoléoniennes, près de la moitié des Allemands qui s'en allaient outre-mer entre 1816 et 1830 immigraient en Amérique du Sud²⁸. Mais à partir des années 1830, la plupart s'en allèrent aux Etats-Unis : à peu près 90 % pendant le reste du xix^e siècle, et presque jusqu'à la veille de la première guerre mondiale²⁹. Pour donner une idée de l'ordre de grandeur des flux en question, la minorité allemande importante du Brésil reflète une immigration de moins de 200 000 personnes sur une période de plus de cinquante ans³⁰. Il y eut plus d'Allemands que cela pour immigrer aux Etats-Unis en une seule année³¹. En Argentine aussi, le nombre total des immigrants allemands sur presque un siècle atteignit à peine 200 000 en chiffres bruts, et moins de 100 000 en chiffres nets, déduction faite des Allemands qui partirent³². L'immigration allemande en Australie

commença pendant les ruées vers l'or au milieu du XIX^e siècle, mais le nombre total des immigrants fut encore inférieur à ceux du Brésil et de l'Argentine. Au sommet de la courbe en 1891, les immigrants nés Allemands constituaient la plus forte minorité d'Australie après les Anglais, mais ils n'étaient au total que 46 000³³.

Aux Etats-Unis

Dans l'Amérique du XVIII^e siècle, il était possible de « parler allemand de la Pennsylvanie jusqu'à la Georgie »³⁴ car les Allemands conservaient leur langage et leur culture dans des enclaves socialement closes, égrenées sur des centaines de miles au long de la vallée du Cumberland, du Shenandoah et du Piémont de Caroline. Les Allemands se partageaient les terres de ces vallées avec les Ecossais-Irlandais, mais il y avait peu de mélanges sociaux ou de mariages mixtes entre ces deux groupes très différents.

Les Ecossais-Irlandais étaient par excellence les hommes de la Frontière, fines gachettes pour combattre les Indiens et construisant des cabanes de rondins. Querelleurs et grands buveurs, ils travaillaient sporadiquement et se déplaçaient constamment pour faire reculer les avant-postes de la frontière³⁵. Leurs descendants devinrent les *Hillbillies* (« chèvres des collines ») chroniquement pauvres. Les Allemands, par contraste, progressaient sur les talons des Ecossais-Irlandais, rachetant leurs terres et, à force de travail incessant, en faisant des fermes exemplaires pour toute l'Amérique.

Les cultivateurs allemands se firent la réputation d'être les plus laborieux, les plus soigneux et les plus experts des agriculteurs de la région. Tandis que d'autres coupaient les arbres et laissaient la souche dans le sol, les Allemands extirpaient laborieusement la souche et les racines de façon à labourer totalement le sol³⁶. Là où d'autres laissaient leur bétail vagabonder, les Allemands leur construisaient d'énormes étables comme chez eux. Les fermes allemandes étaient manifestement réputées pour leur pimpante opulence, et les Allemands eux-mêmes pour leur économie et leur simplicité de mœurs³⁷. Un observateur contemporain estima que les Allemands vivaient « beaucoup mieux » que les autres Américains, et étaient moins portés sur l'usage des boissons alcoolisées³⁸.

Les artisans allemands se firent de même rapidement une réputation

d'habileté et de qualité. Leurs souffleurs de verre produisaient les exquises verreries de Steuben, leurs charrons les *Conestoga wagons* qui colonisèrent l'Ouest, et leurs armuriers créèrent la carabine de Pennsylvanie, que Daniel Boone rendit plus tard célèbre sous le nom de *Kentucky rifle*. Les Allemands de l'Amérique coloniale furent également des pionniers en imprimerie (notamment par la première Bible imprimée en Amérique), et en construisant des fours à fonte ainsi que des papeteries³⁹. On préférait ces Allemands aux autres nationalités dans diverses formes d'artisanat⁴⁰.

Les immigrants allemands du XIX^e siècle étaient moins des agriculteurs que leurs prédécesseurs du XVIII^e. Les activités industrielles et commerciales étaient plus répandues parmi les émigrants allemands du XIX^e siècle tardif⁴¹. Plus de la moitié des menuisiers de New York étaient allemands⁴². La moitié au moins de tous les Allemands employés au milieu du siècle à Milwaukee, Saint Louis, Detroit, New York et Boston étaient des ouvriers manuels qualifiés. Quelques-uns étaient des travailleurs non manuels ou des entrepreneurs, mais peu étaient sans qualification. La proportion d'Allemands travailleurs non qualifiés dans les villes citées était moindre de moitié que parmi les Irlandais⁴³. A Philadelphie, plus de la moitié des Irlandais étaient sans qualification, pour 14 % des Allemands travaillant dans cette ville⁴⁴. Comme leurs prédécesseurs du XVIII^e siècle, les immigrants allemands du XIX^e vivaient largement entre eux — dans des communautés de langue allemande, avec de nombreux journaux et périodiques en cette langue, et avec leurs spécialités culinaires, leurs boissons traditionnelles et leurs associations⁴⁵. Vers le milieu du siècle, dans la cité de New York la population de 100 000 Allemands avait 20 lieux de culte, 50 écoles, 10 librairies, 5 imprimeries et un théâtre allemand⁴⁶. En diverses régions du pays, paraissaient des journaux tels que la *Tennessee Staatszeitung*, *Der Alabama Pionier*, le *Richmond Anzeiger* et l'*Arkansas Freie Presse*⁴⁷. Pendant la guerre de Sécession, il y eut des unités intégralement allemandes dans l'armée de l'Union (du Nord), et les ordres y étaient donnés en allemand⁴⁸.

Au fil des générations, les Allemands commencèrent à absorber des éléments du langage et de la culture des Etats-Unis. Ils influencèrent aussi profondément la culture des autres Américains. Ce furent les Allemands qui introduisirent les jardins d'enfants, le lycée et le sapin de Noël, qui popularisèrent toutes sortes de musique — des fanfares aux orchestres symphoniques et aux chorales. Plus important peut-être que

tout cela, ils modifièrent les attitudes américaines vis-à-vis des amusements. La culture anglo-saxonne de l'Amérique coloniale, et plus tard des Etats-Unis naissants, considérait les activités récréatives comme suspectes pour le mieux, et comme sacrilèges si l'on s'y livrait le dimanche. Les Allemands, par contre, importèrent tout un assortiment d'amusements familiaux innocents, du pique-nique aux parades, concerts, jeux, démonstrations de gymnastique, sociétés littéraires et danses folkloriques. Au début, les Américains plus puritains furent scandalisés par ces Allemands, surtout lorsqu'ils se conduisaient ainsi le dimanche. Mais l'exemple de ces gens raisonnables, bien élevés, qui se distraient ensemble sans gêner les autres, attira peu à peu le reste de la population vers une façon de vivre qui fait maintenant partie intégrante de la façon de vivre américaine⁴⁹.

Les Allemands apportèrent à la vie économique et culturelle des contributions importantes. L'industrie de la brasserie qui débuta à Milwaukee dans les années 1840 pour servir une clientèle surtout allemande se répandit et devint une branche de l'activité nationale, à mesure que le goût pour leur produit se répandait dans toute l'Union. Les Allemands créèrent aux Etats-Unis la fabrication des pianos et les firmes qu'ils fondèrent restent de nos jours parmi les plus réputées : Steinway, Schnabel et Knabe. Ils créèrent aussi le meilleur orgue américain, le Wurlitzer. La plus importante fabrique d'instruments d'optique en Amérique fut créée au XIX^e siècle par deux immigrants allemands nommés Bausch et Lomb. Les premiers ponts suspendus construits en Amérique le furent par un autre immigrant allemand, John A. Roebling, qui avait mis au point les câbles métalliques qui rendirent possible la construction de ces ponts. Au début du XX^e siècle, 90 % des ateliers de lithogravure étaient dirigés par des personnes d'ascendance allemande⁵⁰. Des firmes fondées par des Allemands ont figuré parmi les géants dans des industries aussi diverses que l'automobile (Studebaker, Chrysler), les produits forestiers (Weyerhaeuser), la confiserie (Hershey) et les conserves alimentaires (Heinz). C'est un immigrant allemand, Charles P. Steinmetz — un nain estropié — dont le génie créa la technique sur laquelle s'édifia la *General Electric Corporation*.

Les Allemands d'Amérique ne furent évidemment pas tous de cette stature olympienne. Ce qu'ils possédaient, plus encore que des talents professionnels particuliers, c'était un ensemble d'attitudes envers le

travail, l'épargne et l'instruction, qui les faisait subsister et progresser économiquement, aussi bien lorsqu'ils vivaient dans des enclaves isolées que lorsqu'ils pénétrèrent, plus tard, dans le courant général de la vie sociale américaine.

– *Au Brésil*

Les premiers immigrants allemands au Brésil, comme ceux des Etats-Unis, vécurent d'abord de l'agriculture familiale⁵¹ dans des enclaves autarciques où l'on parlait allemand⁵². Ces agriculteurs allemands y introduisirent⁵³ notamment le tabac, la pomme de terre, le seigle et le froment. Comme aux Etats-Unis, les fermiers allemands prospérèrent, créant une classe moyenne agricole⁵⁴.

Les Allemands du Brésil avaient diverses associations locales, à la différence des Brésiliens d'origine portugaise, mais tout à fait comme leurs congénères des Etats-Unis. Les Germano-Brésiliens avaient leurs théâtres, des coopératives, des clubs de danse, des sociétés de tir, des groupes choraux. Les immigrants du début avaient ouvert leurs propres écoles, à une époque où l'Etat brésilien tardait à ouvrir des écoles publiques⁵⁵. Les premières églises luthériennes célébraient leurs offices en allemand, quoique les générations ultérieures parlassent le portugais, la langue prédominante du Brésil⁵⁶. Les Allemands catholiques s'insérèrent aisément dans l'Eglise Catholique brésilienne⁵⁷. Les Allemands ne comptaient guère que 4 % des quatre millions d'immigrants arrivés au Brésil entre 1884 et 1939⁵⁸, mais leur apport économique était sans proportion avec leur nombre. Outre la diversification des cultures agricoles⁵⁹ qui modifia les habitudes alimentaires du pays⁶⁰, les Allemands amenèrent aussi l'industrie laitière⁶¹ et créèrent la première usine textile du Brésil, dans l'état de Rio Grande do Sul⁶². Ce démarrage précoce de l'industrie allemande au Brésil se refléta dans leur durable sur-représentation parmi les propriétaires d'entreprises industrielles du pays au xx^e siècle. Plus de la moitié des fabriques d'articles de cuir, dans l'état de Rio Grande do Sul, étaient propriété d'Allemands ou de Germano-Brésiliens en 1920⁶³. Alors que les Allemands n'étaient que 12 % de la population de Porto Alegre en 1930, ils y possédaient presque un tiers des industries⁶⁴. Au milieu du xx^e siècle, presque la moitié des entreprises industrielles du Sud brésilien était possédée par des Allemands, alors qu'un cinquième seulement appartenait à des Brésiliens

d'ascendance portugaise, qui sont la majorité dans la population du pays⁶⁵.

– *En Australie*

En 1861, les Allemands étaient le troisième groupe par le nombre en Australie, après les descendants de Britanniques ou de Chinois⁶⁶. En chiffres absolus, les Allemands n'étaient que 27 000. En 1891, leur nombre s'élevait à 46 000 — environ 1,5 % de la population croissante de l'Australie⁶⁷, mais plus de la moitié des immigrants natifs d'Europe⁶⁸.

En Australie comme aux Etats Unis et au Brésil, les Allemands s'établirent le plus souvent dans des enclaves distinctes⁶⁹. La religion luthérienne y dominait, de même que la langue allemande, les écoles allemandes, une presse en allemand, et les habitudes de vie allemandes⁷⁰. Ces enclaves culturelles germaniques, en Australie comme aux Etats-Unis, subirent le contre-coup de la première Guerre Mondiale, pendant laquelle les sentiments anti-germaniques firent restreindre l'usage de la langue allemande et disparaître les noms de lieux germaniques⁷¹. Les Allemands n'eurent guère d'influence sur la vie culturelle et sociale d'ensemble de l'Australie, du fait que les Germano-Australiens vivaient surtout entre eux⁷².

Toutefois, l'isolement des Allemands en Australie n'a pas perduré. Finalement, les mariages mixtes, les naturalisations, et la substitution de l'anglais parlé à l'allemand, conduisirent à une plus nette absorption des Allemands dans la population.

Au XIX^e siècle les mariages mixtes étaient beaucoup plus rares qu'ils ne le devinrent au XX^e. Pendant le quart de siècle commençant en 1842, plus de trois quarts des Allemands qui se mariaient épousaient des Allemandes, et plus de 90 % des Allemandes qui se mariaient épousaient des Allemands⁷³. Au XX^e siècle, le mariage mixte devint la règle au lieu de l'exception. De 1908 à 1940, plus des trois cinquièmes finalement des Allemandes qui se mariaient épousaient des non-Allemands. Quant aux hommes, la proportion était encore plus forte : les quatre cinquièmes épousaient des non-Allemandes⁷⁴. La courbe des naturalisations manifesta de même une assimilation croissante. Au XIX^e siècle un tiers seulement, à peu près, des Allemands qui se fixaient définitivement en Australie devinrent citoyens : mais en 1921, le recensement montra que quatre sur cinq des Australiens nés Allemands étaient devenus citoyens⁷⁵.

Dès les débuts de leur présence en Australie, les Allemands se firent le même genre de réputation qu'aux Etats-Unis, au Brésil et ailleurs : celle de gens sobres, travailleurs, frugaux, honnêtes et respectueux des lois⁷⁶. Comme aux Etats-Unis, les premiers colons furent surtout des agriculteurs, et d'excellents agriculteurs⁷⁷.

Les Allemands d'Australie firent d'importantes contributions à la science, aux arts et à l'économie, comme aux Etats-Unis et au Brésil. Au XIX^e siècle, ils eurent des savants en zoologie, botanique et géologie⁷⁸. La première fabrique de pianos d'Australie fut fondée par des Allemands⁷⁹, tout comme l'a été la première américaine. Des Allemands innovèrent dans la culture du blé, sous les conditions défavorables de l'Australie⁸⁰. Des ouvriers vinicoles qualifiés venus d'Allemagne constituèrent le personnel de l'industrie du vin, avec des capitaux anglais⁸¹.

En bref, les Allemands en Australie présentèrent le même profil d'expertise dans l'agriculture familiale, la science et la technologie, qu'en Allemagne même et aux pays d'outre-mer. Ils emportaient avec eux leurs propres schémas de société, ils ne furent pas simplement modelés par la « société » qui les environnait.

LES IRLANDAIS

Les Irlandais sont devenus une minorité ethnique en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis en y émigrant, mais aussi une minorité dans une partie de leur propre pays par la colonisation du comté d'Ulster par des Anglais et des Ecossais. Un long passé de désunion et de factions belliqueuses entre Irlandais, avait fait de l'Irlande une terre « facile à envahir, et difficile à soumettre »⁸². Il ne s'y trouvait pas de pouvoir central dont la défaite aurait scellé la capitulation de la nation. L'invasion britannique de 1169 ne fit qu'ouvrir des siècles d'escarmouches et de batailles, sur des frontières mouvantes entre le territoire tenu par les Britanniques et les régions contrôlées par diverses forces irlandaises. Aussi loin que le XV^e siècle, les Anglais n'étaient maîtres que de quelques villes fortifiées et d'une bande côtière autour de Dublin⁸³. Finalement, pourtant, les Britanniques dominèrent toute l'île, non sans de sporadiques soulèvements sanglants impitoyablement écrasés.

De vastes attributions de terres et d'autorité à des personnages britanniques dans l'île firent que les Irlandais n'étaient pas seulement

sous le joug de l'Angleterre et soumis tant à ses lois qu'à ses intérêts, mais encore à la merci du caprice de pouvoirs locaux que ne retenait aucune discipline judiciaire. Au cours de ses voyages au travers de l'Irlande le célèbre Arthur Young nota qu'un propriétaire foncier punissait d'ordinaire un manque de respect, voire une simple « impertinence », à coups de canne ou de fouet de cheval ; et que le destinataire de ce châtiment « pouvait se faire briser les os s'il osait lever la main pour sa propre défense ». Certains landlords avaient leurs propres prisons privées pour punir les ouvriers agricoles irlandais ; bien que cette pratique fût illégale, les plaintes contre les maîtres qui agissaient ainsi échouaient invariablement devant les jurys⁸⁴ de mise en accusation. Young nota aussi :

Le voyageur le moins attentif doit être frappé de voir des files entières de chariots repoussés à coups de fouets dans le fossé par le valet de pied d'un gentilhomme afin de faire place à sa voiture ; s'ils sont renversés ou brisés, peu importe — il faut prendre cela en patience ; car si quelqu'un se plaignait, il pourrait être fouetté⁸⁵.

La période de la pire oppression en Irlande commença avec l'expédition punitive de Cromwell de 1649, pour venger le meurtre de protestants au cours d'un soulèvement catholique en 1641. Les hostilités mêmes, la famine et l'épidémie qui les accompagnèrent firent périr plus d'un demi-million de personnes — environ 40 % de la population de l'Irlande à l'époque⁸⁶. Cromwell fut sans pitié, non seulement dans la bataille mais dans le massacre massif des soldats prisonniers et de civils catholiques, y compris des prêtres qui étaient son « gibier particulier »⁸⁷. En outre, il fit déporter aux Indes occidentales « orphelins, miséreux et autres pour servir de manœuvres, de serviteurs, ou tout autre usage auquel les propriétaires les jugeraient propres, ou impropres — en tout quelque 6 000 de ces pauvres épaves »⁸⁸.

Beaucoup d'Irlandais furent dépossédés des meilleures terres, qui furent attribuées à des colons protestants, anglais et écossais. Cromwell fit parquer une bonne partie de la noblesse irlandaise dans le comté de Connaught, sous peine de mort, avec le brutal ultimatum : « En enfer ou au Connaught ! »⁸⁹. En 1641 les catholiques irlandais d'origine détenaient, pense-t-on, environ trois cinquièmes des terres d'Irlande ; mais en 1665 il leur en restait un cinquième, presque tout dans le Connaught⁹⁰. En 1790, les Irlandais catholiques ne possédaient que 14 % de la terre de leur pays⁹¹.

Après la victoire de Cromwell vinrent les lois dites *Penal Laws* destinées à éliminer de force la religion catholique et à empêcher les Irlandais indigènes de s'élever économiquement ou politiquement. Les activités de l'Eglise catholique furent sévèrement restreintes, à la limite d'être totalement proscrites, et les catholiques furent tenus de payer la dîme pour l'entretien de l'Eglise établie protestante. Seul était permis l'enseignement protestant, et l'envoi d'enfants à l'étranger pour y être éduqués nécessitait une autorisation spéciale, faute de laquelle l'on était passible de sanctions sévères⁹². Un catholique ne pouvait ni voter, ni exercer de fonction publique, ni obtenir un grade militaire⁹³. Il ne pouvait acheter une propriété foncière, et il lui était interdit d'arborez des objets de luxe considérés par les protestants comme ne convenant pas à son statut. Dans cet ordre d'idées, par exemple, le catholique ne pouvait posséder un cheval valant plus de cinq livres sterling⁹⁴. Il n'avait pas juridiquement le droit d'épouser une protestante ce qui de toute façon n'était pas vraisemblable.

De telles tracasseries légales — et bien d'autres — n'étaient pas appliquées rigoureusement dans la pratique. Elles ne faisaient d'ailleurs pas partie d'un plan cohérent. Elles apparurent, en fait, comme des décisions *ad hoc*, par bribes et souvent sans lien ni homogénéité visibles entre elles⁹⁶. Leur unique principe directeur était de maintenir les catholiques dans leur infériorité, pour essayer de les forcer à se convertir au protestantisme. Cependant, si les lois dans ce sens n'étaient pas toutes appliquées intégralement, d'autres oppressions étaient communément pratiquées contre les Irlandais, sans aucune sanction légale.

Comme en d'autres régions du globe, l'extrémisme en Irlande suscita le contre-extrémisme. Les masses irlandaises organisèrent des groupes terroristes clandestins, dont les plus connus au XVIII^e siècle furent les Niveleurs ou *Whiteboys*, ainsi nommés en raison de la chemise blanche qu'ils portaient afin de se situer les uns les autres dans leurs rencontres nocturnes. D'après la description qu'en fit leur contemporain Arthur Young :

Il était de pratique commune parmi eux de former des groupes dans les campagnes, faisant serment d'y être fidèles, et le rendant exécutoire par des menaces qu'ils mettaient souvent à exécution. Du moins ils se posaient en redresseurs de torts envers tous, punissaient les fauteurs d'injustices ; et ayant pris l'administration de la justice en leurs propres mains, ils n'étaient pas fort exacts à la rendre. Contraignaient des maîtres à relâcher leurs apprentis,

enlevaient les filles de riches fermiers pour les obliger au mariage... Ils levaient des contributions en argent sur les fermiers moyens et plus humbles, afin de financer leur cause... et plusieurs subsistèrent pendant quelques années sans travailler, grâce à ces prélèvements... Les actes barbares qu'ils commirent étaient scandaleux. L'une de leurs sanctions habituelle (et à aucun point de vue la plus rigoureuse) était de tirer les gens de leur lit, de les emmener nus en hiver, à cheval, sur quelque distance, et de les enfouir jusqu'au menton dans un trou rempli de ronces, sans omettre de leur couper une oreille⁹⁷.

Les efforts pour capturer les Whiteboys et leur faire un procès furent vains pendant de nombreuses années, à la fois parce qu'ils trouvaient des appuis dans les masses irlandaises, et parce que quiconque témoignait contre eux était promis à la mort. Des protections extraordinaires furent assurées aux quelques rares témoins qui se produisirent qui, après le procès, n'avaient de choix qu'entre l'exil ou la mort. Finalement, toutefois, le mouvement fut étouffé et nombre de ses chefs pendus⁹⁸.

Un autre mouvement irlandais, entièrement non-violent, eut plus d'efficacité. Comme les *Penal Laws* s'étaient suffisamment relâchées pour permettre quelque activité politique, Daniel O'Connell organisa la presse irlandaise pour réclamer leur complète abrogation. Le but fut atteint finalement en 1829, et ce fut un événement historique connu depuis sous le nom d'Émancipation catholique⁹⁹. Économiquement, toutefois, les Irlandais restèrent extrêmement pauvres. Écrivant dans les années 1830, Gustave de Beaumont disait :

J'ai vu l'Indien dans ses forêts et le Nègre dans ses chaînes, et j'ai pensé, en contemplant leur pitoyable situation, que je voyais le point extrême de la misère humaine ; mais je ne connaissais pas alors comment vivait l'infortunée Irlande¹⁰⁰.

Ce n'était pas là une exagération, un effet de style. L'esclave noir, aux États-Unis, avait une espérance de vie moyenne de 36 ans, le paysan irlandais de 19 ans¹⁰¹. Les paysans irlandais mangeaient surtout des pommes de terre, de temps en temps du poisson ; et bien des familles ne voyaient jamais de viande « d'une année à la suivante »¹⁰². Les esclaves aux États-Unis avaient une variété étendue d'aliments grossiers, comprenant des bas morceaux de viande et de la volaille. Les Irlandais vivaient dans des huttes de boue couvertes de chaume, habituellement sans autre ventilation que la porte¹⁰³ ; les esclaves habitaient des cases de rondins avec fenêtres. Aux États-Unis les esclaves faisaient des feux ronflants

dans leurs cases¹⁰⁴, mais dans l'Irlande déboisée les Irlandais pauvres brûlaient de la tourbe tirée des marais¹⁰⁵. Un propriétaire d'esclaves passait pour anormalement cruel s'il ne fournissait pas de matelas aux esclaves¹⁰⁶, mais les lits étaient rares chez les Irlandais pauvres, ils dormaient sur des tas de paille¹⁰⁷. Lorsque des esclaves étaient affranchis, ils étaient dans la misère au regard des normes américaines, « mais pas aussi pauvres que des paysans irlandais », au jugement de W. E. B. DuBois¹⁰⁸.

Bref, la pauvreté irlandaise était unique en son genre, et on ne peut en trouver nulle part ailleurs le modèle ni l'imitation¹⁰⁹. Le paysan irlandais portait des haillons transmis de génération en génération. Souvent, même s'il en achetait, ses vêtements n'étaient pas neufs car il y avait un marché florissant de vêtements usagés, dont une bonne partie provenait des invendus des fripiers de Londres¹¹⁰. D'après un récit de l'époque, les Irlandais les plus aisés « mangeaient des pommes de terre trois fois par jour ; les autres, moins fortunés, deux fois ; les indigents une seule fois ; il y a même quelques malheureux qui passent un jour ou même deux sans la moindre nourriture »¹¹¹. Au surplus, c'était là une pauvreté en violent contraste avec la richesse des propriétaires étrangers, du fait de l'inexistence presque totale d'une classe moyenne¹¹².

La faiblesse des niveaux de vie irlandais des années 1830 n'était qu'un prélude aux catastrophes des années 1840, lorsque le mildiou de la pomme de terre se répandit dans toute l'île, détruisant la principale ressource alimentaire des pauvres et provoquant une famine massive. Presque un million de personnes moururent de faim ou de maladies de carence¹¹³, et bien près de deux millions émigrèrent entre le milieu des années 1840 et celui des années 1850¹¹⁴. L'Irlande fut l'un des rares cas de pays dont la population déclina pendant plusieurs générations.

Les injustices historiques infligées aux Irlandais par les Anglais — dont certaines furent condamnées même par un patriote britannique comme Winston Churchill¹¹⁵ — ne peuvent être automatiquement tenues pour la raison de la pauvreté irlandaise, sans que l'on confonde la moralité et la causalité. L'Irlande était pauvre et morcelée avant l'arrivée des Anglais, et longtemps après avoir recouvré son indépendance elle est demeurée l'un des pays les plus pauvres de l'Europe occidentale. De plus, les Irlandais en tant que peuple ont végété dans la pauvreté pendant des générations après avoir émigré dans d'autres pays, même là où (comme aux États-Unis) ils ont fini par accéder à l'aisance.

Le sol et le climat de l'Irlande ne pouvaient pas expliquer sa pauvreté. La terre en Irlande était cultivée dans une plus forte proportion que celle de l'Angleterre, et elle avait une meilleure fertilité naturelle¹¹⁶. Un groupe de cultivateurs allemands qui s'implantèrent en Irlande au xvii^e siècle étaient, au siècle suivant, mieux nourris, vêtus et logés que les paysans irlandais. Ces fermiers allemands étaient, d'après les récits contemporains, « industriels » et « remarquables par la bonne qualité et la propreté de leurs maisons »¹¹⁷. A tous ces égards, ils différaient de l'Irlandais indigène.

Les voyages d'Arthur Young dans la ville de Dublin au xviii^e siècle le convainquirent que les Irlandais de cet endroit n'avaient « aucune idée de la propreté anglaise en fait de logements, de tenue personnelle, ou de cuisine »¹¹⁸. En Irlande, en Angleterre, puis aux Etats-Unis, les Irlandais gardaient dans leur logis des porcs, des poules et d'autres animaux, jusque dans des quartiers urbains¹¹⁹. L'Irlandais du xviii^e siècle fut décrit comme « *paresseux au travail*, mais ardemment *actif au jeu* »¹²⁰. L'initiative était inhibée par les lois qui faisaient passer les améliorations réalisées par le tenancier, dans la propriété du maître ; et comme le bien-fonds gagnait en valeur, le propriétaire pouvait en alourdir le loyer¹²¹. Ni l'instruction ni le sens de l'entreprise ne faisaient partie de la tradition irlandaise. La société gaëlique d'avant les invasions était hostile à l'apprentissage de la lecture¹²², et l'Irlande médiévale était la seule nation d'Europe qui n'ait pas fondé une seule Université au long du Moyen-Age¹²³. L'auto-suffisance matérielle manquait aussi ; l'Irlandais était « accoutumé à travailler pour d'autres, non à se débrouiller seul »¹²⁴. Les Irlandais avaient « peu d'inclination pour le négoce et le commerce », et choisissaient rarement de telles carrières pour eux ou pour leur enfants¹²⁵.

L'alcoolisme et ses conséquences ont ajouté aux problèmes des Irlandais au cours des siècles, tant en Irlande qu'à l'étranger. Les voyageurs en Irlande, au xvi^e siècle notaient combien l'ivrognerie était courante ; encore en 1970, le pourcentage du revenu dépensé pour de l'alcool était, en Irlande, le plus élevé d'Europe¹²⁶. Aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale, le pourcentage des hommes inaptes au service militaire pour cause d'alcoolisme chronique était plus élevé parmi les Irlandais que parmi les Noirs, les Italiens, ou les Juifs¹²⁷. On avait observé une répartition comparable pendant la première guerre mondiale. Les études contemporaines sur les Irlandais d'Amérique

montrent qu'ils « boivent plus souvent et en plus fortes quantités qu'aucun autre groupe ethnique » des Etats-Unis¹²⁸.

La bagarre était un autre trait caractéristique de la vie en Irlande qui devait marquer les Irlandais partout où ils allèrent. « Les Irlandais bagarreurs » était un cliché courant bien avant que les journalistes sportifs américains surnomment ainsi les équipes athlétiques de l'Université Notre-Dame. La façon irlandaise de se battre était plutôt une bagarre impulsive et tapageuse, que l'implacable vendetta des Italiens. Elle pouvait atteindre tous les degrés d'intensité depuis le combat entre deux hommes jusqu'à la mêlée de masse que l'on appelait un *Donnybrook*, du nom d'une ville irlandaise.

Tout en présentant ces divers handicaps sociaux, les Irlandais manifestaient et développaient nombre d'aptitudes et de traits de caractère qui par la suite tournèrent à leur avantage. Au long des siècles, ils délaissèrent leur parler gaélique natal pour l'Anglais, ce qui leur donna un atout par rapport aux autres émigrants aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne. Ils avaient élaboré diverses organisations populaires clandestines pour s'adapter aux entraves et aux contraintes oppressives des *Penal Laws*, et cela engendra une cohésion de groupe et des talents d'organisation qui plus tard furent rentables de multiples façons, depuis la lutte pour l'indépendance de l'Irlande jusqu'aux machines électorales manipulées par des Irlandais, qui dominèrent les villes américaines pendant des générations. La langue bien pendue et la sensibilité humaine de l'Irlandais furent pour ces immigrants un élément décisif de leur réussite en politique comme dans le clergé, la littérature et le droit. La fascination des Irlandais pour la parole a une longue racine historique. « Ils échangeaient constamment plaisanteries et railleries » et ils avaient le « génie du surnom approprié »¹²⁹. Leur conversation fourmillait « d'images poétiques et de métaphores »¹³⁰.

Les Irlandais se donnèrent « les règles morales d'un peuple tyrannisé par un pouvoir étranger », tenant pour illégitimes les institutions établies, usant de l'habileté à tourner la loi comme d'un bouclier et sachant que le défi ouvert est suicidaire¹³¹. Ils tiraient leur chapeau devant les seigneurs en toute occasion, ils « baissaient les yeux en présence des nobles », mais à d'autres moments compensaient à l'excès par leurs « vantardises et fanfaronnades »¹³². Un observateur du XIX^e siècle décrivait l'Irlandais comme « plein d'insolence lorsqu'il ne fait pas des courbettes »¹³³. Mendier auprès de particuliers et accepter la charité

publique furent des procédés permanents parmi les Irlandais du XIX^e siècle, dans leurs efforts souvent désespérés pour survivre. Des familles allaient mendier dans les campagnes¹³⁴, ou bien la femme et les enfants s'en chargeaient si l'homme était trop fier¹³⁵. Les générations ultérieures des Irlandais de Grande-Bretagne et d'Amérique recoururent aussi à l'assistance publique.

Beaucoup de ceux qui quittèrent l'Irlande au XIX^e siècle répondaient à la description qu'un écrivain canadien donna des immigrants irlandais : « Des hommes sont venus ici qui ne savaient ni lire ni écrire, et qui en Irlande n'avaient jamais su ce que c'est que de mettre son pied dans un soulier... »¹³⁶. Quelles qu'aient été les caractéristiques acquises pendant des siècles par les Irlandais dans leur pays, les migrations massives déclenchées par les grandes famines des années 1840 les envoyèrent vers des pays nouveaux et des influences nouvelles. En 1891, près de 40 % de ceux qui étaient nés en Irlande vivaient hors d'Irlande¹³⁷. Certains allèrent en d'autres parties des îles britanniques, mais de ceux qui en sortirent pendant les cent années après 1825, 90 % allèrent aux États-Unis. L'Irlande fut l'un des rares pays dont la population déclina pendant des décennies. En 1841 elle avait plus de huit millions d'habitants, mais en 1926, juste un peu plus de quatre¹³⁹. Même actuellement, il n'y a en Irlande pas autant de résidents qu'en 1840¹⁴⁰. Il y a davantage d'individus d'ascendance irlandaise aux États-Unis qu'en Irlande¹⁴¹.

– *En Grande-Bretagne*

La Grande-Bretagne proche était l'une des premières destinations des émigrants irlandais. A une époque aussi reculée que l'an 1243, il y avait en Angleterre une loi servant à expulser les mendiants irlandais¹⁴². A l'époque de la grande famine des années 1840, l'immigration d'Irlandais avait déjà une longue histoire ; la Grande-Bretagne absorba une moitié du million qui fuyait la famine. En une année il en arriva 20 000 à Manchester, 50 000 à Glasgow, 250 000 à Londres, 300 000 à Liverpool. Même aujourd'hui, plusieurs des districts où ils se fixèrent sont encore sensiblement irlandais¹⁴³. Les immigrants irlandais vivaient généralement dans « les quartiers vétustes des bourgs et des cités », et un contemporain les décrivit « entassés ensemble avec toutes leurs habitudes traditionnelles de malpropreté et d'indolence »¹⁴⁴. L'on ne peut pas récuser ces récits

comme entachés de préjugés, car les immigrants irlandais du XIX^e siècle ont été vus de la même façon par des écrivains aussi différents que le conservateur britannique Thomas Carlyle et le jeune révolutionnaire allemand de Manchester du nom de Friedrich Engels¹⁴⁵. Selon Carlyle, l'Irlandais « avec ses haillons et sa sauvagerie rieuse » effectuait « tout travail qui peut être fait par la seule force des bras et du dos — pour un salaire qui lui permette de s'acheter des pommes de terre »¹⁴⁶. Engels de même caractérisait l'Irlandais immigrant par une « grossièreté » qui le « place peu au-dessus du sauvage »¹⁴⁷. L'Irlandais, selon Engels, « dépose toute ordure et saleté devant la porte de sa maison, ici, comme il était accoutumé à le faire au pays ; ainsi s'accumulent les flaques et les monceaux de boue qui défigurent les quartiers ouvriers et empoisonnent l'air »¹⁴⁸. L'ivrognerie était son enseigne, et s'il pouvait remplir les « tâches simples exigeant peu de soin, pour tout travail qui demande un long apprentissage ou une application régulière et soutenue, l'Irlandais dissolu, instable et buveur n'est pas à la hauteur »¹⁴⁹.

En Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis, l'Irlandais rural devint citadin, traversant une transformation sociale majeure plutôt que faisant un simple voyage. La plupart des émigrés vécurent dans les plus grandes agglomérations urbaines et industrielles, celles qui évoluaient le plus rapidement¹⁵⁰. Pendant que sévissait la famine, les plus pauvres allèrent en Grande Bretagne plutôt que de traverser l'Atlantique, en raison du coût du transport. Les familles ayant des enfants en bas âge aussi ne pouvaient qu'hésiter à soumettre ceux-ci aux risques d'un voyage aussi long et éprouvant vers les Etats-Unis¹⁵¹. Les coûts affectaient également le choix de l'endroit où les Irlandais s'établiraient en Grande-Bretagne. D'ordinaire, ils se rendaient de leur lieu d'origine au port d'Irlande le plus proche, et de là au port britannique important le plus proche¹⁵².

A Londres les Irlandais vivaient surtout dans les rues latérales et les fonds d'impasses, au voisinage des Anglais et dans des îlots des quartiers ouvriers, mais il n'y eut aucune assimilation, ni géographique ni sociale¹⁵³. Pénétrer dans certaines enclaves irlandaises nécessitait « des bottes épaisses et le cœur bien accroché » car elles étaient encombrées de porcs, de chiens et de volailles, et jonchées de rebuts de poisson et autres déchets, avec par-ci par-là de petites mares d'eau stagnante¹⁵⁴. Au lieu de plomberie et d'eau courante, il était habituel d'avoir un tonneau ou une cuve d'eau dans la cour, pour l'usage commun, près des latrines et des tas d'immondices. Un rapport officiel de l'époque parle des

« effluves particulièrement déplaisants, particulièrement perceptibles par temps chaud »¹⁵⁵. Les maladies telles que le typhus et le choléra abondaient dans ce genre de milieu¹⁵⁶.

Les Irlandais arrivaient dans l'économie britannique au moment où elle était la première puissance industrielle du monde, produisant un tiers des articles manufacturés, tirant de ses propres mines la moitié de son charbon et fabriquant la moitié des articles textiles qu'elle consommait¹⁵⁷. Les Irlandais étaient surreprésentés parmi les ouvriers travaillant aux voies ferrées de Grande-Bretagne, sans jamais avoir été la majorité ni même le plus souvent 30 % de cette main-d'œuvre¹⁵⁸. Au milieu du XIX^e siècle, à Londres, les Irlandais étaient concentrés dans un petit nombre d'emplois faiblement qualifiés¹⁵⁹. 31 % des hommes figuraient dans la catégorie dite « general labor », et 43 % des femmes se plaçaient comme domestiques¹⁶⁰. Environ 20 % de la population londonienne avaient des occupations classées comme *middle class*, mais il n'y avait que 4 % des Irlandais à atteindre de tels niveaux professionnels¹⁶¹.

En tant que groupe à bas salaires cherchant désespérément du travail, les Irlandais étaient redoutés comme concurrents par les travailleurs anglais et écossais dans les mêmes secteurs. De fréquentes querelles éclataient entre les groupes. La plus forte hostilité venait des Écossais qui « avec des manches de pioche tout prêts », rôdaient dans le pays pour rosser les Irlandais, brûler leurs huttes et terroriser leurs femmes¹⁶². Les employeurs apprirent à séparer leurs ouvriers par nationalités¹⁶³. Des incidents mineurs pouvaient déclencher entre eux des rixes de grande ampleur¹⁶⁴.

La Grande-Bretagne et les États-Unis se partagèrent à peu près également l'émigration irlandaise due à la famine ; mais après 1870 le gros des Irlandais se dirigea vers l'Amérique — cinq fois plus que vers la Grande-Bretagne en 1880, et treize fois plus en 1890. L'immigration irlandaise en Grande-Bretagne déclina en chiffres absolus, d'environ 20 000 en 1877 à quelque 10 000 en 1883, et n'atteignit même plus ce niveau jusqu'à la fin du siècle¹⁶⁵. Alors qu'un million d'Irlandais étaient arrivés en Grande-Bretagne dans les vingt ans qui suivirent 1840¹⁶⁶, moins d'un dixième de ce nombre y vint dans les deux premières décennies du XX^e siècle¹⁶⁷.

Bref, les années passant virent une assimilation progressive de la population irlandaise dans les Îles Britanniques. Elle ne disparut pas dans

une fusion démographique, mais devint un élément plus familier aux Britanniques, et *vice versa*. Néanmoins, encore vers 1870 les quartiers irlandais « étaient évités par les citoyens respectables » et la police n'y pénétrait qu'en nombre »¹⁶⁸. La bagarre y était endémique, et particulièrement entre Irlandais provenant de régions différentes de l'île. Certains débits de bière pratiquèrent une ségrégation : ne les fréquentaient que des hommes du même comté¹⁶⁹. Parfois la bataille était entre Irlandais et Anglais, et dans ce cas elle pouvait dégénérer en émeutes¹⁷⁰.

Vers la fin du XIX^e siècle, il y avait une communauté établie de près d'un million d'Irlandais, dans un pays de 30 millions d'habitants.

Les Irlandais construisirent des églises catholiques et publièrent leurs propres journaux, travaillèrent comme manœuvres et vendeurs de rue, et combattirent dans l'armée anglaise en Crimée et en Afrique du Sud¹⁷¹. Le sentiment anti-irlandais s'atténua dans la population en général, et la loyauté au combat des soldats irlandais pendant la première Guerre Mondiale les fit plus largement accepter¹⁷². La seconde Guerre Mondiale eut des effets analogues¹⁷³.

Au milieu du XX^e siècle, plus d'un cinquième des Irlandais en Grande-Bretagne travaillaient dans des métiers qualifiés¹⁷⁴. Plus de trente membres du parti travailliste siégeant au Parlement étaient irlandais¹⁷⁵. Peu de parlementaires irlandais font de l'agitation politique à propos de la lutte qui se poursuit en Irlande du Nord entre catholiques et protestants¹⁷⁶. Toutefois les Irlandais restent sur-représentés parmi les délinquants et dans les prisons. A Birmingham, où ils sont 7 % de la population, ils constituent 60 % des personnes arrêtées pour ivrognerie publique¹⁷⁷. En somme, les Irlandais de Grande-Bretagne sont assimilés à bien des points de vue, mais manifestent encore des comportements sociaux qui remontent à des siècles d'histoire d'Irlande.

– *Aux Etats-Unis*

Plus de 4 millions d'individus émigrèrent d'Irlande vers les Etats-Unis de 1820 à 1920¹⁷⁸. Beaucoup de ces Irlandais étaient des catholiques, alors que les protestants écossais-irlandais formaient auparavant le gros de l'émigration¹⁷⁹.

Comme en Grande-Bretagne, les Irlandais aux Etats-Unis s'établirent typiquement dans les grandes villes portuaires les plus immédiatement accessibles — notamment à Boston et New York, où accostaient les

cargos (il y en avait peu qui arrivaient dans les navires de passagers)¹⁸⁰. Comme en Grande-Bretagne, les Irlandais aux Etats-Unis prenaient les emplois les moins qualifiés, les plus durs, les plus dégradants et dangereux. Beaucoup étaient sans ressources, ayant épuisé tout ce qu'ils avaient pour payer le voyage¹⁸¹. Plus qu'aucun autre groupe d'immigrants, les Irlandais étaient concentrés dans la seule catégorie des travailleurs sans qualification¹⁸² ; et la plupart d'entre eux ne montaient jamais plus haut¹⁸³. Ils vivaient entassés dans des groupes de taudis branlants et malpropres, sans eau courante ni aucun système d'écoulement des eaux usées¹⁸⁴.

Leurs modes de vie particuliers aggravaient leurs problèmes. Les rixes donnaient aux îlots habités par des Irlandais la réputation d'endroits dangereux, de New York à la Nouvelle-Orléans et à Milwaukee¹⁸⁵. Les bagarres allaient de l'empoignade entre braillards aux bandes organisées de voyous et aux organisations terroristes, tout comme en Irlande¹⁸⁶. Dans certains quartiers de New York, les policiers ne se déplaçaient que par groupes de six¹⁸⁷. Les fourgons de police furent surnommés *Paddy wagons*, la bagnole à Patrick parce que ceux qui y étaient transportés étaient si souvent irlandais. La malpropreté des quartiers irlandais — parfois les porcs fouillaient du groin le sol des voies — facilitait la contagion de maladies telles que le choléra, qui avaient été pratiquement inconnues aux Etats-Unis pendant des générations¹⁸⁹. L'alcoolisme aussi rendait les Irlandais indésirables comme voisins ou comme employés. Le nombre de cabarets à Boston augmenta de près de moitié en trois ans, au moment de l'afflux des Irlandais aux environs de 1840¹⁹⁰. Lorsque des Irlandais s'installaient dans un quartier, « l'exode des résidents non-irlandais commençait »¹⁹¹. A New York au XIX^e siècle, dans certains quartiers on préférait les Noirs aux Irlandais comme locataires¹⁹². Les offres d'emploi dans les journaux, même pour les travaux les plus humbles, comportaient souvent la mention-type « Irlandais s'abstenir »¹⁹³. Les annonceurs plus délicats demandaient un « candidat protestant », mais d'autres déclaraient sans ménagement « toute nationalité ou couleur, excepté Irlandais »¹⁹⁴.

Les Irlandais aux Etats-Unis occupaient souvent les mêmes emplois qu'en Grande-Bretagne : ils construisaient des chemins de fer et des canaux, travaillaient dans les mines de charbon, et autres travaux publics, et comme manœuvres d'usines. Ils travaillaient « partout où on voulait surtout du muscle plutôt que de l'habileté »¹⁹⁵. Les Irlandaises

travaillaient comme servantes domestiques — 99 % de toutes les domestiques à New York en 1855¹⁹⁶. Encore en 1920, les quatre cinquièmes de toutes les Irlandaises au travail étaient domestiques¹⁹⁷. Au milieu du XIX^e siècle, à Boston, les Irlandais étaient concentrés dans les travaux ancillaires ou non-qualifiés davantage encore que les Noirs¹⁹⁸.

De nombreux essais furent faits pour disséminer les Irlandais hors de leurs taudis surpeuplés des villes, vers les campagnes environnantes, mais ils restèrent en grande majorité citadins, en dépit de diverses colonies agricoles organisées par des initiatives philanthropiques¹⁹⁹. Ce qui tira effectivement des milliers d'Irlandais des villes portuaires de la côte atlantique, ce fut la construction des chemins de fer et des canaux. Trois mille Irlandais travaillaient au seul Canal Erié²⁰⁰, qui n'était qu'un des nombreux canaux reliant les voies d'eau de l'Amérique du XIX^e siècle. Les Irlandais prirent part également à la grande époque des chemins de fer en ce même siècle. Il y en eut tant de tués dans ce travail périlleux qu'on a pu dire qu'il y avait « Un Irlandais enterré sous chaque traverse »²⁰¹. Les Irlandais bâtissaient des bidonvilles le long des voies ferrées et des canaux auxquels ils travaillaient, et un bon nombre devinrent des centres de peuplement permanents grâce auxquels les Irlandais se répandirent d'un bout à l'autre du pays.

Aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, la politique devint un chemin essentiel du succès pour les Irlandais. Leur atout principal résidait dans des traits depuis longtemps observés en Irlande : « L'esprit irlandais, l'adaptabilité, un don pour l'éloquence, une certaine vivacité, une chaude qualité humaine qui faisaient d'eux les meilleurs compagnons en tous temps — spécialement en temps d'élections — ont permis à des Irlandais de monter rapidement du rang d'homme-à-tout-faire d'un candidat, à celui de notable municipal, puis à des charges publiques de haute distinction dans les villes, les Etats, et la capitale fédérale »²⁰². La corruption de fonctionnaires et l'intimidation violente furent souvent utilisées pour les machines électorales irlandaises, au XIX^e et au XX^e siècles²⁰³. Les Irlandais étaient démocrates, avec ou sans majuscule. Ils apportaient avec eux une haine de l'aristocratie, du privilège, de toute prétention à la supériorité²⁰⁴. Un facteur essentiel de la réussite de leur machine électorale était d'avoir ses racines dans des communautés de gens ordinaires et de travailleurs ; de se tenir adroitement au courant des besoins tels qu'ils les ressentaient et de veiller à ce qu'il en soit tenu

compte²⁰⁵, à l'opposé des manières distantes des réformistes bourgeois, pour qui les masses étaient un matériau d'expérimentation ou de régénération.

Vers la fin du XIX^e siècle, les machines électorales irlandaises dominaient les villes, de New York à San Francisco²⁰⁶. Des hommes politiques irlandais restèrent à la tête de leur machine locale pendant des décennies²⁰⁷. Richard J. Daley, peut-être le dernier des « *machine bosses* » classiques, avait été maire de Chicago pendant plus de vingt ans quand il mourut, à son poste, en 1976. Une puissante position politique signifiait le contrôle d'une grande diversité d'emplois à la discrétion de la municipalité, depuis les postes de prestige tels que celui de juge, jusqu'aux humbles fonctions de balayeurs de rues ; mais même ces dernières étaient fort désirables pour des gens auxquels n'importe quel emploi stable était une bénédiction. En général, cependant, la réussite politique des Irlandais ne se traduit pas par un progrès économique des masses irlandaises. Aussi tard qu'en 1890, 42 % de tous les Irlandais étaient domestiques²⁰⁸ et parmi les autres, beaucoup étaient travailleurs non-qualifiés.

L'afflux massif d'immigrants irlandais conduisit à la prise du contrôle par les Irlandais dans l'Eglise catholique romaine en Amérique. Même après l'arrivée de nombreux Allemands, Polonais, Italiens, et autres immigrants catholiques, les Irlandais conservèrent l'influence dominante dans la hiérarchie. L'Eglise à son tour joua un rôle majeur dans l'assimilation des Irlandais, par la promotion de l'instruction, la dissuasion de la violence et de l'intempérance. Elle a aussi usé de persuasion pour calmer la turbulence des festivités irlandaises et faire abandonner les énormes processions funéraires où les intéressés dépensaient au-delà de leurs ressources et se discréditaient aux yeux des autres Américains.

L'acculturation progressive des Irlandais a produit lentement de tangibles résultats économiques, bien que les Irlandais soient restés les plus lents à progresser de tous les groupes ethniques des Etats-Unis. Néanmoins, leur antériorité leur donna au début du XX^e siècle, un avantage sur les Juifs et les Italiens. Tandis que les nouveaux immigrants irlandais continuaient à occuper d'abord le bas de l'échelle des emplois manuels, les Irlandais de la seconde génération devenaient davantage employés « à col blanc » et parfois membres d'une profession libérale²⁰⁹. Les Irlandais ont aussi dominé le syndicalisme. Au début du XX^e siècle,

sur 110 présidents de fédération dans la confédération AFL, 50 étaient d'origine irlandaise²¹⁰. Ils étaient toutefois rarement entrepreneurs — ici encore, c'est un profil qui se rattache à l'histoire de l'Irlande²¹¹.

Avec les années, le nombre des Irlandais nés Américains commença à dépasser celui des immigrants Irlandais. En 1920, les Irlandais américains de naissance surpassaient en nombre les immigrants d'Irlande dans la proportion de 3 pour 1²¹². Actuellement, les Irlandais américains de la première et de la deuxième génération, pris ensemble, sont surpassés en nombre par ceux de plus ancien cru, dans la proportion de 10 pour 1. Les Irlandais américains d'aujourd'hui ont égalé ou dépassé le niveau national moyen quant au revenu, et au quotient intellectuel ; la dimension de leur famille et leur répartition électorale sont très semblables au modèle du reste des Américains. Historiquement, cela représente l'une des plus grandes transformations sociales qu'ait accomplie un peuple.

LES ITALIENS

Un historien distingué de l'émigration italienne a dit :

L'émigration italienne fait partie des plus extraordinaires mouvements du genre humain. Dans ses caractères principaux, elle n'est semblable à aucune autre. Par le nombre d'hommes qu'elle a impliqués et par les cours qu'elle a suivis, par sa longue durée à grande échelle, et par son rôle en d'autres pays, elle est unique en son genre²¹³.

Les statistiques officielles n'ont pas dit toute la vérité, d'une part parce que l'émigration existait sur une grande échelle avant le début du recensement²¹⁴, d'autre part parce que la recherche indépendante indique qu'il y avait presque deux fois autant de personnes émigrant d'Italie qu'il n'en figurait dans les statistiques officielles²¹⁵.

Dans les pays d'accueil, les immigrants italiens ont longtemps comporté de forts contingents de migrants temporaires, ou séjournants, plutôt que de gens décidés à s'établir définitivement. Sur le nombre des Italiens qui, vers la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e, émigraient vers d'autres pays d'Europe, à peu près 90 % retournaient en Italie²¹⁶. Même ceux qui traversaient l'Atlantique revenaient en nombres considérables — environ 30 ou 40 % des immigrants italiens arrivant aux

Etats-Unis au tournant du siècle, et bien plus que la moitié entre 1907 et 1915. Au Brésil, autour de 1900 et 1911, la proportion était de plus de 80 %. Pour l'Argentine et l'Uruguay, plus ou moins de la moitié des immigrants italiens, entre 1887 et 1911, retournaient au pays natal²¹⁷. En tout, les chiffres officiels pour les 4 décennies se terminant en 1911 montrent 14 millions d'émigrants dont un tiers environ se fixèrent définitivement à l'étranger²¹⁸.

Un indice quant à l'intention de n'émigrer que temporairement pour séjourner à l'étranger, est le déséquilibre entre le nombre des hommes et celui des femmes qui partent. Dans les premières années de l'émigration italienne, près de 90 % des partants étaient de sexe masculin.

Au début, entre 1870 et 1890, le gros de l'émigration provenait du Nord de l'Italie, plus avancé économiquement et culturellement que le Midi. Mais autour de 1900, plus de la moitié des émigrants partaient d'Italie méridionale. Ces deux parties de l'Italie différaient grandement quant aux avantages naturels : le nord ayant des pluies plus abondantes et des crues de printemps au dégel des neiges alpines, pour irriguer les récoltes. Mais il existait aussi de grandes différences sur le plan culturel, et ces différences persistent entre Italiens du nord et du midi, dans leur histoire respective à l'étranger.

L'Italie a été caractérisée comme « une région où deux civilisations existent simultanément dans un seul corps national »²¹⁹. Historiquement, l'Italie du Nord fut le cœur du développement culturel, politique et économique du pays — le foyer de la Renaissance, le centre de l'industrie et du commerce, la source des forces politiques qui ont fait de la péninsule une seule nation, et l'héritière de la civilisation romaine.

L'Italie méridionale a historiquement été plus agricole, plus pauvre, moins alphabétisée, avec une culture populaire plutôt insulaire. Le Nord de l'Italie a davantage partagé les valeurs culturelles du reste de l'Europe. Au Sud, ni l'Eglise ni l'Etat n'ont jamais obtenu une forte allégeance de la population, ni aucune autre institution que la famille. La famille, cependant, était l'objet d'une loyauté passionnée et a pratiquement fourni à l'individu tout l'ensemble de sa vie sociale. Les enfants jouaient rarement avec quiconque n'était pas de leur parenté, et l'idée de lier amitié en dehors de la famille était étrangère à la mentalité²²¹. L'Italie méridionale était une société fortement rigide, à la fois dans sa structure de classes et dans ses traditions.

Il y avait peu d'occasions, et peu de besoin, d'initiative individuelle au sein du groupe communautaire familial, ni dans la communauté paysanne (*contadina*) parce que toutes les activités et tous les schémas de pensée étaient fondés sur les us et coutumes traditionnels de la population²²².

Les enfants, en Italie du Sud, étaient mis au travail tôt dans l'existence : vers douze ans pour les garçons, dix ans pour les filles, et étaient chargés de nombreuses corvées domestiques²²³. Jusqu'au tard 1911, plus de la moitié des enfants italiens de dix à quinze ans étaient employés pour gagner de l'argent, malgré les lois contre le travail des enfants²²⁴. Quoiqu'on considérât une bonne éducation des enfants comme une préoccupation majeure dans les familles de l'Italie méridionale, l'instruction livresque n'était pas considérée comme un aspect important de cette éducation — on la ressentait même comme une menace contre les valeurs traditionnelles et la solidarité familiale, en même temps qu'une perte économique du travail de l'enfant, perte que peu de familles méridionales pouvaient soutenir²²⁵.

Les valeurs culturelles des Italiens tant du nord que du sud les accompagnèrent au-delà de l'océan, et autour du monde. De même, les différences historiques régionales et les antipathies qui morcelaient l'Italie — non seulement l'omniprésente dichotomie entre nord et sud, mais aussi d'innombrables différences provinciales et locales dans les dialectes et la culture.

– *En Argentine*

Il y avait un petit nombre d'Italiens en Argentine au XVIII^e siècle et peut-être même dès le XVI^e²²⁶. En 1852, un régiment intégralement italien combattit en Argentine lors de la guerre civile²²⁷. Au début du XX^e siècle, Buenos Aires comptait presque autant d'Italiens que Rome²²⁸. Les Italiens étaient la plus forte minorité avec près de 600 000 personnes, soit 14 % de la population argentine²²⁹. Du milieu du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e, il arriva en Argentine plus de trois millions d'Italiens — et près de la moitié d'entre eux repartirent²³⁰.

Avant que l'immigration des Italiens ne devienne un élément majeur de l'économie argentine, celle-ci était nettement sous-développée. Les Espagnols avaient fait peu de choses du pays pendant des siècles de domination. En 1852, encore, l'Argentine, devenue indépendante, était dépeinte comme « presque totalement dépourvue de commerce et

d'industrie »²³¹. Ses techniques agricoles étaient à peu près aussi primitives que celles du temps des Pharaons. Le blé, qui devait devenir le grand article d'exportation de l'Argentine au xx^e siècle, y était *importé* par l'Atlantique et le Pacifique. La plupart des maisons avaient des toits de paille. La seule activité prospère du pays était l'élevage du bétail²³².

Puis vinrent les Italiens, surtout du Piémont et de Gênes, et d'autres régions du Nord de l'Italie²³³. Du milieu à la fin du xix^e siècle, les Italiens firent partie d'un afflux grandissant d'immigrés qui dépassa le million en 1895 — plus du quart venaient d'Italie²³⁴. La population italienne d'Argentine se développait rapidement, non seulement par l'immigration mais aussi en raison d'une forte natalité — la plus forte parmi les immigrants²³⁵. Cette natalité élevée caractérisait aussi les Italiens restés au pays ou vivant aux Etats-Unis²³⁶.

Les Argentins d'origine espagnole continuèrent à dominer dans l'élevage²³⁷, mais les Italiens assumèrent la majeure partie du développement agricole du pays²³⁸. En 1865 la surface cultivée couvrait seulement 965 km² de terres dans tout le pays, mais en 1914 elle avait été multipliée des centaines de fois, car la culture s'étendait aussi vite, et même plus vite que n'augmentait la population²³⁹. En certaines régions de l'Argentine, au début du xx^e siècle, la population occupée à l'agriculture était presque entièrement italienne²⁴⁰. L'arrivée des immigrants italiens entraîna le progrès économique et l'apparition de nouvelles cultures, dans plusieurs régions d'Argentine²⁴¹. Les Italiens n'avaient souvent que peu de capital²⁴², mais leur travail acharné et leur frugalité les faisaient prospérer²⁴³. Un contemporain disait des Italiens : « Phénoménale est leur fièvre de travail ; tous veulent devenir riches, et vite »²⁴⁴. Dès 1860, un tiers des déposants au Banco de Buenos Aires étaient italiens²⁴⁵. Souvent l'immigrant italien commençait comme *peon* ou journalier, continuait comme fermier et devenait finalement propriétaire de terres²⁴⁶. Parmi ceux qui venaient comme travailleurs saisonniers, « presque jusqu'au dernier sou de leur salaire était épargné pour être ramené en Italie »²⁴⁷.

Dans les agglomérations urbaines, les immigrants italiens avançaient aussi bien. Alors que les Argentins de naissance dédaignaient les travaux « subalternes »²⁴⁸, les Italiens prenaient tout travail qui s'offrait, étaient « des travailleurs rapides et zélés », travaillant le plus d'heures et de jours possible, de sorte que « cent travailleurs italiens pouvaient produire autant que deux cents Argentins »²⁴⁹. Ils étaient manœuvres, barbiers, forgerons, charpentiers, tailleurs, cordonniers, et maçons²⁵⁰. Des équi-

pages de navires italiens travaillèrent aux voies fluviales de la côte et de l'intérieur de l'Argentine²⁵¹. Les commerçants étaient en majorité italiens, de même que les artisans, les gens de métiers, les importateurs, ingénieurs, architectes, entrepreneurs, restaurateurs et hôteliers²⁵². Les maçons étaient presque tous italiens²⁵³. Vers 1890, les Italiens de Buenos Aires possédaient plus de deux fois autant de commerces d'alimentation et de boissons que les Argentins de naissance. Ils possédaient trois fois autant de magasins de chaussures, et plus de dix fois autant de salons de coiffure²⁵⁴. Les Italiens étaient aussi plus actifs dans le mouvement syndicaliste que ne l'étaient les Argentins²⁵⁵. Toutefois, ils jouèrent un rôle négligeable en politique²⁵⁶ et les élus politiques étaient presque tous des « créoles » argentins — ce qui, dans ce contexte, signifiait des gens dont l'ascendance était espagnole pour tout ou partie²⁵⁸, et Argentins de naissance et de culture. Ces élus politiques étaient notoirement incompetents²⁵⁹.

Les Italiens s'assimilèrent très peu à la population argentine avant la première Guerre Mondiale. Les Italiens parlaient italien dans leurs maisons, se mariaient entre Italiens, et il n'y eut qu'un faible pourcentage d'entre eux à se faire naturaliser. Les Argentins les tenaient à l'écart de certains milieux et aussi de certaines activités²⁶⁰.

Alors que les Italiens immigrants du début, ceux qui développèrent l'agriculture argentine, étaient en majorité du nord de l'Italie²⁶¹, les immigrants venant du sud « se pressèrent dans les villes » pour y devenir artisans, mécaniciens, poseurs de briques et maçons, et ouvriers d'usine, manifestant souvent « l'allant et l'ambition qui faisaient défaut aux *Criollos* ». D'humbles débuts, beaucoup s'enrichirent dans l'industrie du bâtiment et le commerce²⁶². Dans le système de valeurs des Argentins, malgré tout, l'origine besogneuse des Italiens parvenus à l'aisance était une chose prêtant au ridicule²⁶³.

– Au Brésil

Environ un tiers de tous les immigrants au Brésil entre 1884 et 1939 venaient d'Italie²⁶⁴. Avant le xx^e siècle, il venait au Brésil plus d'Italiens qu'aux Etats-Unis²⁶⁵. Largement plus d'un million d'Italiens immigrèrent au Brésil vers la fin du xix^e siècle²⁶⁶, près de la moitié de tous les immigrants dans ce pays. La plupart arrivèrent dans le dernier quart du siècle, notamment après l'abolition de l'esclavage en 1888. Les Italiens du Nord prédominaient dans l'immigration brésilienne²⁶⁷.

La place éminente du Brésil sur le marché mondial du café fut largement due aux immigrants italiens²⁶⁸. Ils constituaient une forte majorité des travailleurs sur les plantations de caféiers²⁶⁹. Beaucoup de ces ouvriers agricoles italiens furent engagés par les grands propriétaires brésiliens de plantations, qui leur payaient la traversée de l'Atlantique²⁷⁰.

Dans les premiers temps, les Italiens engagés comme débutants sur les plantations étaient exposés à de nombreux abus — fraudes, agressions sexuelles sur les femmes et les filles, fouet pour les travailleurs mâles, toutes séquelles du système d'esclavage dont l'abolition était récente au Brésil²⁷¹. Leurs logements étaient souvent dépourvus d'eau courante et d'égoûts suffisants²⁷². Nombre de ces Italiens retournèrent au pays sans le sou²⁷³, mais certains persévérèrent, épargnant pour devenir planteurs propriétaires à leur tour. Finalement, il y eut dans certaines régions davantage d'Italiens que de Brésiliens propriétaires de plantations²⁷⁴. Les Italiens avaient aussi les effectifs les plus nombreux parmi les propriétaires et les travailleurs dans les entreprises industrielles et commerciales du Brésil, de tous les groupes ethniques de ce pays²⁷⁵. Vers le milieu du xx^e siècle, dans le district métropolitain de São Paulo, les Italiens possédaient près de la moitié des entreprises industrielles, alors que les Brésiliens de descendance portugaise n'en possédaient qu'un sixième²⁷⁶.

Les Italiens du Brésil fondèrent l'industrie vinicole et développèrent la culture du riz²⁷⁷. Des architectes italiens influencèrent largement les styles architecturaux des villes brésiliennes²⁷⁸. Bien que minoritaires, les Italiens ont apporté une contribution historique au développement de l'économie et de la culture du Brésil.

– *Aux Etats-Unis*

L'immigration italienne aux Etats-Unis commença lentement, et jusqu'aux années 1880 consista largement en Italiens du Nord, comme en Amérique du Sud. Ces Italiens du Nord étaient principalement de petits entrepreneurs de diverses branches, y compris la plupart des propriétaires d'étalage de fruits dans la Cité de New York²⁷⁹. Toutefois, ils étaient peu nombreux — pas plus de 20 000²⁸⁰. Puis l'immigration massive commença — pour les quatre cinquièmes composée d'Italiens originaires du Midi sous-développé. Finalement, il y eut au total plus de cinq millions d'immigrés italiens, dont plus de quatre arrivèrent pendant le xx^e siècle²⁸¹.

Aux Etats-Unis comme en Amérique du Sud et ailleurs, les Italiens étaient très fortement divisés selon leur origine, par régions, par provinces et même villages. Ceux du Nord répudiaient tout lien avec les méridionaux²⁸², et déménageaient quand ceux-ci arrivaient dans leur quartier²⁸³; mais même parmi les Italiens du Sud, il y avait de nombreuses divisions. Les originaires d'une même province, ou d'un même village, vivaient souvent en grappes dans la même rue ou le même bloc²⁸⁴. Dans la première génération, les mariages d'Italiens aux Etats-Unis ne se faisaient qu'entre personnes de même origine provinciale²⁸⁵. Des centaines d'associations d'entr'aide existaient entre Italiens d'une même ville, mais chaque association ne groupait que des individus d'une même origine²⁸⁶. Il en était de même en Amérique du Sud²⁸⁷.

La grande majorité des Italiens méridionaux immigrant aux Etats-Unis étaient des travailleurs agricoles, des paysans et autres chercheurs de travail sans une formation demandée dans l'économie urbaine, industrielle et commerciale, où ils entraient en Amérique. Très peu de ces immigrants du début se fixaient à la campagne, alors que la plupart y avaient travaillé en Italie. A la différence de l'Amérique du Sud, les Etats-Unis avaient très peu de terres à bon marché disponibles à la « frontière » ouest quand les Italiens arrivèrent, or ces immigrants avaient trop peu d'argent même pour faire le voyage vers les fermes des grandes plaines, et encore moins pour acheter des terres dans ces régions. C'est pourquoi les Italiens arrivant aux Etats-Unis pénétrèrent sur le marché du travail aux plus bas niveaux, comme chiffonniers, cirieurs de bottes, balayeurs de rues, manœuvres sur les chantiers de construction d'immeubles, dans la construction de voies ferrées, ou d'autres travaux pénibles et salissants. Au tournant du siècle, tout ce qu'il y avait d'Italiens médecins, juristes et instituteurs, comptés ensemble, n'atteignaient pas la centaine²⁸⁸. En 1910, les familles italiennes aux Etats-Unis gagnaient moins de la moitié du revenu moyen des familles américaines en général²⁸⁹.

New York avait de loin la plus forte communauté italienne des Etats-Unis, aussi bien au début de l'immigration italienne que par la suite. En 1870, il y avait moins de 3 000 Italiens dans New York City, mais en 1910 leur nombre était plus que multiplié par 100 : 340 765 individus. Philadelphie et Chicago venaient après, avec chacune moins de 50 000 Italiens²⁹⁰. Les conditions d'existence dans les quartiers d'immigrants italiens étaient parmi les plus épouvantables que connaissaient les

groupes ethniques d'Amérique. L'entassement était la norme. A New York, les Italiens étaient une multitude serrée de 2 500 personnes à l'hectare, et dans certains quartiers de la ville il y avait 10 personnes par chambre²⁹¹. Pour une part, c'était là le reflet de la pauvreté pure et simple, mais en partie aussi cela tenait à la composition d'une immigration de jeunes hommes de passage ; car les Italiens épargnaient une fraction substantielle de leurs maigres salaires, parfois plus de la moitié²⁹², soit pour retourner en Italie fortune faite, soit pour aider la famille restée au pays, soit pour faire venir aux Etats-Unis femme et enfants. En une seule année les envois d'économies vers l'Italie atteignirent 85 millions de dollars²⁹³.

On avait remarqué chez les premiers émigrants d'Italie méridionale qu'ils acceptaient toute sorte de travail, mais qu'ils manquaient d'initiative et nécessitaient par conséquent plus d'encadrement²⁹⁴. C'est que dans leur pays natal, l'initiative à la base était découragée par la forte structure hiérarchique de la vie sociale²⁹⁵. Mais les Italiens présentaient l'avantage d'un taux extrêmement faible d'alcoolisme : moins d'un cinquième du taux des Irlandais²⁹⁶, ce qui en faisait des travailleurs plus réguliers.

La très grande majorité des Italo-Américains vivaient dans les villes²⁹⁷ et la moitié travaillaient à des emplois manuels non qualifiés²⁹⁸. Quelques-uns avaient des métiers manuels, mais les « cols blancs » et les professions libérales manquaient presque totalement de représentants parmi les premières générations d'immigrants²⁹⁹. Dans l'Ouest, les Italiens du Nord se distinguaient en agriculture, surtout en viticulture et en productions maraîchères³⁰⁰. A New York, les Italiennes représentaient en 1910 une majorité relative, près d'un tiers de la main-d'œuvre dans la confection³⁰¹. En 1937, les Italiens et Italiennes constituaient 40 % de l'effectif du Syndicat International de la Confection Féminine³⁰².

Les Italiens du Sud arrivaient aux Etats-Unis avec l'un des taux d'analphabétisme les plus élevés parmi les groupes raciaux ou ethniques : 54 %, et ils opposaient le plus de résistance et d'hostilité à l'éducation scolaire. C'était là aussi une attitude importée d'Italie méridionale, où l'instruction était économiquement négligeable dans une structure de classe très rigide, et jugée socialement dangereuse en ce qu'elle pouvait rendre l'enfant étranger à sa famille. Les enfants d'Italiens vivant en Amérique quittaient l'école sitôt atteint l'âge légal — ou avant. Les enfants, surtout lorsqu'ils avaient des problèmes de langage, étaient

souvent des écoliers malheureux, médiocres et turbulents³⁰⁴, alors que l'argent qu'ils auraient pu gagner faisait grandement besoin. Les Italiens restèrent l'un des groupes ethniques les moins instruits des Etats-Unis, jusque après la moitié du xx^e siècle³⁰⁵.

Le temps passant, avec l'émergence d'une nouvelle génération d'Italo-Américains, il se produisit un certain progrès dans les activités professionnelles, le plus souvent par des filières ne demandant pas d'instruction formelle. En Amérique comme en Italie, les Italiens méridionaux n'avaient pas grand usage de l'instruction, mais ils s'attachaient à travailler dur et à acquérir des talents manuels. Qu'il s'agisse du bâtiment ou de la confection, les Italiens progressèrent lentement vers des emplois plus qualifiés. Au tournant du siècle, 36 % des Italiens étaient ouvriers qualifiés, contre 19 % vingt ans auparavant³⁰⁶. Un autre indice d'une adaptation croissante à l'économie américaine fut que l'éventail des industries et des emplois s'ouvrait avec le temps, révélant une aptitude à travailler dans des conditions nouvelles, ce qui eût été difficile aux générations précédentes. Néanmoins, les progrès des Italo-Américains se sont surtout produits dans les emplois « en col bleu » ou dans les petits commerces.

L'instruction, et surtout l'Enseignement supérieur, ne joua qu'un rôle restreint dans ce progrès à ses débuts. Même en 1969, il n'y avait que 6 % des Italo-Américains âgés de plus de 35 ans à avoir complètement suivi le cycle secondaire — le taux le plus bas de tous les Américains descendants d'Européens³⁰⁷. Les Italiens plus jeunes, en revanche, avaient le même taux de sortie du secondaire que la moyenne de la population.

Au fil des années, les revenus d'Italo-Américains ont augmenté, partant de moins de la moitié de la moyenne nationale en 1910, pour la dépasser tout juste en 1968³⁰⁸. Alors que les Italiens du Sud qui vinrent aux Etats-Unis n'avaient ni l'éducation, ni l'arrière-plan citadin qui avaient permis aux Italiens du Nord de jouer un rôle plus brillant au Brésil ou en Argentine, ils apportaient avec eux un sérieux au travail et des habitudes d'épargne qui, finalement, leur ont fait surmonter leur handicap.

– *En Australie*

Dès la moitié du xix^e siècle, l'on sait qu'il y avait quelques Italiens sur

les champs aurifères d'Australie, mais leur nombre total dans l'ensemble de ce pays resta très faible jusqu'après la première Guerre Mondiale. Le recensement de 1881 indiquait moins de 2 000 Italiens en Australie, et bien que le nombre ait monté régulièrement au long des années, ils étaient encore moins de 6 000 en 1901³⁰⁹. Toutefois, dans les années trente, il y eut plus de 25 000 personnes italiennes nées en Australie, sans compter les descendants d'Italiens nés en Australie.

Comme ailleurs, les immigrants italiens apportaient peu de capital et commençaient comme manœuvres. Comme les Italiens émigrés dans l'hémisphère occidental, ils furent remarqués pour leur caractère laborieux et économe³¹¹ et pour leur aptitude à supporter des conditions de vie difficiles³¹². Les Australiens disaient des Italiens qu'ils pouvaient « vivre de l'odeur d'un chiffon à huile »³¹³. Lorsque des Italiens en Australie parvinrent à de meilleures situations, au XIX^e siècle, beaucoup de ceux qui s'étaient fixés dans les campagnes s'installèrent dans la production du vin et ceux qui vivaient en ville tinrent des boutiques de fruits, de vins et de poissons³¹⁴. Les musiciens italiens de rue devinrent un trait populaire de la vie en Australie, et des Italiens y firent également d'importantes contributions à la musique plus sérieuse³¹⁵. Toutefois, les Italiens n'apportèrent pas d'améliorations techniques du genre de celles que fournirent les Allemands³¹⁶. Les Italiens en Australie partageaient avec les immigrants italiens dans l'hémisphère occidental les mêmes structures de comportement.

Aussi bien en termes sociaux qu'économiques, l'histoire des Italiens en Australie est parallèle à ce qui se produisit aux Etats-Unis et en d'autres pays. Par exemple, les premiers qui immigrèrent en Australie étaient en grande majorité des hommes, vingt fois plus que de femmes en 1901³¹⁷. Nombre d'entre eux avaient de la famille en Italie et la faisaient vivre³¹⁸. Au bout de quelques années, le rapatriement des émigrés temporaires en Australie, et la réunification de familles autour de ceux qui s'y étaient fixés réduisirent le déséquilibre des sexes³¹⁹. Les femmes italiennes avaient des taux de fertilité plus élevés que les autres femmes en Australie³²⁰, et la fertilité était particulièrement forte chez celles qui étaient nées en Italie³²¹.

La vie sociale italienne était tellement centrée sur la famille, que le cercle des relations personnelles et des amitiés était très étroit ; il n'y avait pas de *communautés* italiennes significatives, pas de cohésion ni d'engagements politiques des Italiens³²², encore moins d'allégeance

politique envers l'Italie³²³. Cependant, dans les années du début, les Italiens vivaient étroitement groupés et fortement à part de la vie australienne³²⁴, parlant italien³²⁵ et observant des coutumes traditionnelles en Italie, telles que de maintenir un contrôle strict sur les filles non mariées³²⁶. Les mariages mixtes avec des Australiens d'autres descendances étaient rares. Aussi tardivement que 1933, les quatre cinquièmes des maris nés italiens vivant en Australie avaient épousé des Italiennes nées au pays. Certains de ces mariages avaient lieu en Italie avant le départ, d'autres en Australie, et une proportion non négligeable de ces unions avaient été le fait de célibataires retournant en Italie pour épouser une Italienne et la ramener en Australie³²⁷.

L'assimilation commença graduellement au bout de plusieurs années, surtout avec l'arrivée à l'âge adulte d'une génération d'Italiens élevée dans des écoles australiennes. L'anglais devint la première langue des enfants, alors que l'italien restait celle des parents³²⁸. La mobilité professionnelle suivit une évolution parallèle ; alors que les premiers immigrants avaient été principalement des ouvriers, dans les années postérieures il y eut davantage d'employeurs ou de travailleurs indépendants que de salariés³²⁹.

LES JUIFS

L'errance massive et mondiale des Juifs commença avec la conquête de la Palestine et la destruction de Jérusalem par les légions de l'Empire romain en 70 de notre ère. Il y avait eu des Juifs qui vivaient hors du pays d'Israël auparavant, en Grèce et en Irak par exemple plusieurs siècles avant le Christ³³⁰. Mais désormais commençait la *Diaspora*, la dispersion de multitudes de Juifs à travers l'Europe, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, et finalement l'hémisphère occidental. Pendant des siècles, les Juifs furent non seulement dispersés en tous sens, mais encore séparés les uns des autres par des nationalités différentes, et dans chaque pays, isolés de la vie des peuples qui les entouraient. La force de leurs convictions religieuses empêchait les Juifs de s'assimiler dans la société chrétienne de l'Europe, ou dans le monde de l'Islam, et des discriminations légales s'opposaient à leur intégration.

Alors que les Juifs d'Europe devenaient numériquement et culturellement la fraction dominante de la communauté juive mondiale, il y eut des

colonies juives importantes disséminées dans toute l'Afrique du Nord, et en Asie Mineure aussi loin que l'Irak. En fait, à certains moments distincts, l'Irak, l'Algérie, le Maroc eurent des populations juives plus nombreuses qu'il n'y en eut jamais en Grèce, en Hollande ou en Yougoslavie³³¹. Au cours des dix-huit siècles entre la fin de l'ancien Israël et la constitution de l'Israël moderne, des Juifs en certains points du monde s'assimilèrent lentement et partiellement — à la fois culturellement et biologiquement — aux sociétés dans lesquelles ils étaient inclus. Par l'apparence physique, les Juifs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ressemblaient davantage aux Arabes qu'aux Juifs d'Europe. Des Juifs qui vivaient au milieu des Berbères au Maroc, l'on disait : « Ils parlent berbère, ils paraissent Berbères, et le sont en tout sauf quant à leur religion »³³². Bref, les différences dans l'apparence physique entre Juifs de divers pays devinrent marquées³³³. En plusieurs pays arabes, les Juifs pratiquèrent un langage mixte judéo-arabe, qui était leur principal langage véhiculaire au XVIII^e siècle. La langue perse était parlée par les Juifs d'Iran et d'Afghanistan. Les Juifs Sephardim de la péninsule ibérique parlaient le Ladino — une forme d'espagnol médiéval additionnée d'hébreu³³⁴, qui tendit à céder la place au Judéo-Arabe lorsque beaucoup de ces Juifs, persécutés en Espagne et au Portugal, émigrèrent vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient³³⁵. Les Juifs Ashkénazim du reste de l'Europe façonnèrent un langage familier — le Yiddish — mélange complexe de divers langages, principalement l'allemand, l'hébreu et les langues slaves³³⁶.

La mesure dans laquelle les Juifs acquièrent la culture de la société environnante varia selon la mesure dans laquelle cette société acceptait ceux qui répondaient à cette condition. En Europe orientale, où l'anti-sémitisme était particulièrement virulent, les Juifs vécurent pendant des siècles sans adopter pour langue maternelle le russe, le polonais ni le lithuanien³³⁷. Inversement, lorsque les Juifs furent légalement émancipés en Hongrie, ils devinrent culturellement hongrois³³⁸. De même les Juifs d'Irak, qui furent à un certain moment citoyens à égalité de droits³³⁹, étaient aussi les Juifs les plus assimilés du monde arabe³⁴⁰.

En somme, les Juifs de la Diaspora devinrent très différenciés, non seulement par la nationalité mais ethniquement et religieusement, d'un pays à un autre. Les Juifs Sephardim épousaient rarement des Juives Ashkenazim, que ce soit en Europe, aux Etats-Unis ou en Israël. Même parmi les petites communautés juives aux Indes, les mariages mixtes sont

rare entre Juifs ethniquement différents³⁴¹. La réunification de Juifs venus du monde entier dans l'Israël moderne n'a pas éliminé ces nombreuses différences culturelles et raciales héritées de siècles de Dispersion, mais plutôt rendu les contrastes péniblement évidents au point de conduire à des oppositions politiques entre eux³⁴². La réalisation d'une unité nationale en dépit de cette diversité interne a constitué l'un des nombreux aspects remarquables d'Israël.

Depuis les premiers siècles de la Dispersion, les Juifs furent surtout artisans et intermédiaires — colporteurs, marchands et usuriers — et la plupart d'entre eux étaient pauvres³⁴³. Aux beaux jours de l'Empire romain, les Juifs suivaient souvent le mouvement des légions, vendant leur marchandise³⁴⁴. Quand l'Empire déclina, les Juifs circulèrent aussi parmi les Barbares, les familiarisant avec les produits et les idées du monde civilisé. Comme l'instruction se raréfiait en Europe, les Juifs s'y attachèrent davantage que beaucoup de Chrétiens ; ces derniers n'en respectèrent que mieux les Juifs, dont le savoir leur était souvent fort utile³⁴⁵. En même temps, le prestige des Juifs porta ombrage aux dignitaires ecclésiastiques, qui usèrent de leur influence à leur encontre³⁴⁶. En gros, cependant, le traitement réservé aux Juifs pendant le premier millénaire de l'ère chrétienne ne fut pas aussi pénible qu'il devait le devenir dans les siècles suivants. Avec la ferveur religieuse croissante des Chrétiens pendant les Croisades, les Juifs devinrent la cible de populaces furieuses qui parfois en massacrèrent des milliers³⁴⁷. Les Juifs vécurent une existence précaire partout en Europe, payant parfois les autorités pour en être protégés³⁴⁸ — protection parfois accordée, et parfois refusée selon les dispositions des souverains, et l'opportunité politique de sacrifier le Juif comme bouc émissaire en cas de mécontentement et de récriminations de la population. Des processus semblables se produisirent aussi en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Le triomphe de l'Islam dans une région signifia souvent la conversion forcée des Juifs, sous peine de mort, ou bien leur asservissement et des humiliations délibérées — comme au Yémen en 1806, où un décret obligeait les Juifs à débarrasser les rues des cadavres d'animaux et à curer les latrines ; ou encore en 1905, un autre décret ordonnait aux Juifs de descendre du trottoir dans le ruisseau pour céder la place à tout Musulman qui passait³⁴⁹.

Les Juifs vivaient à part, d'abord volontairement puis ensuite par obligation légale. Par exemple, un édit polonais de 1266 disait :

... nous ordonnons que les Juifs habitant cette province de Gaesen ne puissent vivre parmi les Chrétiens, mais qu'ils aient leurs maisons proches ou jouxtant les autres, dans un endroit clos de l'Etat ou de la cité, de telle sorte que leur habitat soit séparé des lieux d'habitation des Chrétiens, par une haie, un mur ou un fossé³⁵⁰.

De semblables mesures furent édictées en de nombreux endroits d'Europe et du Moyen-Orient³⁵¹. Le mot « ghetto » apparut au Moyen-Age pour désigner le quartier où, dans les villes d'Europe, les Juifs vivaient en ségrégation. Les ghettos juifs étaient souvent entourés de murs, dont les portes étaient verrouillées la nuit, période à laquelle il était interdit aux Juifs d'être dehors au milieu des Chrétiens³⁵².

Les Juifs étaient écartés de certaines activités par des interdictions, et ne pouvaient non plus résider partout à leur gré. Ils savaient pratiquer divers métiers spécialisés, mais n'étaient en général pas admis dans les corporations correspondantes, qui avaient le privilège de les exercer dans les villes et les bourgs.

Pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne, des Juifs nombreux étaient fermiers ou propriétaires, mais dans presque tous les pays, ils furent évincés de ces activités par diverses restrictions et prohibitions. Les Juifs trouvèrent alors — ou créèrent — des fonctions économiques à leur portée. Ils se firent intermédiaires de diverses façons à travers l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient : petits colporteurs et revendeurs, marchands de nippes, prêteurs sur gages. Un petit nombre eut la chance de devenir des négociants et des banquiers importants. Beaucoup de Juifs pratiquaient des métiers d'artisans, en marge ou dans les interstices de cette société.

Leurs qualités d'artisans, leur puissance de travail, et leur frugalité faisaient des Juifs un appoint de valeur pour l'économie, en bien des endroits ; et l'argent qu'ils prêtaient leur ouvrait l'accès des gouvernants et de la noblesse, souvent pressés d'emprunter pour financer leurs guerres et autres extravagances. Mais les paysans et les gens pauvres d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, comme leurs semblables en Asie du sud-est, détestaient les intermédiaires étrangers qui prospéraient au milieu d'eux et que l'on soupçonnait aisément de s'enrichir à leurs dépens. Et pourtant, comme dans le cas des Chinois d'outre-mer dans le sud-est asiatique, les expulsions massives de Juifs conduisaient souvent à faire *monter* les taux d'intérêt et à aggraver la situation économique ; aussi les

Juifs étaient-ils fréquemment, par la suite, autorisés — voire invités — à revenir aux endroits d'où on les avait expulsés³⁵³.

Fiscalité confiscatoire, expulsions massives, orgies de violence populaire, pillages et destruction systématique des biens, prélevaient leur tribut sur les Juifs, à la fois économiquement et psychologiquement. Ils s'appauvrirent dans des pays où ils avaient prospéré avant. Ils restaient des étrangers, la proie des gros bras du cru dans des pays où ils avaient vécu durant des siècles, parfois plus longtemps que la majorité du peuple considéré comme autochtone. « Timidité, embarras de soi-même, méfiance des voisins devinrent des caractéristiques du Juif de ghetto »³⁵⁴. Ils marchaient courbés en une attitude d'humilité craintive : « la bosse du ghetto ». Ce n'était d'ailleurs pas une réaction propre aux Juifs d'Europe. Au Yémen aussi, les « Juifs avaient appris l'art d'accepter les insultes en s'effaçant »³⁵⁵ et les Yéménites juifs eux-mêmes reconnaissaient que « l'humilité et la pusillanimité étaient des traits fondamentaux de leur caractère »³⁵⁶.

La situation faite aux Juifs changeait de façon imprévisible d'une époque à l'autre et d'un endroit à un autre, ajoutant à leurs incertitudes et provoquant des exodes vers d'autres pays lorsque les conditions devenaient intolérables sur place, ou que des attitudes plus humaines rendaient tel autre pays plus attirant. Nombre de mesures anti-sémites ou de pogromes, en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, exprimaient des oppositions religieuses ; mais leur déroulement était fort semblable à ce qui se passait en Asie du sud-est à l'encontre des Chinois, alors que les différences de religion n'y constituaient guère des préoccupations majeures. De plus, même en Europe, en Afrique du nord ou au Moyen-Orient, il y avait de nombreux avantages temporels — en particulier financiers — à faire du Juif le bouc-émissaire aux yeux du peuple, à faire périr les gens à qui l'on devait de l'argent, à couler des concurrents, à confisquer les biens de gens impopulaires, soit petit à petit par des impôts discriminatoires, soit d'un seul coup par des édits ponctuels. En bref, la rhétorique religieuse n'impliquait pas que le zèle religieux fût le mobile premier, notamment parmi les agitateurs de foules et parmi les dirigeants des pays.

– *En Espagne*

Les Juifs vécurent et prospérèrent en Espagne pendant des siècles avant la fondation du royaume wisigoth en 412, ou la conversion de ses

princes au catholicisme romain en 589. Comme dans la plupart des régions d'Europe pendant cette période, les Juifs d'Espagne étaient l'objet d'une certaine tolérance, et même de respect, de la part des populations non-juives³⁵⁷. Pendant des siècles, les marchands itinérants juifs répandirent la connaissance d'un monde social plus large parmi les populations isolées dans diverses parties de l'Europe, et ils éveillèrent l'intérêt pour la vie civilisée parmi les tribus barbares qui s'étaient répandues à travers l'Europe à la faveur du déclin et de la chute de l'Empire romain³⁵⁸. Au moment où les Wisigoths fondèrent leur royaume en Espagne, les Juifs y étaient bien établis, influents et riches³⁵⁹. Ils exerçaient toute une gamme d'activités, possédaient parfois de grands domaines agricoles et remplissaient des postes officiels de responsabilité, tant civils que militaires³⁶⁰.

Les Wisigoths furent d'abord très tolérants à l'égard des différences de religion³⁶¹, mais la conversion de leur roi au catholicisme en 589 amena la formation de liens étroits entre l'Eglise et l'Etat. Les politiques de restrictions contre les Juifs commencèrent et s'intensifièrent jusqu'à devenir une persécution systématique sous les rois postérieurs, notamment au VII^e siècle. Les mobiles de ces opérations paraissent avoir été plus politiques que religieux³⁶². Quoi qu'il en soit, de nombreux Juifs firent l'Espagne sous les derniers rois wisigoths.

Paradoxalement, la conquête de l'Espagne par les Mahométans au VIII^e siècle rétablit la liberté pour les Juifs, et ouvrit ce que l'on a pu appeler « l'âge d'or » de leur épanouissement³⁶³. Non seulement les Juifs d'Espagne redevinrent prospères, mais l'Espagne même devint la nation la plus riche et la plus cultivée d'Europe³⁶⁴. Les Juifs furent alors le canal de transmission des connaissances pratiques et scientifiques, aussi bien que des marchandises, entre les mondes musulman et chrétien³⁶⁵. Les Juifs conservèrent leur prospérité et leurs influences en haut lieu, dans les parties de la péninsule reconquises par les chrétiens. La plupart des Juifs exerçaient des métiers artisanaux, des négoce modestes, et le prêt sur gages, mais certains possédaient des fabriques de textiles, ou remplissaient d'importantes fonctions au service des monarques, comme administrateurs et collecteurs d'impôts³⁶⁶. Ils étaient prépondérants dans les professions libérales³⁶⁷. Bien que protégés par les souverains espagnols, les Juifs étaient amèrement jalouxés par les gens pauvres et incultes — et ils subirent au XIV^e siècle des violences populaires sporadiques³⁶⁸.

L'Espagne — appelée *Sepharad* en hébreu — était le pays d'attache

des Juifs Sephardim, qui furent le fer de lance culturel de la communauté juive mondiale et en avaient pleinement conscience. Des siècles après cet « âge d'or », beaucoup écrivaient après leur nom des lettres ST, initiales de *S'fardi Tabor* c'est-à-dire en hébreu : « Pur Sephardi »³⁶⁹. L'on continua de les appeler Sephardim lorsqu'ils émigrèrent plus tard en Hollande, en Afrique du Nord, aux Etats-Unis et ailleurs.

Au xv^e siècle, les Juifs furent pris dans les remous de luttes intestines pour le pouvoir, nombre d'entre eux furent massacrés dans diverses villes espagnoles³⁷⁰, et finalement un décret royal de 1492 les expulsa d'Espagne en confisquant la majeure partie de leurs biens. L'argent ainsi confisqué servit en partie à financer les voyages historiques de Christophe Colomb, qui commencèrent la même année.

Une bonne partie des Juifs d'Espagne expulsés s'acheminèrent vers la Hollande, où existait la liberté religieuse. Ils contribuèrent à faire d'Amsterdam l'un des plus grands ports commerciaux du monde³⁷¹, et ils finirent par détenir un quart des actions de la Compagnie Hollandaise des Indes orientales³⁷².

Les Juifs Sephardim qui s'établirent en Algérie y devinrent les guides reconnus de la communauté juive de ce pays, et en même temps furent à la pointe des activités commerciales algériennes³⁷³. Bien que les gouvernants de l'Espagne eussent confisqué les avoirs des Sephardim, ils n'avaient pu confisquer ni les talents, ni les traits de caractère qui les avaient enrichis à l'origine ; ces mêmes atouts les firent prospérer désormais dans d'autres pays. Ces Juifs Sephardim gardaient partout leur aisance d'allure, leur confiance en soi, le sentiment de leur supériorité :

Le Sepharade regardait de haut le pauvre petit Juif du Nord habitué à la misère et à l'oppression, craintif, qui se faisait humble et rasait les murs, qui avait toujours vécu derrière des portes et des volets clos, enfermé dans les *Judengassen*, les Rues aux Juifs, dans un isolement maussade, qui évitait tout contact social, toute amitié avec des non-juifs ; qui, toujours méprisé et indésirable, vivait ici ou là en vrai nomade, toujours prêt à s'en aller ailleurs avec son baluchon et son bâton de pèlerin... Après dix siècles passés, ces frères en Israël avaient cessé de se reconnaître pour tels. Leurs rencontres ne se passaient pas sans heurts³⁷⁴.

Ironie de l'Histoire, ils devaient se rencontrer de nouveau, des siècles plus tard, sur la terre d'Israël — et cette fois ce seraient les Juifs de l'Europe du Nord qui tiendraient le haut du pavé.

– *En Allemagne*

L'Allemagne, où les Juifs devaient rencontrer leur plus terrible catastrophe dans l'Holocauste nazi, avait été pendant presque toute son histoire l'un des pays d'Europe les plus accueillants pour les Juifs. Les Etats Allemands ne furent pas sans connaître des persécutions et des violences sporadiques contre les Juifs, communes dans les autres pays ; simplement, elles y furent moins graves qu'ailleurs en Europe. Au XI^e siècle, quand les premières Croisades entraînèrent contre les Juifs des violences à grande échelle, les Juifs qui vivaient le long du Rhin étaient en si bon termes avec leurs voisins allemands, qu'ils « ne voulurent pas croire aux avertissements des Juifs de France les prévenant que le danger les menaçait »³⁷⁵.

C'est ainsi que de nombreux Juifs allemands figurèrent dans les quelque dix mille Juifs tués en Europe centrale³⁷⁶.

Comme l'Allemagne, en hébreu, se disait *Ashkenaz*, les Juifs de ce pays furent appelés Ashkenazim ; et comme les Sephardim ils continuèrent à porter ce nom lorsqu'ils se fixèrent — parfois pour des siècles — dans d'autres pays d'Europe, et plus tard dans le Nouveau Monde. La majorité des Juifs d'Europe et du monde sont des Ashkenazim³⁷⁷. C'est en Allemagne que prit naissance le Yiddish, au XII^e siècle, en Allemagne aussi que se développèrent le Judaïsme réformé et le Sionisme. Francfort-sur-le-Main devint un centre mondial de culture judaïque³⁷⁸.

Les Juifs furent parfois invités à s'établir dans les villes allemandes³⁷⁹, à d'autres moments ils y furent massacrés ou expulsés, puis rappelés³⁸⁰. Parfois les nobles allemands les protégèrent, dans leurs châteaux lorsque les Croisés traversèrent l'Allemagne en 1146³⁸¹ ; et parfois les nobles les prirent à partie. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, il y avait des « Juifs de cour », au service des rois et des princes à des fins diverses. Mais « la mort du prince, ou même un caprice dudit, pouvait mettre un terme soudain à leur carrière, et leur coûter toute leur fortune, voire la vie »³⁸².

Les Juifs d'Allemagne s'efforcèrent de s'assimiler à la société germanique, en adoptant la langue, le vêtement, et même certaines coutumes religieuses de leurs concitoyens chrétiens. Le Judaïsme réformé en Allemagne adopta plusieurs aspects extérieurs des églises chrétiennes, comme les vitraux, les chœurs mixtes, et la musique instrumentale, appelant même leurs lieux de culte des temples et non plus des synagogues. De telles innovations ne pénétrèrent guère en Europe

orientale, où la distinction entre Juif et Gentil était trop forte pour être affectée par de tels gestes superficiels.

Au long des siècles, des Juifs d'Allemagne parvinrent à des situations de richesse et d'influence, spécialement lorsque les nombreuses principautés eurent été unifiées dans une même nation³⁸³. A la fin du XIX^e siècle, il y avait près de 600 000 Juifs en Allemagne, « une communauté prospère, tous allemands de langue et de sentiments, plus de la moitié d'entre eux dans le commerce, un cinquième dans l'industrie et le négoce, et environ 6 % dans les professions libérales et les administrations publiques »³⁸⁴. Même les Juifs religieux les plus orthodoxes se considéraient « totalement allemands »³⁸⁵. Cela resta vrai même après leur immigration aux Etats-Unis. Les Juifs allemands émigrés en Amérique s'établissaient typiquement parmi d'autres Allemands et prenaient part à la vie sociale de leur communauté, tout en conservant leurs propres institutions religieuses. Ce ne fut pas le choix d'autres immigrants d'Europe orientale, qui au contraire vécurent tout à fait à part des Russes ou des Polonais sauf pour les relations d'affaires. Les Juifs américains étaient si fortement pro-allemands jusqu'à la première Guerre Mondiale, qu'ils s'attirèrent des poursuites du gouvernement des Etats-Unis pour avoir exprimé de la sympathie à un pays ennemi³⁸⁶.

Les Juifs étaient un élément majeur de la vie économique, scientifique et culturelle de l'Allemagne. Ils occupaient une place disproportionnée à leur nombre dans les arts, les sciences, et la presse, et même jouèrent un rôle dans la politique allemande. Les réfugiés juifs d'Europe orientale cherchaient un havre en Allemagne. Alors qu'il n'y avait que 1 % de Juifs dans la population de l'Allemagne, ils étaient 10 % des médecins et dentistes, 17 % des juristes ; ils obtinrent 27 % des Prix Nobel décernés à des Allemands de 1901 à 1975³⁸⁷. L'acceptation des Juifs dans la société allemande fut parallèle à ces progrès et à ces réussites obtenues par des Juifs. Dans les années 1920, près de la moitié de tous les mariages de Juifs en Allemagne se firent avec des non-juifs. Des milliers de Juifs se convertirent au christianisme, ou simplement cessèrent de pratiquer la religion judaïque et de participer à la communauté juive³⁸⁸. Pour résumer : les Juifs étaient parvenus à l'une de leurs plus grandes réussites économiques, scientifiques et artistiques, et à la plus large acceptation sociale, juste à la veille de l'ascension de Hitler et des nazis.

L'anti-sémitisme en Allemagne atteignit des niveaux fanatiques parmi le petit groupe des nazis des années vingt. Lorsque la crise mondiale et

l'effondrement de la République de Weimar amenèrent les nazis au pouvoir en 1933, la scène était prête pour la plus grande catastrophe qu'aient jamais subie les Juifs — ni peut-être aucun autre peuple dans l'Histoire : le meurtre de sang-froid de six millions d'êtres humains sans défense, pour l'unique raison qu'ils étaient juifs. Ce paroxysme historique de désastre frappant les Juifs n'en fut pas moins la répétition d'un processus qui s'est produit à plusieurs reprises dans l'Histoire de ce peuple.

– *En Europe orientale*

Historiquement, l'Europe orientale a toujours été en retard sur l'Europe occidentale pour le développement économique et l'état culturel général. Les Juifs importèrent en Europe de l'Est les savoirs pratiques et les progrès culturels de celle de l'Ouest. Pour encourager cette évolution, l'homme d'Etat polonais Boleslav promulga en 1264 une charte protégeant les Juifs dans son domaine³⁸⁹. Cela fit de la Pologne un lieu de refuge attrayant pour nombre de Juifs européens, non seulement d'Allemagne et d'Europe centrale, mais jusqu'à la lointaine Espagne³⁹⁰. Des dirigeants ultérieurs suivirent la même politique, pour attirer plus de Juifs et profiter des avantages que leurs talents procuraient à la Pologne. Au xvi^e siècle, des Universités juives fleurirent en Pologne et dans d'autres pays slaves³⁹¹, où nombre de Juifs vivaient en communautés se gouvernant elles-mêmes. Les Juifs de Pologne furent à l'avant-garde du développement culturel des Juifs Ashkenazim³⁹². Economiquement, ils prospéraient aussi :

... Les Juifs pouvaient fonctionner sur pied d'égalité avec les Chrétiens. Ils dominaient le commerce international entre l'Europe chrétienne et l'Orient, puis à partir des dernières années du xvi^e siècle avec l'Empire ottoman ; ils fournissaient à la noblesse les étoffes, les teintures, les articles de luxe ; finançaient les rois, les magnats, les villes, les entreprises ; ils géraient les mines et les postes de douane ; et jouaient un rôle moteur dans les foires périodiques qui se tenaient en plusieurs grandes villes³⁹³.

En l'an 1600, il y avait environ 500 000 Juifs vivant en Pologne, beaucoup plus qu'en Europe occidentale et centrale réunies³⁹⁴.

La prospérité des Juifs suscita de l'animosité parmi les masses paysannes polonaises, et tout particulièrement contre les Juifs qui percevaient

les fermages au nom des nobles et les impôts au nom du gouvernement. Vers le milieu du xvii^e siècle, la haine populaire envers les Juifs, en Europe de l'Est se traduisit par des émeutes sanglantes — et ce fut un siècle et demi « de massacres de Juifs presque ininterrompus »³⁹⁵. Les Juifs polonais connurent le déclin économique, social et culturel³⁹⁶. Lorsque la Pologne fut incorporée dans l'Empire russe, les Juifs ne purent résider que dans des zones déterminées de la Russie, appelées enclos d'établissement. Les Juifs ne pouvaient vivre « au-delà de l'enclos ». Désormais, les Juifs de l'Europe de l'est étaient plus mal lottis que ceux d'Europe occidentale, et se trouvèrent coupés de la vie et de la culture des autres Européens³⁹⁷. Le gouvernement russe tenta d'assimiler les Juifs par des mesures autoritaires : ordre aux Juifs de se couper la barbe, de s'habiller à la russe, d'enseigner le russe dans leurs écoles, et d'envoyer leurs jeunes gens pendant de longues années à l'armée, où leur entraînement militaire comportait une alimentation russe non-kasher, et la participation aux pratiques religieuses russes³⁹⁸.

Evasions et répressions s'ensuivirent, jusqu'à ce que le Tsar Alexandre II, au milieu du xix^e siècle, entreprit d'abroger beaucoup de mesures anti-sémites. Mais l'assassinat de ce souverain en 1881 marqua à la fois la fin de sa politique, et le début d'une nouvelle période de violence de masses contre les Juifs en Europe orientale. La police russe assista sans réagir à la multiplication de ces émeutes sanglantes — les *pogroms* — à travers la Russie, en 1881, et au meurtre de plusieurs centaines de Juifs. En présence de ces troubles et de l'émotion provoquée par eux dans l'opinion internationale, le gouvernement russe décida de faire déménager de force les Juifs des petites villes vers de plus grandes, à l'intérieur de « l'enclos »³⁹⁹. La vie impossible faite aux Juifs en Russie et en d'autres parties de l'Europe orientale provoqua l'un des plus grands exodes jamais vus dans l'Histoire. En trente-trois ans, le tiers environ de tous les Juifs d'Europe orientale quittèrent le pays où ils étaient nés⁴⁰⁰. Entre trois quarts et quatre cinquièmes des émigrants juifs de Russie se rendirent directement aux Etats-Unis⁴⁰¹, et beaucoup d'autres y arrivèrent après avoir fait étape dans d'autres pays. Alors que pendant la décennie précédant 1880, seulement quinze cents Juifs avaient quitté la Russie tsariste chaque année, la décennie suivante en vit partir pour les Etats-Unis *cinquante mille* par an, et cela doubla encore dans les dix années suivantes : au début du xx^e siècle c'étaient annuellement quelque cent mille Juifs qui partaient de Russie rien que pour les Etats-Unis⁴⁰².

Quand la Pologne conquiert son indépendance sur la Russie après la première Guerre Mondiale, son nationalisme résurgent prit la forme d'une exclusion des Juifs hors de divers secteurs de la vie économique où ils travaillaient depuis des siècles⁴⁰³. La montée de l'anti-sémitisme nazi en Allemagne voisine eut de l'écho dans l'esprit et le comportement des Polonais, y compris le boycott et le pogrom. Lorsque les Allemands eurent envahi la Pologne, leurs mesures antisémites furent approuvées par les Polonais, qui y coopérèrent. A la fin de la seconde Guerre Mondiale, la Pologne était pratiquement vide de Juifs⁴⁰⁴.

– *Aux Etats-Unis*

Une longue histoire de tolérance religieuse plus large qu'en Europe rendait les Etats-Unis spécialement attirants pour les Juifs persécutés. Des Juifs arrivèrent de bonne heure en Amérique coloniale : des Juifs Sephardim qui avaient erré d'un pays à l'autre, cherchant un refuge après les expulsions massives d'Espagne en 1492. En 1654, un petit groupe de Juifs venant du Brésil arrivèrent à bord du *Santa Catarina*, que l'on a parfois surnommé le « *Mayflower juif* »⁴⁰⁵. Au moment de la Guerre d'Indépendance, il y avait environ 2 000 Juifs dans les colonies d'Amérique⁴⁰⁶. Ces Sephardim du début furent suivis par des Juifs d'Allemagne pendant le XVIII^e siècle. Puis ce fut l'immigration massive des Juifs d'Europe orientale, à partir de 1880.

A la différence des Juifs d'Allemagne qui se répandirent largement dans les Etats-Unis, les Juifs d'Europe orientale se concentrèrent dans la ville de New York. Sur le million et demi, environ, de Juifs qui arrivèrent entre 1881 et 1911, 70 % se fixèrent à New York. Leur plus forte concentration était dans le Lower East Side de Manhattan : un demi-million de Juifs s'y entassèrent sur quatre kilomètres carrés⁴⁰⁷. Une moitié des familles juives dormait à trois ou quatre par chambre, et un autre quart à cinq personnes ou plus⁴⁰⁸. Cuisines et séjours servaient fréquemment de dortoirs la nuit⁴⁰⁹, et certaines pièces étaient utilisées le jour comme ateliers — ce travail de bagnards durait de longues heures et le salaire en était bas⁴¹⁰. Les rues, en bas, étaient elles aussi encombrées de charrettes à bras, de marchands en plein air et de clients ; quelques voitures se frayaient péniblement un chemin à travers cette multitude⁴¹¹. Dans ces rues, « la bousculade et la puanteur » étaient suffocantes⁴¹².

Le gros du contingent des premiers immigrants juifs d'Europe

orientale était fait de travailleurs manuels, mais les deux-tiers d'entre eux étaient des ouvriers qualifiés⁴¹³. Un des travailleurs immigrants juifs sur trois gagnait sa vie dans l'industrie du vêtement new-yorkaise⁴¹⁴, où les employés étaient ordinairement réfugiés d'Europe orientale, et les entrepreneurs des Juifs d'Allemagne.

Bien que les immigrants juifs fussent arrivés en Amérique avec moins d'argent que les autres⁴¹⁵, leur accession à l'aisance était incomparablement rapide. Travaillant de longues heures pour un bas salaire, ils arrivaient pourtant à économiser afin de s'établir modestement à leur compte — ne serait-ce qu'avec une charrette à bras — ou pour envoyer un enfant au collège. Si les Juifs arrivaient démunis d'argent, ils apportaient avec eux non seulement leur formation professionnelle, mais une tradition de réussite et d'esprit d'entreprise que n'avaient pu confisquer ou détruire les gouvernements russes ou polonais, lesquels avaient saisi leurs biens et fermé la plupart de leurs débouchés. Aux Etats-Unis, les Juifs purent repartir dans les emplois qualifiés et de petites entreprises. Leurs enfants pouvaient alors être envoyés à l'école secondaire, et beaucoup commencèrent à s'inscrire aux collèges gratuits municipaux de New York. En 1916, 44 % des étudiants du *Hunter College* étaient juifs, et 73 % au *City College*. Même à la *Catholic Fordham University*, un étudiant sur cinq était juif⁴¹⁶.

Les études supérieures des Juifs leur permirent de réussir dans les professions libérales. Par exemple, les Juifs constituaient 8 % de la population de Cleveland en 1938, mais comptaient 18 % des dentistes de cette ville, 21 % des médecins, 23 % des juristes. A New York, où les Juifs formaient à peu près le quart de la population, ils comptaient 55 % des médecins, 64 % des dentistes et 65 % des juristes⁴¹⁷.

L'antisémitisme grandit en même temps que la population de Juifs d'Europe orientale, dont les manières bizarres, la façon de s'habiller, et le langage indisposaient beaucoup d'Américains, et embarrassaient les Juifs allemands plus acculturés. Des barrières se dressèrent contre les Juifs en général dans diverses professions, les affaires, l'industrie, tout autant que dans les cadres de la vie élégante comme les hôtels et les clubs. Les Juifs s'insérèrent alors en nombre dans les secteurs qui leur restaient ouverts — et ils créèrent leurs propres industries. L'industrie du vêtement, à New York, était très largement la propriété de Juifs. Ce fut également le cas de l'industrie cinématographique à la grande époque des studios tels que *Metro Goldwin Meyer* (MGM) et *Warner Brothers*. Mais

en aucune mesure les Juifs n'ont dominé la gigantesque économie américaine comme les Chinois le firent des économies peu développées du sud-est asiatique.

En 1969, le revenu de la famille juive aux Etats-Unis dépassait 72 % de la moyenne nationale. Plus d'un prix Nobel sur quatre attribués à des Américains l'avait été à un Juif américain. Si la terre d'Israël est historiquement la patrie des Juifs, les Juifs sont plus nombreux aux Etats-Unis qu'en Israël. A vrai dire, l'Etat israélien doit beaucoup à l'appui financier et politique des Juifs d'Amérique.

LES NOIRS ET LES GENS DE COULEUR

En diverses régions du monde, l'on a l'habitude de distinguer les individus descendant de la race négroïde en *Noirs* s'ils sont racialement purs ou presque, et en *Gens de couleur* ou *Colorés* ou *Métis*, dans le cas contraire. Les appellations varient selon les pays, et il existe en Amérique latine des gradations plus ou moins nombreuses et précises. Des différences culturelles marquées ont souvent accompagné ces différences dans la coloration de la peau et dans l'appartenance des ancêtres. Aussi bien les différences culturelles que biologiques sont venues de l'histoire des Nègres en tant que peuples conquis en Afrique, et que gens réduits en esclavage dans l'hémisphère occidental. Ici le terme *Nègres* englobe à la fois les Noirs et les Gens de couleur.

La géographie de l'Afrique a fortement modelé l'histoire de sa population. Ce vaste continent — beaucoup plus grand que l'Europe — est géographiquement compartimenté, spécialement au sud du Sahara qui a été pendant des siècles la barrière désertique isolant les Africains du contact avec les civilisations de l'Europe et du Moyen-Orient. Comme d'autres régions géographiquement compartimentées, telles que l'Italie et la Chine, l'Afrique a de nombreuses différences internes de langages et de cultures, qui font fortement obstacle à toute cohésion politique ou économique. Les jungles, les montagnes, les déserts, et les cataractes qui donnent à l'Afrique son caractère et sa beauté, ont aussi condamné les populations à l'isolement dans une existence tribale, d'où une vulnérabilité désastreuse devant des nations conquérantes porteuses de civilisations plus grandes.

L'on a caractérisé l'Afrique comme « particulièrement défavorisée par la nature »¹. Bien que le continent africain soit plus grand que l'Europe, il a un moindre développement côtier car le littoral européen est plus crénelé de ports naturels qui facilitent les échanges et la communication. L'Europe a aussi bien plus de cours d'eau navigables — ce qui est un atout d'importance vitale : c'est ainsi que les civilisations antiques de l'Égypte, de la Mésopotamie et de la Chine ont pris naissance dans les vallées fluviales², et que la plupart des grandes villes du monde ont été fondées sur des rivières ou des ports naturels, puis que les civilisations modernes se sont développées autour de ces cités-là. L'Afrique a souffert non seulement de la rareté des rivières navigables et des hâvres naturels, mais aussi du fait que certaines de ses côtes étaient inaccessibles aussi bien à des Africains qu'à des Européens jusqu'à l'apparition (tardive à l'échelle historique) de navires capables de braver les courants et les vents imprévisibles. Encore ces désavantages naturels n'étaient-ils pas les seuls : de grandes parties de l'Afrique étaient infestées par la mouche tsé-tsé, dont les microbes parasites sont mortels pour les animaux de trait. Il en résultait l'impossibilité de mouvoir les véhicules à roues, si bien que le transport n'était guère possible autrement que par le portage de fardeaux ou de paniers, procédé très coûteux. Des maladies tropicales diverses frappaient aussi les humains, décimant et débilitant les Africains et empêchant de se développer largement des contacts avec la culture européenne, car les Européens étaient encore plus vulnérables. Avant que la science médicale ne fût en mesure d'affronter ces maladies, un Européen devait compter en certaines régions d'Afrique avec le risque de mourir dans l'année de son arrivée³.

Des civilisations considérables surgirent en Afrique néanmoins, là où ces obstacles géographiques étaient moins sévères. L'Égypte antique fut la plus célèbre de ces civilisations. Le pays des pharaons et des pyramides dépendait pour son existence du Nil, l'un des fleuves navigables les plus longs du monde. Les royaumes étendus du Soudan surgirent dans une région où les plaines unies facilitaient les communications à grandes distances⁴. La côte orientale de l'Afrique étant moins inhospitalière que la côte ouest, il y eut là des relations très anciennes d'échanges avec le Moyen-Orient et l'Asie⁵. Mais ces parties plus favorisées de l'Afrique ne furent pas celles d'où partirent de force par millions des Africains, vers l'esclavage dans l'hémisphère occidental — ni celles où ils furent subjugués dans leur pays natal comme l'Afrique du

Sud. Le bassin du grand fleuve Niger donna naissance à une civilisation plus avancée que le centre de l'Afrique⁶ ; beaucoup d'esclaves vinrent de cette région du Niger, mais ils n'en étaient souvent pas originaires : c'étaient des membres d'autres tribus africaines, subjuguées par les tribus nigériennes plus puissantes.

DANS LES CARAÏBES OU ANTILLES ET EN AMÉRIQUE DU SUD

A l'époque où des « importations » massives d'esclaves africains arrivèrent dans l'hémisphère occidental, l'esclavage avait disparu depuis longtemps de la plupart des pays d'Europe. L'Espagne et le Portugal faisaient pourtant exception. Au xv^e siècle, Lisbonne seule importait plus de 400 esclaves par an⁷, et l'esclavage ne fut aboli au Portugal qu'en 1773⁸. L'industrie sucrière de Madère a, estime-t-on, importé des dizaines de milliers d'esclaves africains au long de l'ère de la traite sur l'Atlantique⁹. La domination espagnole et portugaise dans le Nouveau Monde à l'époque de la colonisation européenne fit que les esclaves et les affranchis vivaient et évoluaient sous des lois et des coutumes qui avaient de longues traditions dans la péninsule ibérique. Le Brésil portugais, ou les diverses possessions espagnoles, différaient à cet égard des colonies anglo-saxonnes d'Amérique du Nord, car les Iles Britanniques ne leur proposaient pas de traditions légales ou sociales du même genre.

Les diverses protections légales en faveur des esclaves qui avaient été édictées en Espagne et au Portugal au cours des siècles ont persuadé certains auteurs que l'esclavage était moins sévère en Amérique latine que dans l'Amérique du Nord anglaise, puisque de telles dispositions n'existent pas dans le droit anglo-saxon¹⁰. Mais la protection légale n'est que l'un des facteurs influant sur le sort des esclaves ; il y a d'autres variables en jeu, à savoir diverses caractéristiques économiques, démographiques et idéologiques.

Empiriquement, le taux de mortalité des esclaves en Amérique latine et aux Antilles était de loin supérieur à celui des Etats-Unis¹¹, et il y a aussi des indices plus directs à l'appui de l'opinion que le traitement des esclaves était aussi mauvais, ou pire, dans les sociétés esclavagistes latines¹². Par exemple, la protection légale du mariage et de la famille des esclaves prévue par la loi portugaise applicable au Brésil¹³ n'empêcha pas

que la plupart des esclaves en ce pays ne vécussent dépourvus d'unités familiales¹⁴ : en effet, la très grande majorité de ces esclaves étaient du sexe masculin¹⁵, et même quand il y avait des femmes esclaves, certains maîtres brésiliens enfermaient séparément les hommes et les femmes à la nuit, pour empêcher les grossesses¹⁶. Dans l'économie brésilienne, il n'était pas jugé profitable d'élever des esclaves enfants¹⁷, et la mortalité infantile enlevait la plupart des enfants de femmes esclaves¹⁸. Les suicides aussi semblent avoir été beaucoup plus fréquents chez les esclaves du Brésil que chez ceux des Etats-Unis¹⁹.

Le Brésil n'était d'ailleurs pas une exception. En général, en Amérique latine et aux Antilles il y avait beaucoup plus d'hommes que de femmes — elles étaient totalement absentes sur certaines plantations de canne à sucre — et élever des enfants d'esclaves était jugé plus coûteux que d'acheter de nouveaux adultes amenés d'Afrique. Le résultat net était partout une rareté de la vie de famille parmi les esclaves, peu d'enfants et une haute mortalité infantile ; cela s'ajoutant aux décès par surmenage des adultes, il fallait constamment importer à grande échelle de nouveaux esclaves d'Afrique, faute d'une population d'esclaves nés sur place. Les suicides étaient fréquents parmi les esclaves aux Antilles et en Amérique latine²⁰.

Les lois qui firent impression sur les savants par la suite ne pouvaient pas être aisément invoquées par les esclaves — qui pouvaient être brutalement punis par les propriétaires pour avoir porté plainte auprès des autorités. D'autre part, des considérations économiques rendaient les esclaves (enfants compris) beaucoup plus précieux aux Etats-Unis qu'au Brésil, par exemple, où l'on pouvait importer des adultes mâles à moindre coût, puisque la distance était plus courte.

Une différence frappante entre les colonies britanniques et les colonies espagnoles ou portugaises était que de Grande-Bretagne, l'on transportait hommes, femmes et enfants au-delà de l'océan, en vue de former une sorte de réplique de la société métropolitaine sur le continent nord-américain, alors que les Espagnols et Portugais envoyaient surtout des hommes. Démographiquement, cela fit que le Canada et les Etats-Unis devinrent, et demeurèrent, des sociétés blanches prédominantes avec des minorités noires, tandis que les Antilles furent noires ou mulâtres de façon prédominante²¹, comme l'était le Brésil avant l'immigration massive d'Européens qui débuta dans la dernière partie du XIX^e siècle²². Beaucoup de l'Amérique espagnole, toutefois, a été dominée

démographiquement par les *mestizos* — métis de Blancs et d'Amérindiens, parfois avec addition de sang africain.

Les relations raciales dans l'hémisphère occidental ont varié en général en fonction de ces différences démographiques. Quoique la suprématie blanche ait été le thème dominant des sociétés d'origine britannique, espagnole, portugaise, hollandaise ou française, la manière et le degré d'application de ce principe dans la pratique ont été divers. Dans le schéma classique anglo-saxon, au Canada et aux Etats-Unis, où la dichotomie entre Noir et Blanc était tranchée et traversait tous les compartiments de l'existence, politique, économique et sociale, le qualificatif de « noir » s'appliquait à tous les individus présentant un signe discernable de descendance africaine, sans égard au degré du mélange de sangs. Dans les colonies des pays latins, toutefois, les îlots blancs très largement minoritaires pratiquaient une stratégie inspirée de l'adage romain : diviser pour régner. Il y avait des distinctions légales, économiques et sociales significatives, entre les Noirs et les Mulâtres, ces derniers en outre subdivisés de façon minutieuse selon la coloration de la peau et le degré présumé d'ascendance blanche.

Les frontières de l'appartenance à la race blanche ne furent absolues en aucune de ces sociétés, et la rigueur des définitions était variable. Certaines gens qui seraient considérées comme des Blancs en Amérique hispanique seraient tenues pour des Noirs aux Etats-Unis. Dans le « Vieux Sud » l'on disait « une goutte de sang noir » rendait l'individu noir à tous les points de vue, pour la loi comme pour la société mais en réalité, même les Etats du Sud les plus racistes permettaient aux personnes ayant moins d'une certaine proportion d'ascendants noirs, d'être légalement considérées comme blanches. L'on estime que des dizaines de millions d'Américains blancs ont au moins un ancêtre noir²³. Toutefois, même un homme dont sept ancêtres sur huit étaient « Caucasiens », était un Nègre par définition et soumis aux règles légales de ségrégation, comme dans le cas faisant jurisprudence d'Adolph Plessy (*Plessy vs Ferguson*) : l'arrêt de la Cour Suprême établit dans ce cas la doctrine juridique du « traitement séparé mais égal ». Dans la majeure partie de l'Amérique latine, Plessy aurait été considéré comme Blanc. Au Brésil, un Nègre est « une personne de descendance africaine qui n'a aucun ancêtre blanc »²⁴. Une telle définition « blanchirait » les trois quarts des Noirs américains²⁵.

Le terme « mulâtre » a de même des significations très différentes

d'un pays à l'autre. Aux Etats-Unis, un Mulâtre a un parent blanc et un parent noir — et étant donné la grande extension de la notion de Noir, un Mulâtre doit avoir 50 % ou davantage d'ancêtres de race caucasienne. Mais au Brésil, le terme « mulâtre » a été appliqué à des personnes ayant moins de 50 % d'ancêtres blancs, et en fait dans des proportions guère différentes de celles du Nègre américain moyen²⁶.

A l'intérieur de la population « nègre » — qui comprend les individus noirs, mulâtres et colorés — la frontière de coloration a de même été tracée très différemment selon qu'on était dans une société anglo-saxonne ou latine. Là où tous les « Nègres » étaient mis dans une seule et même catégorie par les Blancs dominants, les nuances du teint avaient moins d'importance pour les Nègres eux-mêmes. Là où les Blancs faisaient d'importantes différences entre les « Noirs » et les « Gens de couleur », les Nègres ont aussi attaché plus d'importances à la couleur de la peau dans leurs propres relations entre eux. Alors que ces distinctions eurent socialement de l'importance dans tout le Nouveau Monde, elles ont eu un moindre impact aux Etats-Unis qu'en Amérique latine. De plus, à l'intérieur des Etats-Unis, les différences de coloration ont eu leur impact le plus marqué à la Nouvelle-Orléans, ville qui faisait partie de l'Amérique latine et en gardait les caractères sociaux fortement marqués avant l'achat de la Louisiane en 1803 ; sa population de « colorés » fut en outre grandement accrue par l'immigration de réfugiés des Caraïbes à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles²⁷.

Les Indes occidentales (Antilles) britanniques aussi reflétèrent davantage la structure latino-américaine, mais pour des raisons différentes. Bien que culturellement anglo-saxon, le peuplement des îles fut démographiquement plus proche de celui des colonies d'Amérique latine : en énorme majorité nègre, avec un élément blanc où les hommes étaient plus nombreux que les femmes, ce qui donna des progénitures racialement mélangées. La stratégie de « diviser pour régner » en faisant des différences entre Noirs et Colorés apparut donc du fait que les Blancs dominaient politiquement mais étaient numériquement très inférieurs. A la différence du continent américain du Nord où la dichotomie raciale était sans nuance, les Indes occidentales britanniques soulignèrent la gradation des teints — et l'importance qu'on y attachait survit actuellement plus fortement parmi les Nègres des Indes occidentales britanniques du XX^e siècle, que parmi leurs semblables aux Etats-Unis²⁸.

Dès les tout débuts de l'existence d'une population noire esclave au

Nouveau Monde, apparut également une population de mulâtres, ordinairement définis comme blancs à 50 % ou davantage. Beaucoup de Mulâtres restaient esclaves, cependant qu'ils étaient en très forte proportion parmi les Nègres libres. Aux Etats-Unis, par exemple, quelque 8 % des esclaves étaient classés comme mulâtres, contre 37 % parmi les Nègres libres²⁹. Au Brésil, une majorité des Nègres libres étaient mulâtres, et une majorité énorme d'esclaves étaient noirs³⁰. De même à la Barbade, une majorité des Nègres libres étaient classés comme « colorés »³¹ et dans toutes les îles caraïbes la plupart des Nègres libres étaient d'ascendance mixte alors que la plupart des esclaves étaient africains sans mélange ; d'où la tendance générale à désigner les premiers comme « gens de couleur » et les esclaves comme des « noirs »³². L'une des raisons des différences de coloration et de statut parmi les Nègres était que certains propriétaires d'esclaves affranchissaient les enfants qu'ils avaient eus de femmes esclaves, et parfois affranchissaient la mère en même temps. Ce n'est pas à dire que tous ces enfants-là étaient affranchis ; mais seulement que, parmi les esclaves affranchis, ils étaient grandement sur-représentés. Dans tout l'hémisphère occidental, il y a eu constamment plus de femmes que d'hommes dans la population des Nègres libres³³ ; ce déséquilibre entre sexes provenait de ce que l'on affranchissait les mères lorsqu'elles donnaient un enfant de sang mêlé à leur propriétaire.

Même restant en esclavage, les Mulâtres — spécialement les rejetons de propriétaires blancs — avaient plus de chances de devenir des serviteurs domestiques que des ouvriers agricoles, des esclaves en ville plutôt que sur les plantations, et des travailleurs qualifiés plutôt que des cueilleurs de coton ou des coupeurs de canne à sucre. Par tous ces canaux, ils avaient davantage d'accès à la culture dominante, et d'occasions d'obtenir la liberté, par faveur personnelle, par rachat avec des économies gagnées pendant les temps libres, ou encore en organisant une évasion réussie. Le résultat était que, tant esclave qu'affranchi, le Nègre qui comptait davantage de Blancs dans ses ancêtres avait des atouts — d'instruction élémentaire, de capacités professionnelles, d'urbanisation, et de familiarité avec les valeurs de la culture dominante — qu'il pouvait transmettre à ses descendants. Ceux qui descendaient de planteurs plus fortunés avaient parfois de l'argent ou quelque bien propre. Longtemps après la fin de l'esclavage, les Nègres au teint le plus clair ont continué à être sur-représentés parmi ceux ayant de l'instruc-

tion, des métiers et un degré de culture générale. Beaucoup d'entre eux attribuaient leurs avantages à la supériorité génétique³⁴.

Il y a de multiples degrés de mélanges raciaux, désignés par des noms variés dans les sociétés latines. Le terme « noir » était considéré comme insultant par les populations libres de couleur, en partie parce que ce mot faisait généralement référence aux esclaves, et en partie par aversion envers les morphologies négroïdes et l'histoire de l'Afrique. Plus tard, après l'émancipation, l'on a considéré que « de couleur » était une façon plus polie de désigner les Nègres en général — mais cette désignation a été de plus en plus rejetée par les Nègres qui y trouvaient tacitement impliquée l'idée qu'il y a quelque chose de gênant à être « noir ».

Les dimensions relatives de la population libre de couleur ont beaucoup varié de pays à pays, s'échelonnant d'environ 10 % de la population nègre aux Etats-Unis et en Jamaïque³⁵, à plus de la moitié dans le Brésil colonial³⁶, de même que dans les colonies espagnoles en général³⁷.

– *Au Brésil*

Le Brésil importait plus de six fois autant d'esclaves africains que les Etats-Unis, et pourtant la population d'esclaves survivants était plus importante aux Etats-Unis. La population esclave au Brésil ne se reproduisait pas comme celle des Etats-Unis, mais était constamment regarnie par de nouveaux arrivants africains. Parmi les conséquences de ce fait, il faut remarquer que cette population noire conservait vivantes des cultures africaines, beaucoup plus profondément que les Nègres américains³⁸. Des mots africains et des façons de prononcer ont même affecté le langage portugais tel qu'il est parlé par la multitude des Blancs au Brésil⁴⁰. Jusqu'au XIX^e siècle, au moins 40 % des esclaves des provinces de Rio de Janeiro et de Sao Paulo étaient nés en Afrique⁴⁰. A la même époque, 99 % des esclaves aux Etats-Unis étaient nés en Amérique⁴¹.

L'importation massive d'Africains au Brésil était facilitée par la proximité géographique de l'Afrique, mais elle était nécessitée par un large déficit d'esclaves, dû à la mortalité élevée entraînée par les conditions brutales de l'esclavage brésilien⁴² (certains esclaves furent littéralement fouettés à mort, jetés dans des bassins à piranhas, ou dans l'huile bouillante)⁴³, mais aussi au fait que très nombreux étaient les

esclaves parvenant à la liberté. Dès le XVIII^e siècle, il y avait déjà deux Nègres libres pour trois esclaves. En 1808, il y avait plus de Nègres libres que d'esclaves.

Les colons portugais au Brésil étaient en majorité des hommes. Cela faisait que les liaisons sexuelles avec des femmes noires ou indiennes étaient très répandues, conduisant à une stratification élaborée de progénitures aux sangs mélangés⁴⁴. Vers la fin du XVIII^e siècle, les Blancs constituaient moins du cinquième de la population du pays, et aussi tard qu'en 1821 ils n'étaient encore que le quart, dépassés en nombre aussi bien par les Mulâtres que par les Noirs⁴⁵. Seule l'immigration massive d'Européens au Brésil pendant les dernières décennies du XIX^e siècle a donné au pays une population blanche majoritaire. Toutefois, l'appellation (*Branco*) « Blanc » est utilisée plus souplesment au Brésil que dans les pays anglo-saxons, et tout particulièrement dans la province de Bahia, où les Nègres furent historiquement concentrés. Près d'un cinquième des *Branco*s de Bahia dans les années 1930 étaient des Mulâtres dans la terminologie américaine⁴⁶. Comme aux Etats-Unis, les immigrants européens se sont dirigés principalement vers les régions où les plantations à esclaves n'étaient pas prédominantes⁴⁷. En conséquence, la composition raciale du Brésil a comporté de grandes variations régionales. En 1890, les *Branco*s étaient environ le tiers de la population de Bahia⁴⁸, mais près des deux tiers de la population de l'Etat de São Paulo, et les quatre cinquièmes de celle de la ville de São Paulo⁴⁹.

Des découvertes minières et le développement commercial consécutif, dans le Brésil du XVIII^e siècle, ouvrirent de nombreuses possibilités aux esclaves de gagner de l'argent pendant leur temps libre et d'acheter la liberté avec leurs économies⁵⁰. C'était là une pratique courante, légalement reconnue par la loi coloniale du Brésil portugais⁵¹. L'absence d'artisans parmi les colonisateurs portugais donnait aux esclaves la possibilité de gagner de l'argent comme charpentiers, ou barbiers, ou d'acquérir la connaissance d'autres métiers. Au XVIII^e siècle la plupart des barbiers au Brésil étaient des esclaves. Certains esclaves servaient de commis dans les magasins de leur maître, devenant ainsi familiers des opérations commerciales, assez pour en effectuer à leur propre compte. Des esclaves hommes et femmes devinrent marchands ambulants, quelques femmes se livrèrent à la prostitution⁵². En outre, il y eut des organisations fraternelles de Noirs ou de Mulâtres, qui avançaient de

l'argent aux esclaves pour acheter l'affranchissement, et le rembourser plus tard par versements échelonnés⁵³.

Les Noirs libres et Mulâtres libres étaient frappés de diverses discriminations dans le Brésil colonial — interdiction de certaines activités économiques, de remplir des fonctions militaires et civiles, et même de porter des vêtements considérés comme au-dessus de leur condition dans la société brésilienne. Cependant, la situation s'améliora avec le temps ; au début du XIX^e siècle, les Noirs et les Mulâtres dominaient pratiquement tous les métiers qualifiés⁵⁴. Les Portugais dédaignaient le travail manuel⁵⁵, et c'étaient autant de débouchés ouverts aux non-Blancs. Maints Noirs et Mulâtres libres devinrent éleveurs de bétail, fermiers, boutiquiers, artisans et colporteurs — activités que ni les esclaves ni les hommes blancs ne pouvaient pratiquer, pour des raisons différentes⁵⁶. Néanmoins, il y eut une rétrogradation économique pour les Nègres du Brésil dans le dernier quart du XIX^e siècle, lorsqu'ils subirent la concurrence d'une multitude d'immigrants venus d'Europe⁵⁷, dont beaucoup ne partageaient pas l'aversion des Portugais pour le travail manuel.

Tout au long de l'histoire du Brésil, de nombreux Mulâtres se sont efforcés d'échapper à la discrimination raciale en essayant de passer pour « Blancs »⁵⁸. Comme souvent en Amérique latine, la richesse facilitait l'admission, et à certaine époque des certificats de race blanche furent à vendre. Au XVIII^e siècle, quand on posait la question de savoir si tel personnage officiel était ou non mulâtre, la réponse était : « Il l'était, mais ne l'est plus »⁵⁹.

Dans certaines régions du Brésil du XX^e siècle, l'on dit que « là où il y a eu du sucre, il y a des Nègres »⁶⁰. C'est-à-dire que la répartition géographique des Noirs, des Mulâtres et autres descendants d'Africains est le reflet de celle des plantations de canne à sucre où travaillaient des esclaves. Dans l'Etat de Bahia, au Nord-Est tropical du Brésil, les Blancs formaient moins du tiers de la population au milieu du XIX^e siècle⁶¹, alors qu'ils étaient une majorité dans l'ensemble du pays⁶². Le Brésil d'aujourd'hui est un pays aux mélanges raciaux nombreux et de divers degrés, entre Caucasiens (surtout Portugais), Amérindiens autochtones, et gens de souche négroïde. Ces divers croisements sont différemment représentés selon les niveaux socio-économiques — les Blancs au sommet et les Noirs à la base⁶³ — et un large éventail de combinaisons et degrés d'appartenance raciale ont de l'importance socialement. Mais tout

compte fait, le Brésil n'a pas connu le degré de rigidité et d'hostilité raciales que l'on rencontre dans la plupart des sociétés multiraciales et multi-ethniques⁶⁴. Aux Etats-Unis, des hostilités de ce genre ont souvent été imputées à l'héritage de l'esclavagisme ; mais l'expérience du Brésil permet au moins de mettre en doute cette explication, car l'esclavage a persisté au Brésil plus longtemps qu'en aucune autre nation occidentale, puisqu'il n'a été aboli qu'en 1888, un quart de siècle plus tard qu'aux Etats-Unis. Peut-être est-il aussi important d'indiquer que la plupart des Brésiliens descendants d'Africains avaient été affranchis *avant* que l'institution soit formellement abolie⁶⁵. Noir et esclave n'étaient pas synonymes. De plus, en contraste total avec les Etats-Unis, c'est précisément dans les régions du Brésil où les Noirs sont le plus concentrés notamment celle de Bahia — que les relations entre races sont les meilleures ; et ce sont les « petits Blancs » qui paraissent y cohabiter le plus facilement avec les Brésiliens foncés, au point que les mariages mixtes sont fréquents⁶⁶.

A la fin du XVIII^e siècle, il y avait plus de 400 000 Nègres affranchis au Brésil, et lorsque l'esclavage fut aboli, il y avait presque trois fois autant de Nègres libres que d'esclaves⁶⁷. Ceci contraste fortement avec ce qui se passa aux Etats-Unis, où 90 % de la population nègre ont été affranchis par la Guerre de Sécession. Au Brésil, la moitié au moins de la population nègre avait été libre pendant une génération ou davantage, avant l'abolition de l'esclavage⁶⁸.

Bien que le racisme, en tant que tel, ne soit pas un trait aussi marqué de la société brésilienne qu'il ne l'est dans bien d'autres sociétés multiraciales, le Brésil présente des frontières de *classes* extrêmement rigides, et une répartition des revenus beaucoup plus inégale qu'aux Etats-Unis, par exemple⁶⁹. La classe supérieure, peu nombreuse, compte presque exclusivement des Blancs. Dans un tel pays, où 5 % des personnes employées perçoivent la moitié du revenu national⁷⁰, les différences de classe sont en même temps des différences de race. Les Blancs sont nettement plus aisés que les Mulâtres, et les Mulâtres plus que les Noirs, qu'on le mesure d'après les revenus ou d'après les patrimoines⁷¹. Comme en beaucoup de régions de l'hémisphère occidental, cette situation se rattache à des avantages historiques vieux de plusieurs siècles.

Malgré les relations plus aisées entre races, le Brésil présente de plus fortes disparités que les Etats-Unis, quant à l'éducation⁷² et à la

participation politique⁷³. Les Noirs y sont extrêmement rares aux situations éminentes dans la vie professionnelle, et aux emplois de haut niveau dans la capitale Brazilia⁷⁴. Il est malaisé de trouver une terminologie permettant de décrire la même sorte de gens, dont les uns vivent au Brésil et les autres aux Etats-Unis ; néanmoins, il apparaît que les gens au teint plus foncé ont moins progressé socialement au Brésil qu'aux Etats-Unis⁷⁵. En fait, même les Nègres de sang mêlé ont moins réussi au Brésil qu'aux Etats-Unis à monter individuellement de classe sociale⁷⁶. Cela donne à penser que le racisme peut avoir moins d'importance comme facteur d'avancement économique, qu'on ne le suppose le plus souvent. Une avance au départ dans l'ordre de l'acculturation semble en aussi forte corrélation avec le progrès économique lorsque l'on compare les descendants d'Africains au Brésil et aux Etats-Unis, que lorsque l'on compare entre eux des membres de la population négroïde dans l'un des deux pays.

– *Dans les Antilles britanniques*⁷⁷

Les Indes occidentales britanniques ont suivi une évolution économique et sociale très différente de celle des colonies britanniques en Amérique du Nord. Alors que le Canada et les Treize Colonies d'Amérique furent occupés par des familles ou des communautés de colons blancs, la population des Indes occidentales — principalement la Jamaïque, la Barbade et Trinidad — se composa d'une écrasante majorité d'esclaves noirs, surveillés par un contingent d'intendants, de gens de loi et de personnel subalterne. Des plantations géantes — bien plus étendues qu'aux Etats-Unis — constituaient le mode d'exploitation dominant, le sucre était le produit agricole type, et les propriétaires de plantations vivaient en Angleterre, laissant la direction quotidienne aux mains des surveillants. Autant de traits qui contribuèrent à façonner l'histoire des Noirs et des Mulâtres aux Antilles britanniques.

L'absentéisme des propriétaires — aux Indes occidentales comme dans le Sud américain ou en Amérique latine — signifiait que l'on tirait le maximum de revenu de la plantation dans le court terme, sans se soucier beaucoup des effets ultérieurs sur la main-d'œuvre servile, sur la terre même de la plantation et sur ses structures. Mais tandis que l'absentéisme était l'exception aux Etats-Unis, il était de règle aux Indes occidentales. Les propriétaires résidents, aux Etats-Unis, étaient incités

à protéger leur propre investissement en esclaves et en plantations, même si pour les surveillants l'important était le rendement momentané, dont dépendaient leurs rémunérations et leur réputation. Ce conflit d'intérêts était normalement dénoué en faveur du propriétaire aux Etats-Unis, et en faveur des surveillants aux Indes occidentales, parce que le propriétaire londonien ne pouvait suivre quotidiennement la gestion de son intendant. Le traitement des esclaves s'en ressentait, ceux des Indes occidentales étaient traités d'ordinaire plus brutalement et avec moins de souci du sort des enfants et des femmes enceintes.

Aux Iles, où l'on estimait moins coûteux d'acheter de nouveaux esclaves que de maintenir à niveau la population existante⁷⁸, la mortalité infantile était de loin supérieure à celle du Sud américain, où les planteurs et leurs épouses veillaient à leur intérêt à long terme en élevant de futurs serviteurs. Près de deux millions d'esclaves furent importés aux Indes occidentales avant l'abolition de la traite des Noirs en 1808⁷⁹, soit près de cinq fois le nombre des esclaves amenés aux Etats-Unis, où cependant la population totale des Noirs était largement supérieure. La différence s'explique par le fait que les esclaves avaient un taux de mortalité plus élevé et un taux de natalité plus faible aux Indes occidentales. En partie, c'était le résultat d'un traitement plus inhumain⁸⁰, mais aussi d'une plus grande vulnérabilité biologique des Africains au contact des maladies des Européens, en comparaison des esclaves nés aux Etats-Unis qui avaient acquis une résistance biologique à ces maladies. La Jamaïque fut longtemps un « terrain d'acclimatation » pour les Africains récemment réduits en esclavage⁸¹, une étape pendant laquelle ils étaient rompus à leurs nouvelles tâches d'esclaves, apprenaient quelques éléments de langage et de culture, et acquéraient une certaine capacité de résistance biologique. Certains de ces esclaves acclimatés étaient embarqués pour de nouvelles destinations, y compris les Etats-Unis. Les esclaves américains étaient ainsi différents de ceux des Indes occidentales, non pas génétiquement mais biologiquement et culturellement. Les survivances culturelles africaines étaient beaucoup plus communes aux Iles, où de nouveaux Africains revigoraient continuellement les traditions originelles.

L'énorme disproportion entre la population esclave des Indes occidentales et le nombre restreint des hommes libres, Blancs ou Nègres, avait pour conséquence que les esclaves ne pouvaient être nourris en achetant des vivres à la population non esclave. Les esclaves devaient

produire le gros de leur propre alimentation, et il fallait réserver du temps et de la terre à cette production. Des observateurs contemporains remarquèrent que les esclaves travaillaient beaucoup plus dur sur leur lopin individuel, qu'aux travaux de routine de la plantation⁸². Ensemble, les esclaves et les Noirs libres étaient les fournisseurs essentiels de nourriture pour l'ensemble de la société. La Barbade, par exemple, dépendait d'eux presque totalement pour la nourriture, et le commerçant en plein air était un personnage « profondément enraciné dans le système culturel des non-Blancs » de cette île⁸³. Ainsi, même pendant que dura le système esclavagiste, les Nègres des Indes occidentales, libres ou non, avaient un intérêt économique à exercer leur initiative, et pouvaient acquérir de l'expérience en achetant, vendant, et gérant leurs propres affaires. De cette expérience, les esclaves aux Etats-Unis étaient habituellement privés, car on leur fournissait des rations tout en les maintenant dans un état de dépendance⁸⁴, que ne permettait pas d'établir la situation des Antilles britanniques.

Une autre conséquence de la prépondérance des Noirs dans la population des Indes occidentales fut que les soulèvements d'esclaves y étaient plus réalisables qu'aux Etats-Unis, où le pouvoir d'une communauté en majorité blanche condamnait à l'échec toute rébellion. De fait, aux Indes occidentales il y eut non seulement des rébellions, mais des enclaves où des esclaves fugitifs vécurent en communautés organisées pendant des dizaines d'années.

Les possesseurs d'esclaves américains préféraient pour surveillants des hommes mariés, pour éviter autant que possible les problèmes créés par des relations sexuelles entre surveillants et femmes esclaves⁸⁵. Mais aux Indes occidentales, il y avait très peu de femmes blanches et la plupart des surveillants étaient célibataires⁸⁶. Il était fréquent parmi ces intendants non mariés, de prendre pour concubine une esclave, plus ou moins ouvertement reconnue⁸⁷. De plus, la rareté des femmes blanches aux Indes occidentales faisait que d'autres hommes blancs de la colonie étaient demandeurs de femmes noires — demande en partie satisfaite en louant des esclaves prostituées⁸⁸, et en partie en prenant pour concubines des femmes libres de couleur⁸⁹. Il en résulta un développement de la population mulâtre — tantôt d'enfants nés en esclavage (et fréquemment affranchis avec leur mère), tantôt le fruit d'unions temporaires de célibataires blancs en séjour, qui par la suite retourneraient en Angleterre épouser légalement une Anglaise. Ainsi qu'ailleurs au Nouveau Monde,

une population « de couleur » avait des avantages — tant financiers que d'acculturation — sur la population noire ; et ces différences tangibles conduisirent beaucoup de Nègres au sang mêlé à dédaigner les masses plus « sombres » et à s'en séparer⁹⁰. Contrairement aux sociétés anglo-saxonnes d'Amérique du Nord, la société des Indes occidentales eut ainsi une hiérarchie méticuleusement constituée en fonction de la couleur de la peau, à la manière des colonies espagnoles⁹¹.

Les Blancs monopolisaient les situations lucratives et les plus prestigieuses, aux Indes occidentales ; mais ils n'étaient pas assez nombreux pour cantonner les Nègres libres dans des emplois purement serviles. Les gens de couleur affranchis étaient charpentiers, maçons, plombiers, petits entrepreneurs, et travaillaient à d'autres activités requérant une capacité professionnelle, de l'initiative ou de l'éducation⁹². Quelques-uns même devenaient propriétaires de terres et d'esclaves⁹³. Cependant, malgré leur bonne situation économique les Nègres affranchis ne devenaient les égaux des Blancs, ni légalement ni socialement ; leur infériorité de statut leur était rappelée par des mesures de discrimination, ou par des usages de société tels que se référer à l'un d'eux sans le titre de politesse habituel : M. ou Mme⁹⁴. Contrecarrés dans leurs tentatives pour franchir des limites fixées par les Blancs, et refusant de s'identifier aux Noirs, les gens de couleur des Indes occidentales devinrent un groupe consanguin dont les valeurs s'exprimaient dans une étiquette raffinée et des possessions conférant un statut social⁹⁵.

La population des personnes libres de couleur en Jamaïque était restreinte mais s'accrut rapidement. En 1722, alors que la population totale de la Jamaïque avoisinait 88 000 personnes, moins de 1 % étaient « libres et de couleur », en regard de 9 % de Blancs et 89 % d'esclaves⁹⁶. En 1800, néanmoins, les personnes libres de couleur représentaient environ 3 % de la population totale de l'île, qui comptait 340 000 âmes, avec maintenant 10 % de Blancs et les esclaves toujours en énorme majorité, avec 88 %⁹⁷. La portion « colorée » de la population de la Jamaïque continua de croître après l'abolition de l'esclavage en 1834, atteignant 18 % du total en 1844⁹⁸. A la Barbade, la population nègre libre était à peu près 5 % de la population autour de 1820⁹⁹, et juste un peu au-dessus de la moitié d'entre eux étaient plutôt « colorés » que « noirs »¹⁰⁰. Environ 62 % de tous les affranchis de la Barbade étaient des femmes¹⁰¹, du fait de la coutume d'affranchir les femmes et leur enfant lorsque le père était un surveillant d'esclaves.

L'émancipation de 1834 aux Indes occidentales fut suivie d'une période de dislocation économique, avec une virtuelle rechute en servitude des Noirs sous forme de travail obligatoire pour dettes¹⁰². La petite minorité des Blancs continua d'être dominante dans l'économie de la colonie, sa société et son appareil politique. Beaucoup de non-Blancs des Caraïbes allèrent chercher fortune ailleurs, notamment aux Etats-Unis. Plus d'un million de natifs des Indes occidentales, pratiquement tous Nègres, ont émigré aux Etats-Unis depuis le XIX^e siècle, environ 300 000 pendant les trois premières décennies du XX^e siècle¹⁰³. Les Antillais ont constitué, historiquement, le groupe le plus nombreux d'immigrants noirs aux Etats-Unis, avec la majorité absolue parmi les immigrants noirs¹⁰⁴. Ils se sont concentrés — et le restent — dans et autour de New York. Après les lois contingentant l'immigration en 1924, peu d'entre eux ont pu entrer aux Etats-Unis¹⁰⁵, mais des modifications récentes à cette législation ont amené une reprise de l'immigration des Indes occidentales vers les Etats-Unis, avec des Jamaïcains comme plus fort contingent¹⁰⁶.

L'immigration en provenance des Antilles vers les Etats-Unis, en particulier New York, pendant les trois premières décennies du XX^e siècle a coïncidé avec une migration intérieure massive des Noirs américains du Sud vers les villes du Nord, avec New York comme première destination. Les deux flux ont fait de Harlem, où la population juive prédominait jusqu'alors, une ville à prépondérance noire au cours des années 1920 ; à ce moment, un quart des Harlemites venaient des Indes occidentales. Les deux groupes noirs, toutefois, étaient culturellement très différents, et le sont restés. Les Antillais étaient plus citadins, plus habiles au travail, plus frugaux, et plus entreprenants. Environ 9 % d'entre eux étaient employés dans les professions libérales, 7 % étaient des « cols blancs », et 55 % ouvriers qualifiés, avec seulement 31 % de non-qualifiés ; pratiquement tous savaient lire et écrire¹⁰⁷. Leurs enfants surclassaient les enfants de Noirs américains dans les écoles publiques¹⁰⁸.

Ces avantages précoces ont continué à différencier les Antillais des Noirs américains. En 1969, les Antillais des Etats-Unis gagnaient 94 % du revenu moyen des Américains en général, tandis que les Noirs nés aux Etats-Unis n'en gagnaient que 62 %. La seconde génération d'Antillais gagna 15 % *de plus* que la moyenne américaine¹⁰⁹. Plus de la moitié des entreprises de New York possédées par des Noirs, sont propriété d'Antillais¹¹⁰. Les Noirs les plus élevés en grade dans le Police

Department de New York en 1970 étaient tous antillais, comme l'étaient tous les juges fédéraux noirs de la cité¹¹¹. L'on a relevé aussi une « extraordinaire prépondérance numérique d'Antillais parmi les directeurs de programmes d'études pour les Noirs dans les Universités américaines »¹¹². Les immigrants des Antilles vivant à Londres n'ont pas eu de succès comparables, de loin¹¹³ ; peut-être parce qu'ils sont arrivés plus tard, ou parce qu'ils n'ont pas rencontré sur place une abondante population noire susceptible de fournir des acheteurs à leurs entreprises, des clients pour leurs professions libérales, ou un électorat pour leurs chefs de file politiques. D'ailleurs, les Antillais restés aux Indes occidentales n'y sont pas non plus prospères. Le revenu réel par tête à la Trinidad est moindre qu'à Porto Rico, et se situe à 28 % de celui des Etats-Unis. Le revenu par tête à la Jamaïque n'est que la moitié seulement de celui de la Trinidad¹¹⁴.

EN AFRIQUE DU SUD

Le premier établissement européen permanent à la pointe sud de l'Afrique fut fondé en 1652. La Compagnie hollandaise des Indes orientales établit une station au cap de Bonne-Espérance, comme escale pour ses navires faisant route vers les Indes néerlandaises. Là, les bateaux pouvaient refaire le plein d'eau potable et de nourriture, et les marins prendre du repos et de la distraction, comme préparation à la poursuite du long voyage vers l'est. La ville du Cap était connue à cette époque comme « la taverne des mers »¹¹⁵. Ce minuscule avant-poste grandit au cours des siècles jusqu'à devenir la nation sud-africaine.

La petite colonie établie d'abord à l'extrême pointe méridionale du continent avait pour population des « servants contractuels », main-d'œuvre sous contrat engagée (ou enlevée) en Hollande pour travailler pendant quelques années au service de la Compagnie hollandaise des Indes orientales. Ils venaient de « la plèbe urbaine chroniquement au chômage et instable des Pays-Bas », et se révélèrent des « ouvriers indisciplinés et inefficaces » une fois en Afrique du Sud¹¹⁶. Et pourtant, ils étaient destinés à changer le cours de l'Histoire.

L'impérieux besoin de disposer d'une force de travail sur qui compter pour fournir en hommes les colonies, conduisit les autorités hollandaises à importer des travailleurs chinois ; ceux-ci, comme les Chinois ailleurs

dans le monde, « jouissaient d'une haute réputation par leur industrie »¹¹⁷. On les renforça par des esclaves — non pas africains principalement, mais importés de l'Inde, de Ceylan, et d'Indonésie. Comme dans l'hémisphère occidental, il n'était pas opportun de réduire en esclavage des indigènes, parce qu'ils pouvaient plus aisément s'évader ou être délivrés par leurs compatriotes. Il était plus pratique d'importer des esclaves étrangers au pays¹¹⁸. C'est ainsi que, tandis que des Africains étaient embarqués pour l'esclavage en Amérique du Nord ou du Sud, des esclaves asiatiques furent transportés par mer en Afrique.

Vers 1659, la Colonie du Cap comptait plus d'esclaves que de Blancs. Mais ce déséquilibre présentait un danger pour la sécurité de la colonie. On y remédia en permettant aux servants contractuels, une fois leur terme achevé, de s'établir dans la colonie, d'y acheter des terres et des esclaves. En l'an 1700, ces libres bourgeois hollandais étaient plus nombreux de moitié que les esclaves¹¹⁹. A cette époque reculée de la colonisation hollandaise, la population blanche comportait un nombre disproportionné d'individus du sexe masculin, et il continua d'en être ainsi pendant tout le XVIII^e siècle, jusqu'à ce que les Anglais commencent à s'implanter à leur façon traditionnelle, par familles entières, dans la première partie du XIX^e siècle¹²⁰. Mais avant cet événement, des croisements très larges entre Hollandais et non-blancs — principalement des esclaves indo-malais, plutôt qu'africains — produisit une population racialement hybride, dont une partie fut absorbée dans la population blanche, et une autre partie devint un groupe distinct de sang-mêlé, connus au XIX^e et au XX^e siècles comme les Métis du Cap (*Cape Coloreds*).

Dans les premiers temps de la colonisation, les autorités hollandaises accueillaient avec faveur les additions à la population libre de la petite colonie isolée, et acceptaient aussi bien les croisements en général que les mariages mixtes¹²². De plus, la progéniture eurasiennne de tels mariages était classée et traitée en européenne, même si les mariages étaient célébrés après la naissance de l'enfant. En 1850, les Eurasiens constituaient plus de la moitié des gens classés comme européens¹²³. Il existait quelques barrières sociales contre les Européens hybrides, mais rien de comparable à celles existant aux Etats-Unis à l'époque, ou en Afrique du Sud au XX^e siècle. Au reste, ils avaient juridiquement les mêmes droits que les autres Européens. L'un des dirigeants du début de la colonie présentait des traces visibles d'une origine indo-asiatique¹²⁴.

L'importance stratégique du Cap, sur les principales lignes de

communication maritime entre l'Europe et l'Asie, attira les Britanniques, qui occupèrent d'abord la colonie en 1795, la rendirent aux Hollandais en 1803, puis revinrent en 1806 l'incorporer à l'Empire britannique pour près d'un siècle. Les colons britanniques apportaient le quatrième ingrédient majeur de la population sud-africaine, les autres étant les Noirs africains, les Hollandais et les métis du Cap (ou Est-Indiens).

Les frontières de la Colonie du Cap s'étendirent constamment, tant sous les Hollandais que sous les Anglais, en partie suivant la politique impériale officielle, mais principalement du fait des explorations et implantations inofficielles de Hollandais pionniers ou nomadisants appelés « *Trekboers* ». Leurs chariots étendirent la zone d'occupation blanche autour du Cap jusqu'à la décupler entre 1703 et 1780. Les *Trekboers*, gardant un reflet de leur passé aux Pays-Bas, furent décrits par un contemporain comme une catégorie « misérable et paresseuse » des Blancs du Cap¹²⁵. Néanmoins, avec des armes à feu européennes — et quelques renforts sporadiques de la Colonie dans des guerres qui éclatèrent avec des tribus locales d'Africains — ils réussirent à refouler, capturer ou asservir de quelque autre façon les indigènes africains. Ils devinrent ainsi une classe rurale dominante, illettrée et sans formation, vivant de façon primitive, mais où chaque chef de famille était le maître d'une ferme isolée ou d'un troupeau, et habitué à régner sur des Africains.

Les pénétrations des *Trekboers* — ces ancêtres des actuels *Afrikaners* — étaient mal vues des gouvernants de la Colonie, tant hollandais que britanniques¹²⁶. Les secourir ou les appuyer dans leurs accrochages fréquents avec les tribus africaines coûtait cher, mais les laisser vaincre ou exterminer par les Africains était politiquement intolérable. Les gouvernements coloniaux tentèrent de freiner ces aventures anarchiques, mais sans grand résultat. Autour des *Trekboers* se créa une mystique de la rude individualité en révolte contre l'autorité — et lorsque les Britanniques s'emparèrent de la colonie, contre l'autorité de l'impérialisme étranger. Aux débuts du XIX^e siècle, il y avait déjà en Afrique du Sud tous les composants majeurs de son histoire à venir : la masse des Noirs assujettis, les divisions au sein de la minorité dominante des Blancs de souche hollandaise et britannique, et le mince groupe sans pouvoir des Indiens et des métis du Cap.

Les Anglais imposant les lois et valeurs britanniques pendant le commencement du XIX^e siècle, ajoutèrent de nouveaux motifs de

frictions. Les Britanniques ne partageaient pas la tolérance hollandaise envers les croisements de races¹²⁷, ni envers la propagation de l'islam par les Indo-orientaux¹²⁸. Mais les Anglais prohibèrent la traite des esclaves en 1808, et l'esclavage même en 1834, appliquant également la loi aux Blancs et aux Noirs. L'idée que les Noirs eussent légalement des droits — que des Blancs puissent être punis par le gouvernement pour ce qu'ils faisaient à des Noirs — était scandaleuse pour les Boers, accoutumés à faire ce que bon leur semblait en la matière. Les juges et les missionnaires britanniques irritaient les Boers en s'opposant à leurs « droits » d'asservir les Africains comme ils l'entendaient¹²⁹. Finalement, ces frictions provoquèrent le *Grand Trek* des années 1820 à 1850 : des groupes organisés appelés *Voortrekkers* sortirent de la Colonie, poussant vers le nord-est pour s'établir en permanence hors de la juridiction des autorités coloniales anglaises¹³⁰. Cette sécession massive vis-à-vis de l'Afrique du Sud britannique pénétra d'abord dans de vastes régions inhabitées, mais se transforma ensuite en incursions dans les territoires de diverses tribus africaines qui se battirent pour les défendre. Leurs armes à feu permirent aux *Voortrekkers* d'en venir à bout malgré leur infériorité numérique ; ils établirent une série de « républiques boers » basées sur le principe qu'il ne pouvait y avoir d'égalité entre Noirs et Blancs, ni même d'égalité formelle devant la loi.

La victoire des Boers fut un événement historique à bien des égards. Elle établit des Etats indépendants ouvertement racistes, notamment l'Etat Libre d'Orange et le Transvaal, au nord-est de la Colonie du Cap. Elle souda aussi ces aventuriers entre eux dans un peuple, avec son histoire, ses héros, une mystique, et une identité nouvelle. Ils furent désormais les Boers ou Afrikaners et non plus simplement des Hollandais (de même que leur langage, l'*Afrikaans*, évolua en s'éloignant de sa souche néerlandaise). Vers le milieu du xix^e siècle, ils formaient une population blanche de 40 000 individus peut-être, éparpillés sur plus de 250 000 kilomètres carrés, au nord du fleuve Orange¹³¹. Les Afrikaners étaient un groupe et une puissance.

Les forces britanniques poursuivirent les Afrikaners, en premier lieu dans leur république de Natalia, qui devint le Natal par la conquête anglaise en 1843. La découverte de diamants, en 1867, et d'or en 1884, dans des régions contrôlées par les Boers attira des Britanniques (qui auparavant avaient reconnu l'indépendance des Boers dans l'Etat Libre d'Orange et le Transvaal), provoquant deux guerres Anglo-Boers. La

victoire des Britanniques en 1902 regroupa le Transvaal, l'Etat d'Orange, le Natal et le Cap, pour former un nouveau pays appelé Union Sud Africaine, indépendant mais faisant partie du Commonwealth britannique.

La suprématie blanche était la pierre d'angle de cette paix. La seule partie de l'Union sud-africaine où les Noirs ou les Métis avaient eu, dans l'histoire, des droits politiques effectifs était le Cap. Le Parlement britannique pensait que ces droits seraient, avec le temps, étendus hors du Cap pour faire de l'Union sud-africaine une terre plus tolérante pour les non-Blancs¹³². La réalité fut à l'opposé : le racisme des Boers s'étendit à toute l'Union. Après la première guerre mondiale le Sud-Ouest africain fut enlevé à l'Allemagne par la Société des Nations, et placée sous le contrôle de l'Union sud-africaine voisine, faisant passer d'autres Africains encore sous ce régime.

– *Du « Color Bar » à l'« apartheid »*

L'Union sud-africaine commença d'exister en tant que nation avec une majorité noire qui n'avait de droits effectifs que dans la région du Cap, une minorité blanche plus afrikaner que britannique, un groupe de « métis » racialement mélangé concentré dans le Cap, et des Indo-orientaux provenant aussi bien des colonies hollandaises d'Asie que de l'Inde proprement dite. Les Britanniques étaient dominants dans l'économie, et le restèrent, possédant ou dirigeant la plupart des entreprises et des industries du pays. Les Indo-orientaux travaillaient comme petits entrepreneurs et négociants. Les Africains indigènes vivaient surtout dans les régions agricoles.

A cette époque, les Afrikaners pratiquaient encore surtout l'agriculture, mais leur croissance démographique épuisait rapidement les terres disponibles, en obligeant beaucoup à chercher des emplois industriels, notamment dans les mines d'or nouvellement ouvertes. Un mouvement des Afrikaners vers les villes commença avec la fin de la guerre des Boers et la fondation de l'Union sud-africaine. Mais les Afrikaners se révélèrent des ouvriers décevants, enclins à l'absentéisme et aux départs inopinés¹³³. Ils ne manquaient pas seulement de formations professionnelles ; ils ne montraient guère d'intérêt ni d'aptitude pour en acquérir¹³⁴. Le travail n'avait jamais été une occupation très prisée parmi les Afrikaners. Après des générations où ils avaient fait travailler les Africains à leur place, ils

considéraient depuis longtemps que c'était « une honte de travailler de ses mains »¹³⁵, et même d'être un employé¹³⁶.

Les compagnies minières eurent recours à l'embauche de Chinois sous contrat — plus de 60 000 — et à la formation d'ouvriers noirs indigènes, au grand dam des Afrikaners. Pour ajouter à l'irritation des Afrikaners récemment venus à la ville, les Noirs de la ville du Cap pouvaient à cette époque s'asseoir avec les Blancs dans les transports publics, dans les jardins, ou sur la plage ; et des agents de police *métis* pouvaient appliquer leurs consignes à des Blancs¹³⁷. La proximité physique des Noirs n'avait jamais incommodé les Afrikaners dans leur milieu rural, où les Blancs étaient des seigneurs, reconnus tels par des signes de respect strictement définis par une étiquette raciale compliquée¹³⁸. Mais s'associer et entrer en compétition avec des non-Blancs dans l'ambiance impersonnelle de la ville, était tout autre chose.

Une grève violente dans les mines sud-africaines en 1907 prépara la voie à la première interposition d'un « Color Bar » ou barrière sociale à l'emploi en Afrique du Sud : les Chinois furent renvoyés du pays une fois leur contrat expiré¹³⁹. Les Noirs africains vinrent ensuite. La promotion de mineurs africains amorcée au début du siècle¹⁴⁰ fut bloquée par le *Mines and Works Act* de 1911 qui réserva tous les emplois qualifiés aux Blancs¹⁴¹. En outre, une proportion légale devait désormais exister entre le nombre de contremaîtres ou chefs d'équipe (blancs) et celui des ouvriers (noirs)¹⁴². Ce système de quotas pour blancs devait se généraliser en Afrique du Sud au long des années. L'incapacité des Afrikaners à maintenir leur privilège historique en concurrence ouverte avec les non-Blancs a été la clef de ces mesures discriminatoires et d'autres par la suite. Selon un économiste sud-africain connu « Les plus virulents parmi les mineurs blancs semblaient être ceux qui ne s'étaient jamais souciés de se montrer dignes d'un avancement »¹⁴³.

Pendant la première guerre mondiale, le manque de main-d'œuvre amena les compagnies minières sud-africaines à confier à des Noirs des postes de travail plus élevés qu'avant, et les difficultés de l'après-guerre les firent prolonger cette pratique¹⁴⁴. Cela provoqua en 1921 une grève générale qui tourna presque à un soulèvement armé des mineurs blancs, dont la plupart étaient des Afrikaners¹⁴⁵. Il fallut des milliers de soldats, appuyés par des chars d'assaut et de l'artillerie, pour rétablir l'ordre. L'on estima le nombre des morts entre 150 et 220, et il y eut au moins 500 blessés. Ayant écrasé la grève, les compagnies minières commencè-

rent à abaisser les salaires et à licencier des ouvriers blancs. Puis une décision de justice annula le « Color Bar », affaiblissant encore la position des Afrikaners¹⁴⁶. Après quoi, le contre-coup électoral de ces mesures donna une victoire complète à la coalition des Nationalistes afrikaners et du Parti travailliste d'Afrique du Sud.

Ce nouveau gouvernement promulgua une barrière de couleur encore plus stricte, remplaça les ouvriers noirs par des blancs dans les chemins de fer d'Etat, accorda des subventions aux municipalités qui feraient de même, et édicta un salaire minimum légal pour dissuader les employeurs de recourir à des salariés noirs¹⁴⁷. Des métiers furent écartés de nombreux emplois par des pressions gouvernementales non officielles¹⁴⁸. Une grande partie du programme raciste de cette période fut appuyée, ou proposée par des personnalités et des groupes politiquement classés à gauche, y compris des socialistes et marxistes¹⁴⁹. Des campagnes « humanitaires » pour une « politique du travail civilisée » ajoutèrent à la pression sur les employeurs pour qu'ils adoptent des taux de salaires plus élevés, qui empêcheraient la plupart des Africains d'être embauchés¹⁵⁰. Le Parti nationaliste — qui représentait alors les ouvriers et paysans afrikaners contre les intérêts industriels britanniques — était également prêt à intervenir dans l'économie, et le fit en maintes occasions par la suite.

Les Noirs africains n'ont jamais été autorisés à faire concurrence sur un libre marché du travail. Depuis le début de l'ère coloniale, des indigènes ont été contraints à quitter leurs terres, non seulement par des moyens militaires mais aussi par un impôt de capitation élevé qui les obligeait à renoncer à leur traditionnelle économie de subsistance par l'agriculture et l'élevage, et de s'insérer dans l'économie monétaire des Blancs¹⁵¹. Là, ils étaient obligés de s'embaucher par contrat, et empêchés par des lois strictes sur le vagabondage, de prendre le temps de chercher des occupations qui leur convenaient mieux¹⁵². Toutefois, l'écart considérable entre les salaires des Blancs et des Noirs mettait constamment les entrepreneurs dans la tentation de recourir au travail le moins coûteux, quitte à le camoufler¹⁵³. Ce qui à nouveau déclenchait des décisions politiques plus rigoureuses afin de maintenir aux Blancs leurs salaires, leurs emplois et leurs privilèges.

Parfois, l'intervention gouvernementale prit la forme de réglementations imposant « à travail égal, salaire égal », ce qui annulait pour l'employeur l'intérêt d'embaucher des Noirs¹⁵⁴. Parfois, certaines activi-

tés étaient soumises à l'obtention d'autorisations, dans des situations où seuls des Blancs en recevraient¹⁵⁵. Parfois le gouvernement posait des conditions quant au niveau d'instruction requis des candidats à l'emploi, dépassant celui que possèdent la plupart des Africains¹⁵⁶. Les entrepreneurs noirs ont aussi été empêtrés de tant de réglementations qu'ils devaient renoncer à s'installer dans des régions offrant de bonnes perspectives de profits¹⁵⁷. Les agriculteurs noirs ont été concurrencés par les Blancs plus largement subventionnés¹⁵⁸. Les capitaux privés ont été empêchés d'entrer dans les *native areas* (zones indigènes) créées en Union sud-africaine¹⁵⁹.

Les Blancs sud-africains n'ont jamais misé sur leur capacité de battre les Noirs dans la compétition sur le marché libre. Ils se sont par exemple appuyés beaucoup moins sur des théories affirmant l'infériorité génétique des Noirs que les racistes américains, et logiquement ils se disent non pas racistes, mais *suprémacistes*, attachés à la suprématie des Blancs¹⁶⁰.

En plus des nombreuses entraves économiques, il y a eu aussi des contrôles étroits sur les endroits où les Noirs peuvent vivre en Afrique du Sud. Le rôle accordé aux Noirs dans les villes était celui de travailleurs migrants, auxquels il était interdit de se fixer sur place. Il s'est ainsi formé une masse de main-d'œuvre noire essentiellement composée d'hommes, les femmes étant délibérément raréfiées afin d'éviter la constitution d'une classe urbaine noire permanente. Mais bien que ces mesures aient empêché les Noirs, individuellement, de s'établir dans les villes, il ne s'en est pas moins développé des enclaves noires urbaines, avec un flux constant de Noirs nombreux venant et repartant vers les « zones indigènes » de la campagne. Des barrières sociales étaient aussi dressées contre les Noirs, les « Colorés » et autres non-Blancs. Néanmoins, toutes ces barrières avaient des brèches, et des différences régionales dans la rigueur avec laquelle on les faisait observer. Le Parti nationaliste afrikaner proposa en 1948 de supprimer ces brèches et ces inégalités de rigueur, et de s'orienter en tous domaines et systématiquement vers l'intangibilité de la suprématie blanche, au moyen d'une politique nationale appelée *apartheid*. La proposition fut accueillie avec dérision par le Parti Uni, alors au pouvoir ; ce parti plus modéré (encore que ségrégationniste et attaché à la suprématie blanche) était appuyé par les Britanniques sud-africains et les Afrikaners moins extrémistes ; il était présidé par un ancien général boer, Jan Smuts. La surprenante victoire du Parti nationaliste aux élections de 1948 marqua le début de sa

prépondérance, qui dure encore. Ce fut aussi le début d'une expansion considérable du rôle de l'Etat dans l'économie et dans la société sud-africaine, avec la croissance d'une énorme bureaucratie pour gérer la réglementation de plus en plus minutieuse des relations raciales dans tous les aspects de la vie du pays¹⁶¹.

L'*apartheid* s'est traduite par la séparation rigide des services publics, depuis les autobus jusqu'aux bancs publics ; par l'interdiction des mariages mixtes et de sévères pénalités pour « actes immoraux » entre hommes et femmes de races différentes ; par le déménagement forcé des non-Blancs hors des rares quartiers résidentiels mixtes, et leur exclusion des collèges et universités des Blancs.

Si nombreuses et mesquines sont ces lois et réglementations, qu'environ le tiers de tous les hommes africains noirs sont condamnés chaque année pour quelque infraction¹⁶². L'*apartheid* applique aussi la ségrégation et la discrimination aux Métis et aux Indo-Malais, deux groupes qui jusqu'alors jouissaient de plusieurs droits et privilèges refusés aux Noirs. C'est ainsi que les « colorés du Cap » perdirent le droit de vote¹⁶³.

L'*apartheid* a aussi produit la doctrine du « développement séparé », un essai délibéré pour empêcher l'adaptation des Africains aux langages, aux cultures et idées politiques des Européens. Les vastes déserts qu'on appelait « zones indigènes » d'Afrique du Sud furent plus officiellement transformés en « foyers nationaux noirs » (*black homelands*) administrés par des chefs de tribus sélectionnés et appuyés par le gouvernement sud-africain. En 1976 l'un de ces « Bantoustans » — le Transkei — s'est vu conférer une « indépendance » de façade. La doctrine du « développement séparé » a été aussi appliquée aux Indiens et Malais (des Indes orientales hollandaises), aux Métis, et dans une certaine mesure aux Blancs eux-mêmes puisqu'au Transvaal les enfants d'Afrikaners et les enfants d'Anglo-Saxons sont instruits dans des écoles séparées et en langage différents¹⁶⁴.

L'*apartheid* est une politique, non pas simplement de séparation, mais de subordination et même d'humiliation systématique, envers les non-Blancs. A travers ses myriades d'applications court le principe qu'aucun Blanc ne doit jamais être subordonné à un non-Blanc, ni en rencontrer sur un plan d'égalité, même seulement apparente. Une certaine circulaire du Ministre des Affaires bantoues disait : « aucun officiel ne doit serrer la main à un homme noir »¹⁶⁵. Les descentes de

police dans les districts noirs sont « presque invariablement accompagnées, au mieux, de grossiers manques de courtoisie et de rudoiments »¹⁶⁶. Les rares Africains noirs qui ont trouvé quelque moyen d'acquérir une bonne éducation ou un certain niveau d'aisance n'en sont que davantage l'objet de l'animosité des Blancs sud-africains, spécialement afrikaners, et plus particulièrement des policiers¹⁶⁷.

En 1961, le gouvernement nationaliste de l'Afrique du Sud a rompu ses derniers liens avec la Grande-Bretagne, quittant le Commonwealth et se déclarant en République. Cela faisait partie d'un plan d'ensemble visant à engendrer une psychologie d'assiégés — et ainsi d'intense allégeance, en particulier chez les Afrikaners — en face de la critique mondiale adressée à l'apartheid.

– *Population, économie et société*

Il y a plus de 18 millions d'habitants dans la République sud-africaine. Les Noirs africains en constituent juste un peu plus des deux tiers, les Blancs environ un cinquième, les « Colorés » un dixième et les Asiatiques trois centièmes¹⁶⁸. Le tiers environ des Africains vivent dans les zones urbaines¹⁶⁹, dont la population noire est plus nombreuse que la blanche¹⁷⁰. A peu près la moitié de la population totale du pays vit à la campagne, et cette moitié ne produit qu'environ 10 % du produit national¹⁷¹.

Les Afrikaners forment 60 % de la population blanche¹⁷², et en dépit de leur insistance sur la pureté raciale, leur propre composition raciale est, pense-t-on, à 7 % non blanche¹⁷³ ; ce qui est un legs des débuts de la colonisation où les croisements étaient courants et où un quart des mariages était mixte¹⁷⁴. Dans la province du Cap, aujourd'hui, entre un dixième et un quart des individus classés comme « Blancs » ont des ancêtres non blancs¹⁷⁵.

Malgré leur prépondérance politique pendant plus de trente années consécutives sous l'égide du Parti nationaliste contrôlant le gouvernement, les Afrikaners, économiquement, ne sont toujours pas de niveau avec les Sud-Africains anglo-saxons, qui contrôlent la majeure partie de l'industrie et du commerce du pays. Au milieu du xx^e siècle, les Blancs anglophones de Durban avaient un revenu par tête presque double de celui des Blancs parlant l'afrikaans ; et à Johannesburg 10 % des familles britanniques avaient un revenu annuel de 10 000 livres sterling, auquel ne parvenaient que 2 % des familles afrikaners¹⁷⁶. Les Juifs, en Afrique du

Sud, sont eux aussi plus prospères que les Afrikaners, en même temps que plus instruits. Traditionnellement, la majorité des Britanniques ont soutenu le Parti Uni, en opposition avec les nationalistes, mais dans les années les plus récentes ils ont — de même que les Sud-Africains juifs — de plus en plus appuyé le Parti Progressiste, plus libéral¹⁷⁷. Les Afrikaners sont représentés dans la police sud-africaine, plus que proportionnellement à leur nombre par rapport aux Britanniques¹⁷⁸, et ils ont dominé les emplois militaires qui ne sont pas remplis par la conscription¹⁷⁹. Plus des quatre cinquièmes de l'état-major permanent de l'armée sont des officiers parlant l'afrikaans¹⁸⁰. Les Afrikaners ont également dominé les emplois gouvernementaux de l'administration civile, occupant plus des quatre cinquièmes de ceux qui, par leur niveau de recrutement, sont ouverts aux Blancs¹⁸¹. La prépondérance des Afrikaners aux postes les plus élevés du pouvoir est si complète, qu'il n'y a qu'un Sud-Africain d'ascendance britannique dans un gouvernement qui compte dix-huit membres¹⁸².

Pris en groupe, les Blancs ont historiquement gagné plusieurs fois le revenu annuel des Noirs en Afrique du Sud¹⁸³, et plus de la moitié du revenu total du pays¹⁸⁴, alors qu'ils sont une minorité de la population. Les Blancs ont aussi la propriété ou l'usage de 87 % de la terre du pays¹⁸⁵, laissant aux Africains une si petite part de terres (de moindre qualité) qu'elles sont insuffisantes pour leur fournir la nourriture sans l'appoint des salaires des ouvriers travaillant temporairement dans les villes¹⁸⁶. Au cours des années, l'Afrique du Sud s'est industrialisée et urbanisée, son revenu réel par tête s'est élevé rapidement¹⁸⁷. Dans les villes, les Africains gagnent plus de deux fois leur revenu dans les « réserves indigènes », et presque le double de ce qu'ils gagnent comme employés de fermiers blancs¹⁸⁸. Les Noirs ont reçu depuis 1930 une fraction lentement croissante du revenu national¹⁸⁹. Vers le milieu des années 70, les revenus de Noirs ont augmenté plus vite en pourcentage que ceux des Blancs¹⁹⁰, et un petit nombre, mais croissant, d'Africains ont accédé à des emplois qualifiés et de direction subalterne¹⁹¹. Toutefois, la pénible lenteur du processus peut être illustrée par le fait que c'est seulement en 1979 que les livres de classe pour les écoliers noirs ont été fournis par l'Etat ; auparavant, ils devaient les acheter eux-mêmes alors que les écoliers blancs les recevaient gratuitement¹⁹². On en était à l'année 1980, quand un premier officier de police noir a été placé à la tête d'un commissariat¹⁹³.

Les Noirs sud-africains ne sont encore qu'en partie acculturés aux valeurs, langages et comportements des Européens. Une moitié des Africains dans les villes peuvent s'exprimer dans un anglais ou un afrikaans imparfaits ; ces proportions s'abaissent pour les femmes africaines en ville, et plus encore pour les Africains de la campagne. Tout compris, moins d'un tiers des Noirs sud-africains parlent un langage européen. De plus, les Blancs préfèrent souvent s'adresser aux Noirs en employant une approximation sommaire de leurs idiomes natifs, et n'apprécient pas qu'un Africain parle l'anglais¹⁹⁴. Presque tous les Africains parlent un dialecte bantou, comme langue maternelle¹⁹⁵. Comme beaucoup de populations rurales, les Africains n'ont pas acquis la notion de la valeur du temps — ponctualité, efficacité — qui est essentielle dans une société commerciale et industrielle. Les coutumes africaines exposent le rare individu qui parvient à la richesse, à la voir dissiper par sa parentèle — un risque qui amoindrit dès le départ l'incitation à la rechercher¹⁹⁶. En outre, les mesures politiques du gouvernement sud-africain ont délibérément freiné l'acculturation des Noirs en leur refusant de résider en permanence dans les villes, et en essayant de créer à nouveau une société tribale, avec une autorité tribale, dans les « foyers nationaux » indigènes.

Les « Colorés du Cap » sont à peu près 10 % de la population de l'Afrique du Sud¹⁹⁷ ; leur ascendance est pour un tiers asiatique, pour un tiers européenne, et pour un tiers africaine¹⁹⁸. Les liaisons sexuelles entre les Hottentots et les Trekboers qui les assujettissaient ont ajouté une touche africaine aux Eurasiens engendrés dans les premiers temps de la Colonie du Cap¹⁹⁹. Comme le suggère l'appellation de « Colorés du Cap », la plupart (89 %) vivent autour du Cap ou dans la ville²⁰⁰. Ils sont hautement acculturés aux valeurs et aux règles européennes, et l'ont été depuis plusieurs générations. La plupart des Métis (89 %) d'Afrique du Sud parlent l'afrikaans — la moitié parle seulement l'afrikaans²⁰¹ — et la plupart sont de religion chrétienne. La politique du Parti nationaliste dans les années 1920 envisageait d'inclure les Métis parmi les Européens²⁰². A cette époque, seules des barrières sociales sans caractère légal séparaient les « Colorés » des Blancs, et beaucoup d'entre les gens de couleur les plus aisés pénétraient dans la société blanche, y compris par mariages mixtes au cours des derniers temps du XIX^e siècle²⁰³. Ces processus d'acculturation remontent loin dans l'histoire du pays. Commenant dans les années 1830, des missionnaires blancs tenaient des

écoles pour les enfants de couleur, et quelques Blancs pauvres y allaient²⁰⁴. Avant que l'apartheid ne leur enlève le droit de vote, les électeurs de couleur constituaient le groupe charnière décidant du résultat des élections, dans des circonscriptions indéfinies de la province du Cap²⁰⁵. Économiquement, les Colorés gagnent nettement plus que les Noirs²⁰⁶ et ont une plus forte proportion de travailleurs qualifiés, bien que la moitié d'entre eux restent sans qualification professionnelle²⁰⁷. L'on a fait un parallèle entre les Colorés et les Noirs des États-Unis :

Les deux groupes descendent dans une large mesure d'esclaves ou de semi-esclaves, plutôt que de groupes indigènes soumis par conquête et à qui l'on avait attribué des réserves dans des conditions leur permettant de conserver des éléments substantiels de leur culture traditionnelle. Les deux sont d'origine racialement mélangée, bien qu'à des degrés différents²⁰⁸.

Les différences internes entre les Colorés d'Afrique du Sud ont été un facteur de division²⁰⁹, comme entre les Nègres américains²¹⁰. L'élite la plus claire de peau dans l'un et l'autre groupe s'est caractérisée par une certaine distinction stérile, cherchant à se faire « accepter » plutôt qu'à réussir activement²¹¹. Les Colorés sud-africains ressentent du dédain et de l'antipathie pour les Noirs africains²¹², et font rarement cause commune avec eux malgré leur commun ressentiment vis-à-vis de l'apartheid²¹³.

La majorité non blanche d'Afrique du Sud est divisée intérieurement — les Africains par des querelles tribales²¹⁴, par les suspicions envers les Métis²¹⁵, et par une profonde jalousie face à l'esprit d'entreprise des Asiatiques²¹⁶. Parmi les Africains les plus amers et politiquement actifs, s'est développé un contre-racisme anti-blancs²¹⁷. Les brutalités sud-africaines telles que le massacre de Sharpeville en 1960 ou le meurtre de Steve Biko par la police en 1977, jettent de l'huile sur le feu de cette hostilité. Pourtant, les nombreuses prédictions d'une chute du gouvernement sud-africain, répétées au cours des années, semblent avoir peu de fondement. Les nationalistes ont modifié les lois électorales et les circonscriptions de vote, de telle sorte qu'il est hautement improbable qu'un autre parti quelconque puisse emporter des élections contre eux²¹⁸. De plus, les Anglo-Saxons qui au point de départ s'opposaient à l'apartheid ont été largement ralliés à son maintien²¹⁹. L'aggravation de l'amertume et de la colère des contestataires non blancs a engendré une crainte largement partagée qu'un changement fondamental ne signifie le

pire pour tous les Blancs indistinctement. Il faut ajouter que la situation stratégique de l'Afrique du Sud, qui attira jadis les Hollandais, puis les Anglais, représente une contrainte de poids pour la politique de tous les pays de l'Occident, et particulièrement des Etats-Unis. Plus de la moitié de l'approvisionnement de l'Europe en pétrole longe les rives du Cap²²⁰, et la perspective de voir un régime anti-occidental ou pro-soviétique installé là restreint considérablement la mesure dans laquelle les pays occidentaux peuvent compromettre la durée du gouvernement qui y détient le pouvoir, si fort qu'ils puissent désapprouver sa politique intérieure.

Enfin, la puissance économique et militaire propre de l'Afrique du Sud est bien trop considérable pour qu'un quelconque pays africain la défie. Elle produit 40 % de tout ce que le continent fabrique d'articles industriels, y compris 80 % de l'acier²²¹ ; elle possède à la fois la base technologique et industrielle nécessaire pour produire des armes nucléaires²²². L'idée de boycotter l'Afrique du Sud est assez populaire en Occident, mais ce genre de blocus a généralement échoué contre d'autres pays, et risque encore plus de faire fiasco contre une économie aussi largement auto-suffisante que l'Afrique du Sud, et un peuple comme les Afrikaners qui ont déjà une mentalité d'assiégés. L'exemple du transfert du pouvoir aux Noirs en Rhodésie est moins significatif qu'on ne le croit, parce que la Rhodésie-Zimbabwe n'était pas peuplée d'Afrikaners. Même quelques concessions symboliques faites aux non-Blancs par le gouvernement nationaliste ces dernières années ont soulevé d'après accusations de trahison chez nombre d'Afrikaners²²³.

AUX ÉTATS-UNIS

Les premiers Africains qui furent transportés dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord y arrivèrent en 1619. Tous n'étaient pas des esclaves (peut-être aucun ne l'était), mais il y avait parmi eux des travailleurs contractuels dont le temps d'engagement expira après un certain nombre d'années, les laissant libres. Dès les années 1660, cependant, l'esclavage perpétuel était le lot des Africains amenés en Amérique²²⁴. La plupart de ces esclaves provenaient d'une étroite bande côtière de l'Afrique occidentale : à peu près la moitié venaient de ce qui est maintenant l'Angola et le Nigeria, des contingents importants du Ghana,

du Sénégal, de la Gambie et du Sierra Leone ; cependant quelques-uns venaient de très loin, jusqu'au Mozambique sur la côte orientale²²⁵. Certains arrivaient des Antilles, qui servaient d'étape où les Africains étaient préparés à leur nouveau rôle d'esclaves ; mais la grande majorité étaient transportés directement d'Afrique en Amérique du Nord²²⁶.

En tout, quelque 400 000 esclaves furent importés dans les régions qui deviendraient plus tard les Etats-Unis : les colonies britanniques et les vastes possessions continentales françaises qui s'y ajoutèrent plus tard, par le rachat de la Louisiane²²⁷. La plupart des esclaves furent importés entre 1741 et 1810²²⁸. A l'époque du premier recensement des Etats-Unis en 1790, les Noirs constituaient près du cinquième de la population²³⁰, et un Noir sur cinq seulement était né en Afrique²³⁹. A l'opposé des esclaves dans le reste du Nouveau Monde, les Nègres américains avaient été coupés de leur culture africaine de bonne heure dans leur histoire. La moitié d'entre eux, en 1680 déjà, étaient nés en Amérique²³¹, et la capacité de la population esclave d'Amérique à se renouveler par les naissances — capacité unique parmi les populations esclaves de l'hémisphère occidental²³² — explique que peu d'Africains furent importés pour combler ses rangs. A l'époque où l'esclavage fut aboli, 99 % des esclaves des Etats-Unis y étaient nés²³³, à la différence de certaines sociétés latino-américaines où l'émancipation produisit des « affranchis nés en Afrique »²³⁴.

Alors que la population nègre des Etats-Unis n'était pas formellement divisée en Noirs et Mulâtres (ou Colorés), elle était strictement divisée en esclaves et hommes libres. Les « libres personnes de couleur » étaient moins de 10 % de la population nègre au premier recensement de 1790. Le chiffre monta à 14 % dans celui de 1830, et il était de 11 % en 1860 dans le dernier recensement qui ait fait la distinction²³⁵. La très grande majorité des esclaves était concentrée dans les Etats du Sud²³⁶, où le climat et le sol étaient appropriés aux cultures pour lesquelles l'esclavage était le plus praticable²³⁷. Ailleurs que dans le Sud, le tableau était très différent ; on y trouvait beaucoup plus de Noirs libres que d'esclaves — plus du double dès 1810²³⁸. Les Noirs du Nord, quoique pauvres et parias de la société, n'en eurent pas moins une longue avance sur ceux du Sud, quant à leur acculturation à la société américaine. Même restés esclaves, les Noirs du Nord étaient plus urbanisés, ayant aussi plus de chances de travailler comme domestiques et d'absorber ainsi la culture du monde environnant :

Les esclaves du Nord n'apprenaient pas seulement de première main ce qu'était le monde de leurs maîtres, mais aussi se frottaient aux Blancs de classes plus humbles, dans les cabarets, les combats de coqs, et les foires où se mêlaient les pauvres gens de divers statuts... Le cosmopolitisme des cités accéléra la transformation des Africains en Afro-Américains. L'acculturation, dans le Nord, était une question d'années, pas de générations²³⁹.

En fait, peu d'esclaves arrivèrent directement dans le Nord en provenance de l'Afrique ; ils venaient d'habitude du Sud ou des Antilles, « par deux ou trois, mais rarement par bateaux entiers »²⁴⁰. Le nombre relativement faible des Noirs, dispersés parmi des masses de Blancs, hâta l'acculturation des Noirs, aussi bien esclaves qu'hommes libres, dans le nord des Etats-Unis. Cette différence entre les deux régions au point de vue du degré d'absorption de la culture devait rester un facteur important pour l'histoire des Noirs américains.

Un autre facteur historique fut l'idéologie américaine de liberté et de démocratie — encore que cela fut souvent un objet de raillerie amère pour les Noirs, soumis à l'esclavage, à la ségrégation, à la discrimination et au lynchage. L'idéal démocratique des Américains rendit, en fait, d'autant plus pressant le besoin de légitimer le traitement infligé aux Noirs, par une idéologie raciste beaucoup plus radicale qu'il n'en exista dans des pays moins démocratiques, tels que ceux d'Amérique latine et même l'Afrique du Sud. Que l'esclavage soit moralement admissible, cela n'avait été que rarement un problème sérieux dans la plupart des sociétés historiques qui le pratiquaient²⁴¹, mais en raison de l'idéal américain de liberté, l'institution esclavagiste fut un anachronisme générateur de controverses dès le départ. La Révolution Américaine accrut l'évidence de la contradiction, et la plupart des Etats autres que ceux du Sud abolirent l'esclavage dans les décennies immédiatement postérieures à l'Indépendance²⁴². Même dans le Sud, où les intérêts financiers impliqués dans l'emploi d'esclaves étaient beaucoup plus importants, il y eut des essais, conduits par des personnages nationaux tels que Thomas Jefferson, George Washington et Patrick Henry, pour faire décider l'abolition de l'esclavage. Mais le personnage décisif fut Eli Whitney, qui par son invention de la machine à égrener le coton, fit du Sud le « royaume du Coton » pour le monde entier — ce qui rendait l'esclavage beaucoup trop rentable pour qu'il fût volontairement aboli.

La plupart des Blancs des Etats-Unis ne possédaient pas d'esclave, et ceux qui en avaient en possédaient rarement le nombre, ni le genre

d'opulence, décrits dans des œuvres de fiction comme « Autant en emporte le vent ». En 1790, près du quart de toutes les familles libres d'Amérique possédaient des esclaves ; mais en 1850 ce nombre était tombé à 10 % — et aux deux époques les familles ayant des esclaves en avaient moins de dix en moyenne. Toutefois, dans le Sud, près du tiers des familles libres possédaient des esclaves²⁴³ en 1850.

L'aversion des Anglo-Saxons pour le mélange de races était plus forte, dans les colonies d'Amérique, que celle qui se rencontrait en Amérique latine²⁴⁴, et même que parmi les Boers dans l'Afrique du Sud coloniale²⁴⁵. Cependant, dans l'Amérique coloniale comme en Afrique du Sud, les croisements raciaux furent beaucoup plus fréquents au début que par la suite. Par exemple, en Virginie au xvii^e siècle, entre le tiers et le quart des enfants de femmes blanches célibataires étaient des Mulâtres²⁴⁶. Il y avait aussi quelques mariages mixtes entre personnes ayant du bien²⁴⁷, non moins que parmi les pauvres²⁴⁸, mais les lois et l'ostracisme social les empêchèrent de plus en plus avec le temps²⁴⁹.

Les Mulâtres des Etats-Unis, bien que généralement plus urbanisés et acculturés que les Noirs en tant que groupe, n'avaient pas une situation sociale et économique comparable à celle des mulâtres d'Amérique latine, de Jamaïque ou d'Afrique du Sud. Dans ces trois sociétés à esclaves, où les femmes blanches étaient rares, les Mulâtres étaient généralement nés d'un propriétaire d'esclaves et d'une Noire esclave. Dans l'Amérique coloniale des débuts, les Mulâtres étaient souvent nés d'un homme noir et d'une femme blanche²⁵⁰ — relation considérée avec beaucoup moins d'indulgence. De plus, les Mulâtres en Amérique coloniale « étaient souvent les fils ou filles de Blancs d'humble situation, plutôt que d'un riche planteur et de sa concubine esclave comme c'était généralement le cas dans d'autres sociétés à esclaves du Nouveau Monde »²⁵¹. Les Mulâtres américains n'étaient pas imprégnés de la culture d'une classe supérieure au même degré que les Mulâtres d'autres pays. Il y avait entre les Nègres américains moins de différence culturelle et de distinction de statut, selon la proportion d'ancêtres blancs dans la parenté. Finalement, les Mulâtres du reste de l'hémisphère occidental (et dans une certaine mesure, d'Afrique du Sud) jouaient un rôle économique important en fournissant du travail manuel qualifié dans des sociétés assez dépourvues de main-d'œuvre blanche, où de surcroît les Blancs en général dédaignaient traditionnellement le travail manuel. Aux Etats-Unis, en revanche, il y avait une large classe de travailleurs blancs,

supprimant tout besoin particulier de Mulâtres et permettant à la société dans son ensemble de confiner tous les Nègres — mulâtres ou noirs — aux emplois inférieurs et domestiques.

– *L'ère de l'esclavage*

La plupart des Noirs, pendant la majeure partie de leur histoire en Amérique, furent esclaves. L'expérience de l'esclavage a laissé son empreinte dans beaucoup d'aspects de l'histoire ultérieure du Nègre américain. Comme au Brésil, la distribution géographique des Noirs continua de refléter la concentration des plantations à esclaves, longtemps après leur émancipation. Approximativement, les neuf dixièmes de tous les Nègres américains se trouvaient dans le Sud jusqu'à une date aussi rapprochée que 1910²⁵². Les habitudes de travail continuaient de refléter la répugnance au travail, et l'art d'é luder l'effort, qui s'étaient développés sous le régime esclavagiste²⁵³. Ce dernier laissa sa marque aussi sur la population blanche, y compris sa majorité qui n'avait pas eu d'esclaves. La suprématie blanche resta pendant des générations un mot d'ordre dans le Sud américain tout autant que dans l'Afrique du Sud. Les Noirs n'avaient, pensait-on, aucun droit juridique ni moral²⁵⁴ ; et lorsque le gouvernement fédéral ou des individus de couleur se comportaient comme s'ils en avaient, des pogromes, le terrorisme de polices privées, et de cyniques détournements du Droit dans le Sud entendaient maintenir le Nègre « à sa place ». Comme en Afrique du Sud, les multitudes de Blancs mal instruits, sans formation professionnelle sérieuse, étaient les plus véhéments et les plus violents dans l'assertion de la supériorité blanche. Et encore comme en Afrique du Sud, au Brésil et en d'autres sociétés esclavagistes, le Sud américain vit se répandre dans sa population libre de Blancs une aversion et du dédain pour le travail assidu, associé à l'idée d'esclave. Le Sud était alors, et est resté, la région la plus pauvre des Etats-Unis — sa population restant chroniquement plus pauvre que les autres Américains blancs²⁵⁵, et particulièrement dans ces mêmes Etats du Sud profond où les esclaves étaient concentrés.

De Tocqueville notait dans les années 1830 que, bien que les Américains blancs, dans le Sud, aient le même arrière-plan racial et culturel que ceux qui s'étaient fixés dans d'autres parties du pays, « les colonies où il n'y eut pas d'esclaves devinrent plus peuplées et plus prospères que celles où l'esclavage s'épanouit »²⁵⁶. Descendant en bateau

le fleuve Ohio entre l'Etat esclavagiste du Kentucky et l'Etat libre de l'Ohio — ayant l'un et l'autre même climat et même nature de terrain — Tocqueville trouva la population blanche « ignorante et apathique » sur une rive, et pleine « d'activité et d'intelligence » sur l'autre²⁵⁷ ; les terres de l'Etat esclavagiste étaient visiblement moins cultivées que celles de l'Etat abolitionniste²⁵⁸. Dans la chronique bien documentée de ses voyages dans le Sud dans les années 1850, Frederick Law Olmsted observa lui aussi beaucoup de « pauvreté oisive » parmi les Blancs méridionaux²⁵⁹, et lorsqu'il rencontrait des entreprises ou d'autres organisations vraiment efficaces, elles étaient la plupart du temps entre les mains de gens du Nord, ou d'étrangers, ou de Juifs²⁶⁰. Une différence « manière de vivre sudiste » avait pris corps pendant « l'avant-guerre » et persista longtemps après (la Guerre de Sécession) alors que les colons du Sud, à l'origine, ne différaient pas de ceux du Nord ou des Antilles britanniques²⁶¹. Le Sud a été décrit « pas tout à fait une nation dans la nation, mais ce qui y ressemble le plus »²⁶². C'est un des historiens de premier plan du Sud, qui a écrit à ce sujet :

... C'est un pays qui a une unité dans sa diversité, avec une population ayant des joies communes et des chagrins communs, et par-dessus tout, chez les personnes de race blanche, un peuple ayant en commun une résolution irréductiblement maintenue : celle d'être et de rester un pays de l'homme blanc. La conscience d'un rôle à tenir dans ces domaines, qu'il soit exprimé avec la frénésie d'un démagogue, ou maintenu avec la quêtude d'un patricien, tel est le test central d'un Sudiste et le thème central de l'histoire du Sud²⁶³.

Les Blancs du Nord n'étaient pas égaux. Ils n'étaient simplement pas inquiets à propos du petit nombre de Noirs parmi eux, comme ceux du Sud à propos de leur grand nombre autour d'eux. En 1790, les Noirs étaient 35 % de la population du Sud mais seulement 3 % de celle du Nord — et ces pourcentages étaient pratiquement inchangés en 1870. Aussi tard que 1940, les Noirs étaient 24 % de la population du Sud, mais seulement 4 % de la population du Nord²⁶⁴.

Les conditions de vie purement matérielles — nourriture, vêtements, logement — faites aux esclaves n'étaient pas sensiblement pires que parmi la classe ouvrière américaine à la même époque, et elles étaient moins mauvaises que celles de certains paysans et ouvriers d'Europe au même moment²⁶⁵. Mais l'esclavage était bien davantage qu'une exploitation économique. Afin de réduire les possibilités d'évasion et obliger des gens

à s'engager dans un travail sans compensation, les Noirs étaient délibérément maintenus illettrés, craintifs de châtiments brutaux, serviles en présence de Blancs. La brusque fin de l'esclavage en 1863 ne signifiait pas la fin également soudaine de l'ignorance, de la peur et de la soumission aux Blancs ; elle ne signifiait pas non plus que les Blancs s'attendraient à voir les Noirs s'affranchir de tout cela. Comme en Afrique du Sud, ceux des Noirs qui progressaient le plus vite en instruction et en prospérité avaient le plus de chances de soulever de l'aigreur chez les Blancs, spécialement chez les Blancs pauvres. En résumé, l'esclavage antérieur faisait non seulement obstacle au développement de l'éducation, des habitudes de travail, ou de la dignité personnelle qui sont nécessaires pour faire un homme libre : ses séquelles idéologiques tendaient à pénaliser le développement chez les Noirs de ces mêmes traits qui étaient récompensés chez les autres Américains.

Parmi les conséquences les plus tragiques de l'esclavage, il y avait la rupture forcée de familles esclaves par la vente d'individus, parfois à des centaines de kilomètres au loin. L'angoisse des couples séparés, ou des parents et des enfants, était l'une des nombreuses tragédies de la vie d'esclave. Près d'un sur six des adultes du Mississipi, anciens esclaves étudiés en 1864-65 avait été séparé de force d'un conjoint²⁶⁶. L'immédiat après-guerre vit des multitudes de Noirs à la recherche de membres de leur famille, parfois sur des distances considérables, et jusqu'en 1880 les journaux noirs étaient remplis d'annonces de gens cherchant encore à localiser des parents dont ils avaient été séparés pendant leur servitude²⁶⁷. Bref, beaucoup de familles noires avaient été déchirées, mais la famille en tant qu'institution demeurait importante pour les Noirs. Les études d'après la Guerre de Sécession montrèrent que la plupart des couples dans leur quarantaine avaient vécu ensemble vingt ans et plus²⁶⁸. De plus, la plupart des enfants noirs, au temps de l'esclavage, avaient été élevés par leurs deux parents²⁶⁹. La fréquence des foyers noirs dont le chef est une mère seule n'a pas été un héritage de l'esclavage, mais un phénomène apparu alors que le xx^e siècle était bien entamé.

En même temps que le nombre des Noirs esclaves, s'était développé un groupe restreint de Noirs libres. Ils étaient près d'un demi-million de « personnes libres de couleur » en 1860, en regard de quelque quatre millions d'esclaves²⁷⁰. Les Noirs libres étaient en nombre comparable au Nord et au Sud²⁷¹, alors que les esclaves étaient concentrés dans le Sud, et surtout à l'extrême Sud²⁷². Alors que les esclaves étaient concentrés

dans les zones rurales, les Noirs libres étaient à peu près également répartis entre villes et campagnes²⁷³.

Le sort des Nègres libres dépendait en grande partie des conditions changeantes de celui des esclaves. Dans les débuts du xvii^e siècle, où la population non blanche (libre ou servile) était assez restreinte et assez cultivée pour ne pas attirer beaucoup l'attention, les Noirs libres exerçaient la plupart des droits qu'avaient les Blancs de condition socio-économique analogue²⁷⁴. Avec l'importation massive d'esclaves africains vers la fin de ce même siècle apparurent les « codes noirs » régissant aussi bien les Nègres libres que les esclaves — car les Nègres libres paraissaient constituer un danger pour le système du seul fait de leur existence, montrant qu'il pouvait y avoir des Noirs en liberté ; sans compter les informations, encouragements et assistance aux évasions, qu'ils pouvaient apporter à leurs frères asservis.

Comme la vie devenait particulièrement dure pour les Nègres libres dans les régions de forte densité de plantations à main-d'œuvre servile, les « libres personnes de couleur » commencèrent à émigrer du « Sud profond » vers le « Sud supérieur », vers les zones urbaines, puis vers le Nord, au moment où les contingents d'esclaves étaient déplacés en sens inverse, vers le sud-ouest et la « ceinture noire » de la culture cotonnière en expansion dans le « Sud Profond »²⁷⁵. En 1860, la proportion des Noirs libres par rapport aux esclaves était inférieure à 1 % dans les Etats de la ceinture noire, Mississipi, Alabama, Georgie, Arkansas et Texas ; cependant que les « libres personnes de couleur » formaient près de la moitié de la population nègre du Maryland, plus des trois quarts dans le District Fédéral de Columbia et plus de 90 % dans le Delaware²⁷⁶. Les droits dont les Nègres libres jouissaient depuis longtemps furent de plus en plus réduits, ou abolis. Ils perdirent le droit de vote, celui de témoigner en justice, de vivre et travailler où ils voulaient, de tenir librement des réunions paisibles, ou de porter des armes, de se servir des facilités publiques, et même d'envoyer leurs propres enfants à leurs frais dans des écoles privées²⁷⁷. Ces droits ne furent pas perdus en totalité dans les mêmes régions et au même moment. Mais plus passaient les décennies du xix^e siècle, et plus s'accroissait cette régression des droits juridiques des Noirs libres, à travers tout le pays et spécialement dans le Sud « profond »²⁷⁸.

Malgré la contagion des mesures restrictives et oppressives, légales et politiques, les « libres personnes de couleur » progressaient en fait de

situation économique. Les biens dont les Noirs libres de Virginie étaient propriétaires doublèrent entre 1850 et 1860²⁷⁹. Les biens immobiliers possédés par des Nègres au Tennessee triplèrent entre 1850 et 1860 bien que la population nègre de cet Etat n'ait augmenté que de moins de 20 % dans le même laps de temps²⁸⁰. La Georgie, l'Alabama, la Floride et le Maryland présentèrent le même phénomène²⁸¹. A la Nouvelle-Orléans, où vivait la communauté la plus prospère de « libres personnes de couleur »²⁸², leur patrimoine global progressa de quelque 2,5 millions de dollars en 1836 à plus de 13 millions en 1860²⁸³. Les zones urbaines étaient les plus favorables à l'avancement économique²⁸⁴ et à l'acquisition de l'instruction. Lire et écrire était de règle plutôt que l'exception pour les Nègres libres citadins²⁸⁵, même dans les Etats où il leur était interdit d'entrer dans les écoles, privées ou publiques. Les écoles clandestines pour les enfants de Nègres libres florissaient dans tout le Sud américain²⁸⁶.

Les villes étaient aussi des centres de mélanges raciaux. En 1860, un quart de la population nègre de Charleston, en Caroline du Sud, était d'ascendance mêlée, et à la Nouvelle-Orléans, près de la moitié²⁸⁷. Les femmes libres de couleur à la Nouvelle-Orléans étaient plus nombreuses que les hommes de couleur dans la proportion de deux à un, alors que les hommes blancs étaient presque deux fois plus nombreux que les femmes blanches²⁸⁸. Le déséquilibre numérique entre les sexes était fréquent à cette époque dans les villes du Sud, avec pour conséquence le métissage des enfants, aux Etats-Unis comme ailleurs dans des circonstances analogues.

La portée historique de l'existence de ces « libres personnes de couleur » avant la Guerre de Sécession a dépassé de loin l'époque pendant laquelle elles étaient légalement différenciées du reste de la population noire. La différenciation sociale de cette classe et de ses descendants s'est étendue fort avant dans le xx^e siècle, et elle est loin d'avoir disparu entièrement aujourd'hui. Ces gens avaient littéralement des générations d'avance sur les autres Nègres, pour l'instruction, l'urbanisation, l'acculturation et les positions économiques. Dès 1850, les deux tiers de toutes les « personnes libres de couleur » savaient lire et écrire²⁸⁹, alors qu'en 1900 l'ensemble de la population nègre n'en était pas encore à ce niveau d'instruction²⁹⁰. Au milieu du xix^e siècle, les « libres personnes de couleur » étaient davantage urbanisées que leurs contemporains de race blanche, et davantage urbanisées que la population noire dans son ensemble ne l'a été jusqu'en 1940²⁹¹.

Ces avances au départ ont eu des conséquences durables. Une enquête de 1868 à Nashville montra que « plus de la moitié des principaux propriétaires de couleur, dans cette ville, avaient été affranchis avant l'Émancipation générale ». Une majorité des délégués Nègres à la Convention républicaine de Louisiane en 1865, et à la Convention constitutionnelle de Caroline du Sud en 1868 étaient nés libres²⁹². Parmi les délégués à la première réunion de l'American Negro Academy en 1897 qui étaient nés avant 1865, la plupart étaient nés libres²⁹³. Aussi tardivement que les années 1940, un rapport sur les étudiants de la *Howard University* — la plus importante institution d'enseignement supérieur pour les Noirs — montrait que la moitié d'entre eux descendaient de personnes de couleur affranchies avant la Guerre de Sécession²⁹⁴, lesquelles ne formaient que 11 % de la population nègre de l'époque. La plupart des étudiants noirs étaient des descendants de libres personnes de couleur jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale²⁹⁵, moment où le *GI Bill* (loi sur les anciens mobilisés) permit aux enfants noirs de toutes les couches de la population d'entrer dans les universités. La plupart des personnages marquants qui furent les chefs de file des Noirs jusqu'au xx^e siècle étaient descendants de personnes de couleur libres avant la Guerre de Sécession, y compris les fondateurs noirs de la NAACP (*National Association for the Advancement of Colored People*). La plupart encore des titulaires de doctorats au milieu du xx^e siècle en descendaient aussi, comme la majorité des Nègres occupant des professions libérales dans la capitale fédérale²⁹⁶. Les écoles secondaires pour Noirs les plus réputées pour leurs résultats au xx^e siècle étaient situées dans des villes qui avaient eu historiquement les plus fortes concentrations de personnes de couleur libres avant la Guerre de Sécession²⁹⁷. Comme pour les autres groupes à travers le monde, les avances au départ historique donnant des avantages d'acculturation ont eu des conséquences durables pour les générations ultérieures²⁹⁸.

– De l'émancipation aux droits civiques

L'ère de la Reconstruction qui suivit la Guerre de Sécession vit une accession soudaine de Noirs aux situations politiques éminentes, durant l'occupation du Sud par les troupes fédérales. Des Noirs furent élus à tous les échelons depuis les municipalités jusqu'aux deux Chambres du Congrès. Certaines législatures du Sud eurent même une majorité noire.

A Washington, il y eut treize représentants noirs et deux sénateurs noirs²⁹⁹. En général, ces faits politiques eurent peu d'effet sur la situation économique des multitudes nouvellement affranchies. La réaction blanche à ces changements politiques imposés par une armée d'occupation, comporta de nombreuses actions terroristes lancées un peu partout par des groupes d'autodéfense, organisations dont la plus connue était le *Ku Klux Klan*. Les masses noires vécurent dans la crainte de ces groupes pendant des générations.

Les années passant, l'hostilité des Blancs sudistes à l'encontre de la politique « de reconstruction » du gouvernement fédéral persista, alors que le soutien des libéraux nordistes s'affaissait. Finalement, le Compromis de 1877 mit fin à l'occupation fédérale du Sud et restitua le contrôle politique de la région aux Blancs du Sud. Les Noirs furent privés du droit de vote, chassés des fonctions publiques, et de plus en plus frappés de ségrégation. Les lynchages se firent fréquents — il y eut 161 victimes dans l'année 1896, qui en marque le maximum³⁰⁰.

Dans le Nord, pendant cette même période, la discrimination contre les Noirs, dont le nombre était relativement faible, s'atténuait — quant au droit de vote, quant aux installations publiques et au logement. La plupart des grandes cités du Nord — New York, Chicago, Detroit, Philadelphie, Cleveland — n'avaient pas de quartiers exclusivement noirs, ni même à 50 %, car les Noirs étaient largement répartis dans ces villes³⁰¹. Au XIX^e siècle à Detroit, les médecins et les dentistes noirs avaient surtout pour clients des Blancs³⁰². Les principaux traiteurs de Philadelphie étaient des Noirs, et leur clientèle était blanche³⁰³. En Chicago de même, il y avait des entreprises noires dont les clients étaient surtout blancs³⁰⁴. Au Michigan et dans l'Ohio, des politiciens noirs furent élus par des électeurs en majorité blancs³⁰⁵. Partout dans le Nord, il semblait y avoir de bonnes raisons d'être optimiste sur le futur des relations entre races. Puis soudainement, la première décennie du XX^e siècle vit tout cela commencer à changer.

Les populations noires des cités du Nord s'étaient depuis longtemps augmentées de migrants venus du Sud, mais au commencement du XX^e siècle se produisit un énorme accroissement de leurs effectifs, qui changeait la composition de la population noire. Le record de la décennie 1900-1910 fut presque *triplé* dans la décennie suivante, et presque doublé encore pendant les années 1920³⁰⁶, quand près de trois quarts de million de Noirs partirent du Sud³⁰⁷.

Les Noirs ruraux du Sud arrivants étaient généralement beaucoup moins acculturés que les anciens citadins noirs du Nord. Comme d'autres groupes de gens acculturés ayant gagné une certaine acceptation de la part de la société plus large, les Noirs septentrionaux accueillirent fort mal ces nouveaux-venus « sans éducation et totalement étrangers au cadre des villes »³⁰⁸, dont le comportement menaçait la réputation de tout le groupe. Les anciens citadins noirs, et avec eux les journaux noirs contemporains, dénonçaient les arrivants comme « ignorants, vulgaires, querelleurs, malpropres et délinquants »³⁰⁹. Alors que ces Noirs nés dans le Sud devenaient une majorité des Noirs vivant dans le Nord, les Blancs commencèrent à dresser des barrières contre *tous* les Noirs, dans les emplois, l'habitation, et les activités sociales. Le terrorisme des milices dans le Sud, et le Ku Klux Klan apparurent pour la première fois dans les villes du Nord. La première loi de ségrégation fut adoptée à Baltimore en 1911, et rapidement copiée par d'autres villes³¹⁰. Même dans des cités où des Noirs avaient vécu dans les quartiers blancs pendant des dizaines d'années, une stricte ségrégation s'installa, et les Noirs qui tentaient d'emménager dans un quartier blanc se heurtaient à des violences de foule, à des coups de feu, à des bombes³¹¹.

Les ghettos de Noirs qui allaient devenir un trait durable des villes américaines, prirent leur forme durant cette période. Harlem fut le premier, et pourtant jusqu'en 1910 Harlem avait été en majorité peuplé de Blancs³¹². Presque du soir au matin, des quartiers où vivaient quelques Noirs devinrent noirs à 100 %, les Blancs s'enfuyant et les migrants du Sud s'engouffrant dans les lieux. A Cleveland, par exemple, pendant que la population noire triplait, au début du xx^e siècle, le nombre de résidences recensées comme n'ayant *aucun* habitant noir augmenta³¹³. De même augmenta le nombre des écoles primaires pour blancs seuls³¹⁴ dans cette ville où l'intégration raciale dans les écoles s'était produite dans les années 1840³¹⁵.

Pendant que les Blancs dressaient des barrières sociales contre les Noirs, l'élite de Noirs américains nés dans le Nord en dressait contre les masses de Noirs nés dans le Sud. Les distinctions de classes et les exclusions à l'intérieur de la communauté noire devinrent plus accentuées dans cette période, du fait que les éléments les plus instruits et raffinés prenaient leurs distances avec les masses noires³¹⁶. Ces aspects sociaux furent souvent associés aux différences de coloration de la peau, étant donné l'avance historique des Mulâtres parmi les libres personnes de

couleur urbanisées. Avant les grandes migrations, plus du quart de tous les Nègres urbains du Nord étaient recensés comme « Mulâtres »³¹⁷ ; mais cette proportion s'abaissa quand les descendants de la main-d'œuvre rurale esclave affluèrent dans les villes du Nord.

Paradoxalement, ce furent précisément ces Mulâtres de l'élite, qui repoussaient loin d'eux les autres Noirs, qui lancèrent une campagne nationale contre la ségrégation des Noirs, campagne marquée par la fondation de l'Association Nationale pour la Promotion des Gens de Couleur (NAACP) en 1909. La prédominance persistante de l'élite mulâtre dans cette organisation la fit surnommer par d'autres Noirs : Association Nationale pour l'Avancement de *Certaines* Personnes — les initiales restant inchangées. Le programme d'action de la NAACP reflétait les priorités de l'élite : égalité d'accès aux institutions et aux résidences des Blancs, afin que l'élite puisse se soustraire au contact des masses noires. Etant donné la pauvreté de ces dernières, qui à cette époque n'avaient pas de quoi acheter des maisons dans quelque quartier que ce soit, ni d'aller au collège ou au théâtre, ni de loger à l'hôtel ou d'aller à un concert³¹⁸, il est difficile de s'expliquer l'insistance de la NAACP, à cette époque, sur les lieux ouverts au public et les réunions sur invitation, si l'on méconnaît la composition de classe des gens qui formulaient ces revendications. De même, il est difficile d'expliquer l'âpre antagonisme entre ce groupement et Booker T. Washington, si l'on ne regarde que leurs programmes respectifs, sans comprendre que Booker T. Washington « était fraîchement sorti de l'esclavage » et que sa préoccupation centrale était le développement des masses noires rurales du Sud — alors que DuBois concentrait son intérêt sur ce qu'il appelait « le dixième talentueux » de la race. Cette différence sociale se traduisait aussi dans les rapports faciles qu'il avait avec les paysans noirs du Sud³¹⁹, alors que DuBois restait distant et hautain vis-à-vis des masses noires au nom desquelles il parlait si souvent³²⁰.

En dépit des caricatures idéologiques que l'on a faites de ses positions, Booker T. Washington n'a jamais renoncé à l'objectif des droits civiques. Tout au long de sa carrière il a soutenu que « tous les privilèges de la loi sont nôtres »³²¹ ; simplement, ce n'était pas son axe d'offensive principal. Il pensait que « l'activité politique seule » ne pouvait sauver le Nègre parce que « à l'appui du bulletin de vote vous devez avoir la propriété, l'industrie, le savoir professionnel, l'épargne, l'intelligence et le caractère... »³²². La publication posthume des papiers

de Booker T. Washington a révélé qu'il avait secrètement financé des procès contre les lois anti-nègres (*Jim Crow Laws*)³²³, tout en restant publiquement à l'écart de la politique en vue de conserver les soutiens philanthropiques et politiques nécessaires à la poursuite de son œuvre en faveur des Noirs ruraux du Sud. L'élite mulâtre voyait Washington — à juste titre — comme préoccupé des descendants des journaliers esclaves³²⁴ et faiblement intéressé au sort des gens de leur propre espèce.

Dans le Nord et dans le Sud, les masses noires ont progressé, bien que lentement. Au tournant du siècle, près de la moitié de tous les Noirs étaient illettrés, mais le chiffre était tombé de moitié en 1920, et d'encore une moitié en 1940³²⁵. Les taux de mortalité aussi ont baissé, tout en restant au-dessus de la moyenne nationale (qui baissait au même rythme)³²⁶. L'amélioration professionnelle des Noirs s'est manifestée non seulement d'une génération à la suivante, mais aussi pendant la carrière d'individus donnés. Alors que la moitié environ des jeunes hommes noirs en 1920 étaient fermiers ou ouvriers agricoles, lorsqu'ils arrivèrent à la cinquantaine ou à la soixantaine en 1960, seulement 11 % travaillaient encore dans cette branche³²⁷. En 1939 le revenu moyen des travailleurs noirs était entre 41 et 45 % de celui des ouvriers blancs, mais en 1960 le pourcentage était entre 60 et 67 %³²⁸. Sur le front politique et juridique, les Noirs avaient obtenu quelques concessions mineures dans les premières décennies des grandes migrations, mais à prendre l'ensemble ce fut une période de régression politique à l'échelon national.

Pendant la décennie 1960, l'orientation politique et législative étant à « l'égalité des chances », les Noirs virent leur situation s'améliorer substantiellement quant au revenu et aux emplois — aussi bien dans l'absolu que par rapport aux Blancs³²⁹. Pendant les années 1970, avec les politiques de traitement préférentiel ou *affirmative action*, le niveau comparatif s'égalisa — mais ces mesures soulevèrent une irritation beaucoup plus intense chez les Blancs, et entraînèrent la rupture de l'alliance historique entre les organisations noires et les organisations juives, qui avaient longtemps lutté côte à côte pour les droits civiques.

Les Noirs ont manifesté les signes de pathologie sociale classiques parmi les groupes qui entreprennent de s'insérer dans une économie urbaine moderne sans disposer des talents pratiques, des traditions et de l'expérience nécessaires pour y réussir. Les Noirs ont eu un taux plus élevé que la moyenne, quant à la délinquance, aux maladies, aux problèmes scolaires, et aux foyers à la charge de l'aide sociale³³⁰. Les taux

de criminalité et d'agressivité parmi les Noirs ont été si élevés qu'en certaines années il y eut plus de Noirs que de Blancs assassinés *en chiffres absolus*, alors que les Noirs ne comptent qu'environ 11 % de la population³³¹.

Une estimation du progrès des Noirs ou de leur situation présente dépendrait de la base choisie pour terme de comparaison. Les Noirs restent en dessous de la moyenne nationale au point de vue économique. Mais en dépit de formes et de degrés de discrimination et d'oppression historiquement uniques, la situation économique actuelle des Noirs n'a rien d'unique. Les Noirs n'ont pas les plus bas revenus, ni les plus humbles métiers, ni la plus forte fréquence de foyers désunis³³². Les Noirs sont aujourd'hui l'un des nombreux groupes raciaux ou ethniques d'Amérique présentant des problèmes multiples, économiques et sociaux, de caractère sérieux. Les Noirs sont uniques seulement quant au chemin qu'ils ont déjà parcouru et quant au degré d'opposition qu'ils ont rencontré.

Deuxième Partie
ANALYSE

PERSPECTIVE INTERNATIONALE

Les comparaisons raciales et ethniques sont déjà difficiles, sans les complications additionnelles qu'impliquent des parallèles entre sociétés très différentes, en différentes périodes de l'Histoire. De telles comparaisons ne peuvent s'affranchir de ces limitations. Néanmoins, même sous ces contraintes, il y a d'importantes déductions à tirer de l'histoire raciale et ethnique, vue internationalement. Certaines de ces déductions dépassent les questions de race et d'ethnicité, et procurent des aperçus sur les problèmes plus vastes, de la façon dont les sociétés marchent ou ne marchent pas dans leur ensemble.

DIFFÉRENCES DES GROUPES

– *La culture*

Les groupes raciaux et ethniques diffèrent énormément dans les résultats d'ensemble de leur activité économique, qu'ils l'exercent dans leur pays natal — où les diversités climatiques et géographiques compliquent les comparaisons — ou dans d'autres régions du monde ayant des caractères analogues quant au climat, à la géographie, et aux structures juridiques et politiques. Des générations d'Allemands et d'Irlando-Ecossais se sont installés comme immigrants sur des centaines de kilomètres de grandes vallées des montagnes de l'Est des Etats-Unis,

dont les chaînes s'étendent vers le Sud depuis la Pennsylvanie, à travers le Maryland, la Virginie et les Carolines ; mais ils vivaient à part les uns des autres, et différemment les uns des autres. Les Allemands prospérèrent, et les Irlando-Ecossais produisirent des poches de pauvreté parmi les plus persistantes que l'on puisse trouver chez les Blancs américains. L'un comme l'autre groupe était essentiellement composé de familles paysannes, et d'ordinaire les Irlando-Ecossais poussaient de l'avant un peu en tête des Allemands, de sorte que les Irlando-Ecossais avaient le choix des meilleures terres ; et pourtant, ils ne firent jamais aussi bien que les Allemands. L'écart entre les habitudes de travail avait une illustration frappante dans la différence entre les cabanes en rondins des Irlando-Ecossais qui devinrent un aspect typique de la « frontière » américaine — parce qu'elles exigeaient peu d'habileté et d'équipement pour les construire¹ — et les granges immenses et les solides maisons laborieusement bâties par les Allemands². Les mêmes types de contrastes se rencontrent partout en Asie du Sud-Est, particulièrement frappants entre les populations indigènes et les Chinois d'outre-mer, encore que divers immigrants venus de l'Inde et d'ailleurs aient également prospéré au milieu des autochtones figés dans leur misère. Au Brésil et en Argentine, de vastes ressources naturelles demeurèrent inutilisées, et d'autres occasions ignorées par les colons portugais et espagnols, jusqu'à ce qu'une nouvelle agriculture et des industries entièrement nouvelles soient créées par des Allemands, des Italiens et des Japonais immigrés³. Là encore, les premiers arrivés — qui gardèrent le pouvoir politique du début à la fin — ne firent rien, ou pas grand-chose, de conditions matérielles que d'autres surent exploiter à des degrés insoupçonnés.

Ce qui importe ici n'est pas de louer, ni blâmer, ni classer en quelque ordre que ce soit des races entières ni leurs cultures. Il est simplement question de constater que les différences d'efficacité économique sont tout à fait réelles et assez considérables. Tout simple et évident que cela puisse paraître, cela contredit de nombreuses façons d'aborder les problèmes, doctrines et conclusions.

Une bonne partie de ce qu'on écrit sur les groupes raciaux, nationaux, et culturels, s'efforce à la neutralité vis-à-vis des différences entre groupes. Un spécialiste de premier rang en matière de race et d'ethnicité dit avoir « consciemment essayé d'éviter tout jugement de valeur désobligeant sur les cultures diverses » qu'il étudiait⁴. Si l'on pense à l'arrière-plan historique de préjugés, de fanatisme, et d'idées toutes

faites persistantes sur les différences entre groupes ou entre nations, un tel agnosticisme ou relativisme culturel est compréhensible, voire de louable intention. Mais faire comme si le rôle considérable que ces différences de performance économique ont joué dans l'Histoire n'avaient pas existé, c'est méconnaître ou mal diagnostiquer d'importants éléments de causalité qui sont à l'œuvre dans cette Histoire. Les cultures sont essentiellement des façons de réaliser des choses, et l'efficacité différente avec laquelle ces cultures atteignent divers objectifs détermine le résultat d'efforts économiques, politiques et militaires dont l'enjeu est très sérieux. Une bonne partie des oppressions qui existent dans le monde ne seraient pas possibles si certains groupes n'avaient une plus grande puissance de feu, une technologie plus efficace, ou plus de richesse que d'autres. En outre, ceux qui jouissent des avantages que procure une culture particulièrement efficace, ont *matériellement* toutes les raisons de vouloir maintenir vivante cette culture, même indépendamment de leurs liens sentimentaux avec cette culture ou de toute considération désobligeante. *Ce n'est nullement une simple affaire de point de vue.*

Il n'est même pas nécessaire que les cultures soient inégalement efficaces pour que la sauvegarde de l'une d'elles soit pratiquement d'importance, et non pas une question de chauvinisme arbitraire. Il se peut que la langue espagnole constitue un véhicule de circulation des idées aussi efficace que l'anglais ; néanmoins, une société où l'anglais est la langue maternelle de la très grande majorité peut avoir un motif parfaitement légitime de veiller à ce que ses citoyens hispaniques apprennent l'anglais, en raison des coûts importants qu'entraînent les *différences* de langage à l'intérieur du pays, même si aucun de ces langages n'est « supérieur » à l'autre. Le nombre seul des gens qui composent des groupes peut faire mesurer ce qui coûtera le plus, d'obliger l'un des groupes ou l'autre, à changer de langue ou à en apprendre une seconde. Mais de telles décisions ne peuvent être attribuées au seul chauvinisme, à l'insensibilité, à d'autres attitudes ou « intuitions » purement subjectives. Vivre dans une Tour de Babel entraîne des coûts réels, indépendamment du point de vue que l'on adopte à cet égard. L'impression des bulletins de vote, les instructions et autres communications publiques en de multiples langages ne constituent que l'un de ces coûts, et sûrement pas le plus lourd. Des gens peuvent perdre la vie dans un accident faute de pouvoir communiquer avec les infirmiers, les

pompiers, la police. Des nations culturellement balkanisées ont maintes fois été victimes de la désintégration interne, ou de la conquête étrangère par des peuples plus unifiés. Les peuples d'Afrique ont payé d'un prix vertigineux les barrières géographiques qui ont fragmenté leur continent et ont fait d'eux des proies faciles pour d'autres peuples venus d'ailleurs. La balkanisation culturelle copie, aux mains des hommes, ce morcellement fatal dû aux caprices de la Nature.

Certaines cultures ont été les plus efficaces par la technologie ou l'organisation à certaines époques, pour l'être ensuite moins à d'autres époques. La puissance relative de l'Égypte et d'Israël est bien différente aujourd'hui de ce qu'elle était aux temps des Pharaons. La Chine d'aujourd'hui ne jouit plus de la grande supériorité technologique et organisationnelle qu'elle eut jadis sur l'Europe. En somme, même du point de vue de l'efficacité, une culture n'est pas décisivement, ni perpétuellement, supérieure à une autre. Mais affirmer cela est fort différent de refuser de voir que des avantages culturels majeurs peuvent exister dans toutes sortes de conjonctures historiques. Les emprunts massifs d'éléments d'une culture par une autre culture — comme l'abandon par les Européens des chiffres romains pour adopter les chiffres arabes — suggèrent que la réalité pratique de ces avantages est appréciée dans la plupart des cultures, et que le relativisme culturel est un luxe que peu d'entre elles peuvent se permettre. Des décisions lourdes de conséquences ne peuvent pas être assimilées à des évaluations purement subjectives de statuts.

Les brutales tentatives de suppressions d'une culture — comme ceux de la Russie tsariste pour « russifier » les Juifs — ont rarement réussi, et causèrent une souffrance humaine inutile. Même les essais bien intentionnés de réformateurs américains désireux d'*américaniser* les immigrants, au XIX^e siècle, provoquèrent plus de ressentiment que d'acculturation. Mais ces mêmes groupes d'immigrants qui avaient obstinément résisté aux programmes d'américanisation contrôlés par d'autres, réalisèrent d'eux-mêmes — sélectivement et à leur rythme propre — leur américanisation au cours des générations. Dans ce processus, les autres Américains ont adopté bien des aliments, des mots et des pratiques jadis strictement propres à tel ou tel groupe ethnique. En résumé, les gens finissent par reconnaître les avantages de cultures autres que les leurs, et à en profiter pour eux-mêmes, qu'elles soient de la majorité ou d'une minorité.

La mesure dans laquelle l'acculturation était une condition impérieuse pour progresser économiquement a fortement varié d'un groupe à l'autre. Ceux qui n'ont pas besoin de demander un emploi à autrui — propriétaires exploitants en agriculture, entrepreneurs de commerce ou d'industrie — ou qui sont employés par leurs congénères, ont moins besoin de s'acculturer pour prospérer. Les Chinois dans le Sud-Est asiatique ont pu maintenir leur culture et leurs communautés, sans que cela ne les empêche de dominer l'économie des pays d'accueil. Les cultivateurs allemands ont prospéré aux XVIII^e et XIX^e siècles en Amérique et au Brésil, malgré un séparatisme linguistique et culturel. De même les Italiens en Argentine. Les travailleurs juifs immigrants, dans la ville de New York aux XIX^e et XX^e siècles, y trouvèrent des employeurs juifs, ce qui leur permit de continuer à parler yiddish entre eux et d'observer le Sabbat. Même là où existaient de fortes différences culturelles et linguistiques entre les offreurs et les demandeurs d'emplois, des agents de placement faisaient la liaison par-dessus la barrière du langage en recrutant et surveillant les travailleurs, et en leur fournissant les sortes de nourriture et autres services spécifiques à leur culture. Mais pour les groupes qui n'ont pas en leur sein des employeurs assez nombreux, ou pour lesquels les intermédiaires font défaut, ou qui vivent principalement comme employés citadins, la capacité de communiquer et de coopérer avec des gens de culture différente est d'une importance décisive pour l'insertion dans l'économie. Les Hispaniques qui sont élevés dans des foyers où l'on parle anglais, aux Etats-Unis, ont des revenus plus élevés et davantage d'instruction que ceux qui grandissent dans des foyers parlant l'espagnol⁵.

Une bonne partie de la philosophie sociale contemporaine procède comme s'il fallait que les profils de « représentation » des groupes dans divers métiers résultent de discriminations décidées par d'autres que les membres du groupe ; le même raisonnement s'applique en matière d'institutions, d'activités, ou de niveaux de revenu — comme s'il n'y avait pas, pour expliquer ces profils, des différences substantielles d'ordre culturel ou autres entre les divers groupes représentés. Or cette hypothèse de base n'est démontrée nulle part, et elle est démentie de plusieurs manières. Même dans les activités où aucune discrimination n'est possible, les gens ne sont pas représentés en proportion de leur nombre. Les activités pour lesquelles les gens s'engagent exclusivement selon leur propre choix — regarder tel ou tel autre programme de

télévision, jouer à tel jeu de cartes, se marier à tel âge, donner un nom à ses enfants — ces activités se répartissent de façon extrêmement variée selon les différents groupes raciaux, ethniques ou nationaux.

Les avantages culturels qui permettent à certains groupes de progresser plus rapidement — et notamment de passer de la pauvreté à l'aisance — peuvent n'être pas forcément des talents spécifiques. Les Chinois qui ont immigré en Asie sud-orientale ou aux Etats-Unis n'avaient d'ordinaire pas grand-chose à offrir qu'une monumentale aptitude à travailler dur et longtemps, et épargner ce qu'ils gagnaient. Même en ce qui concerne des groupes qui avaient une formation professionnelle d'utilité commune — comme les Juifs d'Europe orientale qui introduisirent l'industrie vestimentaire aux Etats-Unis — leurs plus grands succès furent finalement obtenus dans des domaines différents, en mettant en œuvre des talents acquis par l'étude ou par l'expérience. Les attitudes et habitudes à l'égard du travail sont souvent plus décisives — et prennent plus de temps à acquérir — que ne le sont des talents spécifiques. L'aptitude des Chinois aux travaux ardu et exigeants, dont ils ont fait la preuve en de nombreux emplois manuels en Asie du Sud-Est et aux Etats-Unis, les a rapidement conduits à devenir des savants et des mathématiciens, dans l'une comme l'autre partie du monde, dès que l'occasion leur en était ouverte. Mais les groupes qui ne présentent pas les mêmes traits de caractère choisissent rarement les sciences et les mathématiques comme champs d'études, même lorsqu'ils ont les moyens financiers d'accéder aux universités.

Comme on l'a noté au chapitre 2, bien qu'il y ait à peu près le même nombre de Chinois et de Malais dans les universités de Malaysia, les Chinois sont huit fois plus nombreux que les Malais dans les Sciences et quinze fois plus dans les arts de l'ingénieur⁶. De façon analogue aux Etats-Unis, pendant que les Hispaniques titulaires d'un doctorat en Histoire sont deux fois plus nombreux que les Asiatiques⁷, les doctorats obtenus par des Asiatiques sont sept fois plus nombreux que pour les Hispaniques en Mathématiques et dix fois plus en Chimie⁸. Alors qu'un érudit américain né Mexicain se réfère en toute sincérité à « notre culture non scientifique »⁹, beaucoup de ce que l'on écrit de nos jours procède comme si la représentation des groupes dans les diverses occupations n'était rien d'autre que l'effet d'une discrimination institutionnelle. Les doctorats de Noirs, aux Etats-Unis, sont trois fois plus nombreux que ceux d'Asiatiques en Histoire¹⁰, mais les Asiatiques sont à six contre un

en Mathématiques et presque neuf contre un en Chimie¹¹. Plus de la moitié de tous les diplômes de doctorat délivrés à des Nègres américains portent sur la Pédagogie¹², branche notoirement peu exigeante¹³ et champ d'activité peu rémunérateur. C'est dans la même branche que figurent la moitié des certificats de doctorat décernés à des Amérindiens, dont aucun n'a obtenu le doctorat en Mathématiques ou en Physique en 1980¹⁴.

De très profondes disparités dans le champ des études sont fréquentes, non seulement entre groupes raciaux ou ethniques, mais entre hommes et femmes également¹⁵. Ceci n'est nullement une critique dressée à ceux qui choisissent les branches moins exigeantes et moins rémunératrices. Derrière de tels choix il y a de nombreux facteurs, y compris la qualité de l'instruction antérieurement reçue et la quantité de mathématiques apprises ou maîtrisées. Il est abondamment prouvé que ces facteurs diffèrent considérablement d'un groupe à l'autre¹⁶. Des observateurs extérieurs ont peu de titres à prétendre soupeser ces facteurs mieux que les personnes directement concernées, et donc aucune qualification pour supputer après-coup quels étaient les choix effectués. Mais lorsque ces choix sont pris et connus, l'on ne peut pas attribuer automatiquement aux seuls employeurs les disparités de « représentation » des groupes à travers les activités professionnelles ; pas plus qu'on ne peut considérer ensuite comme une preuve décisive de discrimination les différences de revenus entre des individus « de même niveau d'instruction, mesuré en diplômes ou en années de scolarité » (en omettant le champ de spécialisation ainsi que le niveau de compétence). L'idée préconçue, largement admise, de l'égalité de représentation des groupes dans les effectifs employés, ou de l'égalité spontanée de revenus s'il n'y avait pas de discrimination, est en contradiction flagrante avec l'existence prouvée, incontestable de modèles typiques de comportements que l'on retrouve dans chaque groupe, où qu'il se trouve dans le monde entier.

Ces différences culturelles historiques ne peuvent pas être ramenées à des « désavantages » socio-économiques infligés par la « société ». Des étudiants Noirs américains, Mexicains américains, Indiens américains, dont les familles ont un revenu égal ou supérieur à 50 000 dollars par an, n'obtiennent pas les notes en mathématique du test d'aptitude scolaire (SAT), qu'obtiennent les Asiatiques américains dont les familles ont un revenu égal ou inférieur à 6 000 dollars par an¹⁷. Les Asiatiques

américains, en tant que groupe, surpassent aussi les Blancs américains en tant que groupe, pour la partie mathématique du test¹⁸. C'est là une réplique des profils internationaux des mêmes groupes lorsqu'ils vivent dans d'autres pays. Les Japonais au Japon ont une bien plus forte proportion de leurs étudiants du secondaire qui se spécialisent dans les branches mathématiques et techniques, que ne le font les étudiants américains. D'ailleurs, quiconque a pu observer la persévérance des Chinois dans de nombreuses activités professionnelles, et suivi leur histoire à travers le monde, ne saurait être étonné de leur prééminence ou « sur-représentation » dans les disciplines telles que les Mathématiques et les Sciences, qui demandent précisément une application persistante.

Parmi les différences culturelles importantes entre groupes raciaux ou ethniques, il faut compter l'attitude de chacun envers le travail manuel ou « servile ». Beaucoup de Blancs, dans les sociétés où les Noirs ont été esclaves, en sont venus à associer le travail pénible, manuel ou « servile » avec la race dont ils se sentaient supérieurs. Un proverbe brésilien dit « Le travail est pour les Nègres et pour les chiens »¹⁹. En Afrique du Sud coloniale, l'homme blanc estimait qu'il est « honteux de travailler de ses mains »²⁰. Aux Etats-Unis, dans le Sud d'avant la Guerre de Sécession, travailler de façon industrielle et assidue, spécialement sous la direction d'un autre homme, c'était « travailler comme un négro »²¹, une chose à éviter comme la peste. Les immigrants allemands, italiens et japonais qui arrivèrent au Brésil largement *après* que l'esclavage y avait été aboli, n'étaient pas handicapés par de telles attitudes. Pas plus que ne l'étaient les nombreux immigrants aux Etats-Unis, dont la plupart y arrivèrent après la Guerre de Sécession et dont les gros effectifs s'établirent ailleurs que dans le Sud (même avant le conflit). Beaucoup parmi les immigrants qui devinrent prospères, au point d'y dépasser les populations d'origine européenne nées au Brésil ou aux Etats-Unis, durent cette réussite à leur résolution d'accomplir des tâches pénibles, salissantes et « dégradantes ». Les Chinois et les Japonais aux Etats-Unis commencèrent presque exclusivement par se charger de telles tâches.

Bien qu'il puisse y avoir une certaine justice poétique dans les handicaps que l'esclavage infligea aux membres blancs des sociétés esclavagistes, les stigmates durables d'un labeur manuel, pénible ou servile ont engendré une éthique anti-travail qui a aussi handicapé les Noirs eux-mêmes²². Les Noirs du Brésil et ceux des Etats-Unis ont

remarquablement montré les mêmes types de résistance aux exigences et contraintes inhérentes aux marchés du travail, dans le sillage de l'abolition de l'esclavage : répugnance à accepter responsabilités et auto-discipline²³ et préoccupation du statut social attaché au travail²⁴, « fascination pour les occupations qui apparemment ou effectivement conféraient de la considération »²⁵, selon la remarque d'un observateur brésilien. Même les entrepreneurs Noirs des Indes occidentales aux Etats-Unis ont longtemps éprouvé une « aversion marquée pour le travail manuel »²⁶. Tant au Brésil qu'aux Etats-Unis, est apparue une catégorie d'hommes noirs qui dédaignaient une fois pour toutes le travail régulier, préférant vivre aux crochets de femmes, bricoler à l'occasion et commettre de menus délits²⁷. Dans les deux pays, spécialement dans les années immédiatement après l'émancipation, les Noirs trouvaient ridicules les individus ou les groupes qui renonçaient aux avantages présents pour obtenir une promotion économique dans l'avenir²⁸. Les exemples d'autres groupes qui étaient partis de la pauvreté et parvenus à l'aisance provoquaient souvent de la colère plutôt que de l'émulation, même lorsqu'il s'agissait de non-Blancs comme les immigrants antillais ou les réfugiés vietnamiens, aux Etats-Unis.

Les générations passant ont aussi dégagé une nouvelle classe de Noirs américains — les « arrivistes », les *bootstrappers* — qui ont parcouru le même chemin que d'autres pauvres bougres se hissant à la force du poignet hors de la pauvreté et jusqu'à la richesse, et tirant fierté de leur humble origine. Mais même des Noirs américains célèbres tels que Joe Lewis, Nat « King » Cole, et l'éditeur multimillionnaire John H. Johnson — qui ont gagné une certaine estime des Blancs américains, pour eux-mêmes et pour leur race — ont été méprisés par la vieille élite mulâtre préoccupée de traditions de statut social héritées du passé esclavagiste²⁹.

Les différences culturelles sont restées durables au long des générations, non moins que flagrantes à un instant donné. Les Anglo-Saxons d'Afrique du Sud conservent encore des atouts économiques substantiels par rapport aux Afrikaners, bien que ces derniers aient occupé ce pays pendant plus de trois siècles, et les Britanniques un peu moins de deux. Les Chinois continuent de dominer l'économie de nombreux pays du Sud-Est asiatique, comme ils l'ont fait pendant des siècles. Aux Etats-Unis, les descendants de personnes de couleur qui étaient libres avant la Guerre de Sécession restent toujours « sur-représentés » parmi les chefs

de file des Nègres américains et les grandes réussites chez les Noirs, plus d'un siècle après que tous les Noirs ont été affranchis ; et les Noirs du Nord dépassent encore ceux du Sud dans les tests du Quotient Intellectuel³⁰.

L'ampleur et la persistance des différences culturelles ont des implications peu engageantes pour les tentatives de mise en place de programmes pour « résoudre le problème » des différences entre groupes touchant aux revenus, à l'instruction, etc., dans un laps de temps qui corresponde pour les personnages officiels à l'horizon réaliste des décisions politiques. Ce qui est effectivement possible politiquement dans le court terme, c'est (1° de promouvoir de façon symbolique et bien visible à des fonctions publiques certains membres déjà plus fortunés et plus acculturés des groupes défavorisés ; (2° de se donner une apparence de « souci » et de « compassion » en conférant des faveurs bien orchestrées à des groupes déterminés, et (3° de rejeter la responsabilité pour tout ce qu'il reste de différences (d' « inégalités ») sur les gens qui critiquent cette poudre aux yeux et ce favoritisme. Des mesures politiques à *long terme* sont presque une notion contradictoire dans les sociétés où les hommes politiques sont élus à court terme. Même dans des sociétés autocratiques, les volte-face répétées de la politique envers les Juifs en Europe ou envers les Chinois en Asie du Sud-Est, suggèrent qu'aucune directive bienveillante ou sinistre n'a de chances de rester longtemps en vigueur, là où se combinent la race, l'ethnicité et la politique.

– *La race et le racisme*

C'est une idée très répandue, que « la race est un épiphénomène sans signification intrinsèque »³¹, et que les Blancs d'Afrique du Sud, par exemple, « ont créé le problème racial » en ce pays. Mais l'on peut être horrifié par les politiques du gouvernement sud-africain, sans imaginer pour autant que le problème soit tout entier dans l'esprit des racistes, en Afrique du Sud ou ailleurs. Comme on a pu le voir, les différences entre groupes sont réelles, profondes et durables — que ces groupes diffèrent racialement, ou culturellement, ou d'autres manières. La race peut bien n'avoir aucune importance *intrinsèque*, et pourtant être historiquement associée à de vastes différences culturelles qui ont de très grandes conséquences sur l'efficacité économique, la santé physique, la sûreté

personnelle, et la stabilité politique — et cela, que le racisme soit ou non un élément majeur dans les attitudes subjectives des gens. Il est généralement reconnu que le racisme a été un facteur beaucoup moins important dans l'histoire du Brésil que dans celle des Etats-Unis ; et pourtant les différences économiques entre Blancs et Noirs sont plus profondes au Brésil qu'aux Etats-Unis, où les différences culturelles entre les races ont historiquement été moindres. La race peut n'avoir aucune signification intrinsèque dans les deux pays, mais il y a corrélation entre la différence de race et de très concrètes différences dans les savoirs pratiques, les attitudes, les valeurs, et l'expérience — toutes choses qui ont des conséquences très importantes. Faire vivre ensemble dans un même pays des gens dont les cultures sont très différentes, n'a jamais été facile, que ce soit en Irlande du Nord, en Asie du Sud-Est, au Liban, ou dans des nations blanches ou noires du continent africain. Le racisme est l'une des conséquences tragiques de ces difficultés, et non le seul créateur du problème.

Racisme est un terme utilisé pour couvrir tant d'espèces diverses de comportement, qu'il est difficile d'en fixer un sens spécifique. On peut parler de « racisme » pour exprimer la dénonciation morale d'un comportement discriminatoire à l'égard des races, et si l'on convient que tel est l'unique sens et l'utilisation correcte du terme, il n'en résulte aucune confusion. La confusion et le résultat illogique se produisent quand l'usage du mot dans ce sens-là se juxtapose avec une définition plus étroite du racisme comme une croyance dans l'infériorité génétique de divers peuples. Du point de vue de la culpabilité morale, l'Afrique du Sud doit certainement figurer parmi les pays les plus racistes de l'Histoire. Mais les mesures raciales appliquées en Afrique du Sud l'ont été longtemps avant que les gens se soient souciés, ou aient entendu parler, de théories génétiques ; et même aujourd'hui les théories et opinions génétiques ne jouent en Afrique du Sud aucun rôle comparable, de loin, à celui qu'elles eurent dans l'Allemagne nazie, ou dans le Sud américain.

Les Noirs n'ont pas été réduits en esclavage en raison de théories d'infériorité biologique. Des théories de ce genre sont apparues dans le sillage du système esclavagiste ; elles n'ont même pas été employées les premières pour le justifier. C'est seulement après que les justifications religieuses de l'esclavage eurent été ébranlées, que des justifications biologiques les remplacèrent, aussi bien en Afrique du Sud qu'aux Etats-

Unis³³. Au Brésil, ces rationalisations biologiques de l'esclavage n'ont jamais été fondamentales, car « les avocats de l'esclavagisme sur des bases purement racistes étaient aussi rares parmi les partisans de l'esclavage au Brésil qu'ils étaient nombreux aux Etats-Unis »³⁴. L'esclavage non raciste était courant dans le monde ancien, romain et grec³⁵. En somme, le racisme n'est ni nécessaire ni suffisant pour expliquer l'esclavage — ni la discrimination, d'ailleurs. Comme on l'a noté dans les chapitres précédents, les Chinois et les Juifs ont été l'objet de discriminations et de violences dans bien des pays et durant bien des siècles, sans que l'on ait cru généralement à leur infériorité biologique. D'autre part, un homme tel qu'Arthur Jensen, conduit par ses travaux à conclure que les races sont génétiquement différentes en potentiel intellectuel, a pu cependant décider que les grandeurs impliquées sont suffisamment restreintes et suffisamment variables d'un individu à un autre, pour qu'il reste valable de ne juger chaque personne qu'individuellement, sans égard à sa race³⁶.

La question n'est pas de donner la « vraie » ou la « meilleure » définition du mot « racisme ». Les mots sont des serviteurs et non des maîtres. Le vrai problème est d'éviter les définitions *glissantes* qui mettent le chaos dans les raisonnements. La mesure dans laquelle le comportement discriminant est lié à des opinions biologiques est une question empirique et non une conclusion acquise d'avance. Sous un angle pratique, les adversaires de la discrimination peuvent gaspiller beaucoup d'énergie sur des questions tangentielles, s'ils ne sont pas au clair sur leurs priorités.

Les questions complexes gravitant autour du débat entre l'explication génétique et l'explication environnementale des différences de quotient intellectuel entre groupes, ont souvent été réduites à du simplisme idéologique par ceux qui y voient un choix tranché entre 1) accepter les doctrines d'infériorité raciale, et 2) accuser les tests de partialité, de manque de fiabilité ou de non-pertinence. Mais ici encore, des différences très réelles et très lourdes de conséquences peuvent exister entre des groupes pour des raisons historiques, même si la race n'a pas d'importance intrinsèque ni génétique. Nul ne met en doute sérieusement que les Noirs américains, en tant que groupe, sont de meilleurs joueurs de basketball que les Américains blancs, ou que les Juifs sont surreprésentés parmi les grands violonistes du monde, sans demander si ces faits ont ou n'ont pas quelque chose à voir avec la génétique ou la religion. En bref,

il peut exister des *corrélations* élevées entre la race (ou la nationalité, la religion, le sexe, etc.) et quelque trait important, que la race soit ou non la *cause* de ce trait. Un test peut être à la fois pertinent et valable comme élément de prédiction, qu'il mesure ou non une capacité innée. Rejeter un test parce qu'il révèle des différences entraînant des conséquences, cela revient à condamner ceux qui sont désavantagés à demeurer handicapés par des problèmes non diagnostiqués ou mal diagnostiqués.

Derrière beaucoup de controverses à propos des différences de QI, il y a implicitement le postulat que des différences dues au milieu seraient aisées à corriger, alors que des différences dues à l'hérédité ne le seraient pas. Aussi longtemps que des postulats restent implicites, ils ne sont pas confrontés avec l'expérience. En fait, on a réalisé, au moyen de l'élevage sélectif, des changements bien plus considérables dans des caractéristiques génétiquement déterminées de plantes ou d'animaux, que l'on ne peut en obtenir dans des caractéristiques déterminées par le milieu, telles que les différences régionales ou nationales dans les habitudes de conduite automobile, dans les attitudes envers l'instruction, ou quant au respect des droits d'autrui. Une myopie génétiquement déterminée peut être promptement corrigée par des lunettes, alors que des habitudes induites par le milieu comme de manger à l'excès peuvent résister à de nombreux essais de redressement. La survie même de la culture et de la religion juives prouve l'extrême difficulté de changer des caractères façonnés par le milieu, en dépit de siècles et de siècles d'efforts pour absorber les Juifs dans une Eglise ou dans un Etat, à travers toute l'Europe.

Egalement implicite dans la controverse sur le QI est l'idée que les tests mentaux sont non seulement intellectuellement non valables, mais moralement « injustes » s'ils ne mesurent pas des capacités « réelles » ou innées. Mais il n'y a pas plus de mérite individuel dans la bonne fortune d'un héritage sous forme de matière grise, plutôt que sous la forme d'encyclopédies ou celle d'un enseignement à domicile. Chaque individu naît dans un monde qu'il n'a pas fait, avec un cerveau qu'il n'a pas fait non plus. Ses droits, moralement parlant, ne sont ni plus ni moins grands lorsque l'hérédité ou d'autres circonstances auxquelles il ne pouvait rien lui ont assuré des avantages ou infligé des handicaps. De même sa valeur pour la société reste la même, si cette valeur a pris naissance dans son cerveau, ou dans son foyer ou son école, ou parmi ses compagnons.

Pendant que la documentation complexe dont les spécialistes disposent sur les composants de l'intelligence d'origine génétique ou environnementale les enferment dans la controverse, ce que l'on sait n'en sappe pas moins les fondements de maintes théories simplistes en vogue sur les différences entre groupes, de l'une et l'autre origine.

L'idée que certains groupes ne peuvent pas être éduqués et ne sont utiles que comme « coupeurs de bois et porteurs d'eau » a été rejetée même par les protagonistes contemporains de la théorie génétique sur les différences d'intelligence et notamment par le principal, Arthur Jensen. Son article original de 1969, qui déclencha la controverse en cours, soutenait que les échecs universitaires des écoliers sous-doués n'étaient pas inévitables, et pouvaient être corrigés en usant de différentes méthodes d'enseignement, même si ces méthodes n'affectaient pas leur score au test de QI ³⁷. D'autres chercheurs ont suggéré que les notations au QI peuvent aussi être substantiellement affectées par l'environnement — sans en déduire que les tests soient sans valeur ou inappropriés. Par exemple, les orphelins noirs élevés par des familles blanches aux Etats-Unis ont un QI égal ou supérieur à la moyenne nationale³⁸. De plus, nombre de groupes européens vivant en isolement culturel — soit en Europe, soit aux Etats-Unis — ont des QI aussi faibles ou plus faibles que ceux des Noirs³⁹; et ceux d'entre les groupes qui ont eu une ascension économique aux Etats-Unis ont eu aussi un QI en augmentation substantielle, même lorsqu'il y avait peu de mariages mixtes pouvant changer leur patrimoine génétique⁴⁰. De plus, même à un moment déterminé, il y a des écarts considérables de quotient intellectuel, sur un large éventail à l'intérieur d'un même groupe, et d'amples chevauchements entre groupes (encore que, malheureusement, la définition technique du « chevauchement » dans la littérature psychométrique sous-évalue grandement ce fait⁴¹).

En résumé, le problème n'est ni de savoir si les enfants de certains groupes sont ou non éduquables, ni si certains groupes manquent d'individus hautement intelligents; le débat porte sur les moyennes et leur interprétation. Les données historiques montrent que ces moyennes de groupe elles-mêmes sont susceptibles de changer largement avec le temps. Dans l'armée américaine de la première guerre mondiale, les soldats juifs avaient des notes tellement faibles aux tests mentaux qu'un expert faisant autorité en conclut que ces tests prouvaient « la fausseté de la croyance populaire dans la grande intelligence du Juif »⁴². Mais

exactement comme les Juifs firent des progrès sensationnels dans le domaine économique, leurs tests mentaux s'élevèrent aussi — et dépassent maintenant la moyenne nationale. D'autres groupes, comme les Polonais d'Amérique et les Italo-Américains ont maintenant des résultats de QI égaux ou supérieurs à la moyenne nationale cotée 100, alors qu'ils se situaient entre 80 et 85 aux environs de la première guerre mondiale⁴³. Internationalement, le QI moyen au Japon a monté d'environ 7 points en une génération, et il est actuellement le plus élevé de tous les pays⁴⁴.

L'environnementalisme simpliste est aussi difficile à concilier avec les faits expérimentaux, que le sont les arguments simplistes sur l'hérédité. Des jeunes de divers arrière-plans raciaux et ethniques vivant dans le même quartier et assis côte à côte dans les mêmes écoles ont des différences de groupe en QI aussi larges que les Blancs et Noirs du Sud isolés les uns des autres par la ségrégation résidentielle et scolaire⁴⁵. Pour éviter le naufrage à la théorie environnementaliste des différences de QI, il faudrait une définition beaucoup plus élargie du milieu, incluant les orientations et valeurs culturelles remontant loin dans l'Histoire. Mais cette conception plus ample du milieu, débordant de beaucoup les circonstances immédiates, offrirait bien peu de perspectives aux changements par l'action des ingénieurs sociaux, du genre de l'intégration raciale à l'école. De plus, lorsque la conception unitaire de « l'intelligence » est décomposée en éléments tels que l'habileté verbale, la notion d'espace, et le raisonnement mathématique, des combinaisons typiques apparaissent, — les Chinois américains ayant par exemple une meilleure conception spatiale et moins d'habileté verbale, et les Juifs américains l'inverse — et ces profils de groupe caractéristiques se présentent simplement à des niveaux plus élevés dans les classes plus avancées de chaque groupe⁴⁶. Que ces profils distinctifs soient biologiquement ou héréditairement déterminés, le fait est qu'ils ne disparaissent pas lorsque le statut socio-économique s'élève. Ces profils de QI peuvent être un aspect de profils sociaux caractéristiques en général. Les Irlandais qui ont réussi n'ont généralement pas rencontré le succès dans les mêmes domaines que les Juifs éminents ; les Noirs américains titulaires d'un Prix Nobel ne l'ont pas reçu dans les mêmes disciplines que les Chinois américains également Prix Nobel. Les groupes existent en réalité, et non pas simplement dans la façon dont les autres les voient.

LES MIGRATIONS

Les types de migration reflètent l'existence et l'importance de différences entre individus et entre groupes. Les gens n'émigrent pas au hasard, pas plus quant à l'origine et la destination, que quant à l'âge, au sexe, ou à d'autres caractéristiques des migrants. Il y a des types distincts de migration, tant interne qu'internationale.

– *Origines et destinations*

Au XIX^e siècle, quelqu'un qui observait des immigrants en route vers les Etats-Unis nota que « les Allemands ont des cartes dans leurs poches et y montrent avec précision l'endroit de leurs diverses destinations », tandis que « les Polonais immigrant au même moment ne comprennent pas où ils vont... parce que c'est tout *l'Amérique* »⁴⁷. Il y avait une logique derrière ces types de comportement. Les Allemands venaient souvent munis d'une formation professionnelle spécifique, en demande dans des industries déterminées, en des endroits précis — par exemple, la brasserie de bière à Milwaukee. Mais la proportion des travailleurs qualifiés parmi les immigrants allemands était cinq fois plus forte que parmi les Polonais, dont les trois quarts étaient des travailleurs de force sans spécialité qui les aurait orientés vers une région particulière. Pour des raisons analogues, lorsqu'au XIX^e siècle des Irlandais — ordinairement sans qualification — arrivaient à Milwaukee, l'on pouvait parier qu'ils avaient dérivé vers la ville depuis les environs des Grands Lacs, plutôt que de venir directement de leur pays — ce qui était le processus habituel pour les Allemands et les Norvégiens qui habitaient la même ville⁴⁸.

Les origines présentent des lignes directrices constantes, comme les destinations. En fait, les unes sont souvent liées aux autres. Par exemple, des concentrations asymétriques ont été communes parmi les émigrants japonais, tant pour les origines que pour les destinations. Près des deux tiers des Japonais qui partirent d'Okinawa en 1904 provenaient d'un seul district, et parmi ceux-là plus de la moitié se fixèrent aux Philippines⁴⁹. De ceux qui émigrèrent d'Okinawa pour les Etats-Unis en 1935, plus de 90 % allèrent à Hawaii mais la plupart des Japonais venant de la région de Hiroshima allèrent sur le continent américain⁵⁰. Ceux des environs de Nagasaki partirent principalement pour la Chine et l'Asie du Sud-Est⁵¹.

Dans le Japon d'après la seconde guerre mondiale, 70 % des émigrants du district de Hidaka s'établirent au Canada, et de ceux-là 90 % des anciens habitants d'un même village s'établirent dans une même région du Canada⁵².

Les Chinois d'outre-mer ont de même été très localisés quant à l'origine et à la destination. De tous les Chinois immigrant aux Etats-Unis avant la première guerre mondiale, 60 % venaient de Toishan, l'un des 98 districts d'une province chinoise méridionale⁵³. En 1936, une province de l'Indochine comptant un cinquième environ de la population totale du pays, contenait plus de la moitié de tous les immigrants chinois — lesquels venaient presque tous de deux provinces méridionales de la Chine⁵⁴. De plus, les Chinois d'Indochine et ceux de toute l'Asie du Sud-Est montrent une forte corrélation entre leur lieu d'origine en Chine et leurs occupations professionnelles hors de Chine⁵⁵. Ceux provenant de l'un des districts occidentaux de l'île de Hainan devinrent planteurs de poivriers et domestiques en Indochine, cependant que les Chinois du nord-ouest de la province du Kwantung étaient « principalement composés de gens du commerce », et ceux d'un autre district de la même province étaient « particulièrement des agriculteurs, des bateliers et des coolies »⁵⁶. Quarante ans plus tard, les Chinois au Vietnam se répartissaient en même temps selon le district originaire et selon l'occupation professionnelle⁵⁷. Au milieu du xx^e siècle, à Bornéo, les Hailams « tendent à se faire éleveurs de porcs et de volailles, petits agriculteurs et domestiques », tandis que « les Cantonais et les Hakkis fournissent la majeure partie de la main-d'œuvre chinoise des mines d'étain et des plantations d'hévéas »⁵⁸. Divers groupes ont poussé encore plus loin que les autres le lien entre l'origine et la destination. Parmi les Italiens immigrant aux Etats-Unis, par exemple, les gens d'une même province — et parfois du même village — logeaient souvent dans la même rue aux Etats-Unis⁵⁹.

Localisation de l'origine et de la destination, c'est l'un des aspects d'un ensemble large de forces à l'œuvre dans un processus de migration : coûts d'information élevés, coût psychique considérable d'affronter une culture entièrement nouvelle dans une autre société, et besoin d'une aide mutuelle, particulièrement en cas de difficultés.

Une certaine forme d'information a toujours été disponible en provenance d'individus et d'institutions ayant un intérêt établi à promouvoir — ou à dissuader — l'émigration. Les compagnies de

navigation, les chemins de fer, certains des Etats de l'Union et des pays entiers (Canada, Brésil, Argentine par exemple), faisaient de la publicité en Europe pour recruter des émigrants⁶⁰. Certains gouvernements européens tentaient de dissuader ou d'entraver l'émigration de leurs sujets ou citoyens⁶¹. Aux siècles passés, la peine capitale était la pénalité encourue par ceux qui émigraient de Chine ou du Japon⁶².

Pendant le XIX^e siècle, l'on disait à propos des campagnes de publicité pour promouvoir l'émigration, que leurs agents « couvraient l'Italie comme les sauterelles l'Égypte »⁶³. Mais bien que l'Europe fût saturée d'information au sujet de l'Amérique⁶⁴, il restait beaucoup de scepticisme quant à sa véracité⁶⁵. Ce qui était beaucoup plus efficace pour la transmission de l'information, c'étaient les lettres de compatriotes déjà immigrés aux Etats-Unis :

Les lettres formaient un flux plus continu que n'importe quelle publicité organisée. Elles étaient beaucoup plus précisément dirigées sur les individus. Elles étaient intrinsèquement plus crédibles, venant de personnes connues du destinataire, et contenaient une riche diversité de détails individuels et locaux exprimés dans le langage familier⁶⁶.

Ces lettres « ne parlaient pas seulement en termes flamboyants des salaires élevés, des terres abondantes, et de l'égalité des chances offerte par l'Amérique. Elles contenaient un trésor de conseils, d'informations et d'avertissements appropriés aux besoins de leur destinataire »⁶⁷. Ces lettres étaient souvent lues à haute voix devant les gens rassemblés⁶⁸. S'ajoutant à l'impact de ces lettres, il y avait des sommes d'argent parfois incluses, soit comme cadeaux ou secours aux membres de la famille restés en Europe, soit comme versement du prix de leur passage par mer vers les Etats-Unis⁶⁹. L'Autriche-Hongrie reçut plus de 80 millions de dollars en mandats-poste seulement, pendant la première décennie du XX^e siècle. En Suède, les envois d'argent d'Amérique payèrent souvent le voyage à toute une suite de membres d'une même famille désireux d'émigrer⁷⁰. La majeure partie de l'émigration massive d'Irlandais chassés par la famine des années 1840 fut payée par des familles et des amis déjà aux Etats-Unis⁷¹. Bien que les lettres fussent très généralement optimistes⁷², elles signalaient honnêtement aux Européens les dépressions périodiques et autres évolutions de l'économie américaine, ce qui fit que l'émigration hors d'Europe varia en volume selon les changements survenant aux Etats-Unis⁷³. Quoi qu'il en soit, même les mauvaises passes aux Etats-

Unis paraissaient souvent attirantes comparées aux conditions de la classe ouvrière européenne. Même des taudis d'où ils écrivaient, les émigrants pouvaient prononcer des éloges vibrants de l'Amérique⁷⁴, et au XIX^e siècle « la note du boucher d'un foyer nègre moyen avait de quoi étonner un paysan français, allemand et même anglais » à ce qu'en a dit W. E. B. DuBois⁷⁵.

Certains groupes ont eu des réseaux organisés — les Chinois d'outre-mer et les Juifs en sont l'exemple classique — en tant que groupes qui ont eu à fuir bien des pays au cours des siècles. Les organisations juives de secours opéraient ainsi dans les ports allemands pour rafraîchir les Juifs de passage en provenance de diverses régions d'Europe⁷⁶.

La technologie a eu historiquement des effets considérables tant sur l'origine que sur la destination des migrations. A l'époque de la marine à voiles, les voyages par mer étaient coûteux en temps et en ressources, en regard des revenus et des avoirs des masses de travailleurs migrants. Ceux qui vivaient dans nombre de régions d'Europe, par exemple, avaient rarement de quoi payer leur transport jusqu'au Nouveau Monde ou l'Australie. Mais les ports européens du nord et de l'ouest avaient des relations commerciales étendues et permanentes avec l'Amérique du Nord, et les émigrants pouvaient partir à frais réduits dans les entreponts et cales des bateaux de commerce allant vers l'Ouest. Le volume encombrant du frêt d'ouest en est — céréales et bois — et au contraire le faible encombrement des articles manufacturés voyageant d'est en ouest laissaient sur les cargos quittant l'Europe un surplus chronique de place utile qu'on remplissait soit avec du lest, soit avec des émigrants. A ces conditions particulières, le voyage vers l'Amérique, et spécialement les Etats-Unis, se trouvait rendu accessible pour beaucoup de travailleurs européens à l'époque de la navigation à voile. Ainsi l'Amérique du Nord britannique eut une classe ouvrière blanche, tandis que l'Amérique latine recevait relativement peu d'hommes blancs, d'où l'histoire raciale et ethnique profondément différente des deux parties du Continent.

Toutefois, même avec le coût particulièrement bas du transport comme frêt d'appoint, nombre d'émigrants finançaient difficilement un voyage à travers l'Océan à l'époque où les navires dépendaient des vents, partaient par conséquent à des dates incertaines et devaient parfois attendre longtemps au port ; les émigrants ne pouvaient prévoir ni l'arrivée ni le départ de leur bateau. De plus la longueur et les aléas du voyage représentaient une ponction accrue sur leurs maigres ressources.

Ils payaient souvent leur transport avec de l'argent avancé par d'autres, notamment en s'engageant à travailler pendant un certain nombre d'années pour rembourser le prix du passage. La moitié au moins de la population blanche de l'Amérique coloniale traversa l'Océan de cette manière⁷⁷. La plupart des immigrants chinois du XIX^e siècle aux États-Unis traversèrent le Pacifique au moyen de leur épargne personnelle ou familiale, ou de fonds prêtés par d'autres en Chine, bien que quelques-uns vinrent comme main-d'œuvre engagée sur contrat⁷⁸, un peu comme les servants contractuels recrutés deux siècles plus tôt.

L'invention des navires à vapeur changea radicalement les origines, les destinations et le volume de l'émigration. Les coûts furent réduits par le fait que les voyages prenaient beaucoup moins longtemps et pouvaient avoir lieu à dates prévisibles, ce qui abrégait l'attente dans les ports de mer. De plus, comme désormais de grandes quantités de gens pouvaient se payer le voyage à bord de navires pour passagers seulement, il n'était plus nécessaire de commencer par rejoindre les quelques ports où il existait un trafic commercial de marchandises. Ce qui dictait aussi bien la destination que le port d'origine. Le résultat net fut un accroissement massif de l'émigration et une plus grande diversité de ses origines et de ses directions. Le passage de la navigation à voiles à la navigation à vapeur fut soudain et spectaculaire. En 1856, 97 % des passagers débarquant à New York arrivaient par voiliers, mais seize ans à peine plus tard presque tous avaient fait la traversée sur des navires à vapeur⁷⁹. Le changement dans l'origine des migrants fut presque aussi spectaculaire. Alors que plus des quatre cinquièmes de tous les immigrants européens arrivant aux États-Unis, en 1882, venaient du nord et de l'ouest de l'Europe, en 1907 plus des quatre cinquièmes venaient de l'Europe méridionale et orientale⁸⁰. Les destinations furent aussi affectées : l'ère de l'émigration massive d'Européens vers le Brésil, l'Argentine, l'Australie commença avec la navigation à vapeur, et l'immigration continue s'accrut grandement en volume pour les États-Unis : de 5 millions avant la Guerre de Sécession, à 10 millions pendant les trente années suivantes⁸¹.

C'est seulement à la suite de l'immigration massive de l'ère de la vapeur que le Brésil et l'Argentine eurent une population en majorité européenne, et que l'Australie fut colonisée au-delà de quelques zones côtières. Les transformations économiques et sociales survenues en Argentine et au Brésil du fait de l'immigration européenne ont déjà été

mentionnées au Chapitre 3. Les Etats-Unis aussi furent affectés, quoique moins spectaculairement, par l'arrivée d'immigrants qui, pour la première fois, n'étaient ni nordiques, ni anglophones, ni protestants, ce qui à l'époque souleva force doutes sur la possibilité de les assimiler⁸².

D'un point de vue économique, émigrer est un investissement. Il représente des coûts — tant financiers que psychiques — à supporter dans l'immédiat en vue de récolter certains avantages (eux aussi financiers et psychiques) dans l'avenir. Comme tout investissement, c'est quelque chose qu'accepteront plus volontiers, ou en plus large mesure, ceux qui ont le moins de coûts à supporter ou plus d'avantages à escompter. Les jeunes adultes qui n'ont pas de charges de famille, ni d'avoirs importants, ni un mode de vie fixé depuis longtemps, ont le moindre coût à supporter pour déménager vers une autre société et une nouvelle culture. L'impact sur leur santé et le risque pour leur vie, que représente un voyage pénible sont moindres aussi. Parallèlement, les avantages de l'émigration pourront leur profiter plus longuement qu'à quelqu'un qui émigre quand il est déjà âgé. Les migrations — tant à l'intérieur qu'au-delà des frontières — ont ainsi tendu à être le fait principalement de jeunes individus dans la fleur de la vigueur physique. Pendant la grande période de l'émigration européenne, la plupart des partants étaient des adolescents ou de jeunes adultes⁸³. A l'intérieur des Etats-Unis, la grande migration des Noirs du Sud draina aussi principalement de jeunes adultes⁸⁴.

Les inconvénients à supporter variaient aussi selon le sexe et l'âge. Le risque d'agression sexuelle à bord était si grand, au début du XIX^e siècle, que certaines jeunes femmes préféraient dormir assises sur leur bagage que de s'allonger sur les bat-flancs⁸⁵ qui leur étaient réservés. Le manque d'endroits clos où pouvoir se déshabiller rendait aussi la traversée en entrepont plus coûteuse psychologiquement pour les femmes que pour les hommes⁸⁶. Un rapport de 1911 de la Commission pour l'Immigration disait : « Nulle femme ayant le moindre degré de pudeur, et qui ne dispose d'autre installation sanitaire qu'un cabinet de toilette équipé d'un robinet d'eau froide, commun aux hommes et aux femmes, ne peut rester propre dans un cadre pareil pendant un trajet de douze jours ou davantage »⁸⁷. Les marins des bateaux d'émigrants étaient fâcheusement connus pour importuner et palper les femmes qui voyageaient seules⁸⁸.

Pour des raisons analogues, les migrations internes vers des villes inconnues aux risques imprévisibles étaient également plus coûteuses

psychiquement aux femmes qu'aux hommes. En conséquence, dans les phases préliminaires et exploratoires de ces déplacements, l'on trouvait une très forte proportion d'hommes, et parmi eux d'adultes jeunes⁸⁹. Au point que cela a constitué l'un des indices d'une migration exploratoire et temporaire, par contraste avec un transfert de familles entières allant se fixer ailleurs. Les émigrants d'Europe étaient de façon prépondérante des hommes jeunes⁹⁰, et ceux de Chine et du Japon encore davantage⁹¹. Des migrations à grande échelle de jeunes adultes peuvent avoir une énorme importance sur la structure démographique des populations concernées. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis pendant les années 1920, la moitié de tous les Noirs du sexe masculin entre 15 et 34 ans vivant en Georgie quittèrent cet Etat⁹².

Dans des circonstances exceptionnelles où la survie même est en jeu, il y a pour tous peu à perdre et beaucoup à gagner en abandonnant un endroit où plane la menace d'une mort prochaine. Les Irlandais fuyant la famine dans les années 1840, les Juifs fuyant les pogroms en 1880, ou les *boat people* chinois fuyant les génocides organisés par les communistes en Asie du Sud-Est dans les années 1970, étaient des migrations par familles entières. Les réfugiés présentent le plus souvent des proportions équilibrées de l'un et l'autre sexe, alors que les autres émigrants ou résidents temporaires comptent généralement une majorité d'individus du sexe masculin.

Les avantages de l'émigration dépendent de la différence entre les conditions de vie du lieu d'origine et du lieu de destination. L'émigration peut croître si les temps deviennent mauvais dans les pays d'origine ou meilleurs dans le pays de destination, et décroître dans les cas inverses. Pour l'analyse des comportements, la définition des temps « mauvais » et « meilleurs » qui compte est celle des intéressés eux-mêmes. Par exemple, des observateurs extérieurs peuvent être scandalisés par le traitement des Noirs en Afrique du Sud, mais il y a une immigration nette de Noirs en Afrique du Sud, provenant de pays environnants où les conditions économiques ne sont pas aussi bonnes⁹³. De même, dans les Etats du Sud aux USA à l'époque où les lynchages furent fréquents, il y eut néanmoins un excédent d'immigration noire dans les régions où ils avaient lieu⁹⁴, lorsque les avantages économiques y paraissaient tangibles et que le danger personnel d'être lynché semblait peu probable à ceux qui prenaient la décision. Ce qui est « bon » et ce qui est « mauvais » dépend aussi de la situation au pays d'origine. Les

gens riches émigrent rarement⁹⁵, parce qu'ils ont beaucoup à perdre et peu à gagner *de plus* ailleurs. Les pauvres les plus pauvres dans certains pays, n'émigreront guère non plus parce qu'ils n'ont pas de quoi financer le voyage, ou parce qu'ils ont peu de raisons de s'attendre à s'en tirer beaucoup mieux en d'autres lieux.

Une émigration massive s'accompagne souvent d'un retour substantiel au pays. Comme la migration initiale, le retour peut être temporaire ou permanent. Au XIX^e siècle, de nombreux travailleurs qualifiés britanniques « allaient d'un côté à l'autre de l'Atlantique selon que les mouvements comparés de la conjoncture promettaient des gains plus élevés à l'est ou à l'ouest de l'Océan »⁹⁶. Au début du XX^e siècle, il y avait « un quart de million de migrants saisonniers venant chaque année en Allemagne », en provenance de la seule Galicie⁹⁷. Les ouvriers qualifiés allemands, comme les Anglais, commencèrent en 1870 à « faire la navette à travers l'Atlantique en réponse aux mouvements des salaires en Amérique et au pays »⁹⁸. Comme le prix relatif du voyage avait baissé en raison du progrès technologique, il devenait possible pour les travailleurs même moins qualifiés et à moindres revenus, d'adopter eux aussi un système de migration saisonnière ou cyclique. Les Portoricains l'ont fait, entre leur île et le continent, dans les années qui suivirent la fin de la seconde guerre mondiale⁹⁹.

En dehors de la migration saisonnière ou cyclique, la migration de retour est parfois le signe de l'intention de séjourner pendant quelques années à l'étranger, pour revenir enfin vivre en permanence aux pays. Tel a été le programme de beaucoup de Chinois d'outre-mer en Asie du Sud-Est¹⁰⁰, et aux Etats-Unis au XIX^e siècle¹⁰¹. Les émigrants italiens de même ont résidé temporairement en de nombreux pays¹⁰², ceux des Etats-Unis retournant souvent « parés comme des Signori »¹⁰³ et ramenant avec eux des valeurs américaines — telles que l'instruction — en même temps que leur fortune américaine¹⁰⁴. Inévitablement pourtant, une certaine partie des émigrés — à l'intérieur comme au-dehors — retournent au pays déçus et démunis, tels les Italiens allés au Brésil au XIX^e siècle¹⁰⁵, les Juifs chassés d'Espagne au XV^e siècle cherchant vainement refuge au Portugal et forcés de fuir plus loin encore¹⁰⁶. Il est indubitable que toute migration a conduit une proportion variable d'individus à la déception et à la nécessité de rentrer finalement au pays ou de poursuivre l'errance.

Quelle que soit la base de la migration de retour — et même sans chercher si l'intention de retourner est effectivement mise à exécution —

son effet est de freiner l'assimilation. Les Chinois d'outre-mer, où qu'ils soient et même naturalisés, restent essentiellement des Chinois¹⁰⁷. Si le rapatriement n'a pas effectivement lieu, cette résistance à l'assimilation peut s'affaiblir après la première génération¹⁰⁸. Mais s'il se produit, par de nouveaux arrivants, un *nouvel apport* de la culture expatriée, le processus d'assimilation est ralenti ou stoppé. Dans beaucoup de pays du Sud-Est asiatique, l'immigration de *femmes* chinoises a réduit le taux élevé des mariages mixtes entre les Chinois et les femmes indigènes, produisant effectivement un freinage de l'assimilation¹⁰⁹. Les contingents importants de Portoricains immigrant sur le continent, en concomitance avec des mouvements de navette entre les Etats-Unis et l'île natale, ont de même ralenti l'assimilation des Portoricains, dont la plupart sont encore élevés dans des foyers où l'on parle espagnol¹¹⁰. Pour des raisons analogues, les Mexicains-Américains du Sud-Ouest conservent l'espagnol comme langue maternelle après plus d'un demi-siècle d'immigration à grande échelle vers les Etats-Unis¹¹¹. Il y eut un processus similaire parmi les immigrants italiens arrivant aux Etats-Unis au début du xx^e siècle, où ils conservèrent leur langue et leur citoyenneté d'origine plus longtemps que les autres immigrants¹¹². En sens inverse, la réduction drastique de l'immigration aux Etats-Unis par les guerres et les lois très restrictives des années 1920, a été considérée comme un facteur de plus rapide assimilation des groupes dont la culture originelle n'était plus renforcée par de nouveaux arrivants¹¹³.

Les émigrants se distinguent aussi bien par des traits personnels que culturels. Ils diffèrent non seulement de la population générale de leur pays d'origine, et de leur pays de destination, mais aussi des membres du même groupe ethnique qu'eux qui sont déjà établis dans le pays où ils arrivent. En général, les migrants sont souvent plus capables, plus motivés, ou plus instruits¹¹⁴. Les hommes noirs, blancs et asiatiques, qui immigrent aux Etats-Unis commencent habituellement par gagner moins que leurs congénères déjà fixés en Amérique, mais après y être restés plus de dix ans ils les rattrapent et les dépassent en revenus. Les Noirs de sexe masculin nés hors des Etats-Unis rattrapent les Noirs qui y sont nés, après onze ans ; pour les Blancs, le délai est de 13 ans. Les Philippins venant de l'archipel rattrapent ceux qui sont nés aux Etats-Unis en 13 ans, et les Mexicains venant du Mexique rattrapent ceux qui sont nés aux Etats-Unis en 15 ans ; pour les Japonais, le délai est de 18 ans. Les Cubains blancs prennent aussi 18 ans pour rattraper les Blancs américains

nés aux Etats-Unis. Il y a une exception : les Sino-Américains du sexe masculin conservent leur avance sur les Chinois immigrants, même quand ces derniers ont passé 20 ans aux Etats-Unis, bien qu'à ce moment l'écart soit très réduit¹¹⁵.

Il semble correct de supposer que les immigrants au sens classique du terme soient un groupe plus sélectif que des réfugiés qui fuient vers n'importe quel havre de salut. Les immigrants noirs aux Etats-Unis se sont montrés en général plutôt des immigrants véritables que des réfugiés, et c'est également le cas des Mexicains et des Philippins — les trois groupes qui rattrapent le plus rapidement leurs congénères établis aux Etats-Unis. Les Cubains et Chinois contemporains ont été le plus souvent des réfugiés fuyant des régimes totalitaires, et leur plus grande difficulté à combler leur retard en fait de revenus concorde avec l'hypothèse que les réfugiés constituent un groupe moins sélectif. Les immigrants japonais en Amérique présentent une certaine anomalie dans le long délai que prend leur rattrapage, mais il faut remarquer que les Japonais américains natifs gagnent des revenus substantiellement supérieurs à la moyenne des Blancs américains, et sont donc plus difficiles à égaler.

Les données en gros semblables concernant le Canada, la Grande-Bretagne et Israël tendent à confirmer ces conclusions. Les Canadiens natifs sont rattrapés par les immigrants de sexe masculin nés à l'étranger (principalement des Américains, des Anglais, des Irlandais et autres Européens) en 16 ans à peu près — le même délai environ que pour les immigrants blancs aux Etats-Unis¹¹⁶. En Grande-Bretagne les immigrants blancs nés à l'étranger gagnent légèrement davantage que les hommes britanniques natifs¹¹⁷. Dans l'Israël moderne — pays largement fondé comme havre pour les réfugiés — le « rattrapage du niveau moyen de revenus est atteint très tard, après 35 ou 40 ans passés dans le pays »¹¹⁸.

– *Génération*s

La mesure dans laquelle les caractéristiques ethniques persistent dans les générations, après immigration, n'est en rien déterminée par l'existence ou non d'une « identité » consciemment perçue par les individus ou les groupes concernés. L'on peut même répudier ses racines culturelles et continuer de porter ces caractères ethniques. Un observa-

teur en Thaïlande a noté : « un marchand chinois notable, dont le faciès était indubitablement chinois, et dont le père était un Chinois bien que sa mère fût siamoise, ressentait comme une offense d'être appelé un Chinois » alors même que « l'enseigne de son magasin était chinoise, qu'il parlait deux dialectes chinois, tenait sa comptabilité en chinois, et envoyait ses enfants à une école chinoise ». Dans son esprit, il était un citoyen thaï patriote, et il « faisait de larges dons aux forces armées » siamoises¹¹⁹. De fait, beaucoup de lois anti-chinoises en Thaïlande avaient été rédigées par des officiels gouvernementaux qui étaient eux-mêmes pour partie chinois¹²⁰, tout comme les lois antisémites et les expulsions massives de Juifs espagnols en 1492 avaient été en partie l'œuvre de Juifs convertis au christianisme¹²¹. Les ex-Juifs continuaient à manifester les mêmes aptitudes et les mêmes traits de caractère qui leur avaient permis d'atteindre des situations brillantes dans l'économie et la société espagnoles ; ces convertis rencontrèrent souvent la même hostilité comme chrétiens, dont ils avaient été l'objet en tant que juifs¹²².

Au bout d'un nombre suffisant de générations, néanmoins, une substantielle assimilation s'est opérée, même parmi les Chinois d'outre-mer en Asie, et parmi les Juifs en Europe. Aux Philippines, au xx^e siècle, les Chinois de pur sang étaient surpassés largement en nombre par les gens d'ascendance mixte chinoise et philippine¹²³, qui formaient « l'un des éléments les plus capables, prospères et influents du peuple philippin »¹²⁴. Le nationalisme philippin se développant, « les politiciens en vue qui déclamaient le plus violemment contre les Chinois avaient presque invariablement du sang chinois dans les veines »¹²⁵. En Europe, au cours de siècles, bien des Juifs se convertirent au christianisme — individuellement ou par groupes, volontairement ou sous menace de mort — et furent absorbés dans la population européenne générale¹²⁶. Au début du xx^e siècle, une proportion croissante de tous les mariages de Juifs étaient des mariages mixtes — près de la moitié du total dans les années 1920 — et de surcroît il y avait des centaines de conversions au christianisme ainsi qu'un affaiblissement général de l'emprise du judaïsme sur la jeune génération¹²⁷.

Les différences entre générations sont souvent aussi importantes qu'entre groupes ethniques. La seconde génération des Portoricains de New York en 1950, et de nouveau en 1960, étaient des « cols-blancs » deux fois plus souvent que ceux de la première génération¹²⁸. La

même différence existait entre la première et la deuxième génération d'immigrants européens à Boston en 1910¹²⁹. Les Mexicains-Américains de la deuxième génération gagnaient des revenus supérieurs de 20 % à ceux de la première génération quand ils en étaient au même âge¹³⁰.

Par générations, on entend souvent des groupes d'âge qui se suivent un par un. Mais elles peuvent aussi représenter des groupes ayant le même âge au même moment, avec des lieux de naissance différents. Les comparaisons ci-dessus, par exemple, sont de différentes générations à un même point donné du temps qui passe. Des groupes présentant en permanence un flux important de migrants — Portoricains, Mexicains, Chinois, Antillais — peuvent avoir de nombreux individus contemporains par la naissance, mais appartenant à des générations différentes en termes d'établissement et d'acculturation en Amérique. Il peut aussi y avoir des différences d'âge substantielles entre des générations successives ainsi comprises, ce qui complique les comparaisons économiques et autres.

De quelque façon que l'on définisse les générations, il y a habituellement aux Etats Unis un progrès économique tangible de la première à la deuxième génération. Lorsqu'il y a des différences économiques substantielles entre les gens de même âge dans un même groupe, il s'agit clairement d'un phénomène d'acculturation au sein du groupe plutôt que d'une discrimination variable de la part des employeurs, lesquels s'intéressent rarement à de telles différences internes des autres groupes, ou n'en savent rien.

Alors que la deuxième génération est d'ordinaire objectivement plus aisée que la première, la seconde est souvent plus choquée des disparités qui demeurent entre elle et la population générale, elle compte plus de délinquants et plus de violence. Au XIX^e siècle, parmi les immigrants venus d'Europe en Amérique, la plupart étaient reconnaissants d'avoir atteint les Etats-Unis et de vivre mieux que n'avaient vécu leurs parents. Ce furent les enfants nés en Amérique de ces immigrants, qui s'irritèrent d'avoir de moindres revenus et de moins bonnes conditions de vie que d'autres Américains, et c'est cette génération qui forma des bandes de délinquants, des émeutiers et parfois des professionnels du crime. Le même processus réapparaît maintenant parmi les immigrants chinois venus de Hong Kong aux Etats-Unis, avec le paradoxe supplémentaire que bien de ces jeunes Chinois sont maoïstes, admirateurs du même régime qui força leurs parents à fuir la Chine. Parmi les Nègres américains montés des Etats du Sud, les émeutes survinrent rarement

dans les ghettos du Nord occupés en presque totalité par la première génération des émigrés du Sud agricole, lesquels avaient souffert bien plus que leurs descendants de la pauvreté et des barrières sociales (présümées être les « causes » des violences). C'est avec la croissance de la *deuxième génération* dans le Nord, que débutèrent les émeutes de grande ampleur — d'abord à Harlem en 1935 puis à Detroit en 1943. Les troubles épidémiques de violence dans les ghettos qui éclatèrent dans tout le pays pendant les années 1960 ont été de même largement le fait de jeunes Noirs de la seconde génération, alors que les Noirs nés dans le Sud y furent rarement impliqués¹³¹.

Les différences économiques substantielles entre générations du même groupe à un même moment, donnent à réfléchir sur la très grande valeur sur le marché de l'expérience et des savoirs pratiques relatifs à l'économie dans laquelle ces générations travaillent. Les différences entre générations en ce qui concerne la ségrégation résidentielle et les taux de mariage mixtes suggèrent également que l'acculturation — et non pas les seules étiquettes de groupe — affecte grandement la réponse de la société environnante dans le domaine social aussi bien qu'économique. Mais la déception de la première génération (souvent traduite par la migration en retour) et l'animosité de la deuxième génération (souvent traduite par la violence) donnent une idée des difficultés psychiques à reconnaître ce fait prosaïque. Par contraste, les membres pleinement acculturés du même groupe peuvent n'être que trop péniblement conscients du long chemin qu'auront à parcourir les nouveaux arrivants.

LE POLITIQUE ET L'ÉCONOMIQUE

C'est une interaction multiple des forces économiques, politiques, culturelles et historiques, qui engendre ce kaléidoscope riche et déroutant de l'histoire raciale et ethnique. Malgré tout, l'analyse ne peut se dispenser de disséquer ces influences séparément ; cela n'implique pas qu'on imagine qu'elles opèrent isolément, ni intégralement, pas davantage que l'étude systématique de la chimie n'implique que des corps simples ou des composés chimiquement purs existent dans un splendide isolement au sein du monde réel. Tout ce que cela signifie, c'est qu'il nous faut utiliser des procédures systématiques afin de comprendre des phénomènes extrêmement complexes.

Les problèmes économiques et politiques relatifs à la race et à l'ethnicité sont souvent à la fois passionnants et d'une actualité pressante. Mais pour cette raison même, il est nécessaire — avant d'aborder au fond ces problèmes économiques et politiques — de mettre au clair les termes de base et les définitions, à l'aide desquels l'on discutera de ces questions.

– *Définition des concepts*

L'un des concepts que l'on rencontre le plus communément dans les discussions sur la race et l'ethnicité est celui de *discrimination*. Pourtant, on le définit rarement. Divers chevauchements, et parfois des contradictions, entre des acceptions de ce mot passent sans qu'on y prenne garde, quelquefois dans une analyse unique. Parmi les significations communément données à la discrimination, figurent :

- 1 / Payer à un groupe, pour une prestation économique donnée, moins que ce qu'un autre groupe recevrait pour la même prestation, en quantité et en qualité.
- 2 / Faire payer à un groupe, pour un bien économique ayant un certain coût de production, plus cher que l'on ne fait payer à un groupe pour le même bien ayant le même coût.
- 3 / Refuser totalement d'opérer aucune transaction avec un certain groupe, alors que l'on traite avec d'autres groupes n'offrant ni de meilleures prestations ni de meilleures conditions.
- 4 / Considérer les individus de groupes différents d'une façon si inégale qu'on leur propose des conditions différentes — ou bien que l'on s'adresse aux uns et pas aux autres — alors qu'objectivement ils sont semblables.
- 5 / Payer ou faire verser des sommes différentes à des individus de divers groupes, pour quelque raison que ce soit.
- 6 / Faire en sorte que différents groupes soient inégalement « représentés » dans divers emplois, dans les collèges, les prisons et autres institutions, quelles qu'en soient les raisons.

Les trois premières définitions sont cohérentes entre elles, mais incompatibles avec les deux dernières. Là où des groupes diffèrent dans les caractéristiques de leurs services, des différences correspondantes en

matière d'emploi, de rémunération ou d'avancement ne seraient pas discriminatoires dans les trois premières définitions ; elles le seraient dans les deux dernières. La définition n° 4 est un cas particulier de « discrimination inconsciente » (parfois appelée « racisme institutionnel »), où le discriminateur a l'intention de traiter d'égale façon tout individu ayant d'égales qualifications, mais est affecté d'un préjugé dans son estimation des qualifications de personnes ayant certains arrière-plans raciaux ou ethniques. Les quatre premières définitions peuvent être combinées en une seule, où la discrimination consiste à *offrir des conditions de transaction différentes* — y compris pas de transaction du tout — *à des groupes qui ne diffèrent pas quant aux critères pertinents* (habileté professionnelle, crédit personnel, expérience, tests d'efficacité, etc.). Les situations 5 et 6, quoique souvent acceptées comme présomption de discrimination, ne sont pas de la discrimination par elles-mêmes. Personne ne considère la présence d'une plus forte proportion de Noirs américains dans les équipes de base-ball comme la preuve d'une discrimination contre les joueurs blancs. La surreprésentation des pilotes chinois dans l'aviation militaire de la Malaysia ne peut non plus être considérée comme résultant d'une discrimination à l'égard des Malais (dans un pays où ces derniers dominent aux plus hauts échelons militaires et gouvernementaux).

Une difficulté au plan intellectuel et moral se présente lorsque les *groupes* sont payés correctement en proportion de leur productivité respective, mais que les *individus* qui ont une productivité notablement différente de la moyenne de leur groupe ne sont pas rémunérés à proportion. L'alcoolisme, la bagarre et d'autres caractéristiques des immigrants irlandais aux Etats-Unis, pendant le XIX^e siècle, étaient des facteurs provoquant la mention dans les annonces d'offres d'emploi « Irlandais s'abstenir ». Mais un travailleur irlandais parfaitement sobre, paisible et bon ouvrier à tous égards, se trouvait exclu tout autant que le pire bon à rien ivrogne et braillard. Dans la mesure où les emplois offerts et la paie proposée répondaient à une estimation correcte de l'immigrant *moyen* irlandais dans la région considérée, il n'y avait pas discrimination à l'égard des Irlandais d'Amérique en tant que *groupe*. Il y avait par contre des retombées intérieures au sein du groupe — les moins productifs étant surpayés et les plus productifs moins payés qu'ils ne valaient. Il y a là un phénomène important au point de vue social et moral, mais ce n'est pas de la discrimination de groupe. Lorsqu'un

groupe a un revenu inférieur à la moyenne ou un faible statut professionnel, cela ne peut être expliqué par ces transferts purement internes. Expliquer sa basse position par la discrimination impliquerait de montrer que le groupe dans son ensemble a été sous-payé, ou a dû payer trop cher ce qui lui était fourni. Peut-être les Irlandais d'Amérique ont-ils été, en tant que groupe, victimes de discrimination, et peut-être leur pauvreté s'explique-t-elle en partie de la sorte. Ce dont il s'agit ici n'est pas de formuler une condamnation des immigrants irlandais, mais de faire la distinction entre la discrimination affectant le groupe et les transferts favorables ou défavorables entre les individus.

L'on pense d'ordinaire à la discrimination en termes économiques, à l'encontre des ouvriers, des consommateurs, des fermiers ou des emprunteurs ; mais il y a aussi la discrimination politique envers ces groupes-là et contre les écoliers, les justiciables et en général ceux qui ont affaire aux institutions publiques. En fait, la discrimination politique rend d'autant plus difficile de jauger le degré de discrimination économique.

L'une des raisons qui peuvent amener un groupe à moins de productivité que la moyenne, est la fourniture d'enseignements publics de qualités différentes. Une grande partie de la discrimination politique est déguisée par le fait de parler de *préférence* pour un groupe plutôt que de discrimination contre les autres. Des « préférences » de ce genre pour les indigènes non chinois ont été courantes en Asie du Sud-Est après que la fin de la seconde guerre mondiale eut apporté l'indépendance. De telles « préférences », à des groupes raciaux, ethniques, ou sexuels particuliers¹³² ont été plus récemment introduites dans la pratique politique et judiciaire des Etats-Unis. « Préférences » et « discrimination » ne sont, toutefois, que la même chose exprimée autrement ; préférence pour A, B et C, constitue une discrimination contre X, Y et Z.

Exploitation est un terme encore plus chargé d'émotion et encore plus insaisissable quant à son sens spécifique. Parfois il semble être implicitement défini par l'objectif ou l'intention : l'un des partenaires d'une transaction ne cherche qu'à « profiter » de l'autre, ou être le seul à profiter de l'échange. L'ennui d'une telle définition est que l'intention est habituellement la même de part et d'autre. L'employeur offre un emploi uniquement pour son avantage propre, et n'a aucune intention de payer le travailleur plus qu'il n'y est obligé pour obtenir son concours dans

l'emploi offert. Le travailleur de même prend cet emploi pour ce que cela lui rapportera, et ne se soucie aucunement de servir les intérêts de l'employeur au-delà de ce qui est nécessaire pour garder l'emploi en question. A leur tour, les investisseurs peuvent fournir les capitaux nécessaires sans s'occuper de l'employeur ni des employés, désirant seulement recevoir un revenu sur leur placement. Si l'on prend un autre point de vue, cela revient à dire que des individus qui n'ont aucun lien sentimental les uns envers les autres peuvent néanmoins coopérer dans un réseau économique complexe, dans la mesure où chacun y trouve un avantage qui l'emporte sur celui offert par d'autres occasions. Les sociétés où la coopération économique est habituellement limitée au cadre des rapports affectifs, tendent à être extrêmement pauvres, étant donné le faible rayon du cercle des parents, amis et clients¹³³.

Si l'exploitation ne peut être définie par l'intention, peut-être faut-il la définir par les résultats. Parmi les très fugaces acceptions du mot, il y a l'idée de gros bénéfices inusités allant à l'un des contractants, l'autre recevant une contrepartie inhabituellement restreinte. Cette définition est parfois employée par la théorie économique¹³⁴. Malheureusement, elle n'a qu'une utilité très limitée dans la vie pratique. La situation de serf, d'esclave ou de tenancier attaché à la glèbe, et d'autres « transactions » *involontaires* — y compris l'éviction de populations indigènes pour faire place à des colons — peuvent fournir des exemples d'exploitation dans ce sens-là, mais l'on peut difficilement imaginer des transactions unilatéralement défavorables *qui se répèteraient volontairement*; et plus difficile encore d'en découvrir empiriquement.

Un groupe peut se trouver victime d'une très rigoureuse discrimination — comme les Noirs en Afrique du Sud — sans qu'il soit nécessairement exploité. Incontestablement, une meilleure instruction et de meilleurs débouchés d'emplois rendraient les Noirs d'Afrique du Sud plus productifs et mieux payés, mais la question de l'exploitation porte sur le point de savoir si leur productivité *actuelle* avec tous leurs handicaps courants, est sous-payée. Les nombreuses immixtions du gouvernement sud-africain dans l'économie rendent une exploitation possible dans ce sens-là aussi, mais ce que nous avons à constater ici est simplement que discrimination et exploitation sont deux phénomènes différents, et que la preuve du premier n'est pas la preuve du second. Il

ne s'agit pas simplement de purisme dans la terminologie. Des dispositions politiques profondément différentes seraient à prendre selon qu'il s'agit d'une exploitation, ou d'une productivité basse découlant d'entraves à l'instruction, à la formation et à l'expérience professionnelles. Des lois de salaire minimum, par exemple, auront seulement pour effet de relever le niveau de la paie pour les exploités, mais elles empêcheraient les sous-productifs de trouver un emploi et rendrait leur situation pire qu'avant. En fait, c'est expressément pour rendre les travailleurs noirs trop coûteux aux employeurs et amener ces derniers à embaucher des Blancs¹³⁵, que le gouvernement sud-africain a eu recours à des lois de salaires minima. De plus, l'immigration de plus d'un million de Noirs venant d'autres pays d'Afrique¹³⁶, montre que l'exploitation n'est pas le vrai problème, même dans l'un des pays les plus discriminants du monde.

Les consommateurs peuvent être exploités, tout aussi bien que les travailleurs — et à leur égard il peut de même y avoir des confusions entre exploitation et d'autres phénomènes économiques, comme sur les marchés du travail. « Les pauvres paient plus cher »¹³⁷ pour nombre de produits de consommation, y compris le logement, et les groupes raciaux ou ethniques pauvres aux Etats-Unis sont un exemple classique de ce fait. Le point est de savoir s'il s'agit là de surprofits, ou de coûts plus élevés qu'ailleurs. L'on peut certes trouver des *marges* plus larges dans ces quartiers, mais des profits plus élevés qu'ailleurs sont rares. Là où les pertes par non-paiement des loyers, par traites impayées, par vol à l'étalage et vandalisme sont anormalement importantes, il est probable que les prix seront plus élevés, sans que les profits le soient¹³⁸. Peut-être la preuve décisive que les profits ne sont pas plus gros « là où les pauvres paient plus cher », est-elle dans le fait que les supermarchés et d'autres négoce ont une tendance caractéristique à *se retirer* de ces quartiers, en dépit des accusations qu'on leur fait d'exploiter les clients. A nouveau, il faut dire que voir de l'exploitation dans telle ou telle situation n'est pas une affaire de raffinement verbal, mais de décisions politiques lourdes de conséquences. Obliger par la loi les prix, les loyers et les taux d'intérêt à baisser, cela aurait un sens si une exploitation avait fait que leur niveau soit plus haut dans les quartiers où le revenu moyen est plus bas ; mais s'ils sont plus élevés en raison de coûts plus lourds ou de risques plus grands de non-paiement, leur abaissement forcé par la loi ne fera qu'accélérer le retrait des magasins, l'abandon des

immeubles locatifs non rentables et le tarissement du crédit à la consommation.

Le vocabulaire politique réclame des définitions claires, tout autant que le vocabulaire économique. La *démocratie* est un de ces termes particulièrement susceptibles d'être utilisés en dérivant d'un sens à d'autres sens : parfois il se réfère à un processus politique (règle de la majorité), et parfois à un résultat souhaité (liberté, égalité, droits civiques, garanties de procédure judiciaire, etc.). Mais savoir si la règle majoritaire conduit en fait à ces divers résultats sociaux et politiques, c'est une question empirique et non une conclusion acquise d'avance. On ne peut même pas aborder cette question tant que l'on n'a pas défini séparément le processus et les résultats. Les minorités raciales ou ethniques, par définition, ne sont pas la majorité qui gouverne. Dans les pays où certains groupes raciaux ou ethniques sont privés du droit de vote, comme en Afrique du Sud, ils peuvent constituer la majorité numérique dans la population sans être majoritaires dans l'électorat (voire sans en faire partie).

Certaines nations démocratiques ont, à certaines périodes de leur histoire, développé les droits politiques et amélioré les conditions socio-économiques d'existence de groupes raciaux et ethniques désavantagés. Les Etats-Unis après la seconde guerre mondiale l'ont fait par exemple¹³⁹. Mais il est aisé de citer des exemples inverses, où l'extension de la démocratie dans la prise de décisions a marqué des régressions majeures pour des groupes raciaux ou ethniques désavantagés. Sous la présidence d'Andrew Jackson aux Etats-Unis, le droit de suffrage de l'homme ordinaire fut largement étendu¹⁴⁰, mais au même moment il y eut une nouvelle vague de dépossession des Indiens d'Amérique hors de leurs terres¹⁴¹, et de discrimination envers les « libres personnes de couleur » dans tout le territoire de l'Union¹⁴². Après la Guerre de Sécession, des gouvernements impopulaires établis dans les Etats sudistes pas les baïonnettes de l'armée d'occupation donnèrent aux Nègres des droits politiques ; mais après le retrait des troupes fédérales et le rétablissement de gouvernements populaires — et plus particulièrement après l'extension du droit de vote aux masses de Blancs pauvres — les Noirs furent progressivement privés de ces droits, et la ségrégation et la discrimination raciales sévirent à un degré sans précédent¹⁴³.

L'expérience américaine ne fut nullement la seule. Les non-Blancs d'Afrique du Sud jouirent de droits plus larges sous l'impérialisme

britannique, que lorsque la « Herrenvolk démocratie » (la démocratie du peuple des maîtres) mit le pouvoir aux mains des Blancs sud-africains. En Asie du Sud-Est, les Chinois aussi eurent davantage de droits et de protection pendant l'ère impérialiste. L'avènement de gouvernements indépendants, sensibles à l'opinion publique locale, inaugura contre les Chinois une législation et des politiques hostiles et des pogromes à travers toute la région¹⁴⁴. En résumé, la démocratie en tant que processus politique peut conduire, ou ne pas conduire à plus de liberté et d'égalité, pour tels ou tels groupes raciaux et ethniques et pour la société dans son ensemble.

Les *droits*, voilà un terme politique — plus spécifiquement juridique — fréquemment employé dans les discussions sur les groupes raciaux ou ethniques. Quelles que soient les complexités de cette notion en philosophie et sous l'angle éthique ou moral, les droits politiques et juridiques se réfèrent simplement à la possibilité de faire appel au pouvoir d'Etat pour protéger certaines conduites et certaines relations. Les droits de propriété, cela signifie simplement que le gouvernement prêtera main-forte pour évincer ou punir quiconque fait un usage non autorisé de quelque bien légalement attribué à quelqu'un d'autre. Des droits contre l'Etat — comme la *Magna Carta* en Grande-Bretagne ou le *Bill of Rights* aux Etats-Unis — signifient que la force publique peut être employée contre des personnages officiels qui abusent de leur autorité, et que leurs décisions peuvent être invalidées.

Les droits peuvent être généraux (« la vie, la liberté, et la poursuite du bonheur ») ou spéciaux, se rapporter aux individus (droits de propriété) ou aux activités (droit de porter des armes). Des groupes raciaux ou ethniques spécifiés peuvent avoir des droits que d'autres n'ont pas — droits de vote pour les Blancs seuls en Afrique du Sud, ou droits à une priorité pour l'embauche conférés à un certain nombre de groupes administrativement choisis, dans le cadre des politiques dite d'*affirmative action* aux Etats-Unis.

L'on présume souvent que des droits confèrent un avantage à ceux qui en jouissent. Mais la possibilité de *renonciation* à un droit suggère que ce droit peut avoir un coût pour celui à qui il est conféré, et qu'en certains cas ce coût peut excéder l'avantage qu'il représente¹⁴⁵. Lorsque certains droits ne peuvent pas être abandonnés, il est fort douteux que l'avantage excède le coût. Par exemple, en Union Soviétique les jeunes gens au travail ont certains droits spéciaux, qui font que les employeurs

soviétiques hésitent à les employer¹⁴⁶. En général, un négociateur est moins enclin à conclure une transaction avec quelqu'un qui a des droits spéciaux¹⁴⁷.

La création de droits est politiquement séduisante. Il en coûte souvent fort peu de procéder ainsi pour « faire quelque chose » à propos d'un « problème » social. A la différence d'autres décisions officielles qui peuvent impliquer d'importantes dépenses d'argent prélevé sur les contribuables, et provoquer l'irritation des électeurs, la création de droits peut ne coûter au gouvernement guère plus que le papier et l'encre. Ce que ces droits peuvent coûter à ceux qui les reçoivent et à la société en général, c'est une ample question à traiter plus tard. Ici, il suffit de définir le terme et de comprendre ce qu'il signifie dans un contexte politique, en tant que distinct d'un contexte moral. Les groupes raciaux et ethniques qui reçoivent des droits spéciaux peuvent s'en trouver bien, ou non.

Un concept central du raisonnement économique est celui de *marché*. Un marché n'est pas un ensemble spécifique d'institutions mais simplement la liberté de choisir parmi les institutions existantes, ou d'en créer de nouvelles, de nouveaux contrats ou relations, afin de réaliser des objectifs économiques personnels¹⁴⁸. L'existence ou l'absence de cette liberté de procéder à des transactions économiques dans les conditions convenues entre les négociateurs, a eu une énorme influence sur les groupes raciaux et ethniques. Alors même que le marché semble une masse informe d'activités confuses, il a sa propre logique de système, conduisant à des résultats souvent fort différents de ceux qu'envisagent les partenaires à une transaction.

La puissance du marché peut être illustrée par le nombre de fois où le gouvernement sud-africain a dû intervenir, toujours plus fort et plus avant, dans les opérations de marché pour empêcher ou ralentir l'ascension économique des Noirs sud-africains. Et pourtant, ce gouvernement avait été élu par ces mêmes Blancs dont la concurrence pour la main-d'œuvre a entraîné l'accession de Noirs à des situations jugées trop élevées. Le racisme peut être tout aussi répandu dans le marché que dans le système politique, et cependant le *coût* de sa mise en pratique sous forme de discrimination peut différer considérablement entre les deux systèmes ; c'est ce que nous allons voir.

Le *pouvoir* est un terme utilisé à la fois en politique et en économie. Le pouvoir n'est pas simplement la capacité d'obtenir que quelque chose se fasse, mais de l'obtenir en dépit de la résistance et de l'opposition

d'autrui. Il n'est pas besoin de pouvoir pour dépenser de l'argent, car l'on trouve toujours quelqu'un pour le prendre. D'ordinaire, cependant, il faut user de pouvoir pour occuper un pays étranger, car ses forces armées s'y opposeront normalement.

Le pouvoir de A est une perte de liberté pour B. Lorsque A peut limiter les options de B, il a un pouvoir sur B. Un voleur armé peut réduire les options de la victime au choix « la bourse ou la vie ». La confusion intervient lorsque A reçoit du pouvoir parce qu'il *accroît* les options de B. Si A distribue de l'argent, B peut venir à lui, ou même lui être agréable, pour cette raison-là ; mais B a simplement choisi de se comporter ainsi. Il a autant de liberté qu'il en avait avant que A apparaisse. Il n'y a rien de ce qu'il faisait avant, qu'il ne puisse continuer à faire.

Une race d'envahisseurs décidés à coloniser peut réduire la population indigène au choix entre la soumission ou l'annihilation — « en enfer ou au Connaught » selon le mot de Cromwell. Un groupe politiquement dominant peut réduire les options des autres à : renoncer à leurs opérations économiques, ou risquer la prison pour infraction aux lois contre les détaillants chinois, les travailleurs qualifiés africains, ou le mélange des races dans les immeubles d'habitation et dans les lieux de travail.

Il a été si fréquemment mésusé du pouvoir (que ce soit ou non en relation avec la race ou l'ethnicité) que ses connotations péjoratives sont devenues des outils politiques pour dénoncer des situations, des transactions, des groupes ou des institutions dont les caractéristiques les plus évidentes *ne sont pas* celles du pouvoir. Par exemple, des politiciens qui cherchent à user du pouvoir politique contre des groupes, ou des entreprises, commencent souvent par les accuser de détenir et manier abusivement un « pouvoir » qui ne consiste en rien d'autre que d'attirer des participants à des transactions qui élargissent le champ des options offertes au public des clients ou des travailleurs. Le « pouvoir » des usuriers (tels que les Juifs en Europe ou les Chinois en Asie sud-orientale) n'a souvent consisté qu'à consentir des prêts à taux élevé à des gens qui n'auraient trouvé personne d'autre à qui emprunter, à quelque taux que ce soit (ou seulement à des taux encore plus élevés).

– *Portée et limites des mesures politiques*

Les contrôles et prescriptions du pouvoir politique et ses mesures

discriminatoires taillent au travers des différences d'efficacité économique, restreignant les chances de progrès de groupes détestés, confisquant le fruit de leurs efforts, les réduisant même en esclavage ou organisant leur génocide. Mais quelle que soit l'importance de ces aspects de la politique pour certains groupes à certains moments et en certains endroits, ce qu'il y a de remarquable d'un point de vue historique plus large, c'est combien souvent les groupes détestés et politiquement subjugués ont prospéré économiquement au-delà du niveau atteint par les groupes disposant du pouvoir politique.

Aucun pays de premier plan de l'Asie du Sud-Est n'a accordé l'égalité des droits à la minorité chinoise, et cependant les Chinois ont prospéré économiquement pendant que la majorité numérique et politique est restée pauvre. Cela fut aussi l'histoire des Juifs d'Europe, qui ont été sporadiquement dépouillés par des gouvernements qui leur confisquaient leur richesse, mais ne pouvaient pas s'approprier les talents et les attitudes qui avaient créé cette richesse et la créeraient à nouveau par la suite. La discrimination contre les Italiens en Argentine ne les a pas empêchés de progresser économiquement au point de dépasser les Argentins de naissance — par exemple en étant davantage « représentés » à la tête de diverses entreprises de Buenos Aires¹⁴⁹. En somme, *la discrimination a été généralement pratiquée, mais pas généralement efficace*.

L'intensité de la discrimination n'est pas non plus décisive : les Japonais américains ont historiquement rencontré davantage de discrimination que les Portoricains aux Etats-Unis, mais gagnent plus du double du revenu des Portoricains, et substantiellement plus que les Anglo-Saxons d'Amérique. Il est difficile de savoir en quelles unités chiffrer l'intensité de l'hostilité entre groupes, mais il y a eu bien des occasions en Asie du Sud-Est où le nombre de Chinois massacrés en peu de jours, a dépassé celui de tous les Noirs lynchés aux Etats-Unis dans l'histoire entière de ce pays¹⁵⁰. Le nombre des Arméniens qui périrent par la main des Turcs en 1915 fut encore supérieur, et celui des Juifs victimes de l'holocauste nazi les a tous dépassés. Il est sans doute significatif que plusieurs d'entre les grands massacres en masse aient visé les minorités pratiquant des activités d'*intermédiaires*, groupes ordinairement plus aisés que leurs meurtriers.

L'activité politique est une voie d'accès au progrès économique des groupes, et pour beaucoup de gens elle semble la plus prometteuse. La cohésion de groupe traduite en pression politique et votes en bloc, est

souvent axiomatiquement considérée comme la méthode la plus efficace pour promouvoir le progrès d'un groupe. La cohésion politique peut revêtir diverses formes : voter de concert pour un parti déterminé, pratiquer un favoritisme électoral envers les candidats du groupe racial ou ethnique auquel on appartient, ou réserver largement les postes politiques aux membres de son groupe.

Historiquement, les Irlandais ont excellé dans tous les aspects de cette stratégie, et ont obtenu plus de succès dans la vie politique qu'aucun autre groupe ethnique américain. Les grandes machines politiques municipales des XIX^e et XX^e siècles ont été largement aux mains d'Irlandais. Mais malgré cela les Irlandais ont été *le plus lent* des groupes ethniques américains à s'élever socialement. La richesse et l'influence d'un nombre relativement restreint de « patrons » politiques irlandais n'ont eu que peu d'effet pour l'amélioration du sort des masses d'Irlandais américains.

D'autres groupes qui n'avaient ni la cohésion ni les talents politiques des Irlandais n'en ont pas moins franchi plus vite qu'eux les étapes entre la pauvreté et la prospérité. Les immigrants italiens arrivèrent aux Etats-Unis environ deux générations plus tard que les Irlandais, mais les ont dépassés économiquement parlant. Les électeurs italo-américains ont historiquement été peu ralliés par les candidats italiens, votant même souvent contre eux pour des candidats d'autres appartenances ethniques. Même le plus célèbre des politiciens italo-américains, Fiorello H. La Guardia, perdit en 1940 les votes des Italiens en faveur de son adversaire irlandais¹⁵¹. Les Américains juifs ont voté pour des sociaux-démocrates non-juifs — y compris le Sénateur germano-américain Robert F. Wagner, et un prêtre catholique de R.P. Drinan — aussi volontiers que pour des sociaux-démocrates juifs¹⁵². Les Chinois ont délibérément évité complètement la politique pendant le temps de leur montée de la misère à la prospérité, aussi bien en Asie du Sud-Est qu'aux Etats-Unis¹⁵³. Une fois atteint un certain niveau d'aisance et d'acceptation sociale, un petit nombre de Chinois ont alors choisi des carrières politiques. La même conduite a été celle des Japonais américains.

Au Brésil et en Australie, les Allemands eux aussi ont pris leurs distances avec la politique, et ont prospéré économiquement. Relativement peu d'Allemands sont parvenus à une situation éminente en politique aux Etats-Unis, mais beaucoup sont arrivés aux premiers rangs parmi les industriels de diverses branches¹⁵⁴. Les Italiens également n'ont

guère percé politiquement en Argentine, au Brésil, en Australie ou aux Etats-Unis, tout en s'élevant de la pauvreté à la prospérité dans tous ces pays. En Afrique du Sud, les Afrikaners sont les premiers en politique, mais les Anglo-Saxons dominent dans l'économie.

Historiquement, la relation entre succès politique et succès économique a été plutôt inverse que directe. Cela se comprend, en fonction d'un choix rationnel des carrières individuelles. Pour ceux qui n'ont guère le penchant ou l'expérience des activités d'entrepreneur, les carrières de politique, de fonctionnaire ou de militaire sont relativement plus attrayantes — qu'il s'agisse d'Afrikaners comparés aux Britanniques en Afrique du Sud, d'Irlandais comparés aux Juifs aux Etats-Unis, ou des diverses populations de l'Asie du Sud-Est comparée aux Chinois d'outre-mer. Même lorsque les carrières politiques, administratives et militaires étaient ouvertes à tous, les groupes les plus portés aux activités d'entrepreneur ont typiquement évité ces carrières parce qu'ils avaient plus de perspectives de réussir ailleurs.

Une difficulté de taille pour ceux qui entreprennent de faire progresser économiquement un groupe en lui inspirant une plus haute conscience de son « identité » ou une plus forte agressivité, c'est que le chauvinisme d'un groupe suscite presque invariablement le contre-chauvinisme des autres groupes. Les Chinois d'Asie du Sud-Est prospéraient plus tranquillement lorsqu'ils n'étaient que des communautés dispersées de Cantonais, de Hailam, de Fukien, etc., qu'à partir du moment où ils furent enfiévrés par le nationalisme et les efforts de Sun Yat Sen pour relever la Chine au début du siècle. Le nationalisme chinois provoqua l'apparition de nationalismes siamois, indonésien, etc.,¹⁵⁵ se répercutant en hostilité accrue et mesures discriminatoires grandissantes contre les Chinois d'outre-mer. Aux Etats-Unis, l'apparition de bruyants mouvements de « pouvoir noir », organisés politiquement et parfois en milices para-militaires, au cours des années 1960, déclencha un « choc en retour blanc » dans les années 1970 et 1980, y compris des mouvements tapageurs, politisés et para-militaires. Il y en eut dans des Etats américains où de tels mouvements n'avaient jamais eu le moindre écho, et parmi des gens cultivés de classes moyennes qui n'avaient jamais pris les extrémistes au sérieux auparavant.

Les extrémismes opposés vivent souvent en symbiose. Les alarmes que chacun inspire dans l'autre groupe renforcent la conscience de groupe et le chauvinisme dont l'un et l'autre clan se nourrissent. Même

les heurts sanglants dans les rues entre extrémistes des deux bords peuvent leur être politiquement profitables, indépendamment de qui a « gagné » ou « perdu » physiquement dans la bagarre : chacun a donné à l'autre une occasion de démontrer publiquement sa loyauté et son dévouement à la cause de son groupe ethnique ou racial. Les deux gagnent au détriment des éléments modérés qui cherchent à apaiser les passions et à dégager un *modus vivendi*. Une fois que les forces de polarisation dépassent un certain seuil, même les modérés sont attirés vers des positions extrêmes, parce que désormais tous les problèmes concrets cèdent devant la question fatale qui les englobe progressivement : « de quel côté êtes-vous ? ». A ce point, la situation peut devenir sans issue en termes de difficultés aplanies. L'Irlande du Nord, l'Afrique du Sud et le Liban sont des exemples de polarisation portée à un degré tel qu'il peut ne plus exister un ensemble de conditions de paix simultanément acceptables par les groupes raciaux ou ethniques qui s'affrontent.

Plus généralement, les mobiles politiques tendent à favoriser des chefs de file qui se montrent plus voués à la cause de leur groupe que les autres entraîneurs, plus intransigeants, et plus convaincus du bon droit des adhérents dans leurs récriminations, plus persuadés que ce qui va mal est uniquement dû aux manœuvres répréhensibles des autres groupes. Ceux qui imputent si peu que ce soit les difficultés du groupe à ses propres agissements ou déficiences antérieures, ou qui placent sur le groupe lui-même une part de la responsabilité de ce qui se produira à l'avenir, risquent de passer pour moins loyaux ou moins dévoués à la cause commune. Un homme politique philippin en fonctions dans les années trente, ayant déclaré que les Philippines devraient « apprendre à posséder autant d'efficacité économique que les Chinois », s'ils voulaient les supplanter dans leur économie nationale « attira sur sa tête une tempête d'indignation philippine »¹⁵⁶. Peu de dirigeants politiques ont commis une telle faute politique depuis lors aux Philippines, ni ailleurs en Asie du Sud-Est. La plupart ont imputé les inégalités économiques d'un groupe à l'autre à l'« exploitation » par les Chinois.

La politique même rend politiquement difficile de diagnostiquer correctement les problèmes en public, alors que sans diagnostic correct une prescription appropriée est improbable. La façon de présenter politiquement des problèmes économiques doit être 1) émotionnellement acceptable au public auquel s'adressent les chefs de file, et 2) doit suggérer des « solutions » qu'il soit au moins plausible de dégager dans

le champ d'action de la politique. C'est pourquoi, si complexes que soient en réalité les forces en jeu et le poids relatif des divers facteurs, les hommes politiques influents tendent à souligner — parfois exclusivement — les facteurs à l'égard desquels l'on peut suggérer de voter une loi ou d'édicter des mesures gouvernementales ; et aussi, à insister sur les éléments du problème qui se prêtent à condamner moralement les autres groupes. Des facteurs tels que les différences démographiques entre groupes, la distribution géographique, les niveaux d'aptitudes professionnelles ou les valeurs culturelles ont tendance à être passés sous silence, si importants qu'ils puissent être à l'évidence pour relier les effets aux causes¹⁵⁷. En somme, des « solutions » politiques ont tendance à méconnaître les difficultés fondamentales. Quoi qu'il en soit, cette méconnaissance peut servir les intérêts des dirigeants politiques, même si leurs décisions nuisent au groupe racial ou ethnique au nom duquel ils parlent. Des protagonistes noirs de la lutte pour les droits civiques, aux Etats-Unis, encaissent annuellement des revenus dans les centaines de milliers de dollars, même si leurs programmes et leurs analyses se révèlent inopérants pour l'objectif d'ensemble qui est de tirer les autres Noirs de la pauvreté. En Thaïlande, la tentative manquée de chasser les Chinois du négoce d'exportation du riz en instaurant un monopole gouvernemental n'a pas atteint son objectif, mais elle a réussi à dériver une partie des profits vers « le soldat Thaï, le fonctionnaire de police ou le politicien » dont l'obligance est désormais nécessaire à l'entrepreneur chinois pour qu'il puisse fournir un service qu'il est seul à pouvoir rendre¹⁵⁸.

Les privilèges réservés à un groupe spécifique sont particulièrement utiles à ses dirigeants politiques même si ces privilèges profitent moins au groupe que d'autres avantages qui auraient été obtenus par une politique utile à la société dans son ensemble. En plus il est probable que l'obtention d'un privilège exclusif soulèvera une irritation et une opposition accrues de la part d'autres groupes, ce qui risque de restreindre la probabilité ou l'extension des avantages effectivement tirés du privilège ; néanmoins, ces bénéfices restreints sont encore avantageux pour les dirigeants politiques du groupe. Si le groupe obtient des avantages en tant que membre de la société élargie, cela ne rapporte aucun prestige supplémentaire à ses défenseurs au titre de l'ethnie ou de la race. Et si, d'autre part, les bénéfices du privilège pour le groupe se trouvent annulés ou compensés par les conséquences néfastes de l'opération sur le reste de la société, telles qu'un déficit national, l'in-

flation ou autres inconvénients, il est encore de l'intérêt de l'état-major politique du groupe racial ou ethnique de poursuivre dans cette voie.

Certains groupes raciaux ou ethniques possédant l'esprit d'entreprise, tendent à porter à leur tête des personnalités qui ont réussi dans l'ordre économique plutôt que dans les carrières politiques. C'est ce qui s'est passé pour les communautés chinoises en Asie du Sud-Est et aux Etats-Unis. Là où des hommes d'affaires influents assument ce rôle civique, les orientations qu'ils préconisent sont souvent très différentes de celles réclamées par des professionnels de la politique ou les dirigeants d'organisations protestataires. Par exemple, les responsables de *Chinatowns* ou quartiers chinois des villes américaines ont prié les autorités de police de traiter sans ménagements les voyous de leurs rues, sans s'interdire l'usage de la matraque même si le voyou est un Chinois et le policier un Blanc¹⁵⁹. Les chefs de communautés noires, cependant, ont une attitude exactement inverse, rivalisant entre eux pour dénoncer l'emploi de la force par la police. De part et d'autre, ces dirigeants répondent à leurs mobiles respectifs, qui sont fort différents. Les hommes d'affaires sont des bénévoles, volontaires pour remplir un rôle civique et qui n'ont pas l'intention de faire carrière dans la politique ; leur mobile est l'intention de réduire les délits et autres problèmes du quartier, par tout moyen susceptible d'être efficace. Mais les Noirs qui sont engagés dans une carrière politique en tant qu'organiseurs d'un groupe protestataire, ne peuvent pas se permettre de laisser un rival leur dire « je suis plus Noir que toi ! ». Les différences sont des différences de mobiles, non de races. Des dirigeants politiques chinois — observables parmi les mouvements communistes en Asie du Sud-Est — manifestent le même comportement démagogique que les autres équipes de dirigeants des groupes raciaux et ethniques dont les objectifs sont politiques¹⁶⁰. Les notables traditionnels chinois issus des milieux économiques, dans la même région, ont une ligne de conduite plus pragmatique, pour les mêmes raisons qui inspirent leurs homologues ailleurs — par exemple les Japonais aux Etats-Unis et les Juifs historiques dans les nombreux pays où les carrières politiques leur étaient fermées.

L'efficacité des moyens politiques employés pour faire progresser une minorité raciale ou ethnique ne dépend pas seulement de ce que font ses propres dirigeants, mais aussi de la nature de la société environnante et des caractéristiques du processus politique en lui-même. Les méthodes d'analyse politique souffrent de l'extrême inconsistance de la politique en

général, et en particulier de la politique dans les démocraties. Historiquement, les attitudes du pouvoir envers les Chinois en Asie du Sud-Est, comme envers les Juifs en Europe, ont changé du tout au tout au cours d'une seule génération, et des volte-face analogues ont eu lieu à l'égard de divers groupes ethniques américains. Les immigrants japonais aux Etats-Unis, par exemple, furent au début bien accueillis comme bons travailleurs, puis au bout d'une décennie détestés comme concurrents en affaires, frappés de discriminations tant par des lois que par des pratiques non officielles, finalement internés dans des camps de concentration sous un vague prétexte de sécurité vis-à-vis d'étrangers venus d'un pays ennemi pendant la seconde guerre mondiale. Mais moins d'une génération après ils ont pu vivre dans des quartiers de Blancs, presque la moitié des mariages sont mixtes, et les Japonais américains ont maintenant droit à un traitement préférentiel en tant que minorité défavorisée — alors qu'en moyenne leur revenu est supérieur de près d'un tiers à la moyenne américaine !

Quels que soient les mérites et démérites d'une politique particulière dans ce domaine, l'on peut être quasi certain qu'elle changera, peut-être radicalement, et de manière imprévisible. Un déplacement de votes de dix points en pourcentage peut amener au pouvoir une nouvelle équipe dirigeante qui prendra un virage à 180 degrés. Cette versatilité fait que l'on ne peut guère se reposer sur la politique en tant que facteur d'un progrès à longue échéance.

– *L'efficacité et les limites du marché*

L'analyse des processus économiques ou politiques, doit commencer par la constatation des différences, importantes en elles-mêmes et par leurs conséquences, entre les divers groupes, y compris raciaux et ethniques. Ces différences peuvent porter sur les valeurs, sur les capacités de réalisation économique, sur le degré de docilité envers les règles établies, ou sur mainte autre caractéristique. D'un point de vue économique, ces différences peuvent engendrer de fructueuses complémentarités. Une nation de paysans — en Europe orientale ou en Asie du Sud-Est — peut tirer avantage de l'addition d'un groupe d'organiseurs de marchés pour leurs récoltes et de vendeurs de divers articles manufacturés utilisés dans les foyers ruraux. Au même titre, des groupes comme les Juifs en Europe et les Chinois d'outre-mer en Asie trouvent visiblement leur avantage à émigrer vers des régions où ils pourraient

remplir ces fonctions. Mais dans une perspective politique, plus le besoin de tels intermédiaires est urgent, et plus précieuse sera leur contribution à la vie économique, plus aussi la disparité sera marquée entre leur revenu et celui des masses paysannes — qui par suite les détestent comme « exploités ». Souvent le marché et le système politique rendent des verdicts opposés sur la même situation. Parce que le système politique détient un pouvoir sans appel sur l'économie, on peut utiliser le verdict politique pour renverser le verdict économique, comme dans les nombreuses expulsions de Juifs et de Chinois en tant de lieux et de moments de l'Histoire. La dure réalité des difficultés économiques éprouvées par la population, du fait de ces expulsions, a maintes fois contraint les autorités politiques à y mettre fin, à laisser les expulsés revenir, voire à les persuader de revenir.

L'une des raisons expliquant les verdicts contradictoires des systèmes politique et économique est celle-ci : les systèmes politiques font s'exprimer des *croyances*, souvent à un coût négligeable, tandis que les systèmes économiques sont contraints par des réalités inflexibles, qui infligent des coûts substantiels quand on se trompe et confèrent des profits substantiels quand on a vu juste. Par exemple, les immigrants japonais aux Etats-Unis, dans les débuts du xx^e siècle, furent d'abord moins payés que les travailleurs blancs faisant le même ouvrage dans les branches agricoles où les Japonais se concentraient. Or, en réalité, les Japonais travaillaient mieux, et donc faisaient une meilleure affaire pour les employeurs. Lorsque la plus forte productivité de la main-d'œuvre japonaise fut connue sur tout le marché, l'écart de rémunération non seulement disparut sous la pression de la concurrence entre employeurs, mais s'inversa et finalement les Japonais furent payés plus cher que les travailleurs blancs¹⁶¹.

L'une des idées fausses très tenaces à propos du marché est que son fonctionnement efficace suppose la bienveillance réciproque des gens qui y opèrent leurs transactions. Mais cette hypothèse n'est en rien impliquée dans l'analyse économique des marchés, et les économistes n'ont jamais fondé leur conception du marché sur des croyances de ce genre¹⁶². Adam Smith, dans son analyse classique des marchés en 1776, *La Richesse des Nations*, prenait sans arrêt comme hypothèse la *malveillance* des négociants¹⁶³. Dans l'Amérique du xx^e siècle commençant, les immigrants juifs et polonais s'adressaient les uns aux autres pour leurs transactions économiques, malgré la haine passionnée entre les deux groupes¹⁶⁴.

Les Chinois n'auraient jamais pu s'élever par le marché jusqu'à la prospérité, que ce soit en Asie du Sud-Est ou aux Etats-Unis, s'ils avaient dépendu des bonnes dispositions à leur égard de la majorité environnante.

L'un des plus formidables efforts que la malveillance ait inspirés eut lieu dans le Sud des Etats-Unis immédiatement après la Guerre de Sécession, et son échec donne quelque mesure de la puissance du marché concurrentiel. Les Blancs, employeurs et propriétaires fonciers, entreprirent de se liguier pour maintenir au plus bas les salaires des travailleurs et la part des métayers noirs. Comme la chose était alors parfaitement légale, ce plan fut ouvertement discuté dans la presse sudiste. A première vue, ces employeurs et propriétaires fonciers blancs avaient tous les atouts imaginables : les Noirs étaient sans ressources, illettrés, totalement inexpérimentés, inorganisés, et la législation se souciait peu ou point de leurs intérêts. Pourtant le fait patent est que le revenu des Noirs monta plus rapidement que celui des Blancs pendant la génération qui suivit la Guerre de Sécession¹⁶⁵. Des fraudes insignes furent commises çà et là, spécialement pendant la première année, quand des planteurs allèrent jusqu'à cacher la Proclamation d'Emancipation aux Noirs et continuèrent à les faire travailler pour rien¹⁶⁶, mais ce qui est remarquable, c'est la rapidité avec laquelle ces cartels se disloquèrent sans exception.

Même un ouvrier illettré, incapable de compter son argent, pouvait constater que des amis ou des parents vivaient mieux que lui en d'autres endroits. Les employeurs et propriétaires qui payaient mieux ou fournissaient de meilleures conditions de travail et de subsistance se trouvèrent disposer d'offres abondantes de services de la part de Noirs, tandis que ceux qui avaient abusé de leur situation vulnérable eurent des difficultés croissantes à trouver des gens disposés à travailler sur leurs terres. La concurrence se chargea ainsi de faire monter les salaires et d'améliorer les conditions d'existence des Noirs¹⁶⁷. La presse sudiste se remplit des récriminations d'employeurs et de propriétaires contre les Blancs qui n'avaient pas tenu leurs engagements, avec pour résultat que les Noirs obtenaient des salaires déraisonnablement élevés¹⁶⁸. Ce que ces Blancs du Sud considéraient comme les salaires excessifs restait en fait une paie très modeste correspondant à un travail non qualifié nécessitant un encadrement permanent. Toutefois, les ouvriers et métayers noirs acquérant de l'expérience, ils devinrent plus productifs et leur rémunération s'accrut à un rythme plus rapide que celle des Blancs, comme l'on

pouvait s'y attendre puisque ces Noirs s'assimilaient un capital humain de base que les Blancs avaient déjà. Les contrats de métayage évoluèrent aussi, les Noirs obtenant une plus large autonomie dans la gestion de leur ferme à mesure que leur expérience se complétait¹⁶⁹. Bref, la concurrence produisit des effets que peu de Blancs — s'il en fut — accueillirent favorablement. L'efficacité du marché concurrentiel ne dépend nullement des bonnes dispositions des échangistes, ni de leur honnêteté. C'est là même ce qui justifie que l'on analyse un *marché*, au lieu d'observer et chiffrer en moyennes les opinions, intentions ou stéréotypes que les parties aux transactions ont dans l'esprit.

Dans la sphère politique, cependant, les croyances populaires ont beaucoup plus de poids. Là où l'on a cru que les Chinois d'outre-mer ou les Juifs avaient sur l'économie une influence néfaste, on les a expulsés sans égard à la réalité. Parce qu'au XIX^e siècle la législation et l'idéologie américaines limitaient les interventions politiques dans l'économie, la réalité économique d'un accroissement des capacités des Noirs put se traduire dans des rémunérations en hausse, une plus large autonomie des métayers agricoles, et une amélioration de l'habitat¹⁷⁰. Par contraste, en Afrique du Sud où le processus politique de prises de décision l'emportait plus largement sur le processus économique, l'ascension des Noirs fut beaucoup plus effectivement empêchée¹⁷¹. Dans ces deux pays, les personnalités et les groupes hostiles au capitalisme de laissez-faire ont été en première ligne de la poussée pour imposer politiquement la discrimination de couleur. La montée du radicalisme populiste dans les états du Sud américain à la fin du XIX^e siècle déclencha un déclin rapide des droits des Noirs et une forte intensification de la discrimination, de la ségrégation et des lynchages¹⁷². Les politiciens populistes du Sud qui déclamaient contre les banques et les entreprises capitalistes, tonnaient aussi contre les « sales nègres »¹⁷³. Sur la côte ouest des Etats-Unis, le socialiste Jack London et le chef syndicaliste Samuel Gompers furent le fer de lance de campagnes politiques contre les Chinois¹⁷⁴. En Afrique du Sud aussi, les socialistes et les chefs syndicalistes (c'étaient parfois les mêmes personnes) furent ceux qui exigèrent, à l'origine, la législation du « color bar », et appuyèrent leurs campagnes par des émeutes¹⁷⁵. Le Parti nationaliste d'Afrique du Sud a longtemps eu une idéologie anti-capitaliste¹⁷⁶, et les Afrikaners dénonçaient comme des « abus du capitalisme » la tendance du marché à laisser des Noirs s'élever au-dessus de leur « place » telle que les Blancs la concevaient¹⁷⁷.

La littérature sur la race et l'ethnicité prétend très souvent que les « stéréotypes » infligent à divers groupes des pertes sérieuses comme employés, consommateurs, emprunteurs, ou locataires. La conclusion que l'on en tire fréquemment est que la dénonciation intellectuelle et morale de ces « stéréotypes » est d'urgente nécessité, et que chaque individu devrait être jugé sur sa valeur personnelle. Les stéréotypes ont des coûts qui varient grandement avec les circonstances. Il est souvent d'un coût négligeable d'exprimer des préjugés raciaux ou ethniques entre amis ou parmi ses pairs. Mais si l'on ne risque pas grand-chose à *exprimer* des stéréotypes en société, ou même à *voter* sur la base de stéréotypes dans le contexte politique, *agir* sur de telles bases, ou sur d'autres erreurs de jugement, dans le cadre d'un marché concurrentiel implique de s'exposer à des coûts importants, et même mettre en danger sa propre survie économique. Les mêmes forces concurrentielles qui ont disloqué les cartels d'employeurs blancs dans le Sud après la Guerre de Sécession, ont également contraint à concéder une autonomie accrue aux métayers malgré la persistance et la généralité du stéréotype affirmant que les Nègres sont incapables de gérer leurs affaires.

Des jugements erronés de ce genre ne sont pas la seule raison de la discrimination. Un employeur qui sait parfaitement que tel individu est le candidat le plus qualifié pour obtenir un certain emploi, peut néanmoins ne pas l'embaucher si ce candidat est d'un groupe racial, ou religieux, ou autre que l'employeur réprouve en général ou qu'il n'aime pas voir occuper des postes de responsabilité. Parfois la répugnance de l'employeur à embaucher quelqu'un se fonde sur les réactions auxquelles il s'attend de la part de clients ou de collègues de travail, dont l'antipathie peut être dirigée sur des différences de race ou d'ethnicité plutôt que motivée par des considérations d'efficacité dans l'emploi offert. De même, un propriétaire de logements qui sait qu'un certain candidat locataire est quelqu'un de convenable et de sérieux, peut néanmoins ne pas lui louer l'appartement, si ce propriétaire ou les autres locataires répugnent à côtoyer en permanence des personnes de la même race ou ethnicité que ce candidat. Le même principe s'applique aux habitués d'un certain restaurant, d'un hôtel, ou d'un magasin, si la direction ou la clientèle réagit défavorablement.

Selon le marché considéré, ce genre d'attitude peut conduire à la ségrégation, avec ou sans solutions de second choix offertes au groupe écarté. Les employeurs américains du XIX^e siècle, par exemple, se

rendirent compte à l'expérience qu'embaucher des Ecossais d'Irlande et d'autres Irlandais dans une même équipe de chantier était une incitation à la violence¹⁷⁸, en particulier quand ils avaient à vivre longtemps côte à côte dans la construction de chemins de fer ou de canaux. Des générations plus tard, le même cas se produisit lorsque des immigrants italiens provenant de régions différentes d'Italie travaillaient dans une même équipe permanente¹⁷⁹. Aujourd'hui, comme la ségrégation est interdite aux Etats-Unis, le même résultat peut être obtenu indirectement, en confiant le recrutement à des agents de placement d'une certaine ethnie, les recrutés se trouvant alors provenir tous de l'ethnie du recruteur. C'est particulièrement fréquent avec les travailleurs agricoles mexicains dans le Sud-Ouest. Là encore, les antipathies de groupes sont spécialement vives dans les occasions où les gens doivent se côtoyer pendant des périodes prolongées. Le fait a longtemps été observé dans les équipes de travail itinérantes, et il reste important de nos jours dans les questions de logement.

En principe, il n'y a pas de différence entre le cas où il s'agit d'une antipathie effective de groupe à groupe, et le cas où il s'agit de la simple préférence pour la compagnie de gens du groupe auquel on appartient. Cette dernière situation peut refléter en partie des similitudes culturelles, qui diminuent le coût de faire connaissance et les risques de frictions personnelles ou de déceptions en affaires. Les Juifs Hassidim de New York, dans l'industrie de la joaillerie, par exemple, ont pendant des générations effectué des transactions de pierres précieuses sans aucun contrat écrit, en raison de l'absolue confiance dans leur respect mutuel de la parole donnée ; mais procéder de même avec des personnes quelconques serait évidemment chercher le désastre. Le cas typique de l'antipathie de groupes aux Etats-Unis — la ségrégation et la discrimination anti-Noirs dans les Etats du Sud pendant la période dite de *Jim Crow* — impliquait à la fois préjugé et antipathie, mais ce que nous avons à en retenir ici, est que ce sont là deux facteurs distincts qui peuvent intervenir l'un sans l'autre.

Lorsqu'il existe un coût réel à certaines associations — soit en raison d'antipathies, soit en raison de différences culturelles — le marché concurrentiel n'éliminera pas les procédés qui se sont dégagés pour faire face à ces coûts. Lorsque des équipes de travailleurs, ou des regroupements d'habitants se forment spontanément dans un tel but, le marché ne défera pas ce que les gens ont élaboré, à moins que, et jusqu'à ce que

ces gens eux-mêmes changent de caractéristiques ou d'attitudes. En fait, même une intervention contraignante du pouvoir politique peut échouer dans une telle entreprise — comme par exemple lorsque les gens reconstituent une ségrégation sociale, dans des habitats ou des écoles que les statistiques classent comme « intégrés ». Inversement, lorsque les caractéristiques et attitudes ne sont pas suffisamment différentes pour que les gens paient le coût de réaliser d'eux-mêmes une ségrégation — comme dans les villes du Nord des Etats-Unis vers la fin du XIX^e siècle — il peut y avoir des quartiers d'immeubles locatifs ouverts à tous en l'absence complète d'une législation imposant cette ouverture ; peu importe alors la légalité des clauses discriminatoires dans les baux, et l'impuissance politique de la minorité noire citadine. Les profonds changements de cette structure ouverte de l'habitat au début du XX^e siècle sont survenus à la suite de changements dans la composition de la population noire du Nord, la population blanche ayant réagi aux remous de l'arrivée massive de Noirs du Sud, non acculturés. A San Francisco, où cette migration de gens du Sud arriva avec des décennies de retard, la répartition des habitats par groupes et les attitudes raciales changèrent avec le même retard¹⁸⁰.

Un marché concurrentiel fait payer la discrimination, mais il ne l'élimine pas, ni même ne la réduit progressivement, quand elle est fondée sur l'antipathie alors qu'il le fait quand elle est fondée sur des préjugés erronés. Dans ce dernier cas, les entreprises (ou les échangistes en général) dont les opinions se trouvent être plus proches de la vérité obtiendront un avantage concurrentiel sur ceux dont les opinions continuent de lui tourner le dos. Par exemple, ceux d'entre les agriculteurs américains du début du XX^e siècle qui payaient les ouvriers agricoles japonais autant que les Blancs, en tirèrent un avantage concurrentiel sur ceux qui les payaient moins, parce que les Japonais étaient en fait plus productifs et qu'un employeur qui en attirait plus s'en trouvait mieux économiquement. Ainsi, la concurrence fit irrésistiblement monter le salaire des journaliers japonais, à la fois en termes absolus et en comparaison avec le salaire des Blancs. Lorsqu'il existe de l'antipathie, néanmoins, l'employeur (ou autre échangiste éventuel) préfère se contenter d'un gain financier moindre, et cette différence est le prix de son aversion. Des employeurs moins atteints de préjugé peuvent faire un peu plus de profits, mais cette différence ne sera pas éliminée automatiquement par la concurrence parce que le « bénéfice

psychique » peut compenser le manque à gagner pécuniaire. Cela a cependant des limites, car l'entreprise doit gagner assez d'argent pour survivre. Il reste donc que le coût de la discrimination devient prohibitif quand il menace la survie même de l'affaire. Même le plus raciste des patrons d'une équipe professionnelle de basket-ball n'aurait guère d'autre choix que d'embaucher des joueurs noirs.

Celui qui prend la décision effective n'est pas nécessairement celui qui éprouve l'antipathie source de discrimination. Si les employés répugnent à travailler avec une personne appartenant à un autre arrière-plan racial ou ethnique, l'employeur a un motif réel pour en tenir compte. Si le moral, le rendement ou le taux de départs du personnel ancien se ressentent de l'embauche de travailleurs antipathiques, il s'ensuit une baisse de productivité de l'entreprise, même si les nouveaux employés sont exactement aussi capables que les anciens. Une telle situation *peut* conduire à de la discrimination, mais cela n'est pas inévitable. Dans la mesure où les anciens employés peuvent être remplacés par un nouvel appel à un groupe différent, la menace ou la simple vraisemblance de leur démission, ou de leur manque de zèle, perd de son poids. Même dans le Sud d'avant la Guerre de Sécession, lorsque les ouvriers blancs de l'usine *Treadgear* refusèrent de travailler à côté d'esclaves noirs, ils furent simplement remplacés par d'autres Noirs. Mais pour qu'une telle réaction soit possible, il faut disposer instantanément de remplaçants qualifiés pour la gamme entière des postes de travail à remplir¹⁸¹.

Pour les groupes raciaux ou ethniques disposant en eux-mêmes d'un éventail de capacités couvrant les positions de spécialistes, de directeurs et d'entrepreneurs, l'aversion des autres groupes à travailler avec eux a beaucoup moins d'effet. Même si à la fois les ouvriers et les employeurs ne veulent pas travailler avec des Juifs, il y a des employeurs juifs pour embaucher des travailleurs juifs et entrer sur le marché concurrentiel du même produit. Et c'est ce qui s'est effectivement produit, s'agissant de groupes ayant l'esprit d'entreprise, comme les Juifs, les Japonais et les Chinois entre autres. Mais là où la gamme des talents d'un groupe est trop courte pour remplir tous les postes d'une entreprise, le groupe est à la merci des autres qui peuvent consentir ou non à travailler avec lui.

Lorsqu'il existe de l'antipathie, elle peut ne pas être basée sur une quelconque croyance à l'infériorité du groupe antipathique. Les Juifs et les Chinois ont souvent été détestés de par le monde, parce que leur

efficacité plus grande était ressentie comme une menace. Même lorsqu'un groupe entier est considéré comme génétiquement inférieur, ce sont souvent précisément ceux de ses membres les plus visiblement capables qui sont le plus mal vus ; par exemple, « cela irrite souvent les Blancs pauvres en Afrique du Sud, que de voir des Noirs bien vêtus, ou de les entendre parler d'une façon cultivée »¹⁸². Des réactions analogues à l'encontre de Noirs de bonne éducation ont été fréquentes parmi les milieux d'Américains du Sud de race blanche, à diverses époques de l'histoire américaine¹⁸³.

En discutant de marchés, jusqu'ici, il a été implicitement entendu qu'il s'agissait de marchés concurrentiels. Mais des marchés peuvent ne pas l'être pour de nombreuses raisons. Les services publics réglementés — compagnies d'électricité, de téléphone, ou de gaz — sont ordinairement des monopoles sur leur marché respectif. Certaines entreprises doivent, légalement, ne pas chercher à faire des bénéfices : écoles, hôpitaux et fondations, par exemple. Les monopoles purement privés ont été tout à fait rares dans l'histoire américaine, et peu de cartels ont été durables sans l'appui réglementaire de l'Etat.

Sur un marché concurrentiel, le coût de la discrimination se mesure aux profits certains que l'on perd en refusant des transactions qui auraient été rémunératrices. Il y a danger de voir un concurrent saisir l'occasion négligée, et cela peut mettre en péril la vie même de l'entreprise discriminatrice ; mais dans un marché fermé, d'où la concurrence est exclue, ces pertes sont moins grandes ou inexistantes. Un service public réglementé qui pratique de la discrimination dans l'embauche peut avoir des frais plus élevés pour trouver et garder du personnel qualifié, puisqu'elle en refuse une certaine partie pour des motifs de race, de religion, d'origine nationale ou autres caractères particuliers de groupe. Embaucher 100 travailleurs qualifiés peut ainsi obliger à en rechercher 150 si le tiers d'entre eux se trouvent appartenir à un groupe rejeté. Ces coûts supplémentaires de production peuvent être reportés sur les clients de l'entreprise moyennant l'autorisation de l'administration de tutelle. Ce n'est pas seulement parce qu'ils ont un monopole, que les services publics n'ont à supporter qu'un coût réduit pour pratiquer la discrimination. C'est parce qu'il s'agit d'un monopole par réglementation. Un monopole non soumis à réglementation par l'Etat pourrait gagner un profit en ne pratiquant pas de discrimination lorsqu'il embauche du personnel ; mais le taux de profit du monopole

officialisé est limité d'autorité par le pouvoir, de sorte qu'il ne peut de toute façon pas en recevoir plus. Par contre, il peut employer sa position exclusive pour obtenir nombre d'avantages non monétaires — parmi lesquels la faculté de discriminer.

Les syndicats sont un facteur de première importance dans l'élimination de la concurrence sur les marchés du travail. Ils ont une influence à la fois directe et indirecte sur la discrimination. Directement, ils ont à diverses époques refusé l'adhésion de divers groupes : aux Etats-Unis, Irlandais, Italiens, Chinois, et Noirs sans doute plus radicalement que les autres. Certains syndicats n'acceptaient que les parents d'adhérents déjà inscrits. Dans la réalité, cela se traduisait par l'exclusion des membres d'autres groupes raciaux ou ethniques. Comme tous les traitements préférentiels, il s'agit aussi d'une discrimination, si on se place du point de vue de ceux qui ne sont *pas* préférés.

L'intérêt propre des employeurs les a souvent placés dans le camp opposé aux syndicats, dans le domaine de l'exclusion raciale et ethnique. Plus large est le milieu des apporteurs de travail, plus l'employeur est en mesure de choisir les meilleurs travailleurs, cependant que la pression à la hausse des salaires est d'autant plus faible. Employeurs et ouvriers syndicalisés peuvent être du même groupe racial et ethnique, et partager les mêmes préjugés et antipathies contre les autres groupes, mais leurs *coûts* respectifs s'ils transposent leurs penchants subjectifs en discriminations ouvertes, sont fort différents et il en résulte des comportements opposés. Même en Afrique du Sud, des employeurs ont tenté d'embaucher davantage d'Africains, et pour des postes plus élevés, que ne le permettaient l'idéologie raciste et les réglementations gouvernementales¹⁸⁴. Le développement de l'exclusivisme racial en Afrique du Sud y a suivi celui des syndicats ouvriers militants dans les années 1880¹⁸⁵ ; et l'action des syndicats, y compris les émeutes, fut le fer de lance de l'extension progressive de la discrimination contre les Africains, qui a culminé finalement en rigide *apartheid*¹⁸⁶. La première loi sur le « Color Bar » en Afrique du Sud fut promulguée en 1911, pour tenter de prévenir davantage de violences syndicales, qui avaient déjà comporté des dynamitages, des effusions de sang et des sabotages¹⁸⁷.

Aux Etats-Unis aussi, les employeurs ont souvent essayé d'embaucher des ouvriers dont le groupe racial ou ethnique était impopulaire, encourant de ce fait l'opposition furieuse des syndicats. La main-d'œuvre chinoise fut engagée en Californie pour construire le chemin de

fer transcontinental. Des Mexicains ont été — et sont encore aujourd'hui — importés pour les travaux agricoles. Pendant la seconde guerre mondiale, c'est par trains entiers que chaque jour l'industriel Henry Kaiser amenait du Sud des Noirs pour travailler dans ses usines¹⁸⁸. Rien de tout cela ne fut motivé par de l'altruisme, mais aussi bien les employeurs que les employés saisissaient une occasion d'améliorer leur situation économique. Les syndicats, représentant des gens qui étaient là les premiers et qui s'estimaient avoir droit à recevoir d'une façon ou d'une autre un meilleur traitement que les nouveaux venus, considérèrent naturellement qu'il y avait là une menace à leurs intérêts et un défi racial. Paradoxalement, les travailleurs qualifiés noirs américains purent, dans le Sud, continuer à travailler dans leur branche accoutumée longtemps après qu'ils en avaient été exclus dans le Nord ; et cela parce que les syndicats avaient eu plus de peine à s'implanter dans le Sud. Là encore, ce ne fut pas simplement l'intensité des préjugés qui fut décisive économiquement, mais *le coût* de transposer des préjugés en comportements publics. Les employeurs du Sud non liés à un syndicat ouvrier auraient perdu davantage en refusant d'embaucher des travailleurs noirs qualifiés ; les employeurs du Nord d'entreprises syndicalisées n'auraient pas gagné autant à l'embauche de Noirs qualifiés car il leur aurait fallu les payer autant que les Blancs bénéficiant de salaires artificiellement élevés par la pression syndicale.

Tout en exerçant une influence directe sur la discrimination, les syndicats rendent la discrimination à l'embauche moins coûteuse pour les employeurs. Le coût de la discrimination pour un employeur se mesure au manque à gagner par rapport à ce que seraient ses profits s'il pouvait puiser sa main-d'œuvre dans une réserve plus large, et donc choisir des ouvriers plus sélectionnés tout en les payant moins. Là où les syndicats réussissent à pousser le taux des salaires plus haut qu'il n'aurait été sur un marché concurrentiel ouvert, les employeurs demandent moins de travail en même temps que les demandeurs d'emploi affluent, attirés par les hauts salaires. Au total, un excédent chronique de demandeurs d'emploi se trouve créé par des taux de salaires artificiellement relevés. Un surplus chronique de postulants permet à l'entrepreneur d'exclure les catégories de travailleurs qui ne lui plaisent pas — y compris du fait de leur appartenance raciale ou ethnique — sans être exposé aux pertes financières éventuelles qu'une telle discrimination entraînerait sur un marché concurrentiel ouvert.

L'EXPÉRIENCE AMÉRICAINNE

Le déplacement historique de millions d'immigrants et la grande diversité de groupes raciaux et ethniques qui constituent la population des Etats-Unis en un champ d'études unique en son genre. Même le concept de « minorités » ethniques est inexact appliqué aux Etats-Unis où il n'existe pas de majorité ethnique. Bien que la race caucasienne soit en très forte majorité — 87 % de la population¹ — la décomposition ethnique parmi les Blancs (et parmi les Noirs) reste significative et il n'y a rien qui se rapproche d'une majorité ethnique. Il aurait été possible de caractériser l'Amérique coloniale par un partage en majorité et minorité, au temps où les trois quarts des habitants des treize colonies étaient d'origine britannique², mais à la date du premier recensement des Etats-Unis en 1790, ils n'étaient plus que la moitié à peu près de la population³. Bien qu'il soit de mode de parler comme s'il y avait encore aujourd'hui une majorité d'Anglo-Saxons, ils ne sont en fait que 14 % de la population américaine. C'est le groupe numériquement le plus important, mais fort loin de constituer une majorité de la population.

Même ces grandeurs sous-évaluent l'hétérogénéité ethnique de la population américaine. Chacun des groupes évoqués contient des individus nombreux dont l'ascendance est un mélange des autres groupes. Plus des deux tiers de tous les Américains qui se déclarent descendants d'Anglais indiquent aussi d'autres lignées. De même près des quatre cinquièmes de tous les Indiens américains⁵. Pour l'ensemble des Etats-Unis, 45 % seulement de la population consistent en personnes dont tous les ancêtres (pour autant qu'ils le sachent)⁶ étaient de même

provenance, tandis que 38 % savent que les leurs étaient de provenances diverses, et 17 % ne précisent rien à ce sujet⁷. Racialement, la prépondérance des Anglo-Saxons est mythique.

TABLEAU 6.1

| <i>Ethnicité</i> | <i>Nombre</i> | <i>Pourcentage</i> |
|------------------|---------------|--------------------|
| Britanniques | 29 548 000 | 14 |
| Allemands | 25 543 000 | 13 |
| Noirs | 23 465 000 | 11 |
| Irlandais | 16 408 000 | 8 |
| Hispaniques | 9 178 000 | 5 |
| Italiens | 8 764 000 | 4 |
| Français | 5 420 000 | 3 |
| Polonais | 5 105 000 | 3 |
| Russes | 2 188 000 | 1 |
| Non-identifiés | 17 556 000 | 9 |
| Divers | 85 130 000 | 42 |

Source : *US Bureau of Census*⁴.

Parfois, c'est la culture anglo-saxonne qui est considérée comme dominante au point d'être oppressive, exigeant de tous les autres groupes qu'ils abandonnent leur héritage comme prix de leur entrée, ou de leur ascension, dans la société américaine. Historiquement, toutefois, les immigrants japonais, allemands et juifs amorcèrent leur montée vers la prospérité alors qu'ils parlaient à peine l'anglais, conservant beaucoup de leurs traits culturels et vivant en communautés isolées⁸. Plus généralement, l'adaptation culturelle dans les Etats-Unis a été un processus bilatéral : la culture générale contient bien des aspects qui jadis étaient propres à un groupe particulier. La musique populaire des Etats-Unis a pour base une musique qui au départ était particulière aux Noirs : blues et jazz. Quoi de plus américain que les « frankfurters » et « hamburgers », alors que leur appellation est celle de villes allemandes parce que la mode en a été lancée par les Germano-Américains. L'argot américain a aussi absorbé des particularités ethniques ; l'habitude d'interpeller quelqu'un par « *Man* » vient des Noirs, et l'expression « *go for broke* » (parier gros sur un toquard) a pris naissance chez les Japonais-Américains. Rien n'est plus typique de l'Amérique que les cowboys et le Far-West, mais ces bouviers et leurs méthodes d'élevage venaient de

l'occupation espagnole dans le Sud-Ouest ; quant aux pionniers qui traversaient les plaines de l'Ouest dans des chariots bâchés, ils utilisaient un véhicule d'abord propre aux fermiers allemands de Pennsylvanie.

Ce que l'on appelle de façon vague et inexacte une société ou culture « Anglo » aux Etats-Unis est en fait une mosaïque incorporant certains traits saillants de manières de vivre sémitiques, hispaniques, nègres, asiatiques et autres. L'industrie de la confection américaine a été essentiellement créée par les Juifs, de même que les grands studios de cinéma. La brasserie et la production de pianos sont des industries créées par des Allemands. L'entretien de jardins à l'entreprise a été lancée par les Japonais en Californie. Même l'organisation du crime a eu en Amérique un fumet distinctement ethnique, ayant historiquement été dominé successivement par les Irlandais, puis par les Juifs, puis par les Italiens. Les grandes machines politiques américaines du XIX^e siècle et du XX^e commençant furent presque sans exception irlandaises — et leurs orientations comme leurs pratiques s'enracinaient dans l'histoire particulière de l'Irlande⁹.

L'illusion d'une majorité dominante et de « minorités » fortement typées est provoquée par l'habitude de comparer tel ou tel groupe avec la « moyenne nationale » en fait de revenus, de quotient intellectuel, de longévité, de criminalité, et autres variables. Mais dans un pays aussi fortement diversifié que les Etats-Unis, avec des différences régionales et autres recouvrant et compliquant la mosaïque ethnique, la prétendue « moyenne nationale » n'est rien de plus qu'un amalgame statistique de vastes divergences. Aucun groupe n'est aussi étrange qu'il peut le paraître en comparaison de la moyenne nationale. Chaque groupe ethnique est semblable à quelque autre groupe en fait de revenu, de QI, de taux de fertilité etc. Les comparaisons entre Noirs et Blancs, par exemple, montrent souvent de très grandes disparités, mais en fait les Noirs *n'ont pas* les revenus¹⁰, les quotients intellectuels¹¹, les statuts professionnels¹² ou les niveaux d'instruction¹³ les plus bas parmi les groupes ethniques américains ; ils n'ont pas non plus les plus hauts niveaux d'alcoolisme¹⁴, ou de familles de mères seules¹⁵. Les Noirs sont simplement l'un des nombreux groupes présents dans une même zone de distribution.

Précisément parce que la race et l'ethnicité ont souvent provoqué de puissantes attitudes sentimentales, et parfois des actions violentes et dramatiques, il y a une tendance à regarder toute différence entre races et entre ethnicités comme la conséquence du racisme. Mais les groupes

raciaux et ethniques américains diffèrent énormément par des caractéristiques dont l'éventail va de l'âge à l'implantation régionale et aux divers arrière-plans culturels. Beaucoup de ces caractéristiques ont un impact majeur sur les situations économiques des groupes raciaux et ethniques, même si elles attirent beaucoup moins l'attention que la race ou le racisme.

LES DIFFÉRENCES ÉCONOMIQUES

La vision d'une société américaine comportant une majorité et une minorité est démentie par les différences ethniques de revenus, qui s'étendent tout au long d'un échelonnement continu, au lieu de montrer une norme nationale avec quelques exceptions.

Parmi les Américains non blancs, certains groupes (Japonais et Chinois) ont gagné plus que les Blancs, certains autres (Philippins et Antillais) ont gagné à peu près autant, et d'autres (Indiens et Noirs nés en Amérique) ont gagné sensiblement moins. D'autres groupes encore dont la majorité des membres sont classés comme blancs (Portoricains et Mexicains) ont gagné nettement moins que la moyenne nationale¹⁷. Bref, les groupes non blancs sont présents dans toute la largeur de l'éventail, et les Blancs exactement de même. Dans l'ensemble, les Blancs gagnent plus que les non-Blancs, mais seulement parce que, statistiquement, environ 90 % des Américains non blancs sont des Noirs nés aux Etats-Unis — et non pas parce que les groupes non blancs sont tous confinés dans des situations inférieures. Les Japonais-Américains gagnent plus que les Américains d'origine allemande, italienne, irlandaise, polonaise ou anglo-saxonne. Les Noirs antillais (Indes occidentales) de la seconde génération sont dans le même cas que ces Japonais¹⁸.

Historiquement, il fait peu de doute que les non-Blancs ont rencontré aux Etats-Unis plus de barrières économiques et sociales que les Blancs. Les lois anti-nègres (*Jim Crow*) qui dans tous les domaines ont pesé sur plusieurs générations de Noirs du Sud américain étaient uniques en leur genre, mais les pires années des lois et mesures anti-jaunes sur la côte ouest ont manqué de peu la première place — marquées par les violences des milices privées, la discrimination juridique et l'hostilité du public¹⁹. Cependant, ce qui surprend, c'est le fait patent qu'il y a eu bien peu de corrélation entre le degré historique de discrimination et les résultats

économiques obtenus maintenant. Il serait difficile de prétendre que les Portoricains aient rencontré autant de discrimination que les Japonais, qui ont maintenant le *double* de revenu. Il serait plus difficile encore de soutenir que les Portoricains aient historiquement rencontré un niveau de discrimination comparable à celui des Noirs, qui ont un statut professionnel plus élevé qu'eux, et un revenu supérieur de 20 %²⁰. Il est tout à fait possible qu'existe un préjugé défavorable aux Portoricains plus ou moins foncés, mais comment penser qu'il soit plus défavorable qu'à l'égard des Antillais noirs, dont le revenu familial est de moitié plus élevé que celui des Portoricains²¹ ?

TABLEAU 6.2

| <i>Ethnicité</i> | 1969 : <i>revenu familial</i> (1) | 1977 : <i>revenu familial %</i> (2) |
|--------------------------|--------------------------------------|--|
| Juifs | 172 | |
| Japonais | 132 | |
| Polonais | 115 | 119 |
| Chinois | 112 | |
| Italiens | 112 | 114 |
| Allemands | 107 | 111 |
| Anglo-Saxons | 105 | 113 |
| Irlandais | 103 | 110 |
| <i>Moyenne nationale</i> | 100 | 100 |
| Philippins | 99 | |
| Antillais | 94 | |
| Cubains | 80 | 88 |
| Mexicains | 76 | 73 |
| Portoricains | 63 | 50 |
| Noirs | 62 | 60 |
| Indiens (américains) | 60 | |

(1) Revenu familial médian de chaque groupe ethnique, divisé par le revenu familial médian de la population américaine d'ensemble.

(2) L'on ne dispose pas de données comparables pour les deux périodes, concernant les Juifs, mais en se servant des données des Russes-Américains comme équivalentes des données juives, selon l'usage courant dans ce contexte, l'on trouve un pourcentage de 146 pour 1968, de 140 pour 1970, et un pourcentage de 143 pour 1977.

Source : *US Bureau of Census et National Jewish Population Survey*¹⁶.

Il peut sembler difficile de concilier le préjugé de couleur, dont on

peut démontrer qu'il a été appliqué à tous les groupes non blancs pendant au moins une substantielle partie de leur histoire aux États-Unis, avec le fait également démontrable que divers groupes non blancs ont aujourd'hui un niveau économique égal ou supérieur à celui de divers groupes blancs. Une partie de la réponse est que la traduction du préjugé subjectif en discrimination économique manifeste n'est nullement automatique — pas plus que la discrimination ne se traduit par la pauvreté. La prospérité historique des « Chinois d'outre-mer », haïs des populations en Asie du Sud-Est, ou des Juifs qui ont subi des siècles d'anti-sémitisme en Europe, est sans doute la preuve la plus spectaculaire de la justesse de cette réserve. Mais au surplus, le préjugé défavorable lui-même n'est invariable ni dans sa portée ni dans son intensité.

Les attitudes des Américains à l'égard de la race et de l'ethnicité et leur comportement en ces matières ont changé de bien des façons pendant la période d'après la seconde guerre mondiale. L'accès des Juifs était réglementé, voire interdit dans bien des facultés d'Universités avant le conflit²² ; mais ensuite leur représentation dans ces facultés s'est élevée bien au-dessus de leur proportion dans la population²³. Des sports professionnels qui excluait totalement les athlètes noirs avant la guerre finirent par être dominés par eux depuis : le base-ball, le football, et surtout le basket-ball. Les lois anti-japonnaises qui foisonnaient en Californie avant guerre furent repoussées avec fracas par un référendum après la guerre²⁴. Les enquêtes sur les attitudes au fil des années ont montré des retournements majeurs de l'opinion concernant la race et l'ethnicité²⁵, et les taux croissants de mariages mixtes ont confirmé dans la pratique ces changements de mentalité.

Historiquement, le degré auquel les divers groupes ont été l'objet de préjugés défavorables, ou ont été socialement acceptés, a beaucoup varié avec le temps — à en juger par des indices tels que la variation des types de ségrégation résidentielle, et celle des taux de mariages mixtes. C'est seulement dans les années récentes que le taux des mariages mixtes pour n'importe quel groupe non blanc a approché les 50 %. Ce furent généralement les groupes non blancs les plus prospères et les mieux instruits qui eurent les plus hauts pourcentages de mariages mixtes, et le moins de ségrégation résidentielle. A peu près la moitié de tous les mariages actuels de Japonais dans le comté de Los Angeles et à Hawaï sont des mariages inter-raciaux²⁶ et presque invariablement avec des personnes blanches²⁷. Dans l'Histoire il n'en a pas toujours été ainsi

puisque dans les années 1920 il n'y avait que 2 % de mariages japonais à Los Angeles à être mixtes, et à la génération suivante seulement de 11 à 12 %²⁸.

Les Japonais sont sortis de la ségrégation résidentielle²⁹, comme les Chinois³⁰. A l'autre extrémité, à peine 1 % des Noirs qui se marient de nos jours épousent quelqu'un d'une autre race, et même hors du Sud le taux des mariages mixtes de Noirs n'est guère que de 4 %³¹. De plus, les Noirs sont beaucoup plus soumis à la ségrégation résidentielle que la plupart des autres groupes ethniques — à l'exception des Portoricains³². En résumé, l'acceptation dans la société semble en corrélation avec la réussite économique, aussi bien à un moment déterminé que dans le cours de l'Histoire. Cela a été vrai des groupes blancs aussi bien que des non blancs. En 1910, les immigrants italiens vivaient davantage en ségrégation de résidence que les Noirs, en de nombreuses villes³³. Le taux de mariages ethniquement mixtes pour les Irlandais de Boston au XIX^e siècle était inférieur à un cinquième³⁴, alors qu'aujourd'hui la plupart des Irlandais épousent des femmes non irlandaises³⁵. Pour la plupart des groupes ethniques américains, blancs ou non blancs, l'acceptation sociale semble avoir été obtenue *après* l'ascension économique, et n'a pas été la cause de cette ascension. Autrement dit, le manque d'acceptation sociale n'a empêché ni les groupes blancs ni les non blancs de se sortir de la pauvreté.

L'une des causes les plus évidentes du fait que certains groupes gagnent davantage que d'autres est souvent passée sous silence : ils travaillent plus. Plus de la moitié de toutes les familles chinoises-américaines ont plus d'un membre gagnant un revenu, alors qu'une famille de Portoricains sur trois seulement en a plus d'un. Plus de 20 % de toutes les familles portoricaines n'ont *aucun* membre gagnant un revenu³⁸. Les femmes portoricaines restent hors du marché du travail, beaucoup plus que ne le font les Américaines, tant noires que blanches³⁹. Dans les premières années de la phase active, de 25 à 44 ans, il y a au travail la moitié moins de Portoricaines que de femmes blanches non-hispaniques. Ce sont les années où la plus grande proportion des Noires (61 %) et la plus faible proportion des Portoricaines (22 %) sont au travail.

Un autre facteur d'importance majeure est fréquemment méconnu : les groupes diffèrent grandement quant à l'âge, et donc quant à l'expérience professionnelle. L'âge en lui-même a des effets profonds —

indépendamment de la race ou de l'ethnicité — sur les revenus, le taux de chômage, la criminalité, la fertilité, et quantité d'autres variables sociales.

Toutefois, les différences d'âge brutes ne font pas toute l'histoire. L'écart des revenus et l'écart de formation entre les groupes les plus prospères et les moins prospères, sont concentrés sur leurs membres *les plus âgés*. En effet, les plus jeunes dans les divers groupes sont beaucoup plus semblables en revenus et en instruction, en conséquence d'une plus grande égalité des chances depuis quelques années, et d'une acculturation croissante des groupes les plus désavantagés. Tout d'abord, en ce qui concerne le revenu : les écarts entre les hommes de 18 à 24 ans sont beaucoup plus faibles, en chiffres absolus et en pourcentages, que parmi ceux qui sont dans leurs années de pointe quant aux gains : entre 45 et 54 ans. En fait, aux plus basses couches d'âge, un groupe à faibles revenus comme les Portoricains gagne davantage que les jeunes Chinois, groupe à hauts revenus. En général, les groupes à bas revenus atteignent leur maximum de gains de bonne heure, tandis que les groupes à hauts revenus culminent plus tard parce qu'ils continuent à s'élever à de plus hautes situations en fonction de l'expérience acquise. Parmi les travailleurs les plus jeunes, ceux qui ont été à l'université ou ont eu une autre formation peuvent avoir moins d'expérience professionnelle que d'autres

TABLEAU 6.3

| <i>Ethnicité</i> | <i>Age médian</i> | | |
|------------------|----------------------|---------------------------|-------------------------|
| | <i>Groupe entier</i> | <i>Gagneurs de revenu</i> | <i>Chefs de famille</i> |
| Juifs | 46 | — | 50 |
| Polonais | 40 | — | — |
| Irlandais | 37 | — | — |
| Italiens | 36 | — | — |
| Allemands | 36 | — | — |
| Japonais | 32 | 41 | 46 |
| Chinois | 27 | 39 | 44 |
| Philippins | 26 | 37 | 43 |
| Noirs | 22 | 41 | 43 |
| Indiens amér. | 20 | 38 | 42 |
| Portoricains | 18 | 34 | 36 |
| Mexicains | 18 | — | — |
| Antillais | — | 43 | 45 |

Source : US Bureau of Census et National Jewish Population Survey⁴⁰.

qui ont travaillé plus tôt, de sorte qu'il faut quelque temps pour que des connaissances supérieures compensent la meilleure expérience pratique des moins instruits de même classe d'âge.

Les effets combinés de l'âge et de l'éducation peuvent être observés dans le fait que les chefs de familles juives sont non seulement plus âgés de 14 ans que les chefs de familles portoricaines, mais ont en outre passé en moyenne six ans de plus à s'instruire⁴² : celles qui séparent la classe de 3^{ème}, de la troisième année d'enseignement supérieur. De nos jours, les groupes désavantagés gravissent les degrés de l'instruction, plus vite même que le reste de la société. Cela se reflète économiquement dans le fait que les membres les plus jeunes de groupes désavantagés gagnent des revenus plus comparables à ceux des jeunes des autres groupes, que ne le font les membres plus âgés qui étaient arrivés à une époque moins favorable. Parmi les jeunes couples mariés hors des Etats du Sud, les ménages noirs gagnaient, en 1959, 78 % de ce que gagnaient les ménages blancs, 91 % en 1969, et 96 % en 1970⁴³. Quand, dans l'une et l'autre race, le mari et la femme travaillaient tous deux, le ménage noir gagnait en 1970 4 % de plus que le ménage blanc⁴⁴, et 5 % de plus en 1971⁴⁵.

TABLEAU 6.4

| <i>Ethnicité</i> | <i>Revenu moyen, sexe masculin, 1960</i> | |
|------------------|--|------------------|
| | <i>Age 18-24</i> | <i>Age 45-54</i> |
| Indien-Américain | 82 | 53 |
| Noirs | 83 | 54 |
| Chinois | 66 | 100 |
| Philippines | 91 | 69 |
| Japonais | 83 | 107 |
| Portoricain | 101 | 62 |
| Antillais | 96 | 74 |

Source : *US Bureau of the Census*⁴¹.

Les Etats-Unis sont un pays régionalement divers, où le revenu moyen dans certains Etats est plus du double de ce qu'il est dans d'autres⁴⁶. Bien entendu, la distribution régionale des groupes ethniques affecte leur revenu moyen à l'échelle nationale — c'est évident mais souvent passé sous silence. En 1969, Noirs et Portoricains avaient nationalement des revenus très semblables, mais seulement parce que la moitié de la population noire vivait dans le Sud, région à bas niveau de

revenu où résidaient peu de Portoricains. Ailleurs que dans le Sud, les Noirs gagnaient des revenus sensiblement supérieurs à ceux des Portoricains des mêmes endroits⁴⁷. Les positions relatives des deux groupes — et le problème entier du rôle de la couleur dans l'économie américaine — pourraient être compris de travers si l'on ne tenait pas compte de la distribution régionale.

Les groupes ethniques américains ont largement varié dans leur structure de distribution régionale, surtout en raison de conditions historiques remontant à l'époque de l'immigration massive⁴⁸. Mais de quelque façon qu'ils soient arrivés là où ils sont, les divers groupes ethniques ont leur sort économique lié aux industries et aux activités de cette région. En outre, ceux qui ont quitté leur pays sont confrontés aux problèmes d'adaptation particuliers des migrants, en même temps qu'ils représentent une certaine catégorie de personnes différentes du reste de leur groupe. Les Indiens d'Amérique dans le Nord-Est urbain sont plus âgés d'une dizaine d'années que ceux du Moyen-Ouest rural, et ils ont deux enfants de moins par foyer⁴⁹. Les Noirs dans le Nord ont des revenus plus élevés que les Noirs dans le Sud⁵⁰.

En plus de l'impact des facteurs démographiques et régionaux, les groupes ethniques diffèrent en raison de différences de culture qui existaient bien avant qu'ils eussent mis le pied sur le sol américain. Cela comporte non seulement des talents spéciaux — les Allemands sachant faire de la bière, des pianos et des instruments d'optique, les Juifs des vêtements et de la vente au détail — mais des schémas complets d'orientation envers l'économie, la société, et l'existence en général. Des groupes qui avaient partagé les mêmes taudis pour immigrants, et dont les enfants étaient assis côte à côte dans les mêmes écoles, suivirent en Amérique des processus de développement entièrement différents — ils reflétaient des traditions venant de milliers de kilomètres de distance et de siècles révolus⁵¹. Quand les Irlandais étaient des immigrants sans ressources, souvent les hommes travaillaient aux chantiers de voies ferrées, et les femmes comme domestiques ; mais quand les immigrants juifs traversaient de semblables phases de pauvreté totale, ils ne pratiquèrent presque jamais ces deux métiers qui auraient mis obstacle à leurs observances religieuses et heurté leur conception de la famille⁵². Les immigrants noirs des Antilles Britanniques ont eu des taux de délinquance très inférieurs à ceux des autres Noirs vivant dans les mêmes ghettos — d'ailleurs inférieurs aussi à ceux des Blancs américains⁵³.

Apparemment, les « causes fondamentales » de la criminalité que sont les « conditions sociales » du ghetto n'ont pas agi sur les Noirs antillais. Les Irlandais ont eu des taux de psychose alcoolique 25 fois supérieurs à ceux des Italiens, et 50 fois à ceux des Juifs⁵⁴. De telles différences paraissent difficilement explicables par les « pressions » de la vie américaine, alors qu'on peut constater des différences du même ordre quant à l'ivrognerie ou l'alcoolisme dans l'histoire des trois groupes en Europe aux siècles passés.

LA STRUCTURE FAMILIALE

Les groupes ethniques américains diffèrent par l'âge auquel l'on se marie, le degré auquel l'on constitue une famille et la maintient intacte, la dimension de la famille et les valeurs qu'elle transmet à ses jeunes membres⁵⁵. Tout cela retentit non seulement sur les perspectives ouvertes aux femmes, mais aussi sur le comportement économique des maris : dans tel groupe les hommes ont des charges de famille qui les contraignent à prendre du travail tôt dans leur existence, dans tel autre groupe les jeunes hommes peuvent attendre d'avoir terminé leurs études supérieures et entrer dans la vie professionnelle à un niveau plus élevé. De plus, le mariage précoce contribue à l'augmentation de la progéniture : les Mexicaines d'Amérique ont deux fois plus d'enfants que les Japonaises-Américaines, à la fin de leurs années de fécondité⁵⁶. Les groupes diffèrent aussi quant à la mesure où l'on y constitue effectivement des familles. Par exemple, parmi les hommes blancs de 25 à 64 ans, 9 % seulement sont célibataires, tandis que les hommes noirs de la même tranche d'âges sont célibataires à 16 %⁵⁷. Cela a des conséquences économiques aussi bien que sociales. Les hommes mariés — et surtout ceux qui ont des enfants à charge — ont des taux plus élevés de participation à la force de travail et des taux moins élevés de chômage⁵⁸. Un groupe qui aurait une proportion anormalement élevée de célibataires sans enfants aurait aussi tendance à fournir moins de travailleurs et donc à recevoir moins de revenu — pour cette raison même et pour d'autres raisons.

Parmi les foyers qui se forment, une partie sont rompus par le divorce ou la désertion ; il y a aussi des foyers où il n'y a jamais eu les deux parents sous le même toit du fait de grossesses hors mariage, le plus

souvent parmi les adolescentes de moins de vingt ans. Bien qu'il soit malaisé d'obtenir des données comparées couvrant tout l'éventail des groupes ethniques américains, quant au nombre des mères chefs de famille, l'on peut en donner une idée approximative d'après des sources hétérogènes, avec le résultat que voici :

TABLEAU 6.5

| <i>Ethnicité</i> | <i>Mères chefs de famille en %</i> | <i>Ethnicité</i> | <i>Mères chefs de famille en %</i> |
|------------------|------------------------------------|--------------------|------------------------------------|
| Chinois | 7 | Irlandais | 12 |
| Juifs | 7 | Mexicains | 12 |
| Allemands | 8 | Indiens américains | 18 |
| Philippins | 9 | Antillais | 24 |
| Polonais | 9 | Noirs | 31 |
| Italiens | 10 | Portoricains | 34 |
| Japonais | 10 | | |

Source : *US Bureau of Census et National Jewish Population Survey*⁵⁹.

Ces écarts considérables ont des répercussions très importantes sur la façon dont sont élevés les enfants. Par exemple, plus des quatre cinquièmes de tous les enfants blancs vivent avec leurs deux parents ; mais parmi les enfants noirs, moins de la moitié vivent avec les deux⁶⁰.

Les foyers de la mère seule, parmi les Noirs, ont eu des revenus en baisse au même moment où les foyers de couple ont vu les leurs augmenter, à la fois en chiffres absolus et par rapport aux foyers blancs⁶¹. Il serait bien difficile d'expliquer des tendances inverses par les attitudes des employeurs blancs. Mais les deux types de foyers peuvent également présenter des différences quant aux valeurs de culture ayant des retombées économiques. L'on a de cela d'autres indications intéressantes. Par exemple, à la fin des années 1960, les jeunes hommes noirs dont la famille est abonnée à une bibliothèque et reçoit à la maison des journaux et des revues ont atteint des niveaux professionnels élevés aussi fréquemment que leurs contemporains blancs ayant le même milieu familial et culturel⁶². Les différences considérables subsistant dans les niveaux professionnels des jeunes Noirs et des jeunes Blancs traduisent des différences de culture existant entre eux avant que les uns ou les autres n'entrent en contact avec les employeurs. De nombreux sondages sur les attitudes devant l'existence ont conclu que les groupes où l'on

réussit peu ont les mêmes idéaux et les mêmes aspirations que les groupes où l'on réussit bien⁶³, mais il ne coûte guère de répondre à un questionnaire, alors que l'avancement personnel peut exiger des années de sacrifices et de travail assidu. Ce qui compte, c'est d'être décidé à *payer le prix* qu'il faut pour atteindre ses objectifs. Les larges différences de comportement habituel que l'on constate indiquent que l'arbitrage entre les désirs en concurrence varie fortement d'un groupe ethnique à l'autre parmi les Américains.

Le nombre des enfants par famille a un effet important sur la situation matérielle courante du foyer, et aussi sur ses perspectives d'avenir. Les familles de Mexicains en Amérique ont des revenus plus élevés que les familles noires, mais le revenu *par tête* des Mexicains est inférieur à celui des Noirs. Parmi les conséquences de cette situation, il y a le fait que les Mexicains Américains vivent dans des logements de qualité inférieure, plus souvent que les Noirs⁶⁴ et envoient une moindre proportion de leurs enfants à l'Université⁶⁵. Ce n'est pas simplement le nombre des enfants dans un groupe racial ou ethnique donné qui est important, mais tout autant leur distribution. Environ le tiers de tous les enfants de Noirs naissent de mère qui n'ont jamais atteint la classe de troisième⁶⁶ ce qui est le cas de la moitié des enfants de Portoricains⁶⁷. Les handicaps subis par les jeunes gens nés dans des foyers de parents peu instruits, ne sont pas seulement la pauvreté qui peut y régner, mais aussi l'incapacité de tels parents de fournir aux enfants les valeurs ou l'orientation conduisant à l'ascension sociale, sans parler de l'expérience que cela implique.

Ceux qui, au contraire, ont l'éducation, les valeurs, l'expérience et les relations à transmettre à leurs enfants n'ont d'ordinaire que peu d'enfants, ou même pas du tout. Les Noirs ayant une instruction supérieure ou une profession libérale ont, historiquement, eu trop peu d'enfants pour reproduire leur nombre. De même, plus de la moitié de toutes les Portoricaines ayant été au Collège, parviennent à la fin de leur fécondité avec au plus deux enfants, un quart d'entre elles n'en ayant aucun⁶⁸. D'un autre point de vue, plus de 90 % de tous les enfants noirs sont nés de femmes qui n'ont jamais passé une année à l'université⁶⁹. Pour les enfants portoricains, la proportion est de 99 %⁷⁰.

C'est un trait général dans la société américaine, que les groupes ayant les plus forts revenus ont moins d'enfants que les groupes moins aisés. Mais ce trait est encore accentué dans les groupes ethniques et raciaux désavantagés. Les Noirs, les Mexicains, ou les Portoricains des

classes ayant les plus faibles revenus ont même davantage d'enfants que les catégories à revenus équivalents de l'ensemble de la population — tandis que leurs membres à hauts revenus ont, eux, encore moins d'enfants que le reste des Américains ayant les mêmes revenus⁷¹. Quelles que soient les causes de ce phénomène social, ses conséquences économiques sont profondes. Ce qu'ont accompli — souvent au prix de grands sacrifices — les personnes les plus performantes de chaque groupe meurt avec elles, au lieu d'être transmis comme un patrimoine pour la race. Une grande partie du pénible effort pour sortir de la pauvreté et parvenir à la prospérité doit être répété en partant de zéro par chaque génération, parce que ceux qui ont réussi économiquement ne se reproduisent pas, tandis qu'une partie disproportionnée de chaque génération naît chez des gens qui vivent dans la pauvreté et sans les talents, l'instruction, l'acculturation et les relations personnelles qui donneraient à leurs enfants une chance raisonnable de réussite économique. En bref, un « capital humain » est perdu, à chaque génération, parmi les groupes ethniques qui en ont le plus grand besoin. Leurs essais pour obtenir la parité économique seraient déjà grandement handicapés par ce seul fait, même s'il n'y avait absolument aucune discrimination.

L'ÉDUCATION

Les différences d'éducation entre groupes ethniques américains ont été très longtemps extrêmes. Les taux d'analphabétisme parmi les groupes d'immigrants ont oscillé de pratiquement zéro à près de 100 %⁷². Au début du xx^e siècle, parmi les enfants d'immigrants plus de la moitié de ceux provenant d'Italie méridionale étaient en retard dans leur scolarité, alors qu'un enfant hollandais sur cinq seulement se trouvait dans ce cas. Et alors que plus d'un écolier hollandais sur quatre était *en avance* sur sa classe, il y avait moins d'un enfant italien sur dix à l'être⁷³. La proportion des élèves du secondaire achevant le cycle était près de cent fois plus forte parmi les Allemands et les Juifs, que parmi les Italiens ou les Irlandais⁷⁴. Même au milieu du xx^e siècle, il y avait entre les enfants Japonais et les Mexicains, sur les mêmes bancs des mêmes écoles des Etats-Unis, un écart de 91 aussi large qu'entre les Blancs et les Noirs du même âge allant à des écoles distinctes dans le Sud ségrégationniste⁷⁵.

La seule chose qui distingue notre époque, c'est à quel point nous

ignorons ce qui existait avant, et le fait que nous tenions nos différences raciales ou ethniques pour sans précédent. En réalité, non seulement les écarts entre groupes sont moindres, mais ils continuent à se rétrécir. La proportion des abandons en cours du secondaire parmi les Noirs était deux fois supérieure à celle des Blancs en 1967⁷⁶, mais cet écart n'avait rien de comparable à celui qui existait entre les Allemands et les Irlandais dans la première partie du siècle. En outre, en 1972 le taux d'abandons parmi les Noirs n'était plus supérieur que de 66 % à celui des Blancs⁷⁷.

Les différences de la qualité d'instruction s'ajoutent d'ordinaire aux différences quantitatives. Les groupes où la durée de scolarisation est au-dessus de la moyenne — Juifs, Chinois et Japonais — ont aussi un enseignement de meilleure qualité. Les étudiants juifs sont sur-représentés dans les universités les plus sélectives et se spécialisent dans les branches les plus difficiles (et rémunératrices), telles que le Droit, la Médecine, et la Biochimie⁷⁸. Les Chinois et les Japonais sont de même sur-représentés dans les domaines les plus ardues tels que les Mathématiques et les Sciences de la Nature⁷⁹. Les enseignants chinois et japonais, dans les collèges et les facultés ont leur doctorat plus souvent que leurs collègues Blancs et Noirs, et généralement dans des branches plus cotées⁸⁰. Inversement, les groupes où le niveau d'instruction est inférieur à la moyenne (Noirs, Portoricains, Mexicains) ont aussi une qualité d'enseignement inférieure. Les écoles pour Noirs seuls, dans le Sud, ont eu historiquement beaucoup moins de ressources, et de moindres critères de recrutement, que les écoles blanches ; et les Collèges noirs ont eu beaucoup de retard sur les autres établissements d'Enseignement Supérieur, que l'on se réfère à des indices objectifs tels que les notes aux Tests d'aptitude à l'éducation (SAT), les ressources de bibliothèque, la gamme des Facultés, ou les qualifications du corps enseignant⁸¹ — ou que l'on s'en rapporte aux appréciations d'observateurs compétents⁸². Les Portoricains et Mexicains ont non seulement des scolarités moins prolongées, mais en outre ils ont de moins bonnes notes pendant ce temps⁸³, et même ceux très peu nombreux qui poussent jusqu'à l'Université s'inscrivent à des Collèges moins exigeants⁸⁴.

En résumé, les statistiques sur les années de scolarisation sous-estiment les différences éducationnelles entre les groupes raciaux ou ethniques. En conséquence, les comparaisons entre individus ayant reçu la « même » durée d'enseignement, mais venant de milieux ethniquement différents, présentent souvent de substantielles disparités de revenus, que

l'on impute à une discrimination de groupes. Dans les rares cas où la qualité de l'enseignement peut être mesurée et connue, la prise en compte des différences de qualité change radicalement les conclusions. Les professeurs de Faculté ayant le doctorat et qui sont Noirs, gagnent en moyenne un peu moins que leurs homologues Blancs, mais généralement *davantage* que ces deniers qui enseignent dans la même branche qu'eux et dans une Faculté de même niveau qualitatif⁸⁵.

Les groupes où l'enseignement préparatoire est de qualité moindre s'adressent généralement à des Universités moins difficiles d'accès, et dans une même université s'inscrivent dans les branches les moins ardues. En comparaison des Blancs, les Noirs sont beaucoup plus nombreux à prendre un doctorat en Pédagogie ; les Asiatiques en revanche prennent davantage de doctorats en Sciences et Ingénierie⁸⁶.

L'on pourrait soutenir que les Professeurs chinois et japonais sont sous-payés, si l'on prend en compte la qualité de leur formation. Ils reçoivent à peu près les mêmes revenus que leurs collègues Blancs et Noirs, mais ils ont des diplômes plus nombreux et plus hautement appréciés, se concentrent sur des matières plus rentables et publient davantage d'études que leurs collègues, tant Blancs que Noirs⁸⁷. A niveau égal quant à ces différents critères de qualité, les enseignants asiatiques reçoivent des milliers de dollars de moins que leurs pairs en qualification⁸⁸. Cela pourrait résulter d'une discrimination, ou d'une tendance à l'égalitarisme, ou du fait de la naissance à l'étranger entraînant une moindre facilité d'expression en anglais, que l'on constate fréquemment chez les Asiatiques. Cette considération devrait concerner davantage les Chinois (dont la moitié environ sont nés hors des Etats-Unis) que les Japonais (dont la plupart y sont nés)⁹⁰. Les données disponibles à propos des Facultés ne distinguent pas entre les premiers et les seconds ; mais les données de recensement indiquent que les Japonais avec deux ans ou plus d'activité après le doctorat, gagnent même davantage que les autres Américains au même niveau élevé de formation, alors que les Chinois gagnent moins que les membres des professions libérales de même qualification dans la population globale⁹¹. Quelle que soit l'explication réelle des configurations observées, le point capital est que les données brutes sur le degré d'instruction reçue amènent souvent à des conclusions opposées à celles que l'on peut tirer quand les données tiennent compte des différences qualitatives⁹². Les différences entre le revenu global de groupes divers peuvent ainsi être tantôt exagérées, et tantôt minimisées.

L'on peut se poser une question plus fondamentale, concernant l'importance historique de l'éducation en tant que moyen de faire monter un groupe de la misère à l'aisance. L'on tient souvent pour axiomatique, que l'instruction est l'ingrédient décisif expliquant l'ascension sensationnelle de groupes tels que les Juifs, les Chinois et les Japonais — et qu'inversement c'est son absence qui est le facteur crucial pour la pauvreté des groupes actuellement au bas de l'échelle des revenus. Si plausible que la chose paraisse, les faits connus ne la confirment pas. Chinois, Japonais et Juifs ont commencé leur ascension bien avant qu'une proportion sensible d'entre eux aient dépassé le niveau du secondaire⁹³. C'est *après* être parvenus à un certain degré d'aisance par le succès économique (y compris en agriculture, s'agissant des Japonais), et après *seulement*, qu'ils purent envoyer leurs enfants faire les études nécessaires pour devenir médecins, chimistes et autres professions libérales rémunératrices. Les groupes dénués de l'arrière-plan entrepreneurial dont disposent les Juifs, Chinois et Japonais, peuvent évidemment avoir à compter davantage sur l'instruction comme voie d'ascension sociale. Mais ce n'est pas une raison pour perpétuer un mythe en guise d'explication du passé. Les Antillais d'aujourd'hui, dans la zone métropolitaine de New York, y reçoivent la même quantité d'instruction que les autres Noirs, mais gagnent des revenus supérieurs de 28 %⁹⁴.

Allant de pair avec le mythe de l'importance historique de l'instruction pour faire sortir les groupes de leur pauvreté, l'on a pensé qu'une bonne éducation elle-même requiert un cadre de vie spécial. Livres et périodiques au foyer, et beaucoup de conversation entre parents et enfants, sont considérés comme une condition préalable à l'acquisition d'une bonne instruction, parallèlement à un « engagement » des parents collaborant avec l'école en tant qu'institution. Mais les enfants des Japonais immigrant en Amérique n'ont eu aucun de ces atouts « indispensables » pendant qu'ils poursuivaient leurs études avec de brillants résultats. Leurs paysans de parents n'étaient pas des intellectuels, et les enfants ne parlaient d'ordinaire aux parents que lorsque ceux-ci leur adressaient la parole⁹⁵. En ce qui touche à la participation des parents, les immigrants juifs, japonais et chinois se gardaient bien de pénétrer dans l'école, où ils se seraient sentis fort mal à l'aise avec leur anglais rudimentaire et leur absence de familiarité avec les façons de vivre américaines. Leur apport au processus éducatif consistait à dire aux enfants qu'ils devaient obéir au maître d'école⁹⁶. Les parents Noirs

d'enfants inscrits dans de bonnes écoles pour Noirs n'ont pas eu grand-chose de plus à dire sur la façon dont ces écoles devraient fonctionner, excepté de ratifier et soutenir tout ce que l'enseignant disait⁹⁷. Que tel soit ou non le rôle idéal des parents vis-à-vis de l'école, celui que l'on a prétendu leur faire assumer comme « indispensable » à l'heure actuelle n'a aucun fondement dans l'histoire telle qu'elle a été.

LES DROITS CIVIQUES

Une étude des groupes ethniques américains ne serait pas complète si elle omettait la « révolution des droits civiques » des années 1960. Pendant la majeure partie de l'histoire de l'Amérique, nombre de lois ont explicitement instauré une discrimination selon les races — contre les Nègres, les Asiatiques, les Hispaniques et les Indiens d'Amérique. Le quatorzième amendement à la Constitution rendit illégales quelques-unes des plus impudentes discriminations, mais la doctrine selon laquelle des installations publiques « séparées mais égales » satisfaisaient aux exigences de la Constitution, permit à certaines institutions racialement séparées — et fortement inégales — de subsister en grand nombre jusqu'au beau milieu du xx^e siècle.

La Cour Suprême, en 1954, dans l'affaire « *Brown contre le Board of Education* », interdit la ségrégation à l'école, puis dans beaucoup d'autres lieux publics, notamment dans le Sud. Dix ans plus tard, le *Civil Rights Act* de 1964 interdit de nombreuses pratiques discriminatoires des États et des municipalités, et d'institutions privées. L'évolution de l'opinion publique, les efforts officiels pour ouvrir les portes à tous, et le taux croissant des mariages mixtes rendaient visible une nouvelle attitude vis-à-vis des différences raciales et ethniques. Les groupes américains les plus pauvres — Noirs, Portoricains, Mexicains d'Amérique, et Indiens d'Amérique — pénétrèrent en plus grand nombre dans les activités de haut niveau. Toutefois, il n'est pas possible d'attribuer tout cela à la seule baisse de la discrimination. Les groupes désavantagés eux-mêmes se modifiaient. Des proportions croissantes des Américains-Mexicains ont suivi l'enseignement secondaire, surtout ceux des deuxième et troisième générations⁹⁸. Deux fois plus de Noirs se sont inscrits dans les Universités⁹⁹. Les Chinois et les Japonais ont dépassé les Blancs pour la durée des études¹⁰⁰.

Il n'y a là que des indices spécifiques d'une bien plus large transformation de nombreux groupes ethniques d'Amérique au fil des générations — des transformations allant de la propreté individuelle à la connaissance de l'anglais et à la diminution de la violence — autant de détails qui ont facilité leur avancement économique et leur acceptation sociale¹⁰¹. Néanmoins, l'interprétation politique a fait apparaître le progrès des groupes simplement comme le résultat de l'assentiment maussade de la société en général, et des lois contre la discrimination en particulier. Il est vrai, par exemple, que le nombre des Noirs accédant aux emplois plus élevés a substantiellement augmenté dans les années qui ont suivi immédiatement la promulgation du *Civil Rights Act* de 1964. Mais il est non moins vrai que le nombre de Noirs dans de telles situations avait déjà substantiellement augmenté dans les années *précédant* immédiatement cette loi de 1964. Le nombre des Noirs actifs dans les professions libérales, les métiers techniques et autres emplois de spécialistes avait plus que doublé entre 1954 et 1964¹⁰². La continuation de ce courant préexistant, après la promulgation de la loi sur les droits civiques peut difficilement être considérée comme une preuve de l'efficacité de l'action politique.

Là où l'action politique a été manifestement efficace, ce fut là où les interventions du gouvernement fédéral *neutralisèrent* des dispositions ségrégationnistes des Etats. En somme, le mal que ces pouvoirs avaient créé fut atténué. Pendant cette « révolution des droits civiques », la panoplie complète des politiques discriminatoires des gouvernements d'Etats, notamment dans le Sud, fut attaquée par les Cours fédérales, la législation nationale et les orientations administratives fédérales. Le résultat de cette offensive massive fut, par exemple, de démanteler la discrimination électorale dans le Sud, ce qui eut pour résultat de multiplier par huit environ le nombre des élus politiques noirs entre 1964 et 1975¹⁰³.

Là où le gouvernement fédéral a essayé de déborder de ce rôle essentiellement négatif pour procurer des avantages positifs aux groupes raciaux et ethniques défavorisés, le bilan a été beaucoup moins impressionnant. L'un des plus discutés de ces essais a été appelé *affirmative action*, et a consisté en mesures préférentielles en matière d'embauche. Cette intention a fini par prendre la forme des quotas d'emploi (objectifs et calendriers numériques) dans les directives fédérales de décembre 1971¹⁰⁴. Deux ans avant cette date, le revenu d'une famille portoricaine

était de 63 % de la moyenne nationale ; cinq ans plus tard il était *descendu* à 50 %¹⁰⁵. Le revenu des foyers noirs suivit une courbe fluctuante¹⁰⁶, et celui des familles mexicaines baissa légèrement par rapport à la moyenne nationale¹⁰⁷. Quelle que soit la complexité des facteurs cachés derrière ces chiffres, le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'apportent aucune présomption d'efficacité à l'appui de cette « action positive ».

Un tri plus poussé des données globales montre en outre des conséquences indésirées surprenantes. Par exemple, les Noirs les moins bien pourvus ont vu leur situation économique empirer, pendant que les Noirs déjà plus aisés ont vu la leur s'améliorer rapidement. Les jeunes Noirs ayant de 8 à 11 ans d'école et moins de 6 ans d'expérience au travail, gagnaient 79 % du revenu des jeunes Blancs répondant à la même description, en 1967 (avant les quotas d'emploi), et ce pourcentage *baissa* à 69 % du revenu des jeunes Blancs en 1978 (après les quotas). Pendant exactement le même laps de temps, les jeunes hommes noirs ayant reçu une formation universitaire complète et ayant plus de six ans d'expérience au travail virent leur revenu passer de 75 % de celui de leurs homologues blancs, à 98 %¹⁰⁸. En 1980, les couples de Noirs issus de l'Université gagnaient davantage que les couples de Blancs de même formation¹⁰⁹.

Si paradoxaux que paraissent ces contrastes violents dans l'évolution des situations économiques de Noirs américains, ils sont la conséquence logique des stimulations et des contraintes créées par les mesures dites d'action positive. Les pressions de l'Etat pour faire embaucher dans des groupes ethniques définis ont bien incité des entrepreneurs à inclure dans leur personnel des représentants de ces groupes ; mais comme l'intervention du pouvoir se prolongeait par une surveillance des salaires payés et de l'avancement offert aux nouveaux embauchés, ainsi que des procédures de licenciement, il devenait ainsi très risqué de recruter des gens qui par la suite pouvaient ne pas donner satisfaction dans leur travail. Il s'ensuivit une demande accrue de personnel « sûr » originaire des groupes ethniques désignés, notamment de gens ayant une bonne instruction secondaire et/ou une expérience au travail convenable ; et de réduire en même temps la demande de recrues n'ayant pas ces références scolaires ou pratiques. Dans le monde enseignant de même, les Universitaires Noirs ayant de brillantes références se trouvèrent mieux traités que leurs homologues Blancs, alors que les enseignants noirs

n'ayant pas de doctorat ni de travaux publiés gagnèrent moins que leurs collègues blancs de même description¹¹⁰.

Plus généralement, la proportion de l'ensemble des revenus de Noirs allant au cinquième le plus aisé a augmenté, pendant que la proportion allant aux trois cinquièmes les moins aisés baissait¹¹¹.

Ce ne fut là que l'un des nombreux programmes sociaux adoptés *au nom* des pauvres et des défavorisés, par l'effet desquels ceux qui étaient déjà assez bien pourvus le devinrent davantage, tandis que ceux que l'on voulait ostensiblement aider n'ont pas bénéficié de cette politique, ou en ont souffert. Et ce processus n'a pas uniquement concerné les Noirs, ni même les seuls Etats-Unis. Le traitement préférentiel des entreprises appartenant à des Siamois, en Thaïlande, a conduit beaucoup des Chinois qui y résident à rechercher un associé majoritaire siamois, de préférence bien introduit auprès des gens au pouvoir¹¹². Cela représenta une aubaine pour des Siamois qui étaient déjà aisés — mais nullement pour le paysan Thaï là-bas dans sa rizière.

Bien des discussions sur la portée des mesures politiques en général, et sur les droits civiques en particulier, sont conduites comme si l'on mesurait le progrès d'une minorité toujours identique à elle-même, dont on pourrait ainsi imputer la meilleure situation à la politique discutée. Mais la révolution des droits civiques coïncida avec des changements substantiels — qui l'ont probablement facilitée — parmi les Noirs, les Hispaniques et autres groupes. En grande partie, la montée du revenu moyen des Noirs par rapport à celui des Blancs, entre 1940 et 1960, a été l'effet de leur migration hors des régions à bas revenus¹¹³, et depuis 1960 l'effet de meilleures qualifications professionnelles, y compris sous l'angle de l'instruction¹¹⁴. Si les progrès du passé sont mal diagnostiqués, les politiques actuelles et à venir fondées sur de tels diagnostics peuvent être inefficaces, voire se retourner contre leur objectif — et provoquer d'après dissensions.

Les croisades politiques passées ont fortement tendance à se perpétuer, même après que leurs effets bénéfiques ont été épuisés. Cela s'explique en partie par la force d'inertie. Il y a tout un "establishment" qui vit des droits civiques, tant dans les sphères politiques qu'au dehors¹¹⁵, qui doit se trouver du travail à faire, pour se convaincre lui-même et convaincre le public de l'importance vitale de son activité. De façon plus générale, c'est une perspective terriblement fascinante que celle d'opérer sur autrui une régénération morale et — à défaut

de les régénérer — de châtier les méchants. Quant à savoir si cela améliorera la situation économique des déshérités, c'est une tout autre question.

L'IMMIGRATION

Les comportements et les politiques à l'égard de l'immigration ont profondément changé, au fil des années, aussi bien aux Etats-Unis que dans d'autres pays. Initialement, une politique de porte ouverte conduisit à une immigration de grande ampleur — venant presque entièrement d'Europe — atteignant un paroxysme de près de neuf millions d'âmes pendant les dix premières années du xx^e siècle, où les immigrés représentèrent jusqu'à dix pour cent de la population totale des Etats-Unis¹¹⁶. Le premier plafond numérique fixé à l'immigration en ce pays fut institué dans les années 1920, diminuant de moitié le flux des arrivants. La Grande Dépression des années 1930 le restreignit encore, la décennie entière n'admettant qu'un demi-million d'immigrants¹¹⁷. La seconde guerre mondiale fit encore tomber le nombre à moins d'un millier par an pour 1942, 1943 et 1944. L'après-guerre vit de nouvelles vagues d'arrivages massifs, mais jamais rien d'approchant de celles de la fin du xix^e et du début du xx^e siècles.

La composition de l'immigration a changé de façon non moins radicale que ses effectifs. Près des trois quarts de tous les immigrants aux Etats-Unis, entre 1820 et 1979 venaient d'Europe. Mais la décennie 1970 vit près de deux fois autant d'immigrants venant d'Asie que venant d'Europe (34 % contre 18 %) et une proportion encore plus forte (45 %) arriva du Nouveau Monde¹¹⁸. Il y eut presque autant d'immigrants légalement admis en provenance du Mexique, que de tous les pays d'Europe pris ensemble — et une immigration clandestine massive de Mexicains rend pratiquement certain qu'il y eut plus de Mexicains que d'Européens à pénétrer aux Etats-Unis pendant les années 1970. Néanmoins, les récentes modifications dans le type d'immigration font partie d'une longue histoire de changements dans le nombre et l'origine des arrivants. Comme on l'a vu au Chapitre 5, le passage de la navigation à voile à la navigation à vapeur a révolutionné la carte des régions originaires de l'émigration européenne, soulevant de difficiles problèmes du fait des caractéristiques fort différentes quant à la culture, entre les

« nouveaux » et les « anciens » immigrants européens. Les sources à nouveau très différentes des immigrants actuels posent des problèmes tout à fait semblables.

Comme on l'a aussi noté au Chapitre 5, il est habituel que les immigrants s'élèvent dans la société américaine, au point parfois de dépasser en revenus les Américains de même origine ethnique nés aux Etats-Unis. Mais cela ne signifie nullement que ce long parcours soit gratuit, ni pour eux ni pour la société qui les a accueillis. Ce qui est plus important, c'est que les générations ultérieures nées sur le sol américain peuvent adopter des attitudes très différentes et se comporter de tout autre façon. Par exemple, alors que la première génération peut être satisfaite et reconnaissante d'avoir pu améliorer sa situation économique en se fixant aux Etats-Unis, la seconde génération n'a pas d'autre tableau de référence que la scène américaine, et peut éprouver de l'amertume et de la colère si le revenu, les emplois et les conditions générales d'existence de leur groupe sont au-dessous de ce qu'ils sont pour le reste des Américains. De sorte que même un groupe qui dans l'ensemble s'élève économiquement, peut voir dans sa jeunesse se produire des vagues de délinquance et de criminalité ; c'est ce qui se passa parmi les immigrés Juifs et Italiens à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, et parmi les immigrants mexicains ou les réfugiés cubains plus récemment. Les coûts invisibles de l'immigration comportent ainsi du vandalisme, le désordre dans les écoles, la violence et le meurtre ; mais aussi des coûts économiques retombant de façon disproportionnée sur les éléments les plus pauvres de la population américaine antérieure, éléments auxquels les nouveaux venus font concurrence dans la recherche d'emplois.

Les immigrants débuteent souvent aux Etats-Unis tout en bas de l'échelle des métiers, même lorsqu'ils arrivent avec des compétences professionnelles ou des aptitudes qui leur permettront de monter plus haut, lorsqu'ils auront acquis plus d'informations et de contacts sur le marché américain du travail. Les réfugiés cubains de Miami, par exemple, commencèrent souvent par remplir des tâches domestiques ou subalternes précédemment occupées par des Noirs ; puis soudain de nombreux Cubains firent des réussites économiques spectaculaires. Les groupes d'immigrants moins heureux commencent aussi dans des occupations obscures et y restent, devenant des concurrents chroniques pour les Américains à faibles revenus, alors que les taux déjà élevés de

chômage sont une tragédie pour ces derniers et pour les contribuables qui doivent les secourir. Là où les immigrants sont clandestins, les employeurs peuvent les embaucher au-dessous du salaire minimum légal, sans qu'ils aillent s'en plaindre auprès des autorités. C'est ainsi que les immigrants illégaux trouvent plus facilement du travail que les Américains faiblement qualifiés, que la législation chasse du marché en les rendant trop chers à employer.

Le problème est plus compliqué que l'expression courante « les immigrants enlèvent leur emploi à des Américains ». Il n'y a pas une quantité fixe ni prédéterminée d'emplois à occuper, comme le supposent implicitement ceux qui voient chaque immigrant prendre la place d'un Américain. Lorsque des immigrants augmentent la production économique totale, ils augmentent en même temps la demande globale de consommation — c'est là l'une des nombreuses variables économiques dont l'interaction détermine le nombre d'emplois qui seront offerts. Mais une augmentation de l'un *quelconque* des facteurs de production (travail, capital, terre, etc.) tend à accroître la productivité et la rémunération des facteurs *complémentaires*, tout en réduisant la productivité marginale et la rémunération des facteurs *concurrents*. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que les fournisseurs de capitaux accueillent avec faveur de nouveaux apporteurs de travail — aux Etats-Unis, au Brésil, en Afrique du Sud ou ailleurs — tandis que les fournisseurs de main-d'œuvre (notamment les syndicats) cherchent à limiter le nombre et les catégories de travailleurs admis à immigrer.

Les programmes étatiques, en divers pays, ont essayé d'amortir les pressions politiques de l'opposition en n'admettant de nouveaux travailleurs étrangers qu'après une estimation officielle concluant qu'il n'y a « pas assez » de travailleurs nationaux pour remplir les postes vacants. Cette façon de voir reprend l'hypothèse implicite du nombre fixe d'emplois à tenir, alors que dans la réalité des forces économiques complexes sont en jeu. S'il n'y a « pas assez » de travailleurs preneurs d'emplois offert à un *certain taux de salaires*, alors le jeu normal de la concurrence sur le marché aura pour effet de faire monter le taux de salaires jusqu'à ce que davantage de travailleurs soient attirés. En même temps, le coût croissant de la main-d'œuvre incite les employeurs à chercher des méthodes moins consommatrices de travail humain pour obtenir la même production. Les deux tendances continueront à jouer jusqu'à ce que le nombre croissant de travailleurs et le nombre

décroissant de postes de travail déterminent un équilibre — à un niveau plus élevé de salaires. Mais cette hausse est annulée dans la mesure où la politique de l'immigration admet des travailleurs étrangers pour occuper les postes que les nationaux ne veulent pas remplir, au taux courant des rémunérations.

Dans un Etat-providence moderne, il peut y avoir un écart considérable entre le taux de salaires qui, par exemple, attirerait des Américains vers un pénible travail agricole alors qu'ils sont assurés de recevoir les prestations sociales et des indemnités de chômage, et d'autre part un taux de salaires suffisant pour faire venir du Mexique des gens sans ressources. Le résultat net d'une politique d'immigration visant à n'admettre qu'autant de travailleurs qu'il y a de postes vacants peut être celui-ci : les employeurs de l'Agriculture paieront moins cher leur main-d'œuvre, pendant que les contribuables américains auront à entretenir des Américains oisifs, parfaitement capables de remplir les mêmes tâches mais non disposés à le faire pour un salaire qui ne compenserait pas la perte des diverses allocations sociales. Du point de vue d'ensemble de l'économie, il y a trop de gens secourus au-delà de ce qui est nécessaire pour un certain produit économique global, même si les immigrants n'ont pas directement « enlevé » d'emplois à des Américains.

Les tentatives pour contrôler l'immigration, soit quantitativement, soit qualitativement, se heurtent à des obstacles à la fois pratiques et politiques. Contrôler l'accessibilité physique des Etats-Unis, au travers d'une frontière largement non gardée avec le Mexique ou par une route maritime relativement courte depuis les Caraïbes, exigerait un personnel administratif beaucoup plus nombreux et un appareil juridique beaucoup plus rigoureux, que ce qu'ils étaient devenus historiquement pendant des générations où il s'agissait principalement d'Européens affrontant l'obstacle infiniment plus redoutable de l'Océan Atlantique.

Contrôler le nouvel afflux d'immigrants est aussi plus difficile politiquement parlant. Tout essai de restreindre l'immigration en tenant compte des antécédents historiques très divers des groupes en ce qui concerne l'adaptabilité au mode de vie de la société américaine, soulève automatiquement de stridentes dénonciations de « racisme ». Tout essai sérieux pour faire respecter les frontières — par exemple au moyen de barbelés pour dissuader les franchissements illégaux, ou au moyen d'emprisonnements pour les punir — se heurte aux objections humani-

taires qui font hésiter les tribunaux et influencent politiquement les législateurs et les fonctionnaires. Le résultat net est qu'il n'y a de sanctions que négligeables, et de dissuasion que symbolique, opposées à l'immigration illégale en provenance du Mexique, la source la plus considérable. Ceux qui sont surpris en train de se faufiler à travers la frontière mexicaine sont d'ordinaire renvoyés, et recommencent souvent dans la même nuit.

Les réfugiés fuyant les dictatures de la mer Caraïbe, comme Haïti ou Cuba, présentent un problème tout différent, car souvent les renvoyer au pays équivaldrait à les condamner à mort. Mais les laisser rester signifie en encourager beaucoup d'autres à suivre. Souvent ce sont des gens sans formation professionnelle, ou sans valeur appréciable pour l'économie, et dont les antécédents culturels (y compris délits et violences) augurent mal de la possibilité d'insertion dans la société américaine. Même dans les cas peu nombreux où des gens sont mis en prison pour violation des lois sur l'immigration, la condamnation ne dépasse guère six mois en moyenne, et le temps de détention effective est d'environ quatre mois¹¹⁹.

En grande partie, la répugnance à faire respecter strictement des règles de limitation et de sélection est fondée sur le rôle historique des Etats-Unis comme havre de salut pour les immigrants, symbolisé par la fière formule inscrite sur la Statue de la Liberté : « Envoyez-moi vos multitudes fatiguées, démunies, blotties pour se réchauffer... » Mais les Etats-Unis n'ont pas été les seuls à avoir gardé les portes ouvertes, ni les seuls à avoir changé de politique à cet égard lorsque les circonstances changeaient. Le Canada, par exemple, avait jusqu'en 1895 une politique de libre immigration, et n'y a apporté de restrictions rigoureuses qu'à partir de 1931¹²⁰. Quelques pays d'Amérique du Sud, et l'Australie, ont même subventionné l'immigration au XIX^e siècle. Mais l'immigration n'est pas moins soumise à des rendements décroissants que n'importe quelle autre activité humaine. Lorsque ces pays se furent peuplés suffisamment et que les avantages d'un surcroît d'immigrants s'amincirent, tandis que le coût social et économique représenté par une immigration se fit plus manifeste, tous les gouvernements concernés adoptèrent des mesures restrictives tant au point de vue du nombre que de la qualité des arrivants.

La politique américaine concernant l'immigration, comme celle d'autres pays, s'efforce d'attirer davantage de personnes hautement

qualifiées, d'accueillir les réfugiés politiques, et de réunir les familles en laissant les proches parents des citoyens entrer plus ou moins librement. Le problème réel est que des nombres très élevés d'immigrants entrent illégalement, au mépris des règles officielles, et donc sans contrôle ni quantitatif, ni qualitatif. Le problème qui se pose aux Etats-Unis n'est pas seulement de savoir quelle politique choisir en matière d'immigration, mais de savoir si une politique *quelconque* pourra être efficacement *imposée*.

LE TIERS MONDE

Ce que l'on appelle communément le Tiers Monde est plus vaste que le premier monde des nations riches (Europe occidentale, Canada, États-Unis, Australie et Japon), plus le second monde des pays du Bloc communiste. La majeure partie du genre humain vit dans ce Tiers Monde. En ce sens, c'est une réalité d'immense importance. Dans un autre sens, cependant, le Tiers Monde est un concept artificiel à la définition vague et inconsistante : un fourre-tout de pays hautement disparates en termes économiques, culturels, politiques, raciaux et ethniques. La pauvreté passe pour être la caractéristique définissant le Tiers Monde, mais de substantielles régions géographiques et des classes sociales entières dans ce Tiers Monde sont loin d'être pauvres ; et on y trouve des pays entiers qui sont plus proches du niveau de vie de l'Europe occidentale que du niveau de vie d'autres nations du Tiers Monde. Parfois le Tiers Monde est défini racialement, les pays blancs étant riches et les non blancs étant pauvres. Mais le Japon, non blanc, a un revenu par tête supérieur à celui de la Grande-Bretagne, à ceux de l'Union soviétique et de divers pays de l'Europe occidentale et orientale, ainsi qu'à ceux de pays à population à dominante blanche comme le Brésil et l'Argentine. L'Arabie Saoudite et le Koweït ont des revenus par tête plus élevés que plusieurs nations blanches. De plus, lorsque le Tiers Monde est considéré en termes d'êtres humains et non plus de nations, il se trouve contenir davantage de Blancs que de Noirs¹.

Même si les limites du Tiers Monde sont difficiles à définir de façon

précise et significative, il reste que des régions considérables du monde, un nombre élevé de nations, et de substantielles portions de la race humaine vivent à des niveaux économiques que l'on considérerait comme celui de la pauvreté en Europe occidentale, aux Etats-Unis ou au Japon. Les causes de cette pauvreté, les moyens possibles pour la rendre moins dure, et les perspectives d'atteindre à la prospérité dans ce Tiers Monde, constituent donc des problèmes importants, réclamant réflexion.

Parce que la pauvreté est l'une de ces choses qui sont uniquement l'absence de quelque autre chose — en l'occurrence, la richesse — il faut prendre certaines précautions pour l'analyser. D'autres concepts impliquant seulement l'absence de quelque chose — comme la calvitie, ou le vide — font référence à l'absence de choses qui se rencontrent spontanément dans la nature, comme les cheveux et l'air. La richesse, elle, ne se rencontre pas spontanément dans la nature. C'est sa présence, plutôt que son absence, qui demande explication — d'autant plus que la plupart des nations aujourd'hui riches étaient pauvres il y a seulement quelques siècles. La question qu'il faut poser est ceci : quel concours de circonstances a-t-il causé les heureuses conditions d'existence dont jouit aujourd'hui une portion relativement exiguë de l'espèce humaine ? Dans quelle mesure ces combinaisons particulières de circonstances historiques peuvent-elles être analysées, reproduites, ou greffées sur d'autres sociétés ? Dans quelle mesure d'autres sociétés désirent-elles ces choses particulières que l'on considère comme non seulement désirables, mais comme essentielles dans les sociétés qui les ont produites ?

Mais avant même d'aborder ces questions cruciales, il est nécessaire de considérer certaines autres façons de voir qui ont été répandues si largement et avec tant d'insistance, qu'elles hanteront certainement toute discussion si on ne les traitait pas spécifiquement. Il est très généralement cru que c'est la surpopulation, concurremment ou non avec l'exploitation coloniale, qui explique la pauvreté du Tiers Monde ; et que des transferts de ressources fiscales prélevées dans les nations les plus prospères sont indispensables non seulement pour faire face à des urgences épisodiques, mais pour promouvoir la croissance économique parmi les nations plus pauvres. Toutes ces opinions exigent un examen et une analyse soigneusement opérés.

LA DÉMOGRAPHIE

L'une des plus anciennes explications de la pauvreté, tant à l'intérieur qu'internationalement, réside dans la surpopulation. Même avant Malthus et son *Essai sur le principe de population* de 1798, d'autres avaient soutenu que les familles et les nations ne doivent pas avoir trop d'enfants si elles veulent être prospères. La surpopulation est un concept dont le caractère familier est souvent accepté comme un substitut à sa définition. Mais comme tout concept dont le préfixe est « sur » ou « sous », la question clef est : *par rapport à quoi ?* Les régions pauvres sont-elles surpeuplées relativement à leur territoire, à leurs ressources naturelles, ou alimentaires ?

– *La terre*

De temps à autre au cours des siècles, il s'est produit une éclosion d'écrits sonnant l'alarme à propos de la « finitude » de l'espace habitable sur la planète, par rapport à la croissance de la population. Certains ont centré leur attention sur les régions les plus pauvres, où le problème est censé être le plus aigu. Les images de taudis surpeuplés et loqueteux, dans les pays affligés par la misère, insinuent fréquemment ces notions sans se donner la peine d'établir explicitement des relations de cause à effet. Des expressions impressionnantes, comme « places debout seulement » ou « l'explosion démographique » substituent également l'insinuation à la démonstration. L'extrapolation est aussi un succédané très efficace dispensant de fournir des preuves. Les extrapolations de Malthus mettant en parallèle une progression géométrique de la population et une progression arithmétique de la production alimentaire, firent beaucoup pour dramatiser et fixer dans l'esprit du public l'idée de surpopulation — *avant* qu'il existât aucune donnée de recensement ou autre preuve concrète dans la plupart des pays du monde. En se servant d'extrapolations, l'on pourrait démontrer que si la température a monté de quelques degrés depuis ce matin, la poursuite de cette tendance aboutirait à nous faire frire comme une tranche de lard d'ici la fin du mois. La question est de savoir si un tel raisonnement devrait servir de fondement à une inquiétude, à une analyse ou à une politique ?

Pour donner une idée de ce qu'est l'encombrement de la planète dans la réalité présente, imaginons que chaque homme, femme et enfant du

monde entier soit amené sur le territoire du Texas. Il y a dans le monde 4 414 millions d'individus² et le Texas couvre 671 063 km² de surface émergée³. Cela donne approximativement 153 m² par personne. Une famille de quatre membres disposerait donc de 612 m² — ce qui est la dimension d'une maison d'habitation américaine, de moyenne bourgeoisie, avec jardin par-devant et cour à l'arrière. Bref, chaque être humain vivant actuellement sur terre pourrait être logé sur le territoire du Texas, dans une maison de rez-de-chaussée pour famille seule, avec cour et jardin.

Qu'en est-il alors de ces multitudes grouillantes de pauvres que l'on nous montre et dont on nous parle si souvent, qui encombrant les rues de Calcutta ou les bidonvilles de Porto-Rico ? L'on devrait remarquer d'abord que les gens *riches* ne sont jamais comptés comme des multitudes grouillantes, quel que soit leur nombre présent sur un mille carré. Les riches immeubles de Park Avenue ont des concentrations démographiques comparables à celles des taudis du monde entier. Le fait que l'encombrement et la pauvreté nous frappent l'un et l'autre si fortement dans de nombreux bidonvilles n'est pas la preuve que le premier soit la cause de la seconde. L'inverse est plus vraisemblable : les pauvres gens ne peuvent se payer beaucoup d'espace dans les agglomérations urbaines parce que le sol a tendance à y coûter fort cher.

La question plus générale de l'encombrement des villes a peu à voir avec la population ou la « sur »-population relativement à la surface territoriale d'un pays. D'un point de vue économique, l'entassement des gens est précisément ce à quoi servent les villes. Beaucoup des caractères d'une ville importante — la variété et la gamme étendue des entreprises, les installations ouvertes au public et les distractions offertes — ne sont économiquement réalisables que s'il est possible de puiser dans une population nombreuse de clients et de travailleurs. Il peut y avoir abondance de terres non bâties dans un pays dont les villes sont très peuplées, ou « sur »-peuplées pour ceux qui n'aiment pas la foule. A l'époque où la population des Etats-Unis n'était que la moitié de ce qu'elle est maintenant, ses villes étaient *plus* densément peuplées qu'aujourd'hui. Le développement des transports publics et de la voiture privée a permis aux gens de se répandre plus largement autour des villes, tout en restant compris dans le « réservoir » de clients et de travailleurs qui rend possible l'existence des grandes entreprises.

Quand les Irlandais, les Italiens et les Juifs qui immigraient dans

New York vivaient à cinq ou dix dans une pièce des quartiers miséreux, l'on pouvait voyager à travers une bonne centaine de milles de campagne américaine ouverte sans rencontrer âme qui vive (et cela reste possible aujourd'hui). A beaucoup d'observateurs bien intentionnés, il paraissait évident que les pauvres des villes auraient dû essayer dans la campagne. Mais les immigrants avaient besoin d'emplois, et des autres possibilités de la ville, y compris la compagnie d'autres gens de même culture dans un pays inconnu. De nombreux efforts pour les inciter à se reloger dans la campagne échouèrent ; et les rares individus qui y allèrent en effet ne réussirent pas comme agriculteurs, ou ne purent supporter l'isolement ou les autres particularités de la vie rurale. Même les Juifs, qui se montrèrent capables de réussite dans un cadre urbain, échouèrent complètement dans les communautés agricoles, aussi bien en Amérique⁴ qu'en Argentine⁵. Les mêmes mécomptes frappèrent les Allemands très cultivés d'origine citadine, qui s'essayèrent à l'agriculture au milieu du XIX^e siècle, après avoir immigré aux Etats-Unis⁶. La pauvreté et l'entassement des divers groupes d'immigrants dans les taudis urbains, n'avaient rien à voir avec un manque d'espaces libres où s'établir en Amérique.

Internationalement non plus, il n'y a guère, ou point, de corrélation entre la pauvreté et la densité du peuplement. Comme le montre le Tableau 1, il y a des nations à revenu élevé, ou moyen, ou faible, avec une densité démographique forte, moyenne ou faible. L'Ethiopie a presque le même nombre d'habitants au mille carré que les Etats-Unis (61 et 65 respectivement), mais le revenu annuel par tête y est inférieur à 100 dollars. A l'autre extrémité de l'échelle des revenus par tête dans le Tiers Monde, Singapour a plus de 10 000 habitants par mille carré, et son revenu par tête est plus de trente fois celui de l'Ethiopie. Le prospère Japon, avec un revenu plus élevé que celui de maint pays d'Europe, est plus densément peuplé par mille carré que l'Inde, l'une des nations les plus pauvres du monde.

L'on pourrait objecter que ce n'est pas la superficie du sol émergé qui importe le plus, mais l'étendue des terres cultivables, car les déserts et les montagnes ont peu d'importance économique. Mais les déserts du Koweït et de l'Arabie Saoudite contiennent le pétrole qui les a placés parmi les pays les plus riches du monde. Toutefois, même si l'on prenait pour critère l'étendue des terres cultivables, la conclusion fondamentale ne changerait guère. Le Japon, par exemple, soutient encore moins bien

TABLEAU 7.1
Densité de peuplement et revenu

| <i>Revenu par tête¹</i> | <i>Population au mile carré</i> | | |
|------------------------------------|--|--|--|
| | <i>500 ou plus</i> | <i>100-499</i> | <i>Moins de 100</i> |
| Plus de 5 000 dollars | Allemagne de l'Ouest Belgique Hollande Japon | Koweït Danemark France | Suède Etats-Unis Canada Australie Autriche Libye Arabie Saoudite |
| De 1 000 à 5 000 dollars | Grande-Bretagne Singapour Barbade Jamaïque Taïwan Liban | Allemagne de l'Est Espagne Israël Grèce Italie Irlande Pologne Costa Rica | URSS Iran Irak Argentine Afrique du Sud Brésil Mexique |
| Moins de 1 000 dollars | Salvador Inde Bangladesh | Turquie Cuba Malaysia Maroc Philippines Egypte Indonésie Chine Ouganda Pakistan Birmanie | Colombie Algérie Chili Guyane Bolivie Libéria Congo Tanzanie Kéni Afghanistan Ethiopie |

¹ Dans chaque colonne les pays sont classés selon les revenus décroissants.

Source : *The World Almanac and Book of Facts, 1981.*

la comparaison avec l'Inde selon ce critère, mais c'est l'Inde qui connaît des famines. De même, l'Ethiopie fréquemment sujette à la famine a beaucoup plus de terres arables par tête d'habitant que n'en ont Singapour ou la Grande-Bretagne. Ainsi que l'a observé un spécialiste renommé des économies sous-développées, « les famines et les disettes de produits alimentaires se produisent le plus souvent là où des

populations clairsemées pratiquent une économie de subsistance au milieu de vastes étendues cultivables »⁷. C'est notamment le cas de Sumatra, de Bornéo, du centre de l'Afrique et de l'intérieur de l'Amérique du Sud. Même dans une région très densément peuplée comme l'ouest de la Malaysia, plus de la moitié du sol reste en friche bien qu'il ait la même fertilité que dans la partie cultivée⁸.

Les famines se produisent en raison d'une insuffisance des réserves alimentaires dans une région frappée par divers fléaux naturels ou provoqués par l'homme (sécheresse, guerre, inondations...) et parce que le système de transports d'un pays pauvre n'est pas assez développé pour permettre de distribuer rapidement des quantités massives de nourriture avant que la sous-alimentation n'exerce des ravages. Ces famines périodiques sont d'épouvantables tragédies, mais elles n'ont pas grand-chose à voir avec la population totale du monde, ni même celle du pays frappé, par rapport à la terre cultivable et à sa capacité à produire de la nourriture dans des conditions normales. Des endroits aussi fortement peuplés que Taiwan, Hong Kong et Singapour ne signalent pas de famines⁹. De plus, même dans des pays où des gens meurent de faim, des stocks de secours alimentaires peuvent pourrir sur place dans les ports parce que le réseau des transports et le système de distribution ne peuvent les faire parvenir assez rapidement dans l'intérieur du pays. La fameuse distribution par les intermédiaires, dont on accuse souvent les professionnels de n'être que des parasites, remplissent en réalité une fonction qui peut être littéralement une question de vie ou de mort.

Il y a des objectifs pour lesquels une population clairsemée constitue un handicap. Un grand nombre d'investissements fixes, coûteux à réaliser — qu'il s'agisse d'un réseau de drainage ou d'une aciérie — ne sont économiquement faisables que lorsque ces coûts peuvent être répartis sur un grand nombre d'usagers. S'il n'y a pas assez de gens à servir sur une région donnée, le coût est trop grand par unité de service ou par unité de produit. Cela ne veut pas dire qu'un « sous »-peuplement soit généralement cause de pauvreté, quoiqu'il puisse en être l'un des facteurs. La répartition des divers pays dans les compartiments du Tableau 1 suggère que la seule densité de peuplement ne fournit que très peu d'explications de leur richesse ou de leur pauvreté. Tous les pays cités dans le compartiment supérieur de gauche ont plus de cinq fois autant de revenu par tête que tous ceux du compartiment le plus bas dans

la colonne de droite, alors que les premiers ont aussi cinq fois plus d'habitants au mille carré. Mais en même temps, tous les pays du compartiment le plus élevé à droite ont plus de cinq fois le revenu par tête des pays inscrits au coin inférieur gauche, bien qu'étant cinq fois moins peuplés au mille carré. Aucune corrélation sensible n'existe dans un sens ni dans l'autre.

Quant au taux de croissance démographique, il n'a pas non plus les sinistres conséquences que la théorie lui impute, si l'on s'en rapporte aux faits historiques. Par exemple, entre la décennie 1890 et la décennie 1930, la Malaisie a été transformée complètement : au début c'était une région faiblement parsemée de villages de paysans et de pêcheurs, c'est devenu une nation avec des villes importantes et un développement économique moderne. Alors que sa population est passée d'un million et demi à près de six millions d'habitants, cette population beaucoup plus nombreuse jouit à la fois d'un niveau de vie plus élevé et d'une plus grande longévité. Hong Kong et Singapour aussi ont eu une croissance démographique rapide depuis 1950, parallèlement à des progrès dans le niveau de vie. Quant au monde occidental, sa population a quadruplé depuis le milieu du XVIII^e siècle, pendant que son revenu par tête a été multiplié par cinq. La majeure partie de cet essor du niveau de vie de l'Occident s'est produite alors que sa population augmentait plus vite qu'elle ne le fait aujourd'hui dans le Tiers Monde¹⁰.

– *Les ressources naturelles*

Le concept de ressources naturelles nous est, lui aussi, tellement familier qu'il nous *semble* n'avoir pas à être défini. C'est pourtant une notion glissante et traîtresse. Par exemple, une littérature vaste et dramatique proclame que nous sommes en passe d'épuiser les ressources naturelles en général, et certaines (comme le pétrole) en particulier. Par une extrapolation simpliste, cela peut paraître quelque chose d'inéluctable, tout comme l'on peut par extrapolation démontrer que nous finirons par manquer de place sur la terre, et par rôti à mort si la température continue à monter.

Une ressource naturelle est quelque chose qui se trouve dans la nature et *dont nous savons comment nous servir*. Notre connaissance de l'utilisation possible est tout autant partie intégrante du concept que la matérialité de la ressource considérée. Un inventaire des ressources

qu'on aurait effectué il y a deux siècles, n'aurait pas comporté les hydrocarbures ou l'électricité hydraulique parce que personne ne savait à quoi cela pourrait servir. Une fois que l'on considère les ressources naturelles sous cet éclairage, il n'est plus évident qu'elles diminuent à mesure que passent les siècles. De plus, même pour quelque chose que l'on sait être une ressource naturelle, les quantités existantes connues peuvent continuer à augmenter, à s'accroître avec le temps. Il y a par exemple aujourd'hui, davantage de réserves connues de pétrole dans le sol américain, qu'il n'y en avait quarante ans plus tôt¹¹.

Dans quelque sens ultime, les ressources naturelles sont « finies » comme la surface des terres est « finie ». Trop souvent, l'on tire de cette finitude la conclusion hâtive que nous sommes, à un point de vue pratique, bientôt au bout des réserves de la chose en question. (John Stuart Mill, quand il était un jeune homme, s'inquiéta un jour de nous voir « épuiser la musique » puisqu'il n'existe qu'un nombre limité de sons musicaux¹² ; à cette époque, Brahms et Tchaïkovsky n'étaient pas de ce monde, et personne n'avait idée du jazz.) Mais de nombreuses ressources naturelles peuvent devenir désuètes — dépassées et remplacées par de meilleurs procédés — bien longtemps avant de disparaître physiquement. A toutes fins pratiques, nous n'en manquerons jamais.

Les différences de richesse parmi les nations ont peu de rapports avec les différences en ressources naturelles. Le Japon n'a pas de pétrole, et importe la plupart des ressources naturelles nécessaires à son énorme production industrielle. Et pourtant, il a un revenu par tête très supérieur au Mexique, où abondent les minéraux utiles, la terre fertile, d'amples gisements de pétrole, et des cours d'eau susceptibles de procurer beaucoup d'énergie électrique. Les Japonais ont simplement de hauts niveaux de connaissances techniques, de discipline et de talents d'organisation, ainsi que d'autres traits qui leur permettent de faire économiquement beaucoup mieux que les Mexicains ; et cela, que Japonais et Mexicains soient les uns et les autres dans leurs pays natal, ou qu'ils vivent côte à côte en Californie où ils ont été implantés pendant pratiquement aussi longtemps, et où leurs immigrants ont débuté dans des occupations de même niveau¹³.

Les ressources naturelles d'une nation donnée sont aussi utilisées très inégalement par des groupes de gens divers. Toutes les choses qui étaient, pour les Européens, des ressources naturelles, se trouvaient aussi dans l'hémisphère occidental avant Christophe Colomb, mais les populations

indigènes — appelées par erreur « Indiens » — ne s'en étaient pas servies pour parvenir à un niveau économique et technique comparable à celui des Européens ; le fait est patent puisque ces derniers ont réussi à les chasser de leurs territoires, souvent malgré une infériorité numérique devant des Indiens braves et ingénieux. En Argentine, certaines des meilleures terres à blé du monde n'ont pas dispensé les Argentins *d'importer* du blé pendant des générations, jusqu'au moment où un autre assortiment d'individus, venus de sociétés différentes avec d'autres valeurs et d'autres talents, transformèrent le pays en l'un des plus grands exportateurs de blé. En Asie du Sud-Est, la péninsule malaise contenait de riches gisements d'étain bien longtemps avant que les Chinois ne viennent les exploiter, mais les Malais n'en avaient pas tiré grand parti. La même histoire peut être redite, avec des variantes locales, pour beaucoup de régions d'Afrique et du Moyen-Orient.

– *La nourriture*

Un best-seller alarmiste, intitulé *The Population Bomb (L'explosion démographique)* porte sur sa couverture la phrase que voici :

Pendant que vous lisez ces mots, trois enfants meurent de faim, et vingt-quatre bébés de plus viennent au monde¹⁴.

En tant que procédé de propagande, juxtaposer deux phénomènes frappants peut insinuer avec succès qu'il existe entre les deux une certaine relation de cause à effet, aussi peu fondée qu'elle soit par la logique ou par l'expérience. Les famines n'ont pas eu de corrélation démontrables avec le nombre des enfants dans le monde, ni avec le nombre des nouvelles naissances. Parce que les famines impliquent fréquemment une course contre la montre des secours offerts, qu'il faut distribuer au long de régions primitives ravagées par la disette, des gens meurent de faim et de maladie alors qu'il existe des surplus de produits alimentaires dans le monde, et même dans leur propre pays. Mais cette idée que nous finirons par manquer de nourriture continue à paraître vraisemblable, après avoir couru dans les esprits pendant deux siècles malgré d'écrasantes preuves de sa fausseté.

Lorsque Malthus écrivit le premier un ouvrage sur la population à la

fin du XVIII^e siècle, les observations concrètes sur le sujet étaient rarissimes. Aucun recensement général n'avait jamais été fait en Grande-Bretagne. Les affirmations de Malthus sur le doublement en vingt-cinq ans de la population américaine étaient fondées sur une évaluation faite antérieurement par Benjamin Franklin, bien avant le premier recensement américain¹⁵. Quant aux parties du monde moins développées, des statistiques démographiques sérieuses ont été difficiles à obtenir, même au XX^e siècle¹⁶.

Lorsque les données purent être rassemblées au cours du XIX^e siècle, il apparut qu'en réalité les disponibilités alimentaires augmentaient plus vite que la population¹⁷. Cela a continué de se vérifier au XX^e siècle¹⁸, même au paroxysme de l'hystérie sur « l'explosion démographique ». Comme la plupart des données statistiques, celles-là fluctuent avec le temps ; de sorte que ceux qui ont un intérêt permanent à entretenir la panique — ceux qui vendent les livres et les programmes électoraux — peuvent faire ressortir des faits tels qu'une baisse de 2 % de la production de vivres dans le monde entre 1965 et 1966¹⁹. Mais en face de cette « tendance » constatée sur une année, il y a le fait que la quantité de nourriture disponible par tête est généralement plus forte maintenant qu'il y a cent ans, quand il y avait beaucoup moins de gens sur la terre. De vastes étendues de terres non cultivées, même dans des pays aussi misérables que l'Inde, ou la Malaysia, donnent à penser que le problème des famines et de la malnutrition n'est pas celui d'une « sur-population », mais celui de l'insuffisance des installations de stockage, des difficultés de distribution et de nombreuses barrières naturelles ou créées par les hommes. En outre, des pays qui ont pratiquement le même taux de natalité diffèrent en niveaux de revenu et en taux de développement économique, de plusieurs fois cent pour cent²⁰.

L'hystérie de la surpopulation est à la fois philosophiquement et politiquement consubstantielle avec l'optique de ceux qui se posent en général les problèmes mondiaux en termes de masses sans cervelle qui ont besoin d'être guidées par l'élite éclairée, dont ils font partie²¹. L'Inde, par exemple, institua en 1975-1977 un programme massif de stérilisation forcée, en vertu duquel des centaines de milliers de gens furent « stérilisés contre leur gré, souvent brutalement et dans des conditions sanitaires déficientes »²². Maints officiels et des intellectuels occidentaux réclament aussi une « ferme impulsion » des dirigeants des pays moins développés vers la maîtrise de la croissance démographique.

Une telle impulsion signifie presque invariablement des doses variées d'autoritarisme, de la part des élites occidentalisées contre la population en général.

Les disettes alimentaires, allant de la malnutrition à la famine, sont souvent plus le résultat de mesures politiques que des dimensions de la population. La Tanzanie, qui fut un pays exportateur de produits agricoles, en est devenu importateur, sur arrière-plan de multitudes affamées grâce aux grandioses expériences sociales imposées par le Président Julius Nyerere²³. Plusieurs gouvernements du Tiers Monde interdisent l'usage de tracteurs, de moissonneuses et d'autres matériels agricoles²⁴, pour la raison douteuse que la mécanisation supprime des emplois. Des famines ont été provoquées (en Belgique au xvi^e siècle) ou aggravées (aux Indes au xviii^e siècle) par le contrôle des prix²⁵. Heureusement, au xix^e siècle, les autorités en place en Inde tirèrent la leçon de la catastrophe survenue un siècle plus tôt et devant une menace de famine en 1866 y parèrent en suivant une politique inverse :

Loin de tenter d'empêcher la spéculation, comme en 1770, le gouvernement fit tout ce qui était en son pouvoir pour la stimuler... Lors de la famine précédente, quelqu'un ne pouvait guère s'engager dans le commerce des grains sans s'exposer aux rigueurs de la loi. En 1866, des personnes respectables en grand nombre se mirent à en faire le négoce ; car le gouvernement, en publiant chaque semaine des informations sur les cours dans chaque district, rendait les échanges faciles et sûrs. Chacun sut où le grain pouvait s'acheter au meilleur prix, et où il pouvait être vendu au plus haut. En conséquence, la denrée arrivait des régions où il était possible d'en économiser sur la consommation courante, et elle était transportée vers les régions où le besoin en était le plus aigu²⁶.

Une politique économique efficace de ce genre a pu alors être appliquée, sans crainte de répercussions politiques, parce que l'Inde était gouvernée par des fonctionnaires coloniaux britanniques. C'était aussi une époque où le laissez-faire économique était à l'apogée de son influence sur les esprits. Aujourd'hui, il est difficile d'imaginer des gouvernants élus, permettant au marché d'opérer librement pendant une famine — au milieu d'inévitables accusations lancées par leurs adversaires politiques prétendant que les prix sont « insensés » — et même si ces gouvernants comprenaient clairement que la liberté du marché est la route la plus directe pour mettre un terme à la famine et sauver le plus grand nombre de vies humaines.

L'IMPÉRIALISME

L'histoire du comportement de l'homme envers ceux de ses congénères qui ont moins de ressources économiques ou de puissance militaire, a rarement été un plaisant récit. Quelle qu'ait été la gloire de l'Empire Romain, dont l'œuvre historique profite encore à une grande partie de l'humanité, ce fut un système dont l'assise fondamentale était une puissance irrésistible, employée avec une brutalité impitoyable. Quant aux parties non occidentales de l'espèce humaine, elles ne furent pas exemptes de semblables habitudes : « Le mépris des aristocratiques Noirs Batutsi pour leurs serfs Bantous, ou des Matabele pour leurs « chiens » Mashona, était un sentiment de supériorité si extrême, qu'il allait encore au-delà de celui qu'éprouvaient, au fond du *veld* sud-africain, les Boers envers leurs ouvriers agricoles bantous. »²⁷ Les Chinois n'avaient que du dédain pour tout ce qui n'était pas chinois — les barbares — au temps de leur splendeur impériale ; et les mandarins visitant en 1603 la communauté de Chinois d'outre-mer établie aux Philippines, « se comportaient exactement comme s'ils avaient été en territoire chinois, et faisaient fouetter n'importe quel membre de leur race qui leur semblait le mériter »²⁸.

En somme, l'arrogance des puissants n'a connu aucune frontière de race, de lieu ni d'époque. L'impérialisme ne fait pas exception, et n'en est pas la seule forme. Toutefois, il a constitué un phénomène de grande extension pour une large portion du monde non européen, pendant la majeure partie des trois derniers siècles — et les différences visibles de race ont ajouté de l'intensité aux sentiments opposés de part et d'autre, bien qu'en réalité les Britanniques aient traité les Irlandais au moins aussi mal qu'ils ne traitaient les Africains et les Asiatiques. Même des décennies après la décolonisation amorcée à la fin de la seconde guerre mondiale, les séquelles économiques et politiques de l'impérialisme demeurent un facteur important dans l'histoire mondiale, et ses causes et effets restent un sujet de vives controverses.

Bien que l'impérialisme ait existé pendant des millénaires, il y a eu de nombreux essais pour inventer des théories spéciales concernant l'impérialisme des nations européennes pendant l'ère capitaliste. Ces théories méritent d'être examinées, non seulement quant à leur validité, mais aussi en tant qu'elles éclairent les façons de penser qui modèlent les politiques et les attitudes dans le Tiers Monde et ailleurs. Enfin, les effets concrets

de l'impérialisme doivent être passés en revue, de même que son héritage durable, tant en Occident que pour le monde moins développé.

– *Les théories*

Peut-être les plus anciennes théories de l'impérialisme capitaliste ont-elles été celles des mercantilistes, un assemblage hétéroclite d'intellectuels, de politiciens et de gens de plume qui ont contribué à orienter les politiques économiques des gouvernants européens aux XVII^e et XVIII^e siècles. La conception mercantiliste de la richesse a été discréditée depuis longtemps parmi les économistes de profession, mais elle continue de dominer l'opinion populaire et politique à l'heure actuelle. Pour les mercantilistes, la richesse était ce que l'un gagne au détriment d'un autre. Ils se préoccupaient surtout du *transfert* de la richesse, plutôt que de sa création. Certains mercantilistes considéraient l'impérialisme — et même l'esclavage — comme un moyen pour un pays de s'enrichir aux dépens des autres.

L'ouvrage classique d'Adam Smith paru en 1776, *La Richesse des Nations*, rejeta totalement la conception mercantiliste de la richesse, et nombre de ses corollaires y compris concernant le profit économique de l'impérialisme pour la puissance qui le pratique. Adam Smith, et la tradition économique classique qui s'édifia sur les fondations posées par lui, considéraient que la richesse venait de la production, laquelle peut augmenter simultanément pour toutes les nations de sorte que l'une n'avait pas besoin pour s'enrichir d'en appauvrir d'autres. Smith considérait que l'impérialisme ne pouvait être profitable, parce qu'en général les flottes et les armées du pays impérialiste ne pouvaient « rien acquérir qui puisse compenser ce que coûte leur entretien »²⁹. De fait, *La Richesse des Nations* s'achevait par un plaidoyer en faveur d'un retrait des Britanniques de leurs colonies d'Amérique (qui cherchaient alors à devenir indépendantes) ; l'auteur conseillait à ses compatriotes de se méfier de la tentation d'acquérir d'autres colonies par un vain souci de gloire nationale :

Si l'une quelconque des provinces de l'empire britannique ne peut être amenée à contribuer au soutien de l'empire entier, il est assurément temps pour la Grande-Bretagne de se décharger des frais de défendre de telles colonies en temps de guerre, et des frais de financer aucune partie de leurs

institutions civiles ou militaires en temps de paix, et qu'elle s'efforce d'adapter ses visées et desseins futurs à la médiocrité réelle de sa situation³⁰.

Smith dédaignait donc le souci de la gloire nationale, et y voyait un facteur poussant à des guerres³¹ et à des ambitions impérialistes³². Il y avait pourtant un facteur majeur dans ce sens, celui des intérêts particuliers qui tirent avantage de l'impérialisme même lorsque la colonie est « turbulente », difficile à gouverner, et totalement improfitable pour la nation impériale dans son ensemble³³. La recherche moderne paraît confirmer la conclusion de Smith. L'impérialisme intégral — l'occupation ouverte et l'administration d'un pays étranger — a rarement remboursé son coût, sauf dans un petit nombre de cas tels que la Malaisie ou le Congo. Mais il a toujours été payant pour les intérêts particuliers de certains groupes ou de certaines personnes — « négociants dynamiques, fonctionnaires entreprenants (vénaux ?), fabricants de pacotille »³⁴. Comme l'a fait remarquer un historien réputé de l'économie moderne :

Il n'est pas besoin d'une classe entrepreneuriale ou d'un système économique pour faire apparaître un courant qui réclame un empire. Il y suffit de quelques personnes intéressées qui aient accès à l'oreille de ceux qui commandent, ou à leurs poches³⁵.

L'un des déploiements d'efforts impérialistes les plus massifs — la « ruée » des pays européens pour s'acquérir des colonies en Afrique — a été une bagarre pour « quelques-uns des territoires les moins rentables du globe »³⁶, à l'exception de l'Afrique du Sud et du Congo. Des individus et des sociétés ont fait fortune, pendant que les contribuables finançaient les expéditions militaires et l'entretien des administrations. Mais cela ne revient pas à dire que l'Europe se soit enrichie par l'acquisition de colonies africaines.

Un nom fréquemment invoqué dans les discussions sur l'impérialisme est celui de Karl Marx. Mais ce qu'ont effectivement écrit Marx et Engels révèle une façon de considérer l'impérialisme fort différente de ce qu'en disent les marxistes des dernières générations. Marx, tout en trouvant que ce que les Anglais faisaient en Inde était généralement « brutal »³⁷, « répugnant » et « inspiré uniquement par les intérêts les plus vils »³⁸, n'en concluait pas moins que le résultat net de l'apport du progrès économique occidental serait de tirer l'Inde d'un type d'existence

« stagnant » et « végétatif »³⁹. Marx ne voyait pas de façon romantique les pays moins développés : « Je ne partage pas l'opinion de ceux qui croient à un âge d'or en Hindoustan »⁴⁰. Dans la même veine à peu près, Engels considérait la capture par les Français d'un chef algérien résistant à la colonisation, comme un événement « très heureux »⁴¹, alors même qu'il dénonçait comme « brutale » et « hautement blâmable » la façon d'agir des Français en Algérie⁴². Là encore, le point essentiel était pour Engels que l'introduction de la civilisation européenne constituerait un pas en avant pour les peuples colonisés :

Toutes ces nations de libres barbares paraissent de loin très fières, nobles et glorieuses ; mais approchez-vous-en, et vous constaterez que, tout autant que les nations plus civilisées, elles sont dominées par l'avidité du gain, et ne font qu'y employer des moyens plus grossiers et plus cruels. Et tout compte fait, le *bourgeois* moderne, que suivent la civilisation, l'industrie, l'ordre, et au moins un relatif progrès intellectuel, est préférable au seigneur féodal ou au pillard errant, avec l'état social de barbarie auquel ils appartiennent⁴³.

Ces écrits marxistes ont causé de l'embarras parmi certains marxistes tardifs⁴⁴, et pourtant ils sont en concordance avec la vision d'ensemble marxiste d'après laquelle 1) ce qui compte n'est pas les mobiles subjectifs des gens, mais leurs effets objectifs⁴⁵, et 2) des systèmes sociaux déterminés — y compris l'esclavage, le capitalisme et l'impérialisme — peuvent être « historiquement justifiés » pendant certaines périodes, même s'ils sont par la suite supplantés par des systèmes meilleurs⁴⁶.

Comme les décennies passaient sans amener ni la paupérisation croissante du prolétariat, ni la crise décisive du capitalisme prédites par Marx, Engels et lui-même expliquèrent par l'impérialisme le fait que les événements prédits se trouvaient remis à plus tard⁴⁷. Ces remarques incidentes de Marx et de Engels ont, par la suite, servi de pierre d'angle à la théorie de V. I. Lénine sur l'impérialisme. Le message de Lénine peut être résumé dans les termes mêmes qu'il a employés. Dans la phase de « parasitisme et du déclin du capitalisme », quelques nations impérialistes peu nombreuses ont « mis le monde entier au pillage » et, « prélevant sur d'aussi énormes *super-profits* », ont soudoyé leurs propres travailleurs et chefs syndicalistes⁴⁸. Tout en achetant ainsi leur tranquillité du côté des ouvriers, les impérialistes peuvent ainsi écouler le surplus de capital — « le prodigieux accroissement de capital, débordant la coupe » comme l'exprime Lénine⁴⁹ — qui sans cela engendrerait des crises économi-

ques internes chez les nations capitalistes, d'après la théorie marxiste.

Le brillant propagandiste qu'était Lénine inondait le lecteur de données statistiques sur des *points qui n'étaient pas en discussion* : que l'industrie capitaliste se développait⁵⁰, que les banques avaient des dépôts abondants et croissants⁵¹, qu'elles investissaient en de nombreux endroits⁵² — puis il glissait rapidement de ces faits à des conclusions qui n'avaient aucune base ni empirique ni analytique. Dans un tableau d'importance décisive, Lénine prétendit démontrer sa thèse centrale, d'après laquelle le « surplus » de capital des nations capitalistes, qui autrement les aurait mises en difficultés, se trouvait désormais investi dans le monde colonial moins développé. Toutefois, ses définitions des pays receveurs de ce surplus classaient dans une seule catégorie « l'Asie, l'Afrique et l'Australie », et dans une autre « l'Amérique » (c'est-à-dire tout l'Hémisphère occidental). Cette répartition empêchait efficacement le lecteur de savoir si c'étaient les parties développées ou les parties sous-développées de ces catégories omnibus, qui recevaient les investissements de capitaux. Si les nations industriellement avancées investissaient simplement dans d'autres nations industriellement avancées — faisant circuler entre elles leurs capitaux — tout le scénario fondé sur des sorties nettes de capitaux quittant les pays capitalistes pour leur éviter « la crise » s'effondrerait comme un château de cartes. Nous serions ramenés au point de départ, nous demandant comment l'accroissement du capital ne provoque pas l'effondrement du capitalisme comme le prédisait la doctrine marxiste.

Une ventilation plus poussée révèle ce que dissimulaient les vastes catégories de Lénine : les nations capitalistes modernes ont en réalité tendance à investir principalement dans les autres nations capitalistes modernes. Les Etats-Unis, par exemple, investissent plus au Canada que dans l'ensemble de l'Afrique et de l'Asie, et plus en Europe qu'ils n'investissent au Canada⁵³. En outre, les investisseurs vivant dans des pays du Tiers Monde préfèrent fréquemment investir aux Etats-Unis ou en Europe, plutôt que dans leur propre pays. Les investissements occidentaux constituent souvent une très forte proportion de tous ceux qui sont opérés dans un pays pauvre, et néanmoins ne représentent qu'une très faible fraction des investissements occidentaux dans le monde entier.

La fin de l'ère coloniale après la seconde guerre mondiale a produit, entre autres, la parution de volumineux ouvrages sur le *néo-colonialisme*.

D'après cette littérature, l'impérialisme n'a changé que de forme, et non pas de substance. Sous ce néo-colonialisme, selon le leader africain Kwame Nkrumah, un nouvel Etat indépendant « ayant tous les signes extérieurs de la souveraineté internationale » continue de voir « son système économique et par conséquent son orientation politique... dirigés de l'extérieur »⁵⁴. Il s'agit du « contrôle de pays du Tiers Monde nominalement indépendants, par de gigantesques intérêts financiers » basés en Occident⁵⁵. Comme celle qui l'a précédée au temps de Lénine, cette littérature s'attache à démontrer jusqu'à la garde des choses dont personne ne conteste une miette — qu'il y a des importations et des exportations abondantes⁵⁶, ou de nombreuses filiales des banques américaines à l'étranger⁵⁷ — et à ne traiter les questions controversées qu'à coups d'une rhétorique qui insinue plutôt que de débattre. La répétition de formules telles que « le moyeu de la roue impérialiste »⁵⁸, « les impératifs du contrôle sur les matières premières et les marchés par les dirigeants d'entreprises »⁵⁹, ou « le surplus de production » du capitalisme⁶⁰, tient lieu de preuves et d'analyses. Des banalités économiques — par exemple le fait que la plupart des lames de rasoir vendues en France sont fabriquées en Amérique⁶¹ — sont interprétées comme de sinistres machinations, alors qu'elles sont simplement ce que l'on peut prévoir sur la base des écrits bi-centenaires d'Adam Smith à propos de la division internationale du travail. Une forte proportion des appareils photographiques vendus aux Etats-Unis est de fabrication japonaise, sans que personne ne considère les Etats-Unis comme colonisés par le Japon.

Comme un fil de tapisserie courant à travers la plupart des théories contemporaines sur l'impérialisme et le néo-colonialisme, il y a la vieille notion des mercantilistes, que l'enrichissement d'un pays se fait par l'appauvrissement d'un autre. Selon la théorie néo-colonialiste « le conflit entre les riches et les pauvres est désormais transporté sur la scène internationale »⁶². Ainsi, les « fabuleux profits » du capitalisme occidental montrent « l'enrichissement d'une partie du monde par l'exploitation de l'autre partie »⁶³. Comme la plupart des fois où le terme « exploitation » est employé, l'on n'en fournit pas de définition concrète. Il semble que le théoricien du néo-colonialisme ait réussi à définir un « juste prix »⁶⁴ — haut fait qui tient les économistes en échec depuis des siècles — et sache de combien, par rapport à cela, les pays du Tiers Monde sont sous-payés de leur travail et de leurs matières premières. La

documentation empirique si abondante sur les points non essentiels est, sur ce point crucial, remplacée par de la rhétorique qui insinue, et s'abstient de définir ou de concrétiser empiriquement. Par exemple, il est question des « interconnexions complexes des grands monopoles impérialistes »⁶⁵, de « l'empire du capital financier » semblable à « un vaste réseau tentaculaire d'activité inter-continentale... manipulant des industries entières et exploitant le travail et les richesses des nations pour le profit égoïste d'un petit nombre »⁶⁶.

Comme dans la théorie de Lénine, « les crises qui rongeaient le cœur même du capitalisme »⁶⁷ sont détournées par « l'emploi outre-mer du surplus de capital accumulé » (toujours non défini), et les profits d'exploitation reçus ont « permis aux classes capitalistes des métropoles de partager quelques miettes entre leurs classes laborieuses afin de les soudoyer »⁶⁸ pour éviter la révolution annoncée par Marx.

Quelles que soient les faiblesses factuelles ou intellectuelles de la théorie néo-colonialiste, elle remplit certaines fonctions politiques et psychiques très importantes. Elle explique — même si c'est boiteux — pourquoi l'effondrement du capitalisme, que Marx attendait avec tant de confiance de son vivant, ne s'est pas encore produit cent ans plus tard ; et cela, sans même évoquer la possibilité que Marx se soit radicalement trompé dans son analyse de la situation. Elle explique pourquoi les employés du capitalisme, dont Marx prévoyait l'inexorable appauvrissement au fil du temps, semblent tout au contraire progresser de génération en génération. Par-dessus tout, elle explique aux gens du Tiers Monde pourquoi leur productivité économique est tellement inférieure à celle des Occidentaux, par des raisons qui n'ont rien à voir avec des insuffisances de leur part, mais découlent entièrement des déficiences morales des autres. Bref, c'est une explication parfaite politiquement, si dénuée de sens qu'elle soit économiquement.

En dépit de la thèse prétendant que les nations impérialistes se sont enrichies en appauvrissant d'autres nations, la réalité est que des nations *préalablement* devenues riches et puissantes s'en sont fréquemment servies pour subjuguier d'autres nations et d'autres peuples, obéissant à des mobiles divers qui ont joué de même pendant des millénaires. Des rationalisations économiques ont souvent été présentées par des partisans de projets impérialistes, et ces déclarations politiques ont été récupérées comme autant d'*aveux* par ceux qui prétendent que l'impérialisme découle de nécessités économiques intrinsèques au capitalisme. Il est

cependant significatif que deux pays capitalistes de première grandeur, privés de colonies par leur défaite dans la seconde guerre mondiale — l'Allemagne et le Japon — ont été parmi les plus performants pour le développement économique dans le monde de l'après-guerre.

– *L'héritage des empires*

Sur un point, Marx a eu tout à fait raison : ce qui compte dans une analyse historique des causes et effets, ce ne sont pas les motivations subjectives des gens, mais les résultats constatables. Comme l'a écrit Engels, « ce que veut chaque individu est entravé par tous les autres, et ce qui émerge est quelque chose que personne ne veut »⁶⁹. Ce qui émerge des décombres de l'impérialisme n'est effectivement pas matière à jugements sur l'avidité des uns ou sur la corruption des autres, c'est un ensemble de conséquences concrètes d'interactions d'une extrême complexité.

Il est nécessaire de commencer par se rendre compte de la situation qui existait dans les pays du Tiers Monde avant que surviennent les impérialismes, des circonstances qui les avaient déjà rendus vulnérables à la conquête. Dire que le colonialisme ou le néo-colonialisme est ce qui *empêche* le développement dans un pays du Tiers Monde⁷⁰ parce que « des forces extérieures ont un intérêt établi à ce qu'il reste dans le sous-développement »⁷¹, c'est éluder la question de savoir pourquoi ce pays ne s'était pas développé pendant des siècles, avant l'arrivée des impérialistes. D'ailleurs, cette question déborde des zones de la colonisation des quelques derniers siècles. Pourquoi la Grande-Bretagne avait-elle été si rapidement conquise par des légions romaines très largement inférieures en nombre aux forces militaires des indigènes insulaires ? Et cette conquête avait-elle réellement appauvri et affaibli ce pays, ou bien a-t-elle finalement favorisé son développement ?... En vérité, la conquête de la Grande-Bretagne par les Romains a évolué selon un schéma qui devait se répéter bien des siècles plus tard, lorsque les Anglais et d'autres peuples étendirent leurs empires à travers le Tiers Monde.

Avant les invasions romaines, la Grande-Bretagne était divisée en une trentaine de tribus barbares⁷². Elle était alors située « aux franges ultimes de la terre »⁷³, ou du moins, de ce qu'il existait de monde civilisé en Europe. Comme d'autres peuples vivant dans l'isolement, ceux-là étaient arriérés. En particulier, ils pratiquaient des sacrifices humains⁷⁴, et se battaient entre eux furieusement, bien que leur équipement militaire

fût archaïque en comparaison de ce qui se faisait sur le continent⁷⁵.

Leur agriculture aussi était en retard sur celle du monde romain⁷⁶. Les effets de l'isolement apparaissent dans le fait que les tribus de l'intérieur étaient les plus primitives. Alors que les tribus côtières pratiquaient des cultures vivrières, celles de l'intérieur se nourrissaient de lait et de viande, portaient des vêtements de peaux, et partageaient une femme entre plusieurs maris⁷⁷. Malgré la protection des mers difficiles qui les entouraient, les Bretons arriérés et divisés subirent plusieurs invasions de tribus plus évoluées venues d'Europe, même avant l'arrivée des Romains. Au premier siècle avant notre ère, des tribus belges subjuguèrent une bonne partie de l'île, construisant des villes et introduisant pour la première fois les pièces de monnaie. Ces tribus l'emportaient aisément partout où elles pénétraient. Mais alors que les Bretons ne pouvaient les défier, les Romains purent le faire.

Jules César convoitait les Îles britanniques, parce que « les indigènes, quoique frustes, avaient une certaine valeur comme esclaves pour les travaux les plus rudes à la campagne, dans les mines, et même à la maison »⁷⁹. En l'an 55 avant le Christ, César lança une expédition de razzia, dont la flotte rencontra un gros temps effrayant dans des eaux mal connues⁸⁰. Néanmoins, « discipline et armement jouèrent leur rôle habituel » en faveur de l'expédition romaine, qui retourna à Rome défilier en triomphe, suivie de Bretons capturés et promis à l'esclavage⁸¹. Un siècle plus tard, sous l'empereur Claude, les Romains revinrent pour une conquête systématique, et occupèrent finalement la majeure partie de l'Angleterre. L'oppression et les atrocités commises par les Romains provoquèrent une révolte massive, au cours de laquelle une armée barbare de quatre-vingt mille hommes⁸² s'affronta à vingt mille légionnaires au plus⁸³. Mais de nouveau, la discipline supérieure des Romains, leur organisation et leur armement leur assurèrent la victoire.

Pendant les siècles suivants, les Romains conquièrent la Grande-Bretagne aux points de vue politique, économique et culturel. Les Bretons commencèrent à porter la toge romaine, à parler le latin, avoir des portiques, des thermes, et des banquets somptueux⁸⁴. Sous les Romains, des villes se développèrent, des routes furent construites, et le commerce se fit florissant⁸⁵. La charrue romaine, plus efficace, fut employée aux champs⁸⁶, la poterie et le travail des métaux furent importés⁸⁷, de nouvelles méthodes d'architecture furent employées et enseignées⁸⁸. Le capital romain contribua à développer l'économie

bretonne⁸⁹, la Grande-Bretagne devint exportatrice de matières premières⁹⁰. Pendant près de trois cents ans, les Bretons romanisés connurent « à bien des égards les temps les plus heureux, les plus confortables et les plus cultivés que les habitants aient jamais eus »⁹¹. Comme le disait Churchill, « Nous devons Londres à Rome »⁹². C'était là un aspect de la dette générale de la Grande-Bretagne à la civilisation romaine :

En culture et en savoir, la Bretagne était un pâle reflet de la scène romaine... Mais il y avait le Droit ; il y avait l'ordre ; il y avait la paix ; il y avait de quoi se chauffer, de quoi se nourrir, et une façon de vivre durablement établie... Quelque culture pénétra même dans les villages. Les habitudes romaines se répandaient par osmose ; l'emploi des ustensiles romains et même de la langue des Romains s'étendait régulièrement⁹³.

A cela s'ajoute le fait que les Bretons reperdirent beaucoup du terrain conquis, une fois que les Romains se furent retirés au V^e siècle de notre ère :

De l'an 1400 jusqu'à l'année 1900, personne n'avait le chauffage central, et très peu de gens avaient des bains chauds... Même à l'heure présente, la proportion de l'ensemble de la population qui habite des maisons à chauffage central est moindre que dans ces temps anciens. Quant aux bains, ils furent complètement perdus jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Pendant cette longue période lugubre le froid et la crasse collèrent aux personnages les plus fortunés et considérables du pays⁹⁴.

Après que Rome eut retiré ses légions de Bretagne, l'île redevint la proie de maraudeurs et d'envahisseurs venus du continent, jusqu'au paroxysme de la conquête normande de 1066, qui devint la base de la Grande-Bretagne médiévale, puis moderne.

En grande partie, la même histoire pourrait être contée, avec des variantes locales, à travers le Tiers Monde. Ici, les mobiles des conquérants étaient semblables à ceux qui poussèrent les Romains à s'emparer de la Bretagne : la rapine, la gloire, des bases militaires, et des carrières rapides pour quelques brillants conducteurs d'hommes. La question de fond, toutefois, n'est pas celle des mobiles subjectifs, mais l'effet historique de ces aventures. Pour cela, il faut de nouveau voir ce qu'étaient les sociétés colonisées avant que n'interviennent les impérialistes.

La majeure partie de l'Afrique sub-saharienne, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, et l'Asie du Sud-Est portaient de petites sociétés tribales, vivant à un niveau relativement primitif d'organisation et de technologie. Par exemple, « presque aucune communauté africaine au sud du Sahara ne savait atteler des animaux de trait pour tirer des charrues et des chariots, jusqu'à ce que les arrivants européens introduisent cette méthode de traction aux XIX^e et XX^e siècles »⁹⁵. La technologie pré-coloniale de cette région était incapable d'utiliser l'énergie du vent ou de l'eau pour moulinier le grain. Les luttes tribales, les raids de guerriers, l'esclavage et la servitude étaient de pratique constante en tous lieux⁹⁶. L'écriture n'existait nulle part qu'en Ethiopie⁹⁷. La situation était analogue dans l'hémisphère occidental à l'époque pré-colombienne : « La charrue était totalement inconnue au Nouveau Monde jusqu'à son introduction par les Européens, et les animaux de trait n'étaient pas employés en agriculture »⁹⁸. Les Indiens d'avant Colomb n'avaient pas de véhicules à roues, bien qu'il y eût au Mexique quelques jouets roulants⁹⁹. L'esclavage et les sacrifices humains étaient pratiqués en certaines régions¹⁰⁰ comme dans la Grande-Bretagne pré-romaine. Les Aztèques, qui étaient la puissance militaire la plus perfectionnée de l'Amérique, succombèrent rapidement devant les envahisseurs espagnols, pour des raisons semblables à celles qui firent succomber les Bretons devant les Romains : l'inégalité dans l'organisation militaire et dans la qualité des armements¹⁰¹.

Les diverses parties du monde colonisé n'étaient pas toutes à un stade primitif, et l'introduction de la civilisation occidentale ne fut pas toujours un progrès dans tous les aspects de la vie. Mais dans l'ensemble, la colonisation européenne procura au Tiers Monde ce que l'impérialisme romain avait procuré à la Grande-Bretagne : 1) la réduction ou l'arrêt des guerres intestines qui avaient ravagé ces régions durant des siècles, bloquant le progrès économique et social ; 2) un système unifié de Droit assurant un cadre stable pour les prévisions ainsi que la sûreté personnelle et l'exécution des contrats ; 3) des éléments d'un système technologique et organisationnel plus avancé ; et 4) le contact avec un monde élargi, permettant au potentiel créatif de faire sauter les entraves de l'insularité. Nulle part ces avantages n'ont existé à l'état pur ; partout ils ont été mêlés à l'arrogance, à l'insensibilité et souvent à la brutalité qui ont marqué les conquérants d'à peu près toutes les races et cultures.

Comme on l'a noté au chapitre 2, la plus grande partie de l'Asie du

Sud-Est n'a commencé à se regrouper en plusieurs blocs progressivement élargis, que sous l'action des puissances coloniales organisant leurs structures administratives. Il n'y avait pas de nation indochinoise avant l'arrivée des Français, ni de Malaisie avant celle des Britanniques. Il y avait de nombreux petits potentats, des bandes de pillards, et des centaines de bateaux de pirates sur les mers. Les différences de race, d'ethnie et de tribus émiettaient presque toute la région en fragments trop exigus pour permettre la prospérité ou le progrès culturel. C'est seulement lorsque l'impérialisme des Européens eut créé un Droit, un ordre et une stabilité de l'autorité, que commencèrent d'arriver d'importants contingents de Chinois d'outre-mer, apportant de nouvelles variétés agricoles, des activités industrielles, des idées et des types d'organisation, en même temps que d'autres étaient introduits en provenance de l'Europe, et d'autres régions civilisées d'Asie, comme l'Inde et le Japon. L'Afrique pré-coloniale était également infestée de tribus pillardes comme les Bembas de Zambie qui « terrorisaient toutes les tribus voisines de leur royaume » et à l'intérieur même régnaient avec brutalité :

Presque dans chaque village l'on peut voir des hommes et des femmes dont les yeux ont été énucléés ; un seul œil crevé et une main coupée, c'est là chose qu'on remarque à peine. Il y a des hommes et des femmes dont les oreilles, le nez et les lèvres ont été découpés en tranches et les deux mains coupées. La mutilation des seins a été un châtiment très usité pour les femmes adultères, mais certaines des victimes ne sont que des enfants... Le fait est que toutes ces mutilations sont infligées avec la plus totale insensibilité ; chaque chef, par exemple, a une suite de bons chanteurs et joueurs de tambours à qui, invariablement, les yeux ont été arrachés pour qu'ils ne puissent s'enfuir¹⁰².

Les Zoulous du sud de l'Afrique étaient une autre tribu de pillards. Les guerriers zoulous avaient acquis une supériorité militaire par une meilleure organisation tactique et de meilleures armes ; ce qui « les mettait à même de vivre en semi-parasites des peuples voisins ».

Ils razziaient leurs voisins, enlevant le bétail, les femmes, et des enfants qu'ils incorporaient dans leur tribu pour renforcer leur effectif, de sorte que ces communautés guerrières firent rapidement boule de neige et étendirent leur domination sur de vastes étendues de l'Afrique méridionale¹⁰³.

Déprédations et oppressions n'ont pas été uniquement le fait d'Africains. Dans l'Hémisphère occidental, tant les Aztèques que les Incas traitaient brutalement les nombreuses tribus soumises qui formaient la majorité de la population de leur empire¹⁰⁴. Par exemple, les Aztèques arrachaient le cœur des victimes vivantes de leurs sacrifices humains¹⁰⁵. L'on a pu dire que le « racisme pré-colombien »¹⁰⁶, chez les Indiens de l'Hémisphère occidental, a facilité la conquête espagnole, parce que de nombreuses tribus asservies se joignirent aux Espagnols pour renverser leurs dominateurs indigènes.

En Afrique comme dans la Grande-Bretagne pré-romaine, c'est le long des côtes que se trouvaient les sociétés les plus avancées, avec des « Etats noirs puissants et fortement centralisés »¹⁰⁷. Cet avantage était d'ailleurs utilisé en bonne partie pour emmener en esclavage d'autres Africains de l'intérieur. Les Ibos du Nigéria entre autres faisaient le commerce des esclaves¹⁰⁸. Les Ashantis de la Côte de l'Or (maintenant Ghana) en vendirent des milliers aux Européens¹⁰⁹, et parallèlement à l'accroissement de leur puissance la traite des Noirs augmenta¹¹⁰. En général, les esclaves africains étaient capturés par d'autres Africains et vendus à des Européens qui les transportaient par mer¹¹¹. Les Etats africains qui se livraient à ce trafic en tiraient puissance et prospérité, et furent grandement irrités lorsque les Britanniques s'opposèrent à la traite des Noirs au début du XIX^e siècle¹¹². Si étrange que cela puisse paraître aujourd'hui, durant des siècles l'institution de l'esclavage ne souleva guère de souci moral, où que ce soit dans le monde, jusqu'à ce qu'un groupe d'Anglais influents se mettent à dénoncer cette pratique au XVIII^e siècle, réussissant finalement à empêcher la traite puis, plus tard, à faire abolir l'esclavage même.

Que l'esclavage soit un mal, fut l'une des nombreuses idées occidentales importées au Tiers Monde. Dans les siècles passés, les Chinois en certaines parties de l'Asie du Sud-Est trafiquaient des esclaves au même titre qu'ils trafiquaient de marchandises inertes¹¹³, et les Arabes ont continué de le faire, fort avant dans le XX^e siècle¹¹⁴.

L'instauration du droit et de l'ordre sous les auspices de l'impérialisme a eu des conséquences à la fois économiques et sociales. Auparavant, beaucoup de terres restaient en friche parce qu'elles étaient trop exposées aux razzias armées ; désormais l'on put les employer pour la culture et l'élevage. Toutefois, en même temps, les Européens eux-mêmes enlevaient la terre aux peuples conquis¹¹⁵.

Le bilan global des impacts européens sur le Tiers Monde ne pourra sans doute jamais être établi dans toutes leurs dimensions psychiques, culturelles, sociales et politiques. La liste des actes d'oppression est longue et souvent horrifiante — tant avant qu'après l'arrivée des impérialistes. L'oppression par les Européens n'a pas été unique en son genre, ni par les méthodes ni par la dureté, et l'extension de cette oppression-là ne peut pas être comptée comme un surcroît net de l'oppression dans le monde. Avant, ce n'était pas le Paradis Terrestre. Toutefois, en ce qui concerne le problème central qui est celui de l'exploitation économique, les données empiriques sont quelque peu plus claires. Les parties du Tiers Monde qui ont eu les contacts avec le monde occidental les plus étendus, les plus pénétrants et les plus diversifiés, ont généralement atteint des niveaux de vie beaucoup plus élevés que les régions qui sont restées relativement hors d'influence de la civilisation occidentale. Les aborigènes des jungles et des déserts d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud, ont encore du chemin à faire pour arriver au niveau de vie des populations indigènes qui vivent dans les ports, les villes minières et les régions de cultures exportables, qui se sont développés sous les auspices de l'Occident¹¹⁶.

La croyance passionnée et tenace que l'impérialisme est la cause de la pauvreté du Tiers Monde est difficile à comprendre à partir de l'expérience historique. Mais cette croyance est beaucoup plus compréhensible quand on tient compte du coût psychique et politique à payer pour croire autrement. Ces coûts sont élevés pour certaines gens du Tiers Monde, mais aussi, en Occident, pour ceux dont toute la vision du monde repose sur l'idée que là où il y a pauvreté, il n'y a que des victimes, et qu'eux-mêmes doivent en être les sauveteurs — aussi bien dans le pays qu'internationalement. Beaucoup de ceux-là prennent une attitude publique de partisans des pauvres. Mais même pour être un véritable partisan des pauvres, il faut d'abord être un partisan de la vérité.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le développement économique n'est pas facile à définir et à mesurer, encore moins à projeter et à exécuter. Un changement peut être défini objectivement, un progrès est intrinsèquement subjectif. Les indices statistiques peuvent planter une façade scientifique imposante devant une

masse chaotique de jugements de valeur et de suppositions arbitraires. Mais il n'y a quand même aucun sens véritable dans l'affirmation que le pays *A* dispose d'un revenu 8,5 fois supérieur à celui du pays *B*, lorsque le produit net (revenu) de l'un se compose de noix de coco, de pagnes, de poissons et de huttes couvertes de paille sous un climat tropical, pendant que dans l'autre il s'agit de vêtements en peaux de rennes, de bottes fourrées, de viande de phoque et d'igloos dans les glaces éternelles du grand Nord. Même parmi les pays qui appartiennent à la civilisation européenne et à la zone tempérée, l'on se heurte à de sérieuses difficultés de comparaison, lorsque le produit global d'un pays est évalué d'après ce que les gens sont disposés à payer sur un marché concurrentiel, et que le produit global de l'autre pays est chiffré d'après ce qu'il a coûté à fabriquer, par un monopole gouvernemental peu attentif aux demandes des consommateurs. Un large éventail de différences qualitatives entre des articles classés comme étant « le même » produit, superpose aux ambiguïtés précédentes un autre réseau d'incommensurabilités.

Lorsqu'un pays est bien nourri, dispose d'un système de santé partout accessible, et habite des maisons pourvues de nombreuses facilités, l'on peut sans hésitation dire qu'il jouit d'un niveau de vie supérieur à celui d'un autre pays où l'on meurt de faim, où l'on habite dans des cabanes ou des masures, et où les maladies ne peuvent être combattues efficacement. Mais dire qu'un pays à 6,3 fois ou 10,2 fois le revenu de l'autre, n'apporte rien d'autre que de se tromper soi-même à propos d'une précision illusoire. Nul doute que le Japon et les États-Unis ont réellement des niveaux de vie beaucoup plus élevés que l'Inde ou l'Éthiopie ; mais précisément de combien, ne peut être qu'un exercice mathématique basé sur un ensemble donné de pondérations arbitrairement affectées à des choses disparates.

Ces difficultés qu'il y a pour comparer des pays différents se présentent également pour comparer la situation d'un même pays à des moments différents — autrement dit, pour mesurer son développement économique. Si un pays se trouvait simplement avoir accru la production de chaque article de 3 %, il n'y aurait pas de problème à traduire cela par un taux de croissance de 3 %. Mais ce n'est jamais le cas en réalité. D'ordinaire, la production de telle chose aura augmenté de 22 %, celle d'une autre de 1 %, et un autre article aura *baissé* de 10 % etc. Ce que sera le taux global de croissance dépendra de la façon dont on choisira arbitrairement d'additionner toutes ces pommes et ces oranges dans un

total de « fruits ». Il y a plusieurs façons de s'accommoder de ce problème, mais aucune de le résoudre, car outre la difficulté pratique il y a une contradiction conceptuelle à additionner des pommes et des oranges.

Les incertitudes, illusions et tromperies statistiques sont particulièrement à craindre quand il s'agit de mesurer le progrès économique d'un pays du Tiers Monde qui se trouve engagé dans un processus comportant un déplacement de l'activité de l'agriculture vers l'industrie, le paiement en monnaie de prix de marché pour des services précédemment fournis hors marché (comme les soins et l'éducation à donner aux enfants), et le drainage d'une part plus importante de ses ressources vers l'un ou l'autre des monopoles d'Etat. Le fait qu'une proportion croissante des biens et services produits dans la nation passe maintenant par des points de contrôle statistique ne signifie pas qu'il y ait proportionnellement davantage de production, puisque précédemment beaucoup de ces activités se déroulaient sans publicité, sans circulation de monnaie et sans comptabilisation officielle.

Inversement, une grande partie de l'épargne et de l'investissement des agriculteurs dans les pays du Tiers Monde peut échapper complètement au recensement, soit en raison du secret que gardent volontiers les paysans, soit à cause de la difficulté pratique, pour le gouvernement, de surveiller d'innombrables paysans, de tenir comptabilité de leurs incessantes réparations et améliorations, de leur emploi croissant ou décroissant des engrais, semences, plants et autres utilités mises de côté pour les travaux de la récolte suivante. Des investissements sous forme d'instruments de plantation, ou de fossés d'irrigation, peuvent échapper totalement à l'attention des statisticiens de la capitale, et d'ailleurs seraient pratiquement impossibles à quantifier s'ils en avaient connaissance. Et pourtant, de tels investissements peuvent au total être plus importants que les aciéries ou les titres financiers, qui sont tellement plus faciles à faire entrer dans un indice statistique.

La tendance à prêter attention aux investissements visibles et aux unités massives, au mépris d'une multitude d'investissements modestes en dimension et en éclat — alors que leur accumulation peut avoir une importance économique de loin supérieure — est due non seulement aux difficultés statistiques mais aussi à un parti pris politique. Comme Adam Smith l'observa il y a deux siècles :

L'orgueilleux ministre d'une Cour ostentatoire peut souvent prendre plaisir à exécuter une œuvre de splendeur et de magnificence, telle qu'une large avenue que peuvent souvent voir les principaux d'entre les nobles, dont les applaudissements flattent sa vanité et peuvent même contribuer à servir ses intérêts à la Cour. Mais réaliser une grande quantité de petits ouvrages, à l'occasion desquels rien de ce qui peut être fait ne saurait avoir grande apparence, ni exciter la moindre expression d'admiration chez aucun voyageur, et qui, en somme, n'ont rien pour les recommander que leur extrême utilité, c'est une affaire à tous égards trop médiocre et indigne de retenir l'attention d'un si haut personnage¹¹⁷.

Ceux qui croient que les hommes sont frères ne devraient pas être étonnés de trouver les mêmes attitudes qu'observait Adam Smith chez les ministres des monarques européens au XVIII^e siècle, réapparaître dans les gouvernements du Tiers Monde (et hors du Tiers Monde) au XX^e siècle. Les pays du Tiers Monde diffèrent, en ce que : 1) ils ont moins les moyens de se permettre de forts détournements des ressources économiques, et 2) ils ont souvent pour gouvernants des gens éduqués à l'Occidentale, ou attirés par l'Occident, qui souhaitent se faire valoir non seulement à l'intérieur mais aussi auprès de visiteurs occidentaux — soit par courtoisie, soit par défi — même au prix de se trouver incapables de nourrir et vêtir leur propre peuple. Des aciéries non rentables construites dans des pays du Tiers Monde sont devenues le symbole d'une telle attitude, de même que des compagnies aériennes nationales déficitaires, alors qu'il y a abondance de lignes internationales capables d'assurer le même volume de trafic à moindre coût. Cette mentalité a été fort justement appelée *fétichisme de l'investissement*¹¹⁸ Elle a été favorisée par les organismes internationaux aisément impressionnés par des plans grandioses, des projets de prestige sensationnels, et par la rhétorique — autrement dit, par ce qui frappe les yeux et les oreilles, plutôt que par des choses qui produisent des résultats économiques concrets. La vaste mesure dans laquelle le spécieux l'emporte sur le réalisé, dans les discussions sur le développement économique du Tiers Monde, peut être mise en lumière par un exemple de développement réussi qui, d'après les théories en vogue, aurait dû échouer complètement :

Comment évalueriez-vous les perspectives d'avenir d'un pays asiatique qui n'a que peu de terre (en fait, seulement des collines découpées par l'érosion), qui de fait est le plus densément peuplé de tous les pays du

monde ; dont la population a augmenté rapidement, à la fois par sa propre natalité et par une immigration de grande ampleur ; qui importe tout son pétrole et ses matières premières, et même presque toute son eau potable ; dont le gouvernement ne s'est pas chargé de planifier son développement, n'exerce aucun contrôle sur les changes, ni aucune restriction aux sorties et entrées de capitaux ; et qui est la dernière colonie occidentale de quelque importance à subsister ? Vous penseriez que ce pays est forcément perdu, à moins de recevoir de l'extérieur de considérables dons. Pour mieux dire, c'est ce que vous penseriez si vous en croyiez ce que disent à propos des pays moins développés les politiciens de tous les partis, les Nations unies et ses filiales, des économistes éminents et la presse de qualité¹¹⁹.

Cependant ce pays existe : c'est la colonie britannique de Hong Kong, dont le revenu par tête est plus de cinq fois supérieur à celui de la Malaysia, des Philippines, de l'Indonésie, de la Birmanie ou de la Thaïlande — pour borner la comparaison à des pays de la même région du globe¹²⁰. Dans le monde de l'après-guerre, la population de Hong Kong a été multipliée par plus de sept¹²¹, pour moitié à peu près du fait de réfugiés¹²². Malgré de faibles impôts — au maximum 15 % sur le revenu personnel — le gouvernement de Hong Kong a eu un budget en excédent pendant 31 exercices sur 34, de 1945 à 1980¹²³. La population de Hong Kong est chinoise à 98 %¹²⁴. Ce n'est pas seulement un nouvel exemple de la productivité des Chinois d'outre-mer ; c'est aussi un fait qui sape à la base la thèse qui explique par « l'exploitation » la prospérité des Chinois d'outre-mer, puisqu'il n'y a à Hong Kong que 2 % de non-Chinois qu'on pourrait imaginer « exploitables » — et dont la plupart sont des Anglais administrant la colonie. Plus généralement, Hong Kong souligne l'idée que la dose de « capital humain » dans la population totale est décisive pour le développement économique.

Le développement économique, que ce soit au Tiers Monde ou ailleurs, dépend de multiples facteurs parmi lesquels : la situation géographique, le capital humain, et les transferts internationaux.

– Les facteurs géographiques

Les facteurs géographiques influent sur le développement de plusieurs façons. Les influences les plus manifestes — fertilité du sol, ressources naturelles, climat — ne sont pas forcément les plus importantes. Souvent des territoires qui sont les plus favorisés à ces égards — le

Mexique comparé au Japon, l'Irlande à la Grande-Bretagne — sont moins prospères, et certaines régions très pauvrement dotées comme la Suisse, Israël et Hong Kong s'en tirent bien.

La géographie joue fréquemment son rôle de façon plus indirecte mais puissante : elle facilite ou entrave la communication et l'influence réciproque entre différents peuples, et ainsi affecte la formation de capital humain. Des rivières navigables, des ports abrités et profonds, des plaines amples facilitent la rencontre de gens venant d'autres endroits et de cultures autres. Les bienfaits de telles circonstances s'étendent au-delà de l'accessibilité des marchandises, des inventions, des découvertes d'autrui, et des savoirs plus largement partagés. L'interaction des diverses façons de vivre entame l'insularité et stimule la pensée, au rebours de la répétition aveugle des formules héritées et des schémas propres à une seule culture. Les plus grands centres mondiaux du savoir et du progrès économique ont été des ports océaniques, des cités fluviales, et d'autres carrefours naturels ou faits de main d'homme, où des gens différents se rencontraient. Londres sur la Tamise, New York sur l'Hudson, et Paris sur la Seine ne sont que les plus célèbres sur une longue liste d'endroits ainsi privilégiés.

Les obstacles à ces communications et à cette interaction revêtent de nombreuses formes, tant naturelles qu'artificielles. L'une des régions du monde les plus étendues et qui manquent de cours d'eau navigables et de ports naturels, c'est l'Afrique. Comme le disait le grand explorateur Livingstone :

La mer, après tout, est la grande civilisatrice des nations. Si l'Afrique, au lieu d'un littoral linéaire uniforme, avait été ébréchée de profondes indentations par l'antique et glorieux océan, combien différent eût été le sort de ses habitants !¹²⁵

Livingstone ne trouvait pas que les Africains soient inférieurement doués comme *individus* — il les considérait comme plus « raisonnables » que les Européens¹²⁶ — mais estimait que leur milieu géographique n'était pas favorable au développement de leur potentiel humain.

A part le manque de moyens de contact tels que ports et fleuves, et des barrières telles que montagnes et déserts, les populations peuvent se trouver isolées les unes des autres par l'existence de poches de terres fertiles, comme dans les vallées de montagne du Sud de l'Italie¹²⁷ — une

région hautement régionaliste et fragmentée qui mit des siècles à s'unir dans une nation.

Parce que les facteurs géographiques agissent, en partie directement — fournissant des ressources naturelles, un sol fertile et autres ingrédients de prospérité économique — et en partie indirectement — en affectant le développement des êtres humains par interaction des uns et des autres — il n'y a pas un déterminisme géographique simple. C'est-à-dire que « les races et peuples du genre humain, sur tout l'éventail entre l'état sauvage et la haute civilisation, s'adaptent de façons très diverses à des environnements naturels semblables »¹²⁸. Mais en même temps « leur faculté d'initiative, leur énergie et leur intelligence sont des produits de facteurs sous-jacents à l'environnement, agissant sur ces peuples en divers endroits et pour de longues générations »¹²⁹. Les Indiens indigènes du Brésil, les colons portugais, et plus tard les immigrants venus d'Allemagne, d'Italie et du Japon furent tous confrontés à la même réalité géographique au Brésil, mais développèrent ce pays de manières très différentes. Pourtant une grande partie des attitudes, des objectifs, des talents et des disciplines avec lesquels ils réagirent à leur situation traduisaient l'impact de situations géographiques et d'événements historiques qui avaient pris des tournures extrêmement diverses en différents endroits du monde.

– *Le capital humain*

Les ressources matérielles effectivement apportées de l'extérieur ont, en beaucoup de cas, joué un rôle relativement limité dans le développement économique du pays, comparé au capital humain introduit. Les Italiens chroniquement pauvres immigrèrent dans une Argentine chroniquement pauvre, au XIX^e siècle, et ils rendirent prospères à la fois eux-mêmes et le pays d'accueil. Les immigrants chinois arrivant — souvent à pied — en Asie du Sud-Est avec presque rien que leur vêtement, lancèrent vers le développement économique à la fois eux-mêmes et les populations autochtones. Des Allemands du XVIII^e siècle trop pauvres pour payer leur voyage vers l'Amérique, ayant travaillé des années sans salaire pour en rembourser l'avance, partirent néanmoins vers l'ouest et la frontière inculte, et édifièrent des communautés paysannes prospères tout au long des grandes vallées de l'est des Etats-Unis.

Cette notion du « capital humain » s'oppose vivement à l'approche

partout rabâchée du « cercle vicieux de la pauvreté » comme explication de la pauvreté, intérieure et internationale. Si la théorie du cercle vicieux était exacte, ajouter de nouveaux pauvres à la population d'un pays déjà pauvre ne pourrait que faire empirer la situation. Pourtant, cette déduction est bien loin d'être certaine :

C'est un phénomène familier que de voir des Chinois, des Libanais ou des Indiens arriver dans un pays apparemment surpeuplé de façon irrémédiable tel que les Indes occidentales, y gagner leur vie, créer du capital et fournir aux autres des emplois par-dessus le marché¹³⁰.

Il y a dans le Tiers Monde des pays pauvres, qui stagnent et même reculent au point de vue économique ; ce n'est pas généralement à cause d'un « inéluctable cycle de la pauvreté » qui n'aurait d'autres remèdes que des programmes spectaculaires d'aide internationale, ou des mesures politiques intérieures draconiennes. En fait, une bonne part des efforts actuels des dirigeants et des administrations de tels pays consistent fréquemment à opprimer, entraver ou même expulser du pays des gens qui possèdent le capital humain nécessaire à son développement. Que des multitudes de *boat people* aient péri dans les hautes mers de l'Asie du Sud-Est, n'a pas été seulement horrible moralement et catastrophique humainement, mais aussi une aberration économique puisque ce fut détruire massivement un « capital humain » qui manque déjà dramatiquement dans cette région du globe. Cela n'avait de sens que politiquement.

Il y a d'autres exemples moins voyants de destruction politique massive ou de paralysie infligée à du capital humain. L'Afrique du Sud, à divers moments de son histoire, a interdit l'utilisation par des Africains des capacités professionnelles qu'ils avaient acquises et a mis en place pour eux des obstacles délibérés à leur acquisition dans l'avenir. Les Juifs ont été traqués de pays en pays à travers l'Europe et dans le Proche-Orient, souvent au détriment économique de la nation qui les chassait et au meilleur avantage de celle qui les accueillait. L'expulsion brutale des Indiens de l'Ouganda par Idi Amin, et le massacre des Ibos par des Nigériens sont d'autres applications du même scénario.

Même là où ils ne sont pas massacrés ou expulsés, des groupes précieux pour leur capital humain peuvent être empêchés de mettre en œuvre leurs connaissances et leurs talents. Une idée de l'énorme différence que les institutions politiques peuvent introduire dans le

processus de développement peut être suggérée par la comparaison de la production courante à Shanghai sous l'administration coloniale britannique, et le produit des gens de la même race — les Chinois — dans le reste de la Chine. En 1900 Shanghai produisait le quart de tous les articles industriels fabriqués en Chine, dans une ville qui contenait seulement un centième de sa population¹³¹.

L'effet nuisible des institutions politiques chinoises peut aussi être observé dans une plus large perspective historique. Ce grand empire dont la civilisation était l'une des plus brillantes de l'histoire du monde, entra dans son déclin avec la dynastie Ming, lorsque les intellectuels y reçurent une influence sans précédent et disposèrent des leviers du pouvoir. Au service de divers objectifs sociaux, ils organisèrent un vaste système de contrôle bureaucratique sur l'activité économique¹³², reléguant les entrepreneurs tout au bas de l'échelle de leurs valeurs¹³³. Ce fut sous la dynastie des Ming que commença l'émigration massive de Chinois vers l'Asie du Sud-Est et l'hémisphère occidental, où ces « Chinois d'outre-mer » constituèrent une classe d'entrepreneurs. En somme, la Chine finit par exporter d'énormes quantités de capital humain, pour s'être livrée à des politiques anti-économiques.

Il est une forme de capital humain sur laquelle insistent beaucoup les pays du Tiers Monde et les organismes internationaux qui les inspirent : c'est l'instruction scolaire. Celle-ci peut être avantageuse, mais il n'est nullement assuré qu'un supplément de scolarité soit plus avantageux que d'autres emplois des ressources qui y sont consacrées, tant socialement qu'économiquement parlant. La formation de compétences désespérément rares dans l'ordre technique, organisationnel et entrepreneurial, tend à être négligée en faveur d'une culture littéraire.

L'Agronomie, par exemple, est négligée même dans des pays à dominante agricole du Tiers Monde. Au Nigeria par exemple, 40 % des postes destinés à des chercheurs de haut niveau en agronomie sont restés vacants en même temps¹³⁴. Au Sénégal, ce n'est qu'en 1979 — une génération après l'accession à l'indépendance — que l'agronomie fut enseignée au niveau universitaire, alors qu'il y avait à Dakar des milliers d'étudiants dans les humanités¹³⁵. En Malaysia, où les étudiants Malais de collèges sont concentrés dans les humanités¹³⁶ — principalement études malaises et études islamiques — beaucoup d'entre eux, une fois diplômés, entrent dans les administrations¹³⁷, faute d'une formation qui les rendrait utiles dans l'économie. Et la Malaysia n'est pas un cas

unique. En Inde, les trois quarts des diplômés d'études supérieures travaillent pour l'Etat¹³⁸, et un auteur qui fait autorité en ce qui touche l'Afrique décrit le système d'enseignement africain comme « une machine à fabriquer des bureaucrates à diplômés »¹³⁹. La jeunesse indonésienne se tourne également, au sortir des grandes écoles, vers des carrières de fonctionnaires, malgré l'avertissement du romancier indonésien Ananta Toer : « Nous devons nous défaire de l'idée idiote de vouloir devenir des commis de l'Etat »¹⁴⁰.

Une bureaucratie proliférante risque d'être une entrave plutôt qu'un auxiliaire du développement économique. Elle constitue par exemple un facteur important du déclin de la capacité de plusieurs pays africains à s'assurer l'autonomie alimentaire¹⁴¹. Mais d'autre part, en beaucoup de pays du Tiers Monde, si l'expansion de l'administration ne suffit plus à absorber les diplômés sans formation économiquement valable, ils risquent de devenir des chômeurs, aigris et politiquement dangereux.

– *Les transferts de richesse internationaux*

La migration des personnes est l'un des mécanismes par lesquels la richesse est transférée d'un pays à l'autre — et peut-être en est-ce le moyen le plus important. Mais la richesse invisible qui se déplace avec le cerveau du migrant passe souvent inaperçue, en partie parce qu'elle est difficile à quantifier même lorsque ses avantages peuvent être démontrés.

Lorsque l'on parle de transferts de richesses, il s'agit d'habitude de capitaux matériels, de biens de consommation, de matières premières ou de titres financiers. Ces transferts s'effectuent par deux mécanismes principaux : l'économique et le politique. Les transferts économiques sont effectués par des individus ou des organismes privés, vers d'autres individus et organismes. Les transferts de richesses entre personnes ont joué un rôle important dans le développement économique, de même que dans les changements du niveau de vie des individus. Par exemple, les mandats envoyés par les Chinois-Américains à leur parenté demeurée dans le district de Toishan du Kwantoung, en Chine méridionale, ont contribué à faire de ce district l'un des plus prospères de toute la Chine, jusqu'au beau milieu du xx^e siècle¹⁴². Les envois des Japonais-Américains ont aidé à construire le district de Hiroshima¹⁴³ — ce qui a peut-être contribué à en faire une cible militaire pendant la seconde

guerre mondiale. Des envois d'argent en provenance des Etats-Unis ont fourni de quoi payer leur voyage aux Irlandais quittant leur île pendant la grande famine des années 1840¹⁴⁴. Les Chinois expatriés en Asie du Sud-Est ont envoyé à leur famille en Chine¹⁴⁵ des sommes qui ont été importantes non seulement au point de vue économique, mais aussi politique : car des dirigeants politiques des pays où ils étaient établis les ont accusés de drainer vers l'étranger leur richesse nationale — dont une grande partie devait son existence à ces mêmes Chinois.

Les personnes privées ne font pas seulement des envois personnels : ils font des dons par l'intermédiaire d'organisations philanthropiques, et investissent par le canal d'entreprises privées. Les transferts privés de richesse en direction de pays du Tiers Monde ont souvent dépassé le total combiné de tous les transferts officiels, aussi bien les transferts bilatéraux que les transferts multilatéraux organisés par des institutions internationales telles que la Banque Mondiale. La majeure partie des transferts privés provenant de l'Occident sont des investissements commerciaux et des prêts de fonds, qui ont totalisé en 1977 plus de 20 milliards de dollars, en regard de 18 millions dans les diverses formes d'aide internationale fournies par l'Occident¹⁴⁶. Les pays du bloc communiste n'ont transféré vers le Tiers Monde que des montants bien moindres (moins de 1,5 million de dollars) et inférieurs aux dons volontaires faits par des organisations privées de l'Occident¹⁴⁷.

Les incitations et les contraintes qui jouent dans la direction donnée à ces transferts de richesses sont variables selon les divers mécanismes institutionnels. L'aide de personne à personne est la plus précisément orientée. Un investissement commercial doit normalement refléter une connaissance sérieuse des gens à qui les ressources sont transférées, de la situation existant sur place, et de la probabilité de les voir atteindre effectivement n'importe quel résultat visé. Les transferts de richesse décidés politiquement reflèteront plus probablement les pressions que subissent dans l'immédiat les décideurs, et les modes intellectuelles qu'ils suivent ; ils ne peuvent guère s'assurer de l'efficacité à long terme des transferts quant à l'obtention d'un succès économique ni parer aux risques d'échec — le résultat n'ayant guère de chances d'apparaître avant les prochaines élections. Lorsque l'assistance politiquement décidée, d'ordre économique, l'est bilatéralement (de gouvernement à gouvernement), le mobile est souvent d'épauler quelque allié particulier dans le Tiers Monde, ou de prévenir un effondrement chaotique dans un

certain pays ; il est moins probable que cette aide soit basée sur une étude soigneuse de son impact économique, encore qu'une aide bilatérale vise parfois à ce que le pays assisté dépense l'argent dans le pays donateur, au bénéfice des groupes intérêts particuliers de ce dernier.

Les transferts multilatéraux politiquement dirigés par des organisations internationales, telles que la Banque Mondiale, comportent encore moins de mécanismes intégrés d'incitation ou de contrainte, capables d'assurer que les ressources transférées soient utilisées de façon économiquement efficace. L'appareil, les ressources, le pouvoir et le renom de l'organisme qui opère les transferts dépendent essentiellement du volume des richesses qu'il distribue, et non pas de l'efficacité à long terme de ses efforts. Ceux qui, à un moment quelconque, sont à la tête de l'organisation ont un intérêt puissant à susciter des transferts accrus pendant qu'ils sont en fonctions, plutôt qu'à se soucier de résultats économiques qui ne deviendront visibles que leur mandat expiré, et ne vaudront de crédit ou de discrédit qu'à leurs successeurs. A vrai dire, une évaluation critique des chances de succès risquerait de provoquer une restriction du volume de l'aide investie, et par conséquent de l'importance de l'organisation elle-même, quelle que soit la probabilité qu'elle améliore la qualité de ses décisions d'investissement.

Dans ce cadre d'incitations et de contraintes, il devient plus facile de comprendre certaines caractéristiques de ces transferts internationaux de richesses. L'expression même d' « aide au développement », que sa répétition a rendue si familière, est l'une de celles qui — comme l'a dit un grand économiste du développement — « désarment la critique, préjugent des effets de la politique suivie et en dissimulent les réalités et les résultats »¹⁴⁸. En bref, la question de savoir si le processus politique de transfert de ressources entre les contribuables occidentaux et les gouvernants du Tiers Monde aide, ou entrave, le développement économique dans le Tiers Monde est à trancher par l'expérience ; ce n'est pas une conclusion acquise au départ. Parler de « l'aide au développement » n'est pas a priori plus justifié que de parler d'une « entrave au développement ». S'il y a aide ou entrave, c'est une question de fait dans chaque cas particulier. Dénommer les organisations de transferts « agences pour le développement », c'est aussi tenir la question centrale pour réglée d'avance. Ce sont des institutions de transfert et de don, mais l'effet concret de ces donations est précisément ce qu'il faut établir. Par exemple, l'Afrique a perdu sa capacité historique d'auto-suffisance

alimentaire précisément pendant la période où l'extinction progressive des dons à l'Amérique latine a amené les organisations distributrices à « étouffer l'Afrique sous les projets d'aides »¹⁴⁹. En dépit des appels toujours plus nombreux à l'aide étrangère, « les spécialistes techniques dans la plupart des organisations distributrices admettent, en privé, qu'il y a présentement un surplus de fonds disponibles à la recherche de projets agricoles techniquement valables »¹⁵⁰.

En fait, « l'aide au développement » est souvent employée par les gouvernements du Tiers Monde pour : 1) acquérir des armements principalement utilisés à réprimer les critiques et mouvements politiques à l'intérieur de leur propre pays¹⁵¹ ; 2) persécuter les minorités raciales et ethniques, particulièrement celles qui sont les plus productives économiquement ou ont le plus d'esprit d'entreprise, comme les Chinois d'outre-mer ; 3) couvrir les déficits provoqués par l'inefficacité ou l'incurie du gouvernement receveur, permettant à ce dernier de rester au pouvoir plus longtemps en le protégeant contre les conséquences de ses propres actions. De plus, les organismes internationaux de transfert ont tendance à vouloir des gouvernements receveurs qu'ils soient plus *activistes*, ou dirigistes, pour planifier et contrôler l'économie (une orientation qui peut être, ou ne pas être opportune, au Tiers Monde ou ailleurs). Et les fonds considérables dont ils disposent leur permettent d'imposer des expériences et des systèmes préconçus dont les dirigeants de ces organisations ne subiront aucun contrecoup si ces inventions devaient se révéler catastrophiques pour les populations concernées. Au surplus, de tels échecs, ou généralement le gaspillage de fonds, ne mettront dans l'embarras aucun des pays donateurs puisque les aides multilatérales sont distribuées sur un fonds commun où cotisent de nombreux pays, et pour lequel aucun d'entre eux n'est responsable. Du point de vue des gouvernements bénéficiaires, le principal avantage des dons multilatéraux est qu'ils ont moins de chances d'être associés à des restrictions ou conditions préalables destinées à garantir l'efficacité économique ou des politiques budgétaires raisonnables.

Une partie des transferts internationaux gérés par les administrations de l'aide multilatérale consistent en « prêts de faveur », c'est-à-dire dont le taux d'intérêt est inférieur à ceux du marché, et les conditions de remboursement plus flexibles. L'ampleur de cette flexibilité peut être mesurée au fait que la Grande-Bretagne, à elle seule, annula un milliard de livres sterling de dettes contractées par les gouvernements du Tiers

Monde, en 1978¹⁵². En bref, beaucoup de « prêts » qui figurent sur les registres sont en réalité des dons politiquement déguisés, afin de ne pas attirer l'attention des contribuables occidentaux. Certains emprunts non remboursés sont simplement couverts par de nouveaux emprunts. Par exemple la Banque Mondiale, en 1980, convint d'un « arrangement structurel » assurant un prêt annuel de 60 millions de dollars à la Tanzanie, pour les cinq années à venir, sans intérêts¹⁵³.

La Tanzanie est un exemple frappant des effets des transferts de richesses internationaux par les agences multilatérales. Elle a reçu plus d'« aide étrangère » par tête qu'aucun autre pays¹⁵⁴. Son produit par tête de travailleur a *diminué* de 50 % pendant la durée d'une décennie ; d'exportateur de maïs, ce pays en est devenu importateur ; plus de 300 des firmes expropriées (« nationalisées ») par l'Etat étaient en faillite en 1975, et la plupart des autres fonctionnèrent à perte¹⁵⁵. Pendant que le pays déclinait, la fonction publique d'Etat augmentait de 14 % par an, doublant en moins de dix ans¹⁵⁶. Le chef de l'Etat tanzanien, Julius Nyerere, a tenu à plusieurs reprises des « élections » sans opposants¹⁵⁷, et ses prisonniers politiques se comptent par milliers — dont beaucoup torturés, à en croire *Amnesty International*¹⁵⁸. Les transferts internationaux de richesses au régime de Nyerere n'ont visiblement pas constitué une « aide au développement » pour la Tanzanie.

L'exemple tanzanien illustre un autre point important : l'importance politique des *intentions* proclamées, à opposer à celle des *résultats* démontrables économiques et autres. En dépit d'un régime despotique et du déclin économique, Julius Nyerere reste l'un des chefs africains les plus vénérés, en particulier des intellectuels occidentaux. Nyerere a formulé nombre d'intentions nobles et d'objectifs humanitaires, même lorsqu'il emprisonnait ou faisait exécuter ceux qui le critiquaient, lorsqu'il déportait une bonne partie de la population tanzanienne sous la menace des fusils, lorsqu'il menait les industries nationalisées à la banqueroute, et provoquait une famine générale dans un pays qui jadis exportait des produits alimentaires. A l'opposé, la simple expression « société multinationale » suffit à susciter des sentiments hostiles, parce que *l'intention* de ces entreprises — qui est de faire des bénéfices — n'est pas tout à fait aussi « noble » que celles affichées par Nyerere, et que politiquement ce sont plus souvent les intentions que les résultats qui comptent.

Les sociétés multinationales elles-mêmes peuvent se mettre à expri-

mer des intentions altruistes envers les pays du Tiers Monde, par souci de leurs relations publiques ; mais personne ne s'y trompe, et de telles déclarations peuvent renforcer le cynisme à l'égard des multinationales. Car si en réalité elles poursuivaient des objectifs altruistes, elles abuseraient de la confiance de leurs actionnaires, qui leur confient leurs fonds dans le but de faire du profit et non des cadeaux philanthropiques.

Le véritable terrain sur lequel il est correct de juger l'impact des multinationales sur les pays du Tiers Monde, est celui de leurs résultats. Le simple fait que dans les discussions qui concernent ces sociétés, dominent la rhétorique exaltée et les vagues conjectures, donne à penser que leurs résultats sont plutôt moins faciles à critiquer que leurs intentions. On dit souvent qu'elles ont un « pouvoir » considérable sur les gouvernements du Tiers Monde, alors qu'en réalité elles ne réduisent la liberté de choix de personne, et qu'au contraire elles l'accroissent en nombre de cas. Lorsque ces sociétés paient des salaires plus élevés que ceux qui ont cours dans le pays où elles fonctionnent, on les accuse de faire passer « les intérêts du petit nombre des travailleurs du secteur modernisé avant les intérêts du reste, en aggravant les inégalités de revenus »¹⁵⁹. Lorsque des firmes multinationales satisfont à quelque demande du consommateur local, on leur reproche « d'entraver le développement des entreprises locales » qui pourraient servir le même marché — alors même que ces dernières n'en avaient rien fait auparavant¹⁶⁰. En résumé, les sociétés multinationales sont tenues pour coupables d'une réalité omniprésente de la condition humaine : que les avantages se paient. Des *résultats* économiques tels que des salaires plus élevés pour les travailleurs du Tiers Monde ou de nouveaux produits moins chers pour les consommateurs du Tiers Monde, sont politiquement inacceptables parce que les *intentions* qui ont engendré ces résultats sont moralement suspectes. Mais si l'on soumet la chose à l'analyse systémique¹⁶¹ et non à celle des intentions, il n'y a rien de surprenant à ce qu'une organisation économique telle qu'une entreprise multinationale soit plus efficace quant aux décisions économiques, ni que des chefs politiques, auteurs de décisions économiques désastreuses, soient plus habiles à s'attirer l'adhésion politique et même l'admiration. En sens inverse, l'échec politique des sociétés multinationales est évident, du simple fait que leur seul nom est anathème pour beaucoup de gens.

LE PASSÉ ET L'AVENIR

L'Histoire est un trésor d'expérience, accessible sans payer le prix élevé souvent infligé à ceux qui l'ont vécue. Mais l'Histoire néanmoins n'est pas gratuite. Elle contredit douloureusement mainte croyance chérie et démolit mainte théorie soigneusement élaborée. Au mieux, elle est désordonnée et complexe, et fréquemment sert de terrain de conflit entre les gens qui ont des façons opposées de voir le monde d'aujourd'hui. Et pourtant, l'Histoire reste un fait massif, et exerce une massive influence sur notre existence. « Nous ne vivons pas dans le passé, mais le passé est en nous. »¹

Chercher à pénétrer du regard l'avenir, implique de chercher à comprendre la force d'inertie du passé et les choix qui nous sont ouverts dans le présent. Nous vivons dans un monde de choix conditionnés par des décisions déjà prises et des actions déjà posées — dont beaucoup l'ont été bien avant notre naissance — en même temps qu'entravés par les intentions rivales, voire inconciliables, de nos contemporains.

L'histoire des groupes raciaux et ethniques de par le monde est celle des réussites et des reculs de l'esprit humain — elle a été l'histoire glorieuse de sa persévérance en face de toutes sortes d'adversités, et l'histoire honteuse de sa brutalité envers les désarmés. Que l'avenir procure de grandes avancées ou soit surchargé de désolantes agonies, toutes auront eu d'amples précédents. La mesure de notre intelligence du passé peut devenir un élément important des décisions qui engageront l'avenir.

LES DIFFÉRENCES RACIALES ET ETHNIQUES

Le fait le plus évident de l'histoire des groupes raciaux et ethniques est à quel point ils furent — et restent — différents. Parfois l'on passe trop facilement sur ce qui est évident, pour s'attarder sur ce qui est plus raffiné. Mais « nous avons besoin d'être instruits de l'évidence plutôt que d'explorer ce qui est obscur », comme l'a dit Oliver Wendell Holmes². Le raffinement et la complexité sont parfois des essais pour faire cadrer les faits évidents de l'Histoire avec des idées préconçues qu'ils contredisent.

Les différences entre les hommes sont souvent par hypothèse mises de côté dans les théories sociales, soit parce qu'elles compliqueraient sans nécessité leur exposé³, soit parce que l'on suppose qu'elles sont négligeables ou susceptibles d'être modifiées par la « société », qui prendrait chaque individu comme une page vierge sur laquelle elle pourrait inscrire son message social. Mais cette vision à la mode de la société méconnaît le fait que les groupes peuvent emporter avec eux leur propre message de pays en pays ; et un message bien différent de celui des gens qui vivent coude à coude avec eux dans la société, sur les mêmes bancs d'école et devant les mêmes chaînes d'assemblage. Les Allemands en Australie ou au Brésil ont eu un profil d'existence à bien des égards plus semblable à ceux des Allemands aux Etats-Unis ou en Allemagne, qu'à ceux d'autres habitants de l'Australie ou du Brésil. Les Chinois de même ont transporté leur mode de vie et de comportement à travers tous les pays d'Asie du Sud-Est, et à travers l'Océan jusqu'aux Etats-Unis et aux Caraïbes. Les Juifs ont fait à peu près de même en Europe, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et dans le Nouveau Monde ; ainsi que les Antillais, les Arméniens et beaucoup d'autres. Si jamais un groupe a été une page vierge, il a cessé de l'être depuis de nombreux siècles.

Avec le temps — compté par générations ou par siècles — des groupes influent les uns sur les autres et évoluent dans une société donnée, mais d'une manière complexe qu'il est difficile de suivre et impossible de maîtriser. Les grandioses projets de remodelage d'un peuple — russification sous les Tsars, « révolution culturelle » sous Mao, endoctrinement massif et transferts massifs de populations par Nyerere en Tanzanie ou Pol Pot au Cambodge — engendrent plus de détresses que d'adaptations. Ce n'est pas le moindre élément favorable de l'histoire

des Etats-Unis, qu'ils se soient développés à une époque où il n'était pas possible, ni constitutionnellement ni pratiquement de régenter tous les groupes de gens divers éparpillés à travers un vaste continent, dans des îlots de peuplement isolés. Le pays s'est développé sur les fondations de l'expérience diverse du grand nombre, et non sur les présupposés du petit nombre.

Un autre fait manifeste et important, est que les différences raciales et ethniques ont des coûts sérieux. Ces coûts peuvent aller des difficultés de compréhension ou de communication verbale ou autre⁴, jusqu'à l'hostilité ouverte et aux violences. D'ailleurs ce genre de réactions ne se produit pas seulement entre races et ethnies différentes. Il est piquant que nombre de gens qui réclament l'assouplissement des lois sur le divorce, pour la seule raison que les gens, parfois, ne peuvent tout simplement plus s'entendre, soient les mêmes qui insistent pour que les personnes de différentes races ou ethnies soient obligées de fréquenter les mêmes écoles ou d'habiter les mêmes immeubles — ou au minimum considèrent qu'il est irrationnel de séparer les individus selon leur race ou leur ethnicité. Or, ne pas mêler des gens qui ont des valeurs et des styles de vie très différents a souvent été le moyen le moins coûteux de s'accommoder de telles différences, qu'elles soient entre conjoints, entre générations ou entre groupes raciaux et ethniques⁵.

Jusqu'à quel point et de quelle manière faut-il que les groupes puissent ne pas frayer ensemble alors qu'ils vivent dans une même société, c'est là une question légitime. Ce qui ne peut être nié, toutefois, c'est que la fréquentation de gens différents comporte plus de coût que celle de gens ayant mêmes arrière-plans et mêmes inclinations. Il y a aussi des profits possibles d'une interaction de gens d'origine différente, mais le bilan de ces inconvénients et avantages est l'affaire personnelle de celui qui en fait l'expérience. Des tiers n'en peuvent avoir qu'une opinion hasardeuse, quelque élégante qu'en puisse être l'expression.

Il est courant de considérer toute ségrégation comme une chose condamnable, que le groupe dominant aurait imposé à un groupe plus faible. Ce peut être vrai dans certains cas, comme celui des ghettos juifs dans l'Europe médiévale, ou des lois dites « *Jim Crow Laws* » contre les Noirs aux Etats-Unis ; mais le phénomène de séparation s'étend bien au-delà de ce genre de situations, et couvre de nombreuses ségrégations parfaitement volontaires. Au XIX^e siècle, les Américains de naissance s'isolaient presque totalement des quartiers habités par les immigrants

européens⁶, alors que ces derniers, venus de diverses parties de l'Europe, ne vivaient pas totalement à l'écart les uns des autres⁷. D'ailleurs, la non-fréquentation sociale s'est produite même entre des groupes qui n'habitaient pas des quartiers différents. Même à l'heure actuelle, parmi les émigrés russes aux Etats-Unis, ceux de Moscou, de Leningrad et d'Odessa ne se mêlent pas socialement⁸, et les immigrants italiens ont tendance à éviter les Italo-Américains⁹. L'isolation sociale interne a longtemps caractérisé de nombreux groupes ethniques américains¹⁰. D'ailleurs le cas des Etats-Unis n'est pas unique. Les Chinois d'outre-mer, en Asie du Sud-Est, ont été de même fragmentés selon qu'ils étaient originaires du Fou-Kien, du Hai-Nan, ou d'autres provinces, et chaque sous-groupe suivait son chemin séparément, dans la vie sociale et professionnelle. En résumé, la ségrégation par groupes n'est pas quelque chose d'arbitrairement imposé d'en haut par la « société ». C'est un phénomène humain dans toute l'histoire et dans le monde entier. C'est une des manières de minimiser des coûts intrinsèques, et non pas simplement, en lui-même, un coût arbitrairement créé qui pourrait être aussi arbitrairement abrogé par une autorité extérieure.

Des pays dont la population est relativement homogène, comme le Japon ou l'Australie, évitent nombre de ces coûts en restreignant l'immigration, soit numériquement soit par catégories, à des groupes raciaux ou ethniques déjà représentés dans le pays. Des nations plus hétérogènes, comme les Etats-Unis, ont à diverses époques tenté de restreindre l'immigration de telle sorte que la priorité soit réservée aux groupes qui s'assimilaient plus aisément et plus heureusement à la population existante. Dans les discussions passionnées qui se sont élevées à propos des restrictions fondées sur l'origine nationale, les adversaires de telles restrictions ont présenté le débat comme s'il s'agissait uniquement de prétendre que certains groupes sont « inférieurs ». En réalité, le principe de la restriction sélective d'immigration n'exige rien d'autre que de reconnaître ce fait historique, que certains groupes se sont effectivement intégrés plus facilement que d'autres à la population préexistante, à sa culture et à ses institutions.

La politisation de la vie économique et sociale augmente le coût des différences entre groupes, et tend à intensifier l'hostilité mutuelle : « La concurrence politique nécessite l'agrégation des individus dans des coalitions capables de l'emporter ; ce n'est pas le cas du marché¹¹. La politique propose aux gens des avantages « gratuits » à se disputer. Le

marché met un prix sur les avantages, obligeant chaque groupe à limiter sa propre part, ce qui conduit effectivement à partager avec les autres. Une société qui compte à la fois des citoyens bouddhistes et des citoyens musulmans doit, d'une façon ou d'une autre, allouer ses matériaux de construction existants de façon à les répartir entre des temples et des mosquées. Si ces matériaux sont partagés selon un processus économique, chaque ensemble d'adeptes religieux évalue les coûts en face des avantages, et limite sa demande en conséquence. Mais si les mêmes matériaux sont distribués gratuitement ou sont partagés par quelque processus politique, chaque groupe a intérêt à réclamer la part du lion ou l'ensemble des matériaux disponibles, afin de construire son édifice culturel — qui est toujours de plus grande urgence, dans de plus grandioses proportions que l'autre.

Des gens qui ne seraient pas disposés à partager équitablement dans un système politique, sont obligés de partager par la hausse des prix dans la concurrence économique. Sans du tout parler de l'allocation économique plus efficace, il y a moins de frictions sociales avec le processus concurrentiel des prix qu'avec celui de l'affrontement politique. Un consensus est en général très coûteux à réaliser¹² ; lorsqu'il y a de très grandes disparités entre les valeurs — comme entre des groupes raciaux, ethniques et religieux — ces coûts peuvent être excessivement élevés, allant jusqu'à l'effusion de sang et à la dislocation de l'ensemble social. Minimiser la nécessité d'un consensus général, est l'un des avantages du processus économique sur le processus politique.

Des groupes qui se haïssent entre eux font souvent sur le marché des transactions pacifiques, mais déchaînent leur violence lorsque leurs intérêts divergents doivent être départagés par une décision politique. Comme l'a observé un politologue de renom, « étant donné que les races diffèrent dans leur choix de valeurs, la probabilité que chacune tente d'imposer les siennes aux autres races fera que les sociétés multiraciales seront intrinsèquement exposées à des conflits lorsqu'il s'agira d'avoir la haute main sur la direction du secteur public »¹³. A l'appui de cette thèse, l'Histoire montre « des sociétés multiraciales qui reposent essentiellement sur les échanges de marché » — Hong Kong et Singapour par exemple — et en contraste des économies nationales plus soumises au dirigisme comme la Guyana, l'Afrique du Sud ou la Malaysia. C'est la seconde catégorie qui « a été le théâtre de conflits raciaux ou ethniques

étendus, allant des émeutes chroniques à la guerre civile en vraie grandeur »¹⁴.

L'HISTOIRE

Ce qu'il faut d'abord comprendre en ce qui concerne l'Histoire, c'est qu'elle est irrévocable. Les tentatives pour redresser les torts historiques se heurtent à l'impitoyable fait que tout ce que l'on peut faire s'appliquera seulement à l'avenir, et non au passé. Presque tous les acteurs — victimes et coupables — sont hors d'atteinte du pouvoir de l'homme. Une expiation symbolique crée de nouveaux mobiles et de nouvelles contraintes pour les lendemains, et cela comporte des conséquences qu'il faut prendre en sérieuse considération. Privilégier ceux qui sont experts à rappeler des culpabilités, ne promet guère de bienfaits à personne d'autre qu'eux-mêmes, dirigeants du Tiers Monde ou opportunistes de chez nous. Dans la mesure où leurs succès encouragent à l'avenir la politisation de la race, ils poussent dans une voie qui a débouché maintes fois sur des tragédies.

L'Histoire est un puits sans fonds de torts commis, et l'interminable effusion de sang provoquée par l'irrédentisme territorial ne fournit aucune raison d'être optimiste devant l'irrédentisme social. Nous n'avons absolument aucune raison d'identifier les victimes anciennes avec les membres actuels du même groupe, et ces derniers avec ceux « qui pensent et agissent en leur nom »¹⁵. Lorsque parler au nom des autres devient une activité bien rémunérée, on peut prévoir qu'elle attirera de nombreux praticiens, de qualifications diverses et d'honnêteté variable. Alors que nous ne pouvons rien faire pour changer le passé, nous pouvons au moins éviter de compromettre l'avenir par de futiles tentatives symboliques d'annuler ce qui est de l'Histoire¹⁶.

LE CAPITAL HUMAIN

A divers moments de l'Histoire, des nations et des populations se sont dégagées du dénuement économique avec une rapidité remarquable. La dévastation physique des cités industrielles allemandes et japonaises pendant la seconde guerre mondiale n'a empêché ni l'une ni l'autre de ces

nations de remonter des décombres jusqu'au rang de puissances industrielles majeures du monde d'après-guerre. Les confiscations répétées de la richesse des Juifs en Europe, ou des Chinois en Asie du Sud-Est, les ont vus par la suite parvenir de nouveau à la prospérité et à la fortune. Aux Etats-Unis, des réfugiés sans le sou de Cuba, de Corée ou du Vietnam ont commencé par les plus humbles travaux et en l'espace d'une génération ont produit une classe moyenne de propriétaires d'entreprises.

La clef de tous ces phénomènes est que la destruction du capital matériel ou financier, si éprouvant que cela puisse être, n'entame pas le capital humain d'une nation ou d'un peuple, qui est finalement décisif. Inversement, les transferts de vastes quantités de capitaux matériels ou de valeurs financières ont échoué à créer de la prospérité en beaucoup de pays du Tiers Monde, ou parmi les plus pauvres catégories, races ou groupes ethniques à l'intérieur d'un même pays. Dans ces cas également, c'est le capital humain qui est le facteur décisif, alors que les investissements matériels ne sont que d'une importance subordonnée. Le capital matériel visible — usines, barrages, raffineries de pétrole — est constamment en cours de dégradation, que le rythme en soit lent ou rapide. Les actifs financiers aussi sont constamment consommés pour vivre. La richesse sous ces deux formes devra être remplacée, même dans le cours normal des choses. Ce que fait une guerre ou une spoliation, c'est d'accélérer le processus d'épuisement et la nécessité de reconstituer les actifs. Mais la source réelle des richesses, que ce soit en temps normal ou dans des circonstances anormales, c'est l'*aptitude* à produire — le capital humain — et non pas l'inventaire des biens, équipements et moyens financiers existants à un moment déterminé.

Le capital humain revêt de nombreuses formes, dont l'instruction formelle est la plus visible mais pour autant n'est pas plus importante que les tours de main pratiques, la discipline, les talents d'organisation, la prévoyance, la frugalité, ou la simple bonne santé. L'une des causes pour lesquelles les populations tropicales ont fréquemment trop peu de capital humain, est qu'elles souffrent de maladies débilitantes diverses qui se développent dans les climats chauds ; handicap qui s'ajoute à l'influence déprimante de la chaleur et de l'humidité suffocantes. Ce dernier point échappe aisément aux « experts » en visite, qui « séjournent brièvement dans les pays sous-développés et passent la majeure partie de leur temps à l'abri de ces conditions climatiques, notamment dans des locaux à air

conditionné »¹⁷. Le capital humain n'est pas entièrement une réalisation humaine, il n'est pas dû uniquement aux mérites de qui se trouve en posséder. Le climat, la géographie et l'histoire y jouent un rôle majeur. Ce qui est frappant économiquement est que les différences en capital humain engendrent des différences considérables en résultats obtenus, se répercutant en profonds écarts de niveaux de vie, tant nationalement qu'internationalement. Politiquement, ces grandes inégalités suscitent parmi les moins fortunés l'envie, l'amertume et le sentiment d'être exploités — mais aussi inspirent aux plus fortunés tantôt de l'arrogance, tantôt de la mauvaise conscience.

Dans l'Economie, il s'agit de trouver comment rendre plus largement disponible le capital humain existant, de sorte que les moins avantagés aient de plus grandes chances d'accéder à de plus hauts niveaux de productivité et, par-là, à des revenus réels plus élevés. Dans la politique, l'on cherche à transférer les fruits du capital humain existant, au moyen de mesures de redistribution, tant internes qu'internationales. Ces deux approches sont antinomiques à l'extrême. L'utilisation maximale et la dissémination du capital humain existant sont réalisées par des incitations récompensant ceux qui en possèdent — sans égard à la chance pure que peut représenter pour une part le fait d'en posséder. Les possesseurs de capital humain sont ainsi poussés à l'utiliser plus extensivement pour ce qu'ils en gagnent ; et ce qui est plus important à long terme, d'autres seront encouragés à acquérir davantage de capital humain pour obtenir les mêmes récompenses. Dans l'un et l'autre cas, le produit total augmente, et le niveau de vie général s'élève. Les politiques de redistribution, d'autre part, réduisent les incitations à utiliser le capital humain, et spécialement à entreprendre l'effort difficile d'en acquérir. Et même, de telles politiques ont pour effet de rendre moins sensible l'importance cruciale de ce capital humain pour l'économie, parce que l'optique redistributive s'accompagne souvent d'une idéologie politique qui explique les différences de richesse par l'exploitation ou la discrimination. Si la pauvreté de l'un est provoquée par les méfaits des autres, alors le plus urgent est de dénoncer, combattre, chasser ou dépouiller de leurs biens mal acquis ces autres-là ; c'est d'ailleurs un exercice plus euphorisant que celui de soutenir le lent et pénible effort de transformer son propre système de conduite.

La nécessité d'acquérir du capital humain est également masquée par le relativisme culturel, qui refuse de considérer qu'une culture puisse être

en quoi que ce soit meilleure qu'une autre. Un louable humanitarisme peut se trouver derrière l'affirmation que « nous ne devons pas diviser les humains en primitifs et civilisés »¹⁸, mais il n'y a rien à gagner pour personne, à faire comme si les Bretons d'avant l'invasion romaine n'étaient pas des barbares primitifs. Comment s'expliquer autrement que les légionnaires romains aient si facilement vaincu les guerriers bretons plusieurs fois plus nombreux ? Pourquoi l'ensemble de l'économie et de la société, en Grande-Bretagne, ont-elles atteint un apogée sous le joug romain ? Le relativisme culturel, poussé à ses conclusions logiques, devient intrinsèquement contradictoire :

Si les jugements de valeur à propos d'une culture sont par eux-mêmes illégitimes, pourquoi les critères d'un savant relativiste doivent-ils être préférés à ceux d'un prophète hébreu ou d'un commissaire de district britannique ? Le relativisme, en d'autres termes, est susceptible de s'annuler lui-même, puisque le relativiste, d'après ses propres axiomes, est faillible. Il doit accepter tout ce qui, en fait, existe ; il ne peut condamner l'Allemagne d'Hitler, la République sud-africaine de Verwoerd, ni les pratiques du cannibalisme et les meurtres rituels¹⁹.

LES PROCESSUS SOCIAUX

L'une des réalités les plus dures à accepter, est que nous ne pouvons prescrire des buts finaux, mais seulement amorcer des processus. Des êtres humains ne peuvent simplement dire « Que la lumière soit », et voilà : il y a la lumière. Nous pouvons seulement entamer des programmes divers — construire des lignes de transport d'énergie, édifier un barrage hydroélectrique, etc. — dont l'objectif final est de fournir de l'éclairage. Cela veut dire que les caractères du processus déterminent l'issue réelle, *sans égard aux intentions* de ceux qui ont décidé le programme. Par exemple, l'intention des quotas d'embauche (« affirmative action ») aux Etats-Unis était d'améliorer la situation économique de divers groupes raciaux et ethniques, à la fois en chiffres absolus et par rapport à l'ensemble des Américains. Il n'empêche que les conséquences réelles ont comporté un nouveau recul du revenu des familles en ce qui concerne les Portoricains et les Mexicains-Américains, avec un résultat plus mélangé en ce qui concerne les Noirs pris en bloc, ceux d'entre eux déjà les plus aisés progressant encore, et les plus miséreux tombant encore plus bas.

Ce type de résultats n'est pas accidentel, ni simplement l'effet de la médiocrité ou des failles d'un programme déterminé ; ils dérivent d'une vision globale de la façon dont le monde fonctionne, et dont on peut l'amener à fonctionner, vision que l'on projette à la fois sur l'intérieur d'une nation et dans le domaine international. D'après cette vision, les « inégalités » et les « retards » de revenus et d'occupations sont l'indice — ou la preuve — de la discrimination par les bénéficiaires de revenus ou d'emplois plus élevés. Ce postulat étant donné, il s'ensuit clairement que les institutions existantes — y compris le marché — ne marchent pas correctement et doivent être réformées par l'autorité de décisions politiques, judiciaires ou administratives. Cependant, une fois cette explication arbitraire abandonnée, nous nous trouvons en présence d'une constatation banale : ceux qui ont peu de capital humain sont moins demandés sur le marché national, et moins capables d'engendrer des niveaux de vie élevés par rapport aux autres nations. Lorsque de mêmes groupes se retrouvent généralement parmi les hauts ou parmi les bas revenus dans pays après pays — y compris des pays où ces groupes sont la majorité dominante — la seconde conclusion a au moins quelque confirmation empirique, qui fait défaut à la première. Quand les Japonais ont des revenus substantiellement supérieurs à ceux des Mexicains, aussi bien aux Etats-Unis que lorsqu'on compare la population du Japon à celle du Mexique — il devient difficile d'expliquer ce fait par de la discrimination ou de l'exploitation. Les Japonais-Américains sont un trop mince bataillon — moins de 1 % de la population des Etats-Unis — pour empêcher les revenus et les emplois des Mexicains-Américains de progresser. D'ailleurs, les Japonais-Américains ont été l'objet de discriminations pires, et non pas moindres, que les Mexicains au cours de l'histoire des Etats-Unis²⁰. Et pourtant, l'ampleur de leur différence de revenus dépasse celle qui sépare les Blancs et les Noirs pour l'ensemble des Etats-Unis.

Le même genre de comparaison pourrait être fait entre Allemands et Portugais, que ce soit au Brésil ou dans leur pays natal. Les Chinois eux aussi, ont généralement mieux vécu que les autres peuples de l'Asie du Sud-Est, qu'ils soient établis en Indonésie, en Malaisie ou en d'autres régions à minorités chinoises ; et il en est de même si l'on compare les pays où les Chinois sont majoritaires, comme Singapour, Hong Kong, ou Taïwan. La Chine même est une exception, parce qu'en ce pays une série de gouvernements despotiques a étouffé la créativité qui avait porté

la Chine, il y a seulement quelques siècles, à l'avant-garde du progrès humain. Paradoxalement, beaucoup de gens au Tiers Monde et en Occident considèrent le despotisme comme la clef du développement économique.

En résumé, l'une des visions du monde considère que les gains réalisés sur le marché transmettent des signaux mensongers à propos des différences entre groupes, alors que l'autre vision considère que ces gains répercutent des différences que l'on peut prouver aussi bien par des comparaisons hors marchés — entre nations par exemple, ou entre agriculteurs indépendants. Il ne s'agit pas là de simples interprétations divergentes de l'histoire ; elles ont quant à l'avenir des implications politiques opposées. Si les processus sociaux dénotent des différences réelles — en productivité, loyauté dans les contrats, propreté personnelle, sobriété, sociabilité — alors des tentatives pour imposer un clavier de comportements tout différent seront inévitablement contre-productives car ce qui est vrai le demeure sans égard à ce que les processus sociaux transmettent comme informations. S'il est de fait que l'un des groupes produit moins qu'un autre groupe, imposer par la loi un salaire minimum ou une égalité de rémunérations, rendra simplement les employeurs plus hésitants pour seulement embaucher des membres du groupe le moins productif. S'il est vrai que certains groupes commettent plus de dégâts dans les logements qu'ils louent et sont moins réguliers à en payer le loyer, et que l'on interdise aux propriétaires d'exiger des loyers qui en tiennent compte, le résultat sera que les propriétaires seront moins disposés à louer à des membres de ces groupes, et donc ces derniers auront plus de mal désormais à trouver un logement.

La question cruciale est donc de savoir si la réalité est mieux traduite à travers les résultats systémiques de la concurrence, ou par les opinions d'observateurs extérieurs aux transactions. Les désastres répétés d'une « planification » bien intentionnée²¹ aussi bien à l'intérieur qu'internationalement, suggèrent que des tiers ne sont pas bien placés pour se substituer à des contractants qui supportent personnellement les inconvénients de s'être trompés ou recueillent les avantages d'avoir vu juste. Il est opportun de remarquer ici qu'à laisser des tiers décider pour les autres, on restreint la liberté en même temps qu'on diminue l'efficacité économique.

La liberté est une méthode qui a peu de chances d'être essayée en beaucoup de pays du Tiers Monde, en particulier aux anciennes colonies

récemment parvenues à l'indépendance, car elles n'en ont guère eu l'expérience avant ni pendant l'époque coloniale. Ni la liberté politique, ni la liberté économique n'ont caractérisé l'histoire de ces populations. Les pouvoirs impérialistes ont souvent donné des facilités préférentielles, ou même des monopoles à leurs nationaux opérant dans les économies coloniales. Certains ont imposé le travail forcé aux indigènes, sous des formes diverses. « Libre entreprise » n'est qu'une amère ironie pour ceux qui subissent de tels traitements. S'imaginant qu'ils ont eu alors l'expérience du capitalisme, il est compréhensible qu'ils aient envie d'essayer le socialisme à la place. En réalité, ils ont historiquement connu une forme de direction politique de l'économie, et subissent maintenant les affres de la mise en application de la même optique oppressive sous une forme encore plus systématique.

Les discussions de politiques à suivre ne se font guère en termes de processus caractéristiques, mais de nobles objectifs : la « justice sociale », un « logement décent », l' « affranchissement de la faim », etc. La désirabilité de tels objectifs n'est pas en cause. Leur attrait sentimental et politique rend d'autant plus nécessaire de rappeler que les êtres humains ne peuvent que créer des processus, non déterminer les résultats obtenus. La nature de ces processus doit donc être examinée attentivement pour voir si effectivement ils nous rapprochent, ou au contraire nous éloignent, des objectifs humanitaires souhaités.

L'OCCASION ET LES RISQUES

La gamme des possibilités technologiques ouvertes au genre humain permet aujourd'hui d'éliminer la pauvreté et de nombreuses maladies. De plus, il n'y a sans doute jamais eu de période, dans l'histoire, où les appels humanitaires en faveur des moins favorisés aient été mieux reçus, et où l'on ait autant pensé l'humanité comme une famille. Les idéaux humanitaires et universalistes sont bien loin d'être atteints, ni même d'être largement répandus, mais notre époque est allée plus loin que les autres dans cette direction. Toutefois, cela crée des dangers sérieux, en même temps que des chances élargies.

Lorsque d'immenses ressources peuvent être captées en invoquant la « justice sociale », plusieurs autres phénomènes sociaux importants, qui doivent être traités selon leur réalité spécifique, risquent beaucoup d'être

transformés par la rhétorique en questions de justice sociale et, par-là même, de *n'être pas* effectivement résolus. De plus, lorsque les procédés coûteux mis en place pour résoudre des problèmes ainsi mal posés se révèlent inopérants ou contre-productifs, la colère de ceux qui ont à payer ces coûts peut mettre en danger la cohésion sociale d'un pays, ou nuire à la cause de la compréhension entre peuples. Les traitements préférentiels édictés en faveur de divers groupes raciaux ou ethniques ont créé des ressentiments politiques et fait apparaître de façon marginale un racisme extrémiste contagieux aux Etats-Unis ; ils ont produit en Inde des émeutes sanglantes²². Ceux qui tirent des profits politiques, financiers ou moraux de leur participation à la propagande ou à l'administration de programmes de ce genre peuvent traiter à la légère ces troubles comme le prix passager du progrès. Mais la politisation des questions de race, et la polarisation des sociétés ont causé, historiquement, bien autre chose que des frais occasionnels. L'Histoire montre des régressions répétées et prolongées, des tragédies d'oppression, et des rivières de sang là où les haines raciales ont été éveillées. L'holocauste nazi a été unique par ses dimensions mais il a eu de nombreux précédents tout autour du monde, dans des pays à qui manquaient seulement les moyens techniques d'exhaler leurs haines à une échelle pareille.

Avant le nazisme, les Allemands n'ont pas été dans l'histoire plus racistes que bien d'autres peuples en Europe, en Asie, en Afrique ou dans l'Hémisphère occidental. En fait, les Allemands avaient plutôt tendance à être *moins* racistes que d'autres Européens. Avant l'arrivée de Hitler et des nazis, les Juifs étaient plus largement admis en Allemagne qu'ailleurs en Europe. Cela se traduisait non seulement par la prospérité économique des Juifs allemands, mais aussi dans leur accession à des fonctions élevées, et dans la forte proportion des mariages mixtes atteignant près de la moitié de tous les mariages juifs dans les années 1920. Les immigrants allemands dans les premiers temps des Etats-Unis furent réputés pour leur aptitude à s'entendre avec les Indiens²³ ; ils tinrent le premier meeting anti-esclavagiste au XVIII^e siècle, furent de fervents partisans de Lincoln et de l'émancipation des Noirs au XIX^e siècle²⁵. Si le racisme génocidaire a pu s'élever parmi les Allemands, il peut surgir n'importe où.

La politisation de la race, même avec de bonnes intentions, n'est pas à prendre à la légère. La fervente agitation nationaliste auprès des Chinois d'outre-mer, d'abord par Sun Yat Sen au début du XX^e siècle,

puis Chiang Kai Shek et Mao Tse Toung, provoqua une polarisation des relations entre les Chinois et les populations locales dans toute l'Asie du Sud-Est. Après des décennies de coexistence paisible, commencèrent des décennies de discriminations renouvelées, de violences et d'effusions de sang, culminant avec les massives horreurs infligées aux *boat people*. La polarisation raciale n'est pas une responsabilité que l'on puisse endosser à la légère pour se procurer des avantages à court terme.

A l'intérieur comme internationalement, les partisans de la « justice sociale » méconnaissent souvent les conditions préalables de la richesse et des autres avantages matériels. Par exemple, les facteurs personnels et sociaux indispensables à un niveau de production prospère sont souvent passés sous silence, et la richesse matérielle traitée comme si elle avait été produite *d'une manière ou d'une autre*, la seule question étant de savoir comment la distribuer justement. Cette optique élude la question cruciale des répercussions de ces procédés que l'on appelle de « justice sociale » sur la production même des avantages distribués. De nombreux systèmes de redistribution ou d'égalisation impliquent d'accepter des résultats plus médiocres, moins de responsabilité, voire de simple honnêteté de la part des bénéficiaires de la distribution. En fait, parfois ceux des bénéficiaires qui sont *plus* ineptes ou plus irresponsables sont récompensés par de *plus grands* avantages, au titre de leurs « besoins ». Ce genre de paternalisme s'est déployé depuis les étudiants minoritaires²⁶ jusqu'aux dirigeants d'Etats du Tiers Monde²⁷. C'est récompenser la *non*-formation de capital humain.

La nécessité de former davantage de capital humain, si l'on veut étendre la prospérité, n'est nullement fondée sur la croyance que ceux qui couramment possèdent plus de capital humain le doivent à leur mérite personnel. Il est hors de doute que beaucoup — peut-être la plupart — des gens les plus fortunés ont bénéficié d'aubaines comme la chance d'être nés, sinon directement dans l'aisance, du moins dans des familles, des milieux, ou des nations où les valeurs et les styles de vie constituaient un capital humain qui facilitait le succès économique. Même ceux qui naquirent au milieu de la misère extrême des immigrants juifs du XIX^e siècle, dans les bas quartiers à l'est de New York, venaient au monde dans un réseau de traditions séculaires, d'attitudes, de valeurs et d'habitudes, pour ainsi dire taillé sur mesure pour réussir dans la société américaine.

Mais la question cruciale pour l'avenir n'est pas de savoir si les

individus fortunés sont traités équitablement, compte tenu à la fois de leur héritage non gagné de capital humain, et de leurs charges (imméritées également) au titre de la redistribution des revenus. La question est celle-ci : la société dans son ensemble — ou le genre humain — est-elle plus riche quand la production aussi bien des fortunés que des infortunés est découragée par des contre-incitations ? Et quand les transferts réduisent les ressources des gens à haut capital humain qui pourraient en transmettre à leur progéniture, tout en augmentant les ressources grâce auxquelles ceux qui manquent de capital humain peuvent avoir davantage d'enfants ?

Procurer aux enfants du capital humain est très coûteux, soit sous la forme du temps et des efforts requis pour apprendre aux enfants comment se discipliner, développer leur intelligence, et respecter autrui, soit sous la forme d'argent à consacrer à une instruction de haute qualité et à des soins de santé vigilants. Les parents ayant eux-mêmes un haut capital humain souhaitent le plus souvent que leurs enfants en aient autant (ou davantage) ; et cela veut dire qu'ils sont obligés de n'avoir que le nombre d'enfants qu'ils se sentent capables de porter à de tels niveaux. Mais les parents qui manquent de capital humain peuvent être incapables, ou indésireux, de procurer à leurs enfants ce qu'il faudrait de capital humain ; et même, peut-être ne jugeront-ils pas nécessaire de leur en procurer, surtout si d'autres citoyens paient, par la suite, une bonne partie des frais qu'entraîne l'incapacité ou même la mauvaise volonté de ces enfants à gagner leur vie, ou même à se contrôler de façon à ce que la société fonctionne bien. Les transferts puisés chez ceux qui ont assez de capital humain pour subsister par leur propre effort, tendent à diminuer dans la génération suivante le nombre des membres autonomes économiquement. Les transferts aboutissant à ceux qui ne suffisent pas à leurs propres besoins tendent à augmenter dans la génération suivante le nombre des indigents. Dans la mesure où une certaine somme transférée ira généralement entretenir davantage d'enfants piètrement éduqués que d'enfants correctement éduqués, elle tend à accroître le nombre des vivants, tout en inhibant la création des moyens de les faire vivre. Il n'est pas évident que ce soit ni humain, ni juste envers qui que ce soit.

Même s'il était possible de démontrer, par exemple, que les Juifs ont, aux Etats-Unis, reçu économiquement leur dû en droite justice — tenant compte à la fois de leur héritage immérité en capital humain, et des prélèvements immérités qu'ils ont supportés au titre de la redistribution

— il resterait à poser la question plus large que voici : quelle serait la perte économique pour l'Amérique et sa société si des groupes de gens aussi hautement doués que les Juifs, les Chinois et les Japonais s'amenuisaient de génération en génération ? Or, aucun de ces groupes n'a assez d'enfants pour maintenir son effectif — et la population des Etats-Unis dans son ensemble non plus. Qu'est-ce que cela promet, au moment où la population augmente fortement dans des pays qui dépendent des transferts de richesse provenant des Etats-Unis et des pays semblablement avancés, pendant que diminue celle des pays qui produisent cette richesse ?

Beaucoup de ceux qui prônent la redistribution prennent la posture de gens qui regardent le monde du point de vue de la société dans son ensemble, ou de l'humanité dans son ensemble. Mais plus fondamentalement, ils posent en partisans des secteurs les plus pauvres et ordinairement les moins productifs de la société, ou de la communauté mondiale — leur fournissant des incitations à *rester* moins productifs tout en devenant une proportion croissante du genre humain. La « justice sociale » en tant que politique ne se soucie que d'effets immédiats, comme le font la plupart des politiques gouvernementales. Mais les seuls véritables gagnants permanents de telles pratiques sont les gens qui se sentent nobles ou politiquement populaires en les préconisant, ou qui acquièrent du pouvoir et de l'aisance en les administrant. Ils ne font pas que déplacer la richesse mondiale : ils convertissent une partie de ce qui aurait été des capitaux dans les pays qui produisent cette richesse, en consommation dans les pays qui la reçoivent. Consommer le capital de l'humanité n'est guère humanitaire dans ses conséquences à long terme.

La demande souvent formulée d'une politique de remplacement (que mettriez-vous à la place ?) ne recevra pas ici de réponse. Il y a des façons innombrables de formuler des politiques raisonnables ou — peut-être mieux encore — de permettre aux processus systémiques de sécréter des bienfaits matériels et de la liberté personnelle. Ce dont on a vraiment besoin, n'est pas un projet de société imposé d'en haut, mais une compréhension de ce qui engendre ou n'engendre pas de la prospérité et de la liberté. L'Histoire peut être en cela d'une aide précieuse. Mais nous ne devons jamais nous imaginer capables de refaire ni de racheter le passé. Ce qu'il nous est possible de faire, c'est d'utiliser l'expérience de ce passé comme base d'un meilleur aujourd'hui et d'un meilleur lendemain.

NOTES

AVANT-PROPOS

1. Par exemple, Thomas Sowell, *Ethnic America* (Basic Books, Inc., 1981), chap. 11 ; Thomas Sowell, *Markets and Minorities* (Basic Books, Inc., 1981), *passim*.

CHAPITRE 1 - LE RÔLE DE LA RACE

1. Alvin Rabushka et Kenneth A. Shepsle, *Politics in Plural Societies : a Theory of Democratic Instability* (Charles E. Merrill Publishing Co., 1972) ; L. H. Gann et Peter Duignan, *Africa South of the Sahara* (Hoover Institution Press, 1981) ; David Lowenthal, *West Indian Societies* (New York, Oxford University Press, 1972).
2. Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia*, 2^e éd. (Oxford University Press, 1980) ; Stanford M. Lyman, *Chinese Americans* (New York, Random House, 1974).
3. Gunnar Myrdal, *An American Dilemma* (New York, McGraw Hill, 1964), vol. 1.
4. J. C. Furnas, *The Americans* (G. P. Putnam's Sons, 1969).
- 5 à 7. Alvin Rabushka et Kenneth E. Shepsle, *op. cit.*
- 8 à 10. Michael Grant, *The Fall of the Roman Empire* (The Annenberg School Press, 1976).
11. Raphael Patai, *The Vanished Worlds of Jewry* (Macmillan Publishing Co., Inc., 1980).
12. Thomas Sowell, *Markets and Minorities* (New York, Basic Books, Inc., 1981).
- 13 et 14. Alvin Rabushka et Kenneth E. Shepsle, *op. cit.*
15. C. Vann Woodward, *The Strange Career of Jim Crow* (New York, Oxford University Press, 1966).
- 16 à 20. Alvin Rabushka et Kenneth E. Shepsle, *op. cit.*

CHAPITRE 2 - LES CHINOIS D'OUTRE-MER

L'ouvrage fondamental auquel se réfèrent le plus grand nombre de notes de ce chapitre est celui de Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia*, 2^e éd. (Oxford

University Press, 1980). Ce sont les notes dont voici les numéros : 9, 11 à 15, 17 à 19, 26 à 29, 33 et 34, 37 et 38, 46 à 50, 52, 54, 61, 63 à 72, 74 à 77, 81, 93 à 109, 111, 113 à 138, 142, 144 à 149, 151 à 159, 161 à 165, 167 à 170, 185 à 209, 211, 213 et 214, 220 à 238, 240 à 245, 248.

La *Note 17* donne de l'ouvrage de V. Purcell une citation dont voici la traduction : « Il reste que, tandis que la colonisation européenne s'introduisit dans le sillage des flottes de guerre et des soldats, ou grâce à des traités obtenus de potentats indigènes, les Chinois, eux, pendant les trois siècles et demi les plus récents ont pénétré en Asie du Sud-Est en tant que marchands itinérants, ou comme des suppliants autorisés à rester par les sultans javanais, ou par les Espagnols, Hollandais, Anglais ou Français. Ce n'étaient plus désormais de hautains émissaires du Trône du Dragon armés jusqu'aux dents pour imposer la volonté impériale ; c'étaient des cargaisons d'humbles et paisibles commerçants, artisans, coolies, attendant comme les paysans tchèques ou italiens dans la baie de New York, sur l'île d'Ellis, la permission d'entrer dans la Terre Promise. Mais leur pacifique douceur fut à la longue plus puissante que les armes des Européens, car ces derniers arrivaient par dizaines pendant que les Chinois le faisaient par milliers ; et lorsque les Européens s'en allaient, eux restaient sur place. »

Les autres notes du chapitre 2 se réfèrent aux ouvrages ci-après :

- 1 à 6. Charles O. Hucker, *China's Imperial Past* (Stanford University Press).
7. C. O. Hucker, *op. cit.* ; voir également Charles Koppel, *The Position of the Chinese in the Philippines, Malaysia and Indonesia, The Chinese in Indonesia, the Philippines and Malaysia*, Report n° 10 (Londres, Minority Rights Group, 1972).
8. Stanford M. Lyman, *Chinese Americans* (Random House, 1974).
10. C. O. Hucker, *op. cit.* ; Victor Purcell, *op. cit.*
16. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *Economic Development in Southeast Asia* (Hoover Institution Press, 1980).
- 20 et 21. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
22. Alvin Rabushka, *Race and Politics in Urban Malaysia* (Hoover Institution Press).
- 23 à 25. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
- 30 à 32. Lennox A. Mills, *Southeast Asia* (University of Minnesota Press, 1964).
35. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
36. Lennox A. Mills, *op. cit.* ; voir aussi Victor Purcell, *op. cit.*
- 39 à 42. Virginia Thompson et Richard Adloff, *Minority Problems in Southeast Asia* (Russell & Russell, 1955).
- 43 à 45 Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
50. Victor Purcell, *op. cit.* ; Lennox A. Mills, *op. cit.* ; Naosaku Uchida, *The Overseas Chinese* (Stanford, The Hoover Institution Press, 1960).
51. Lennox A. Mills, *op. cit.*
53. Owen Lattimore, *The Situation in Asia* (Boston, Little, Brown & Co., 1949).
- 55 à 57 Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
58. Cynthia Enloe, *Police, Military and Ethnicity* (Transaction Books, 1980).
- 59 et 60. Alvin Rabushka, *op. cit.*
61. Victor Purcell, *op. cit.* ; Lennox A. Mills, *op. cit.*
62. Ivan H. Light, *Ethnic Enterprise in America* (Berkeley, University of California Press, 1972).
69. Victor Purcell, *op. cit.* ; Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
78. Victor Purcell, *op. cit.* ; Virginia Thompson et Richard Adloff, *op. cit.*
- 79 et 80. Stanford M. Lyman, *op. cit.*

- 82 à 90. Yuan-Li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
- 91 et 92. Milton J. Esmán, *Communal Conflict in Southeast Asia, Ethnicity : Theory and Experience*, éd. Nathan Glazer et Daniel P. Moynihan (Harvard University Press, 1981).
110. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
112. Charles O. Huckler, *op. cit.*
133. Victor Purcell, *op. cit.* ; Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
139. Lennox A. Mills, *op. cit.*
140. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
141. Lennox A. Mills, *op. cit.*
143. Lennox A. Mills, *op. cit.*
150. Alvin Rabushka, *op. cit.* ; Lennox A. Mills, *op. cit.*
160. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
166. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
- 171 à 173. Lennox A. Mills, *op. cit.*
- 174 à 179. Alvin Rabushka, *op. cit.*
180. Alvin Rabushka, *op. cit.* ; Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
181. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
182. Robert E. Klitgaard et Ruth Katz, *Ethnic Inequalities and Public Policy : The Case of Malaya*, polycopié, Kennedy School of Government, Harvard University, juillet 1981.
183. Alvin Rabushka, *A Theory of Racial Harmony* (University of South California Press, 1974).
184. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
210. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
212. Lenox A. Mills, *op. cit.*
- 215 et 216. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
217. James Fallows, *Indonesia : An Effort to Hold Together*, *The Atlantic*, juin 1982.
- 218 et 219. Joseph P. Manguno, Suharto Angling for Political Dividends in Expansionary Budget for New Year, *The Asian Wall Street Journal Weekly*, 12 janvier 1981.
239. Lennox A. Mills, *op. cit.*
246. et 247. Lennox A. Mills, *op. cit.*
249. à 252. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
253. *Time*, 14 mai 1979 ; James N. Wallace, How Chinese Bear Big Share of Refugee Load, *US News & World Report*, 17 septembre 1979.
254. Emergency, *New Republic*, 30 juin 1979.
255. Bruce Grant, *The Boat People* (New York : Penguin Books, 1979).
256. *Time*, 2 juillet 1979.
257. A Cruise to Nowhere, *Newsweek*, 27 novembre 1978.
258. Emergency, *New Republic*, 30 juin 1979.
259. Lucy Sells, The Critical Role of Mathematics in Career Education, polycopié, 6 janvier 1981, Table II.
- 260 à 262. Jack Chen, *The Chinese of America* (San Francisco : Harper & Row, 1980).
- 263 à 265. Stanford M. Lyman, *The Asian in the West* (Reno : University of Nevada System, 1970).
266. J. C. Furnas, *The Americans* (New York : G. P. Putnam's Sons, 1969).
267. Stanford M. Lyman, *op. cit.*
- 268 et 269. Betty Lee Sung, *The Story of the Chinese in America* (New York : Collier Books, 1978).
270. J. C. Furnas, *op. cit.*

271. Betty Lee Sung, *op. cit.*
 272 à 277. Jack Chen, *op. cit.*
 278. Betty Lee Sung, *op. cit.*
 279 et 280. Jack Chen, *op. cit.*
 281. Betty Lee Sung, *op. cit.*
 282. Stanford M. Lyman, *Chinese Americans* (Radom House, 1974).
 283. Stanford M. Lyman, *The Asian in the West*.
 284 et 285. Haitung King et Frances B. Locke, *Chinese in the United States : a Century of Occupational Transition, International Migration Review*, printemps 1980.
 286. Stanford M. Lyman, *The Asian in the West*.
 287 à 289. Stanford M. Lyman, *Chinese Americans*.
 290. Betty Lee Sung, *op. cit.*
 291. Ivan H. Light, *op. cit.*
 292 Betty Lee Sung, *op. cit.*
 293 et 294. H. M. Lai, Chinese, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups* (Cambridge : Harvard University Press, 1981).
 295. Betty Lee Sung, *op. cit.*
 296. Monica Boyd, Oriental Immigration : The Experience of the Chinese, Japanese and Filipino Populations in the United States, *International Migration Review*, printemps 1971 ; Thomas Sowell, Ed., *Essays and Data on American Ethnic Groups* (The Urgan Institute, 1978).
 297. Haitung King et Frances B. Locke, article cité.
 298. Betty Lee Sung, *op. cit.* ; Thomas Sowell, *Ethnic America* (New York ; Basic Books, Inc., 1981).
 299. Betty Lee Sung, *op. cit.*

CHAPITRE 3 - L'ÉMIGRATION EUROPÉENNE

– I^{re} section : *Émigrants européens* (p. 50-51)

Les références les plus nombreuses sont à : Emilio Willems, Brazil, *The Positive Contribution by Immigrants*, ed. Oscar Handlin et al. (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation, UNESCO). Les notes portent les numéros suivants : 4, 10 à 18.

Les autres auteurs mentionnés sont :

1. Leo Schelbert, On Becoming an Emigrant : A Structural View of Eighteenth-and Nineteenth-Century Swiss Data, *Perspectives in American History*, Vol VII, (1973).
2. Donald Fleming et Bernard Bailyn, Introduction, au même ouvrage.
3. Philip Taylor, *The Distant Magnet* (Harper & Row, 1971).
5. Jorge Hechen, The Argentine Republic, *The Positive Contribution by Immigrants* (UNESCO).
6. et 7. Philip Taylor, *op. cit.*
9. Charles Wagley, *An Introduction to Brazil* (New York : Columbia University Press, 1971).
- 19 à 23. Mark Jefferson, *Peopling the Argentine Pampa* (Port Washington, New-York : Kennikat Press, 1971).
24. J. Halero Ferguson, *Latin America : The Balance or Race Redressed* (Londres : Oxford University Press, 1961).

- 25 et 26. Bernard Kaiser, European Migrations : The New Pattern, *International Migration Review*, Été 1977.
 27. Robert F. Foerster, *The Italian Emigration of Our Times 1969* (Arno Press, 1969).

– 2^e section : *Les Allemands* (p. 52-58)

Les références les plus nombreuses sont à : W. D. Borrie, Australia, *The Positive Contribution by Immigrants*, (UNESCO). Les notes portent les numéros suivants : 33, 66 et 67, 69, 71 et 72 et du même auteur, *Italians and Germans in Australia* (Melbourne : The Australian National University, 1934) aux notes suivantes : 68, 70, 73 à 81.

Les autres auteurs mentionnés sont aux notes ci-après :

- 28 et 29. Wolfgang Kollman et Peter Marschalk, German Emigration to the United States, *Perspectives in American History*, Vol VII (1973).
 30. Emilio Willems, Brazil, *op. cit.*
 31. U.S. Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States From Colonial Times to 1970* (Government Printing Office, 1975).
 32. Jorge Hechen, *op. cit.*
 34 et 35. Frederick Merk, *History of the Westward Movement* (New York : Alfred A. Knopf, 1978).
 36. Virginia Brainard Kunz, *The Germans in America* (Minneapolis : Lerner Publications Co., 1978) ; Carl Wittke, *We Who Built America* (Case Western Reserve University Press, 1939)
 37 à 40. Carl Wittke, *We Who Built America*.
 41. Wolfgang Kollman et Peter Marschalk, *op. cit.*
 42. Carl Wittke, *op. cit.*
 43. Kathleen Neils Conzen, *Immigrant Milwaukee, 1838-1860* (Harvard University Press, 1976).
 44. Virginia Yans-McLaughlin et Alice Kessler-Harris, *European Immigrant Groups, Essays and Data on American Ethnic Groups*, ed. Thomas Sowell (The Urban Institute, 1978)
 45. Thomas Sowell, *Ethnic America* (Basin Books, 1981).
 45 à 48. Carl Wittke, *op. cit.*
 49. E. V. Smalley, The German Element in the United States, *The Ordeal of Assimilation*, ed. Stanley Feldstein et Lawrence Costello (Anchor Book, 1974).
 50. Kathleen Neils Conzen, *Germans, Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, ed. Stephan Thernstrom, et al. (Belknap Press, 1980).
 51. Emilio Willems, Brazil, *op. cit.*
 52. Charles Wagley, *op. cit.*
 53. Emilio Willems, *op. cit.*
 54. Introduction, *The Positive Contribution by Immigrants* (UNESCO)
 55 à 65. Emilio Willems, Brazil, *op. cit.*
 71 et 72. W. D. Borrie Australia, *The Positive Contribution by Immigrants* (UNESCO) ; J. Lyng, *Non-Britishers in Australia*, (Melbourne : Melbourne University Press, 1935).
 81. W. D. Borrie, *Italians and Germans in Australia* ; J. Lyng, *op. cit.*

– 3^e section : *Les Irlandais* (p. 58 à 72).

Les références les plus nombreuses sont à George Potter, *To the Golden Door : The Story of the Irish in Ireland and America* (Greenwood Press, 1960). Les notes portent les numéros suivants : 87 à 89, 99, 119, 124 et 125, 129 à 133, 135, 191, 193, 203 à 205.

Les autres ouvrages cités sont aux notes ci-après :

82. Gustave de Beaumont, *Ireland : Social, Political, and Religious* (Rich and Bentley, 1839).
83. Maire et Conor Cruise O'Brien, *A Concise History of Ireland* (New York : Beckman House, 1972).
- 84 et 85. Arthur Young, *A Tour in Ireland 1776-1779* (Shannon : Irish University Press, 1970).
86. James G. Leyburn, *The Scotch-Irish* (University of North Carolina Press, 1962).
90. Maire et Conor Cruise O'Brien, *op. cit.*
91. Patrick J. Blessing, Irish, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, ed. Stephan Thernstrom, et al. (Belknap Press, 1980).
- 92 à 96. Gustave de Beaumont, *op. cit.*
- 97 et 98. Arthur Young, *op. cit.*
100. Cité dans Andrew M. Greeley, *That Most Distressed Nation* New York : Quadrangle Books, 1972).
101. Robert W. Fogel et Stanley L. Engelman, *Time on the Cross* (Little, Brown and Co., 1974) ; Maldwyn Allen Jones, *American Immigration* (University of Chicago Press, 1960).
102. Carl Wittke, *We Who Built America*.
103. Oliver MacDonagh, The Irish Famine Emigration to the United States, *Perspectives in American History* Vol. X (1976).
104. Eugene D. Genovese, *Roll, Jordan, Roll* (New York : Pantheon Books, 1974).
105. Oliver MacDonagh, *op. cit.* ; Arthur Young, *op. cit.*
106. Eugene D. Genovese, *op. cit.*
107. Oliver MacDonagh, *op. cit.*
108. W. E. B. DuBois, *The Philadelphia Negro* (Schocken Books, 1967) ; Russell Kirk, *John Randolph of Roanoke* (Indianapolis : Liberty Press, 1978).
109. Gustave de Beaumont, *op. cit.*, Vol. I.
110. Oliver MacDonagh, *op. cit.*
- 111 et 112. Gustave de Beaumont, *op. cit.*, Vol. I.
113. Oliver MacDonagh, *op. cit.*
114. W. E. Vaughn et A. J. Fitzpatrick, *Irish Historical Statistics* (Dublin : Royal Irish Academy, 1978).
115. Winston S. Churchill, *A History of the English-Speaking Peoples*, Vol. II (New-York : Bantam Books, 1961).
- 116 à 118. Arthur Young, *op. cit.*
119. Voir, par exemple : George Potter, *op. cit.* ; Lynn Hollen Less, *Exiles of Erin* (Ithaca : Cornell University Press, 1979) ; Kevin O'Connor, *The Irish in Britain* (Londres : Sidgwick & Jackson, 1972).
120. Arthur Young, *op. cit.*
122. Maire et Connor Cruise O'Brien, *op. cit.*
123. Nathan Glazer et Daniel Patrick Moynihan, *Beyond the Melting Pot* (Cambridge, Mass : MIT Press, 1966).

- 126 à 128. Andrew M. Greeley, *op. cit.*
130. Andrew M. Greeley, *op. cit.*
134. Oscar Handlin, *Boston's Immigrants* (New-York : Atheneum, 1970).
136. Nicholas Flood Davin, *The Irishman in Canada* (Londres : Sampson Low, Marston & Co., 1877).
- 137 et 138. Robert E. Kennedy Jr, *The Irish : Emigration, Marriage, and Fertility* (Berkeley ; University of California Press, 1975).
139. W. E. Vaughn et A. J. Fitzpatrick, *op. cit.*
140. *The World Almanac & Book of Facts, 1981.*
141. US Bureau of Census, *Current Population Reports*, Séries P-20 N° 249.
- 142 à 144. Kevin O'Connor, *The Irish in Britain*
- 145 à 149. Frederick Engels, *The Condition of the Working Class in England in 1844* (Londres : George Allen and Unwin, Ltd, 1952).
- 150 à 156. Lynn Hollen Less, *Exiles of Erin*
- 157 et 158. Kevin O'Connor, *op. cit.*
- 159 à 161. Lynn Hollen Less, *op. cit.*
- 162 à 164. Kevin O'Connor, *op. cit.*
165. W. E. Vaughn et A. J. Fitzpatrick, *op. cit.*
166. Kevin O'Connor, *op. cit.*
167. W. E. Vaughn et A. J. Fitzpatrick, *op. cit.*
- 168 à 177. Kevin O'Connor, *op. cit.*
178. Carl Wittke, *op. cit.*
179. Thomas Sowell, *Ethnic America.*
- 180 et 181. Carl Wittke, *op. cit.*
182. Maldwyn Allen Jones, *op. cit.*
183. Carl Wittke, *op. cit.*
184. Carl Wittke, *op. cit.* ; Oscar Handlin, *Boston's Immigrants* ; Diane Ravitch *The Great School Wars* (New-York : Basic Books, 1974).
185. Thomas Sowell, *Ethnic America.*
186. Carl Wittke, *op. cit.*
- 187 et 188. James McCague, *The Second Rebellion* (New-York : The Dial Press, Inc., 1968).
- 189 et 190. Oscar Handlin, *op. cit.*
192. Carl Wittke, *op. cit.*
193. Jacob Riis, *How the Other Half Lives* (Harvard University Press, 1970 ; George Potter, Carl Wittke, ouvrages cités ; J. C. Furnas, *The Americans* (G. P. Putnam's Sons, 1969) ; Nathan Glazer et Daniel Patrick Moynihan, *op. cit.*
194. Robert Ernst, *The Economic Status of New-York City Negroes, 1850-1863, The Making of Black America*, eds. August Meir et Elliott Rudwick, Vol. I (New-York : Atheneum, 1969).
195. Carl Wittke, *op. cit.*
196. Stephen Steinberg, *The Ethnic Myth* (New-York : Atheneum, 1981).
197. Patrick J. Blessing, *Irish, op. cit.*
198. Oscar Handlin, *op. cit.*
- 199 et 200. Carl Wittke, *We Who Built America.*
203. Carl Wittke, *The Irish in America* ; George Potter, *op. cit.*
206. Carl Wittke, *The Irish in America* ; Nathan Glazer et D. P. Moynihan, *op. cit.*
207. Nathan Glazer et D. P. Moynihan, *op. cit.* ; Humbert Nelli, *Italians in Chicago, 1880-1930* (New-York : Oxford University Press, 1970).
208. Carl Wittke, *The Irish in America.*

209. Stephan Thernstrom, *The Other Bostonians* (Cambridge, Mass : Harvard University, 1973).
210. Patrick Blessing, Irish, *op. cit.*
211. Stephan Thernstrom, *The Other Bostonians* ; Nathan Glazer et D. P. Moynihan, *op. cit.*
212. Patrick Blessing, *op. cit.*

– 4^e section : les Italiens (p. 72-82)

Les références les plus nombreuses sont à Robert F. Foerster, *The Italian Emigration of Our Times* (Arno Press, 1969). Les notes portent les numéros suivants : 213 à 218, 226 à 228, 231 à 234, 237 et 238, 240 à 246, 248 à 252, 254, 256, 265 à 274, 282, 286, 294.

Les autres ouvrages cités sont aux notes ci-après :

- 219 à 225. Leonard Covello, *The Social Background of the Italo-American School Child*, (Totowa, N. J. : Rowman et Littlefield, 1972).
- 229 et 230. Jorge Hechen, The Argentine Republic, *The Positive Contribution by Immigrants*, ed. Oscar Handlin et al. (UNESCO).
233. R. F. Foerster, *op. cit.* ; Jorge Hechen, *op. cit.*
235. Jorge Hechen, *op. cit.*
236. Leonard Covello, *op. cit.* ; Thomas Sowell, *Ethnicity in a Changing America, Daedalus*, Hiver 1978.
239. Mark Jefferson, *Peopling the Argentine Pampa* (Port Washington, New-York : Kennikat Press, 1971).
247. Mark Jefferson, *op. cit.*
253. Mark Jefferson, *op. cit.*
254. Samuel L. Baily, The Italians and the Development of Organized Labor in Argentina, Brazil and the United States, *Journal of Social History*, Hiver 1969-70.
- 257 à 259. Mark Jefferson, *op. cit.*
260. Samuel L. Baily, The Role of Two Newspapers in the Assimilation of Italians in Buenos Aires and São Paulo, 1893-1913, *International Migration Review*, Automne 1978.
- 261 et 262. James Bruce, *Those Perplexing Argentines* New York : Longmans, Green and Co., 1953.
263. Mark Jefferson, *op. cit.*
264. Emilio Willems, Brazil, *op. cit.*
275. Samuel L. Baily, *op. cit.*
- 276 à 278. Emilio Willems ; Brazil, *op. cit.*
- 279 et 280. W. P. A. Writers'Project, *The Italians of New-York* (New-York : Random House, 1938).
281. Humbert S. Nelli, Italians, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, ed. Stephan Thernstrom et al.
283. Humbert S. Nelli, *Italians in Chicago, 1880-1930* (Oxford University Press, 1970).
284. R. F. Foerster, *op. cit.* ; Joseph Lopreato, *Italian Americans* Random House, 1970) ; Humbert S. Nelli, « Italians in Urban America », dans *The Italian Experience in the United States*, édité by Silvano M. Tomasi et Madeline H. Engel (Center for Migration Studies, 1970) ; William H. Whyte *Street Corner Society* (Chicago : University of Chicago Press, 1955) ; Nathan Glazer et D. P. Moynihan, *op. cit.* ;

- Luciano J. Iorizzo et Salvatore Mondello, *The Italian Americans* (Twayne Publishers, Inc., 1971); Robert F. Foerster, *op. cit.*
285. Humbert S. Nelli, *op. cit.*; Thomas Sowell, *The Golden Door* (New-York : Oxford University Press, 1977).
286. R. F. Foerster, *op. cit.*; Humbert S. Nelli, *Italians in the Urban America*, *op. cit.*; William H. Whyte, *op. cit.*
287. Samuel L. Baily, *Italians and the Organized Labor in the United States and Argentina*, *The Italian Experience in the United States* : R. F. Foerster, *op. cit.*
- 288 et 289. Richard Gambino, *Blood of My Blood* (New-York : Anchor Books, 1974).
291. Carl Wittke, *We Who Built America*
292. Luciano J. Iorizzo, *The Padrone and Immigrant Distribution*, *The Italian Experience in the United States*; R. F. Foerster, *op. cit.*
293. Thomas Kessner, *The Golden Door* (New-York : Oxford University Press, 1977).
294. R. F. Foerster, *op. cit.*; Luciano J. Iorizzo, *op. cit.*
295. Thomas Sowell, *Ethnic America*
296. Nathan Glazer et D. P. Moynihan, *op. cit.*
297. Humbert S. Nelli, *Italians*, *op. cit.*
- 298 et 299. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
- 300 à 303. Humbert S. Nelli, *op. cit.*
304. Leonard Covello, *The Social Background of the Italo-American School Child* (Rowan and Littlefield, 1972).
305. US Bureau of the Census, *Current Population Reports*, Series P-20, n° 220 (Washington : Government Printing Office, 1971).
306. Thomas Kessner, *The Golden Door*.
307. US Bureau of Census, *ibid.* n° 221.
308. Richard Gambino, *op. cit.*; Bureau of the Census, *ibid.*
- 309 à 311. J. Lyng, *Non-Britishers in Australia*.
312. W. D. Borrie *The Italians and Germans in Australia*; J. Lyng, *op. cit.*
313. W. D. Borrie, *ibid.*
- 314 et 315. J. Lyng, *op. cit.*
316. W. D. Borrie, *The Italians and Germans in Australia*; et du même auteur *Australia, The positive Contribution by Immigrants* (UNESCO, 1955).
- 317 à 322. W. D. Borrie, *The Italians and the Germans in Australia*
323. W. D. Borrie, *ibid.* et du même auteur *Australia*, *op. cit.*
- 324 à 329. W. D. Borrie, *The Italians and Germans in Australia*

– 5^e section : *les Juifs* (p. 82 à 95)

Les références les plus nombreuses sont à Raphaël Patai, *The Vanished Worlds of Jewry* (New-York : MacMillan Publishing Co., Inc., 1980). Les notes portent les numéros suivants : 330 à 332, 334 à 341, 349, 355 et 356, 369, 372 à 374, 377, 379 à 382, 384 et 385, 387 et 388, 390, 392 et 393, 403 et 404.

Les autres ouvrages cités le sont aux notes ci- après :

333. Louis Wirth, *The Ghetto* (Chicago : University of Chicago Press, 1956).
342. « Election : But No Mandate », *Time*, 13 juillet 1981.
- 343 à 346. Solomon Grayzel, *A History of the Jews* (Mentor Books, 1968).
- 347 et 348. Louis Wirth, *op. cit.*
- 350 à 352. Louis Wirth, *op. cit.*
- 353 et 354. Solomon Grayzel, *op. cit.*

- 357 et 358. Solomon Grayzel, *op. cit.*
 359 et 360. Bernard S. Bachrach, A Reassessment of Visigothic Jewish Policy, 589-711, *American Historical Review*, Février 1973.
 361. Solomon Grayzel, *op. cit.*
 362. Bernard S. Bachrach, *op. cit.*
 363 et 364. Solomon Grayzel, *op. cit.*
 365. Solomon Grayzel, *op. cit.* ; Stephen H. Haliczer, The Castilian Urban Patriariate and the Jewish Expulsions of 1480-92, *American Historical Review*, Février 1973.
 366 à 368. Stephen H. Haliczer, *op. cit.*
 370. Stephen H. Haliczer, *op. cit.*
 371. Nathan Glazer, *American Judaism* (Chicago : University of Chicago Press, 1957).
 375 et 376. Solomon Grayzel, *op. cit.*
 378. Louis Wirth, *op. cit.*
 386. Thomas Sowell, *Ethnic America*
 389. Solomon Grayzel, *op. cit.*
 391. Solomon Grayzel, *op. cit.*
 394. Arthur A. Goren, Jews, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, Stephen Thernstrom et al.
 395 à 397. Louis Wirth, *op. cit.*
 398 et 399. Solomon Grayzel, *op. cit.*
 400. Irving Howe, *World of Our Fathers* (Harcourt, Brace, Jovanovich, 1976).
 401 et 402. Simon Kuznets, Immigration of Russian Jews to the United States : Background and Structure, Perspectives in American History, Vol. IX (1975).
 405 et 406. Louis Wirth, *op. cit.*
 407. Arthur A. Goren, Jews, *op. cit.*
 408. Irving Howe, *op. cit.*
 409. Philip Taylor, *The Distant Magnet*
 410. Irving Howe, *op. cit.*
 411. Philip Taylor, *op. cit.*
 412. Irving Howe, *op. cit.*
 413 et 414. Thomas Kessner, *The Golden Door*
 415. Virginia Yans-McLaughlin et Alice Kessler-Harris European Immigrants, *Essays and Data on America Ethnic Groups*, ed. Thomas Sowell (Washington : The Urban Institute, 1978).
 416. Thomas Kessner, *op. cit.*
 417. Arthur A. Goren, Jews, *op. cit.*

CHAPITRE 4 - LES NOIRS ET LES GENS DE COULEUR

– 1^{re} section : Caraïbes et Amérique du Sud (p. 96 à 107)

Les références les plus nombreuses sont à : Carl N. Degler, *Neither Black Nor White* (New York, MacMillan Publishing Co., 1971). Les notes portent les numéros suivants : 12, 14 à 19, 24, 42, 56, 72 et 73.

Les autres ouvrages cités sont aux notes ci-après :

1. L. H. Gann et Peter Duignan, *Burden of Empire* (Hoover Institution Press, 1977).
2. Ray H. Whitbeck et Olive J. Thomas, *The Geographic Factor : Its Role in Life and Civilization* (Port Washington, NY, Kennikat Press, 1970).
- 3 à 6. L. H. Gann et Peter Duignan, *op. cit.*

7. Philip D. Curtin, *The Atlantic Slave Trade* (University of Wisconsin Press, 1969).
8. A. J. R. Russell-Wood, *Colonial Brazil, Neither Slave Nor Free*, David W. Cohen et Jack P. Green, eds (Johns Hopkins University Press, 1972).
9. Philip D. Curtin, *op. cit.*
10. Frank Tannenbaum, *Slave & Citizen* (Vintage Books, 1946).
11. Gwendolyn Midlo Hall, *Social Control in Slave Plantation Societies* (Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1971).
12. Carl N. Degler, *op. cit.* ; Gwendolyn Midlo Hall, *op. cit.* ; Stanley M. Elkins, *Slavery* (Chicago, University of Chicago Press, 1969) ; Ulrich C. Phillips, *American Negro Slavery* (Baton Rouge, Louisiana State University, 1969) ; Lewis C. Gray, *History of Agriculture in the Southern United States*, vol. 2 (Washington DC, Carnegie Institution of Washington, 1933) ; David Lowenthal, *Race and Color in the West Indies, Daedalus*, printemps 1967 ; David Brion Davis, *The Problem of Slavery in Western Culture* (Ithaca, NY, Cornell University Press, 1960).
13. Frank Tannenbaum, *op. cit.*
20. Gwendolyn Midlo Hall, *op. cit.*
- 21 et 22. Frank Tannenbaum, *op. cit.*
23. J. C. Furnas, *The Americans* (G. P. Putnam's Sons, 1969).
25. Gunnar Myrdal, *An American Dilemma* (McGraw-Hill, 1964).
26. Newton E. Morton, Chin S. Chung et Ming-Pi Mi, *Genetics of Interracial Crosses in Hawaii* (Bâle, Suisse, S. Krager, 1967).
27. Ira Berlin, *Slaves Without Masters* (Pantheon, 1964).
28. Voir par exemple : David Lowenthal, *West Indian Societies* (New York, Oxford University Press, 1972) ; Ruth Glass, *London's Newcomers* (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1972).
29. E. Franklin Frazier, *Black Bourgeoisie* (The Free Press, 1962).
30. A. J. R. Russell-Wood, *op. cit.*
31. Jerome S. Handler, *The Unappropriated People, Freedmen in the Slave Society of Barbados* (Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1974).
32. David Lowenthal, *op. cit.*
33. David W. Cohen et Jack P. Greene, Introduction, *Neither Slave or Free* et dans le même ouvrage : Frederick P. Browser, « Colonial Spanish America » ; H. Hoetink, « Surinam and Curaçao » ; Jerome S. Handler et Arnold A. Sio, « Barbados » ; Franklin W. Knight, « Cuba » ; Herbert S. Klein, « Nineteenth Century Brazil ».
34. Stephen Birmingham, *Certain People* (Little, Brown & Co., 1970).
35. David W. Cohen et Jack O. Greene, Introduction, *Neither Slave nor Free* ; us Bureau of the Census « The social and Economic Status of the Black Population of the United States : An Historical View, 1790-1978 », *Current Population Reports*, séries P-23, n° 80.
36. David W. Cohen et Jack P. Greene, *op. cit.*
37. Frederick P. Browser, *Colonial Spanish America, op. cit.*
- 38 et 39. Donald Pierson, *Negroes in Brazil* (Southern Illinois University Press, 1967).
40. Herbert S. Klein, *Nineteenth Century Brazil, op. cit.*
41. Robert W. Fogel et Stanley L. Engerman, *Time on the Cross* (Little, Brown & Co., 1974).
- 42 à 45. A. J. R. Russell-Wood, *op. cit.*
- 46 à 48. Donald Pierson, *op. cit.*
49. Florestan Fernandes, *The Negro in Brazilian Society*.
- 50 à 52. A. J. R. Russell-Wood, *op. cit.*

53. Mavis C. Campbell, « The Price of Freedom : On Forms of Manumission », *Revista/Review Interamericana*, été 1976.
54. Herbert S. Klein, *Nineteenth Century Brazil*, *op. cit.*
55. A. J. R. Russell-Wood, *op. cit.*
57. Herbert S. Klein, *op. cit.*
- 58 et 59. A. J. R. Russell-Wood, *op. cit.*
60. Charles Wagley, ed., *Race and Class in Rural Brazil* (Unesco, 1952).
62. Charles Wagley, *An Introduction to Brazil* (New York, Columbia University Press, 1981).
- 63 à 65. Charles Wagley, ed., *Race and Class in Rural Brazil*.
66. Donald Pierson, *Negroes in Brazil*.
67. Charles Wagley, ed., *Race and Class in Rural Brazil*.
68. Herbert Klein, *op. cit.*
- 69 à 71. Charles Wagley, *Race and Class in Rural Brazil*.
74. Charles Wagley, *An Introduction to Brazil*; Florestan Fernandes, *op. cit.*
- 75 et 76. Donald Pierson, *op. cit.*
- 2^e section : *Antilles anglaises* (p. 107 à 112)
77. L'appellation de « Indes occidentales » (*West Indies*) a plusieurs acceptions. Elle est ici employée concernant la Jamaïque, la Trinité, et d'autres îles qui ont dans l'Histoire fait partie des Indes occidentales anglaises. Le terme est défini plus largement par certains auteurs — par exemple David Lowenthal, *West Indian Societies*, Ira Reid, *The Negro Immigrant* (New York : AMS Press, 1970).
78. Frank Wesley Pitman, *Slavery on British West India Plantations in the Eighteenth Century*, *Journal of Negro History*, octobre 1926 ; David Lowenthal, *op. cit.* ; Gwendolyn Midlo-Hall, *op. cit.*
79. Philip D. Curtin, *The Atlantic Slave Trade*.
80. Ulrich B. Phillips, *American Negro Slavery* ; David Lowenthal, *West Indian Societies*.
81. Frank Wesley Pitman, *op. cit.* ; Ulrich B. Phillips, *op. cit.* ; Gwendolyn Midlo Hall, *op. cit.*
82. Frank Wesley Pitman, *op. cit.* ; Claude Levy, *Slavery and the Emancipation Movement in Barbados, 1650-1833*, *Journal of Negro History*, janvier 1970.
83. Jerome S. Handler, *The Unappropriated People*.
84. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
85. Kenneth M. Stampp, *The Peculiar Institution* (New York : Vintage Books, 1956).
86. Eugene D. Genovese, *Roll, Jordan, Roll* (New York : Pantheon Books, 1974) ; Charles H. Wesley, *The Negro in the West Indies, Slavery and Freedom*, *Journal of Negro History*, janvier 1932 ; Douglas Hall, *Jamaica, Neither Slave Nor Free* ; Philip D. Curtin, *Two Jamaicas* (Atheneum, 1970).
87. Philip D. Curtin, *op. cit.* ; Douglas Hall, *Jamaica, op. cit.* ; Eric Williams, *The Negro in the Caribbean* (Negro Universities Press, 1971), Frank Wesley Pitman *The Emancipation of the Free Colored Population in the British Empire*, *Journal of Negro History*, avril 1934.
- 88 et 89. Frank Wesley Pitman, *op. cit.*, *Journal of Negro History*, octobre 1926 ; Jerome S. Handler, *op. cit.* ; Une situation analogue existait dans les Sociétés esclavagistes latines : voir Gwendolyn Midlo Hall, *op. cit.*
90. Philip D. Curtin, *op. cit.* ; David Lowenthal, *op. cit.*
91. Douglas Hall, *Jamaica, op. cit.* ; David Lowenthal, *op. cit.*
92. Douglas Hall, *Jamaica, op. cit.* ; Jerome S. Handler et Arnold A. SIO, Barbados

- Neither Slave Nor Free*; David Lowenthal, *West Indian Societies*; Jerome S. Handler, *The Unappropriated People*.
93. Jerome S. Handler et Arnold A. SIO, Barbados; Jerome S. Handler *The Unappropriated People*; David Lowenthal, *West Indian Societies*.
- 94 et 95. Jerome S. Handler et Arnold A. SIO, Barbados.
96. Douglas Hall, *op. cit.*; David Lowenthal, *op. cit.*
- 97 et 98. Douglas Hall, Jamaica.
- 99 à 101. Jerome S. Handler et Arnold A. SIO, *op. cit.*
102. Philip P. Curtin, *Two Jamaica*.
103. Virginia R. Dominguez, *From Neighbor to Stranger : The Dilemma of Caribbean Peoples in the United States* (Antilles Research Program, Yale University, 1975).
104. Ira Reid, *The Negro Immigrant* (AMS Press, 1970); US Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, From Colonial Times to 1970*.
105. Ira Reid, *The Negro Immigrant*.
106. Virginia Dominguez, *op. cit.*
107. Reed Ueda, West Indians, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, ed. Stephan Thernstrom, et al. (Belknap Press, 1980).
108. Ira Reid, *op. cit.*
109. Thomas Sowell, Three Black Histories, *Essays and Data on American Ethnic Groups*, ed. Thomas Sowell (The Urban Institute, 1978).
110. Reed Ueda, *op. cit.*
111. Nancy Foner, West Indians in New York City and London; A Comparative Analysis, *International Migration Review*, été 1979.
- 112 et 113. David Lowenthal, *op. cit.*
114. Jaime Santiago, One Step Forward, *Wilson Quarterly*, printemps 1980.

– 3^e section : *Afrique du Sud* (p. 112 à 125)

Les références les plus nombreuses sont à George M. Frederikson, *White Supremacy* (Oxford University Press, 1981). Les notes portent les numéros suivants : 115.- 116 à 130.- 133.- 135 à 137.- 140.- 144.- 146 et 147.- 152.- 155 et 156.- 160 et 161.- 173.- 174.- 198 et 199.- 202 à 205.- 208.- 224.-

Les autres ouvrages cités sont aux notes ci-après :

115. L. H. Gann et Peter Duignan, *South Africa* (Hoover Institution Press, 1978); George M. Frederikson, *White Supremacy*, W. H. Hutt *The Economics of the Colour Bar* (The Institute of Economic Affairs, 1964); Pierre L. van den Berghe, *South Africa* (University of California Press, 1965).
131. Pierre L. van den Berghe, *South Africa*.
132. W. H. Hutt, *The Economics of the Colour Bar*.
134. W. H. Hutt, *op. cit.*
135. G. M. Frederikson, *op. cit.*; W. H. Hutt, *op. cit.*; P. L. van den Berghe, *op. cit.*
138. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
139. W. H. Hutt, *op. cit.*
141. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
- 142 et 143. W. H. Hutt, *op. cit.*
145. W. H. Hutt, *op. cit.*
148. T. R. H. Davenport, *South Africa* 2^e éd. (University of Toronto Press, 1977).
149. W. H. Hutt, *op. cit.*, Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*; L. H. Gann et Peter Duignan, *op. cit.*

150. W. H. Hutt, *op. cit.*
151. P. L. van den Berghe, *op. cit.* ; W. H. Hutt, *op. cit.*
- 153 et 154. W. H. Hutt, *op. cit.*
157. W. H. Hutt, *op. cit.*
158. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
159. W. H. Hutt, *op. cit.*
162. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
- 164 et 165. W. H. Hutt, *op. cit.*
166. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
167. W. H. Hutt, *op. cit.* ; P. L. van den Berghe, *op. cit.*
- 168 et 169. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.* ; W. H. Hutt, *op. cit.*
- 170 et 171. *Ibid.*
172. Study Commission on US Policy Toward South Africa, *South Africa : Time Running Out* (Berkeley : University of California Press, 1981).
- 175 à 177. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
178. Cynthia Enloe, *Police, Military and Ethnicity* (Transaction Books, 1980) ; L. H. Gann et Peter Duignan, *op. cit.*
- 179 et 180. Cynthia Enloe, *op. cit.*
181. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
182. Joseph Lloyd, Anxiety Over Apartheid, *New York Times Magazine*, 19 avril 1981.
183. W. H. Hutt, *op. cit.* ; Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
184. W. H. Hutt, *op. cit.*
- 185 à 188. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
189. W. H. Hutt, *op. cit.* ; Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
- 190 et 191. L. H. Gann et Peter Duignan, *op. cit.*
192. Education for Blacks, *South African Digest*, 1^{er} août 1980.
193. *South African Digest*, 3 octobre 1980.
- 194 à 196. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
197. Study Commission on US Policy Toward Southern Africa, *South Africa : Time Running Out*.
- 200 et 201. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
- 202 à 205. George M. Frederickson, *op. cit.* ; Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
206. W. H. Hutt, *op. cit.* ; Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
- 207 et 209. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
210. Thomas Sowell, *Ethnic America* ; Stephan Birmingham, *Certain People* ; Gunnar Myrdal, *An American Dilemma*.
211. E. Franklin Frazier, *Black Bourgeoisie* ; Stephen Birmingham, *Certain People* (Little, Brown and Co., 1977).
212. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
213. *Ibid.* ; W. H. Hutt, *op. cit.*
- 214 à 215. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
216. *Idid.* ; W. H. Hutt, *op. cit.*
217. Alvin Rabushka et Kenneth A. Shepsle, *Politics in Plural Societies : A Theory of Democratic Instability*.
218. Pierre L. van den Berghe, *op. cit.*
219. Alvin Rabushka et Kenneth A. Shepsle, *op. cit.*
- 220 à 222. L. H. Gann et Peter Duignan, *op. cit.*
223. Joseph Lloyd, Anxiety Over Apartheid, *New York Times Magazine*, 19 avril 1981.

– 4^e section : Etats-Unis - l'ère de l'esclavage (p. 125 à 135)

Les références les plus nombreuses sont à : Ira Berlin, *Time, Space and the Evolution of Afro-American Society on British Mainland North America*, *American Historical Review*, février 1980. Les notes portent les numéros suivants : 239 et 240.-246 et 247.-280 à 283.- 284.- 292 à 294.

Les autres ouvrages cités sont aux notes ci-après :

224. George Frederickson, *White Supremacy*.
- 225 à 228. Thomas C. Holt, Afro-Americans, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, Stephan Thernstrom, et al. (Belknap Press, 1980).
229. US Bureau of the Census, *Current Population Reports* Series P-23, n° 80, (Government Printing Office).
230. Thomas C. Holt, *op. cit.*
- 231 à 233. Robert W. Fogel et Stanley L. Engerman, *Time on the Cross* (Boston : Little, Brown and Co., 1974).
234. Thomas C. Holt, *op. cit.*
- 235 et 236. US Bureau of the Census, *Current Population Reports*.
237. Ulrich B. Phillips, *The Slave Economy of the Old South* (Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1968).
238. US Bureau of the Census, *The Social and Economic Status of the Black Population of the United States : An Historical View, 1790-1978*.
241. Robert W. Fogel et Stanley L. Engerman, *op. cit.*
242. Kenneth M. Stampp, *The Peculiar Institution* (New York : Vintage Books, 1956).
243. US Bureau of the Census, *Current Population Reports* (P-23, n° 80).
- 244 et 245. George M. Frederickson, *White Supremacy*.
- 248 à 251. George M. Frederickson, *op. cit.*
252. US Bureau of the Census, *op. cit.*
253. Carl Kelsey, *The Evolution of Negro Labor*, *The Annals of the American Academy*, Vol. XXI (1^{er} semestre 1903) ; Frederick Law Olmsted, *The Cotton Kingdom* (Modern Library, 1969) ; Eugene D. Genovese, *Roll, Jordan, Roll*.
254. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
255. US Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, From Colonial Times to 1970* (Government Printing Office, 1975).
- 256 à 258. Alexis de Tocqueville, *Democracy in America* (Alfred Knopf, 1945).
- 259 et 260. Frederick Law Olmsted, *The Cotton Kingdom*.
261. Ulrich B. Phillips, *op. cit.*
- 262 et 263. W. J. Cash, *The Mind of the South* (Vintage Press, 1967).
264. US Bureau of the Census, *The Social and Economic Status of the Black Population of the United States : An Historical View, 1790-1978*.
265. Robert W. Fogel et Stanley L. Engerman, *op. cit.*
266. Herbert G. Gutman, *The Black Family in Slavery and Freedom, 1750-1925* (New York, Vintage Books, 1977).
267. Leon F. Litwack, *Been in the Storm So Long* (Alfred A. Knopf, 1979).
- 268 et 269. Herbert G. Gutman, *op. cit.*
270. US Bureau of the Census, *The Social and Economic Status of the Black... 1790-1978*, *op. cit.*
271. US Bureau of the Census, *Current Population Reports*, *op. cit.*
272. US Bureau of the Census, *Negro Population 1790-1915* (Washington : Government Printing Office, 1918).

273. Robert W. Fogel et Stanley Engerman, *op. cit.* ; Wilbur Zelinsky, The Population Geography of the Free Negro in Ante-Bellum America, *Population Studies*, mars 1950.
- 274 et 275. Thomas Sowell, *Race and Economics* (David McKay Co., 1975) ; et Three Black Stories, *op. cit.*
276. Horace Mann Bond, The Negro Scholar and Professional in America, *The American Negro Reference Book*, ed. John P. Davis (Prentice-Hall, 1970).
- 277 et 278. Thomas Sowell, Three Black Stories, *op. cit.*
- 280 à 282. Ira Berlin, *Slaves Without Masters* (Pantheon, 1974).
283. James E. Winston, The Free Negro in New Orleans, 1803-1860, *Louisiana Historical Quarterly*, octobre 1938.
284. Ira Berlin, *Slaves Without Masters*.
285. E. Franklin Frazier, *The Negro in the United States*.
286. Carter G. Woodson, *The Education of the Negro Prior to 1961* (Arno Press, 1968).
287. E. Horace Fitchett, The Origin and Growth of the Free Negro Population of Charleston, South Carolina, *Journal of Negro History*, octobre 1941.
288. David C. Rankin, The Impact of the Civil War on the Free Colored Community of New Orleans, *Perspectives in American History*, vol. XI (1977-78).
289. Calculé d'après *The Seventh Census of the United States : 1850* (Robert Armstrong, Public Printer, 1853).
290. US Bureau of the Census, *Historical Statistics... Colonial Times to 1970*.
291. Wilbur Zelinsky, The Population Geography of the Free Negro in Ante-Bellum America, *op. cit.* ; Bureau of Census, *Historical Statistics... to 1970*.
- 292 à 294. Ira Berlin, *Slaves Without Masters*.
295. E. Franklin Frazier, Race Contacts and the Social Structure, *E. Franklin Frazier on Race Relations*, ed. G. Franklin Edwards (Chicago : University of Chicago Press, 1968).
- 296 à 298. Thomas Sowell, Three Black Stories *op. cit.*, et Patterns of Black Excellence, *The Public Interest*, printemps 1956.
299. Benjamin Brawley, *A Social History of the American Negro* (Collier Books, 1970).
- 5^e section : *Etats Unis après l'Emancipation* (p. 135 à 139)
300. US Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*.
301. Gilbert Osofsky, *Harlem : The making of a Ghetto* (New York, Harper and Row, 1966) ; St Clair Drake et Horace B. Cayton, *Black Metropolis*, Vol. I (New York : Harcourt, Brace and World ; 1970) ; Allen H. Spear, *Black Chicago* (University of Chicago Press, 1967) ; David M. Katzman, *Before the Ghetto* (Urbana : University of Illinois Press, 1975) ; W. F. B. DuBois, *The Philadelphia Negro* (New York : Schocken Books, 1967) ; Kenneth L. Kusmer, *A Ghetto Takes Shape* (Urbana, University of Illinois Press, 1978).
302. David M. Katzman, *Before the Ghetto*.
303. W. F. B. DuBois, *The Philadelphia Negro*.
304. Thomas Sowell, Three Black Histories, *op. cit.*
305. Thomas Sowell, *Markets and Minorities*. Kenneth L. Kusmer, *A Ghetto takes Shape*.
306. Thomas Sowell, Three Black Histories.
307. Karl E. Taeuber, The Negro Population in the United States, *The American Negro Reference Book*, ed. John P. Davis (Prentice-Hall, 1970).
308. Kenneth L. Kusmer, *op. cit.*

309. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
310. Florette Henri, *Black Migration : Movement North, 1900-1920* (New York : Anchor Books).
311. St Clair Drake et Horace B. Cayton, *Black Metropolis* ; Benjamin Brawley, *op. cit.*
312. Stephen Birmingham ; *Certain People* ; Jeffrey S. Goroock, *When Harlem was Jewish, 1870-1930* (New York : Columbia University Press, 1979).
- 313 à 315. Kenneth L. Kusmer, *op. cit.*
316. Thomas Sowell, *Markets and Minorities* ; Florette Henri, *op. cit.*
317. Florette Henri, *op. cit.*
318. Thomas Sowell, Three Black Histories.
319. Emma Lou Thornbrough, Introduction, *Booker T. Washington* (Prentice-Hall, Inc., 1969) ; Louis R. Harlan, *Booker T. Washington* (Oxford University Press, 1962).
320. Elliot M. Rudwick, *W. E. B. DuBois* (New York : Atheneum, 1969).
- 321 et 322. Booker T. Washington, et al., *Three Negro Classics* (New York : Avon Books, 1969).
323. Thomas Sowell, Three Black Histories ; Elliot M. Rudwick, *op. cit.*
324. Stephen Birmingham, *op. cit.*
325. US Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*.
326. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
327. Daniel O. Price, *Changing Characteristics of the Negro Population* (Washington ; Government Printing Office, 1969).
328. Philip M. Hauser, Demographic Factors in the Integration of the Negro, *Daedalus*, automne 1965.
329. US Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*.
330. Thomas Sowell, Three Black Histories.
331. Ben J. Wattenberg, *The Real America* (New York : Doubleday, 1974).
332. Thomas Sowell, ed., *Essays and Data on American Ethnic Groups* ; US Bureau of the Census, *Current Population Reports, Série P-20, n° 224*.

CHAPITRE 5 - PERSPECTIVE INTERNATIONALE

– 1^{re} section : Différences des groupes (p. 143 à 157)

1. Carrol C. Calkins, ed., *The Story of America* (The Reader's Digest Association, 1975).
2. Virginia Brainard Kunz, *The Germans in America* (Minneapolis : Lerner Publications Co., 1966) ; Daniel Boorstin, *The Americans*, Vol. I (New York : Random House, 1958).
3. Emilio Willems, Brazil, *The Positive Contribution by Immigrants* (UNESCO, 1955).
4. Pierre L. van den Berghe, *South Africa* (University of California Press, 1965).
5. US Bureau of the Census, *Current Population Reports* ; Leo A. Grebler, et al. *The Mexican American People* (New York : The Free Press, 1970).
6. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *Economic Development in Southeast Asia* (Hoover Institution Press, 1980).
- 7 et 8. National Research Council, *Science, Engineering, and Humanities Doctorates in the United States* (National Academy of Sciences, 1980).

9. Carey McWilliams, The Borderlands are Invaded, *The Mexican Americans : An Awakening Minority*, ed. Manual P. Servin (Glencoe Press, 1970).
- 10 et 11. National Research Council, *op. cit.*
12. National Research Council, *Summary Report : 1980 Doctorates from United States Universities* (National Academy Press, 1981).
13. William H. Whyte, Jr, *The Organization Man* (New York : Simon & Schuster, 1956).
14. National Research Council, *Summary Report : 1980* etc.
15. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.* ; Thomas Sowell *Affirmative Action Reconsidered* (American Enterprise Institute, 1975) ; Jessie Bernard *Academic Women* (Pennsylvania State University Press, 1964).
16. College Entrance Examination Board, *Profiles, College-Bound Seniors, 1981* ; voir aussi Lucy W. Sells, *Leverage for Equal Opportunity through Mastery of Mathematics, Women and Minorities in Science*, édité par Sheila M. Humphreys (Westview Press, 1982).
- 17 et 18. Race, Class, and Scores, *New York Times*, 24 octobre 1982 ; College Entrance Examination Board, *Profiles, College-Bound Seniors, 1981*.
19. Pierre L. van den Berghe, *Race and Racism* (New York : John Wiley & Sons, 1978) ; voir aussi Carl N. Degler, *Neither Black nor White* (Macmillan Publishing Co., Inc., 1971).
20. George M. Frederickson, *White Supremacy* (Oxford University Press, 1981) ; Pierre L. van den Berghe, *Race and Racism* (University of California Press, 1965).
21. Frederick Law Olmsted, *The Cotton Kingdom* (Modern Library, 1969).
22. Edward C. Banfield, *The Unheavenly City* (Little, Brown and Co., 1970) ; Carl Kelsey, The Evolution of Negro Labor, *The Annals of American Academy of Political and Social Science* (janvier-juin 1903) ; W. E. B. DuBois, *The Philadelphia Negro* (Schocken Books, 1967) ; Booker T. Washington, *The Future of the American Negro* (Boston : Small, Maynard & Company, 1900).
23. Florestan Fernandes, *The Negro in Brazilian Society* (New York : Columbia University, 1969) ; Carl Kelsey, *op. cit.*
24. E. Franklin Frazier, *Black Bourgeoisie* (The Free Press, 1962).
25. Florestan Fernandes, *op. cit.*
26. Ira Reid, *The Negro Immigrant* (A.M.S. Press, 1970).
27. Florestan Fernandes, *op. cit.* ; W. E. B. DuBois, *op. cit.*
28. *Ibid.*
29. Stephen Birmingham, *Certain People* (Little, Brown and Co., 1977).
30. Thomas Sowell, Three Black Histories, *Essays and Data on American Ethnic Groups* ; Audrey M. Schvey, *The Testing of Negro Intelligence* 2d edition (New York : Social Science Press, 1966).
- 31 et 32. Pierre L. van den Berghe, *Race and Racism* ; du même : *South Africa*.
33. George M. Frederickson, *op. cit.*
34. Carl N. Degler, *op. cit.*
35. William L. Westermann, *The Slave Systems of Greek and Roman Antiquity* (Philadelphia : The American Philosophical Society, 1955).
36. Arthur R. Jensen, Selection of Minority Students in Higher Education *University of Toledo Law Review*, printemps-été 1970 ; du même : *Straight Talk About Mental Tests* (New York : The Free Press, 1981).
37. Arthur R. Jensen, How Much Can We Boost I.Q. and Scholastic Achievement, *Harvard Educational Review*, hiver 1969.
38. Sandra Scarr et Richard A. Weinberg, I.Q. Test Performance of Black Children

- Adopted by White Families, *American Psychologist*, octobre 1976. Cf. critique par Arthur Jensen, *Straight Talk about Mental Tests*.
- 39 et 40. Thomas Sowell, Race and I.Q. Reconsidered, *Essays and Data on American Ethnic Groups*.
41. Techniquement, « chevauchement » « désigne la proportion dans laquelle un groupe obtient des notes plus élevées que la moyenne des résultats de l'autre groupe. Avec cette définition, deux groupes présentant une distribution *identique* des notes obtenues « chevaucheraient » seulement de 50 %.
42. Carl Brigham, *A Study of American Intelligence* (Princeton University Press, 1923).
43. Thomas Sowell, Race and I.Q. Reconsidered.
44. Richard Lynn, I.Q. in Japan and the United States Shows a Growing Disparity *Science*, 20 mai 1982.
45. Thomas Sowell, Assumptions versus History in Ethnic Education, *Teachers College Record*, automne 1981.
46. John C. Leohlin, Gardner Lindzey et J. N. Spuhler, *Race Differences in Intelligence* (San Francisco : W. H. Freeman and Co., 1975).

– 2^e section : *Migrations* (p. 158 à 170)

Les références les plus nombreuses sont à : Philip Taylor, *The Distant Magnet* (Harper and Row, 1971). Les notes portent les numéros suivants : 47, 60 et 61, 63 à 66, 69 et 70, 72, 76, 83, 89 et 90, 96 et 97, 103.

Les autres ouvrages cités sont aux notes ci-après :

48. Kathleen Neils Conzen, *Immigrant Milwaukee 1836-1860* (Harvard University Press, 1976).
- 49 à 52. Yasuo Wakatsuki, Japanese Emigration to the United States, 1866-1924, *Perspectives in American History* Vol. XII (1979).
53. Jack Chen, *The Chinese of America* (San Francisco, Harper & Row, 1980).
54. Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia* (Oxford University Press, 1980).
55. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *Economic Development in Southeast Asia* (Hoover Institution Press, 1980).
56. Victor Purcell, *op. cit.*
57. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.*
58. Victor Purcell, *op. cit.*
59. Robert F. Foerster, *The Italian Emigration of Our Times* (Arno Press, 1969) ; Joseph Lopreato, *Italian Americans* (Random House, 1970) ; Humbert S. Nelli, Italians in Urban America, *The Italian Experience in the United States*, ed. S. M. Tomasi et M. H. Engel ; William Foote Whyte, *Street Corner Society* (University of Chicago Press, 1955) ; Nathan Glazer et Daniel Patrick Moynihan, *Beyond the Melting Pot* (MIT Press, 1963) ; Luciane J. Iorizzo et Salvatore Mondello, *The Italian Americans* (Twayne Publishers, Inc., 1971).
62. Victor Purcell, *op. cit.* ; Chitoshi Yanaga, *Japan since Perry* (Hamden Ct. : Archon Books, 1976).
67. Maldwyn Allen Jones, *American Immigration* (University of Chicago Press, 1960).
68. Marcus Lee Hansen, *The Atlantic Migration* (Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1957).
71. Oliver MacDonagh, The Irish Famine Emigration to the United States, *Perspectives in American History*, Vol. X (1976).
73. Maldwyn Allen Jones, *op. cit.*

75. W. E. B. DuBois, *The Philadelphia Negro*.
77. Abbot Emerson Smith, *Colonists in Bondage* (Magnolia, Maine : Peter Smith, 1965).
78. Jack Chen, *op. cit.*
- 77 à 81. Maldwyn Allen Jones, *op. cit.*
82. Oscar Handlin, *Race and Nationality in American Life*.
84. Karl E. Taeuber et Alma F. Taeuber, The Negro Population in the United States, *The American Negro Reference Book*, ed. John P. Davis (Prentice-Hall, Inc., février 1970).
85. Oliver MacDonagh, *op. cit.*
- 86 à 88. Stanley Feldstein et Lawrence Costello, *The Ordeal of Assimilation* (Anchor Books, 1974).
91. William Petersen, Chinese Americans and Japanese Americans, *Essays and Data on American Ethnic Groups*.
92. Karl E. Taeuber et Alma F. Taeuber, *op. cit.*
93. L. H. Gann et Peter Duignan, *South Africa : War, Revolution, or Peace ?* (Stanford, Hoover Institution Press, 1978).
94. Charles S. Johnson, How Much Is the Migration a Flight from Persecution ? *The Black Community in Modern America*, eds. A Meier et E. Rudwick, Vol. II (New York : Atheneum, 1969).
95. Voir par exemple Maldwyn Allen Jones, *op. cit.*
98. Ibid.
99. Oscar Handlin, *The Newcomers* (Garden City : Anchor Books, 1962).
100. Lennox A. Mills, *Southeast Asia* (Minneapolis : University of Minnesota Press, 1964).
101. Jack Chen, *op. cit.*
102. Robert F. Foerster, *op. cit.*
104. Joseph Lopreato, *op. cit.*
105. Robert F. Foerster, *op. cit.*
106. Solomon Grayzel, *A History of the Jews* (New York : New American Library, 1968).
- 107 et 108. Victor Purcell, *op. cit.*
109. Lennox A. Mills, *op. cit.*
110. US Bureau of the Census, *Current Population Reports*, Serie P-20, n° 213.
111. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
112. Joseph Lopreato, *op. cit.*
113. Maldwyn Allen Jones, *op. cit.*
- 114 à 118. Barry Chiswick, The Economic Progress of Immigrants : Some Apparently Universal Patterns, *Contemporary Economic Problems*, ed. William Fellner (American Enterprise Institute, 1979).
- 119 et 120. Victor Purcell, *op. cit.*
- 121 et 122. Stephen H. Haliczer, The Castilian Urban Patriciate and the Jewish Expulsions in 1492, *American Historical Review*, février 1973.
- 123 à 125. Victor Purcell, *op. cit.*
- 126 et 127. Solomon Grayzel, *A History of the Jews*.
128. Joseph P. Fitzpatrick, *Puerto Rican Americans* (Engelwood Cliffs : Prentice-Hall, Inc., 1971).
129. Stephan Thernstrom, *The Other Bostonians* (Harvard University, 1973).
130. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
131. Kenneth Kusmer, *A Ghetto Takes Shape* (University of Illinois Press, 1973).

132. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *op. cit.* ; Thomas Sowell *Weber and Bakke and the Presuppositions of Affirmative Action*, *Wayne Law Review*, juillet 1980.
133. Edward C. Banfield, *The Moral Basis of a Backward Society* (The Free Press, 1958).
134. F. Ray Marshall, Allan M. Cartter, et Allan G. King, *Labor Economics* (Homewood : Richard D. Irwin, Inc., 1976).
135. P. T. Bauer, Regulated Wages in Underdeveloped Countries *The Public Stake in Union Power*, ed. Philip D. Bradley (Charlottesville : University of Virginia Press, 1959).
136. L. H. Gann et Peter Duignan, *op. cit.*
137. David Caplovitz, *The Poor Pay More* (The Free Press, 1967).
138. Voir Thomas Sowell, *Race and Economics* (New York : David McKay Co., 1975) ; Walter E. Williams, Why the Poor Pay More : An Alternative Explanation, *Social Science Quarterly*, septembre 1973.
139. Thomas Sowell, Ethnicity in a Changing America, *Daedalus*, hiver 1978.
140. Allan Nevins et Henry Steele Commager, *A Short History of the United States* (Modern Library, 1969).
141. George M. Frederickson, *op. cit.*
142. Thomas Sowell Three Black Histories ; Carter G. Woodson, *The Education of the Negro Prior to 1860* (New York : Arno Press, 1968) ; Leon F. Litwack, *North of Slavery* (University of Chicago Press, 1961).
143. John Hope Franklin, *From Slavery to Freedom* (University of Chicago Press, 1961).
144. Lennox A. Mills, *Southeast Asia* ; Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia*.
145. Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions* (New York : Basic Books, Inc., 1961).
146. Alec Nove, *The Soviet Economy* (New York : Frederick A. Praeger, 1961).
- 147 et 148. Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions*.
149. Robert F. Foerster, *op. cit.*
150. US Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States : Colonial Times to 1957* (Government Printing Office, 1960) ; Victor Purcell, *op. cit.*
151. Nathan Glazer et D. P. Moynihan, *Beyond the Melting Pot*.
152. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
153. Victor Purcell, *op. cit.* ; Lennox A. Mills, *op. cit.* ; Betty Lee Sung, *The Story of the Chinese in America* (Collier Books, 1967).
154. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
155. Lennox A. Mills, *op. cit.* ; Victor Purcell, *op. cit.*
156. Victor Purcell, *op. cit.*
157. *Daedalus*, 1978.
158. Lennox A. Mills, *op. cit.*
159. Ivan A. Light et Charles Choy Wong, Protest or Work : Dilemmas of the Tourist Industries in Chinatown, *American Journal of Sociology*, mai 1975.
160. Victor Purcell, *op. cit.* ; Lennox A. Mills, *op. cit.*
161. Robert Higgs, Landless by Law : Japanese Immigrants in California Agriculture to 1941, *Journal of Economic History*, mars 1978.
162. De fait, Milton Friedman a critiqué l'idée que les chefs d'entreprises pratiquent l'altruisme. Voir Milton Friedman, *Capitalism and Freedom* (University of Chicago Press, 1962).
163. Adam Smith, *The Wealth of Nations* (New York, Modern Library, 1937).
164. Louis Wirth, *The Ghetto* (Chicago ; University of Chicago Press, 1956).
- 165 et 166. Robert Higgs, *Competition and Coercion* (Cambridge University Press, 1977).
167. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
- 168 à 170. Robert Higgs, *op. cit.*

- 171 et 172. George M. Frederickson, *op. cit.*
173. Voir par exemple Albert D. Kirwan, *Revolt of the Rednecks* (New York : Harper & Row, 1965).
174. Jack Chen, *op. cit.* ; Roger Daniels *The Politics of Prejudice* (Berkeley : University of California Press, 1962).
175. W. H. Hutt, *The Economics of the Colour Bar* (The Institute of Economic Affairs, 1964).
176. Pierre L. van den Bergh, *South Africa*.
177. W. H. Hutt, *op. cit.*
178. J. C. Furnas, *The Americans* (G. P. Putnam's Sons, 1969).
179. Robert F. Foerster, *op. cit.*
180. Douglas Henry Daniels, *Pioneer Urbanites* (Philadelphia : Temple University Press, 1980).
181. Voir, par exemple, John Stephens Durham, *The Labor Unions and the Negro*, *The Atlantic Monthly*, février 1898.
182. W. H. Hutt, *op. cit.*
183. Voir, par exemple, Gunnar Myrdal, *An American Dilemma* ; Walter White, *A Man Called White* (Bloomington ; Indiana University Press, 1948).
- 184 à 187. W. H. Hutt, *op. cit.*
188. Douglas Henry Daniels, *Pioneer Urbanites*.

CHAPITRE 6 - L'EXPÉRIENCE AMÉRICAINE

Dans les notes ci-après, le mot (Census) remplace la référence fréquente à : US Bureau of the Census (Washington, US Government Printing Office).

1. (Census) *1970 Census of Population*
2. Richard A. Aesterlin, « Immigration Social Characteristics », *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*, ed. Stephan Thernstrom et al. (Belknap Press, 1980).
3. David Ward, « Immigration Settlement Patterns », *Harvard Encyclopedia op. cit.*
4. (Census) *Current Population Reports P-20, 1973. Reflections of America: Commemorating the Statistical Abstract Centennial* (Government Printing Office, 1980).
5. (Census) *Current Population Reports P-23 n° 116*.
6. L'insuffisante connaissance des faits est un facteur non négligeable. Par exemple, alors que seulement 7 % des Nègres Américains se font enregistrer comme ayant des ancêtres racialement divers, il est patent d'après de nombreuses études historiques, biologiques et autres, que la *pluioart* des Nègres Américains sont d'ascendance mixte ; mais d'ordinaire, beaucoup trop loin dans le passé pour que les « Noirs » d'aujourd'hui en aient spécifiquement connaissance.
7. (Census) *Current Population Reports, P-23*.
8. Carl Wittke, *We Who Built America (The Press of Case Western Reserve University, 1967)* ; Thomas Sowell, *Ethnic America* (New York: Basic Books, Inc., 1981).
9. Nathan Glazer et Daniel Patrick Moynihan, *Beyond the Melting Pot* (M.I.T. Press, 1963).
10. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
- 11 à 13. Thomas Sowell, « Race and IQ Reconsidered », *Essays and Data on American Ethnic Groups*.
14. Andrew M. Greeley, *That Most Distressful Nation* (Quadrangle Books, 1972).

15. (Census) *Current Population Records*, (P-20, 1971).
16. Les données pour 1977 proviennent de: *Statistical Abstract of the United States* (Census, 1980); de *Current Population Reports*, P-20; de *Social Indicators III* (Census, 1980).

Les données pour 1979 sont déduites de diverses façons suivant les groupes. Les revenus spécifiques sont tous énumérés dans *Essays and Data op. cit.*; Les pourcentages de revenus (par foyer) pour les Japonais, Chinois, Philippins, Portoricains et Américains sont basés sur les revenus pour 1969 calculés à partir de *Census Public Use Sample* de 1970; en se servant de la moyenne nationale des Etats-Unis, d'après la même source et avec la même méthode. Les pourcentages pour les familles juives ont été évalués à partir des données brutes fournies par le *National Jewish Population Survey*, insérées au tableau en se servant des mêmes définitions que pour les groupes ci-dessus, et de la moyenne nationale pour les Etats-Unis. Aucune donnée n'était disponible pour 1969 quant aux revenus des familles polonaises, italiennes, allemandes, irlandaises et mexicaines, mais ces données pour 1968 et pour 1970 figuraient dans les *Current Population Reports*, Série P-20. Les pourcentages de revenu familial pour ces cinq groupes ont été calculés en utilisant le revenu familial moyen national figurant dans les mêmes documents du Census que les revenus par groupes. Une moyenne des pourcentages de 1968 et de 1970 a fourni une estimation pour 1969, du revenu familial en pourcentage dans les cinq groupes considérés.

– 1^{re} section : *Les différences économiques* (p. 200 à 207)

17. (Census), *Current Population Reports* (Série P-20, 1971); et (Série P-23, 1971).
18. Thomas Sowell, « Three Black Histories », *Essays and Data op. cit.*
19. Jack Chen, *The Chinese of America*; Roger Daniels, *Concentration Camps: U.S.A.* (New York: Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1972).
- 20 et 21. Thomas Sowell, ed. *Essays and Data. op. cit.*
22. Harold J. Laski, *The American Democracy* (New York: Viking Press, 1949).
23. Everett C. Ladd, Jr, et Seymour Martin Lipset, *The Divided Academy* (New York: McGraw-Hill, 1975).
24. Harry H. L. Kitano, *Japanese Americans* (Englewood Cliffs: Prentice-Hall, Inc., 1969).
25. Thomas Sowell, « Ethnicity in a Changing America », *Daedalus*, Hiver 1978.
26. Akemi Kihumura et Harry H. L. Kitano, Interracial Marriage : a Picture of the Japanese Americans, *Journal of Social Issues*, n° 2, 1973.
27. David M. Heer, Intermarriage, *Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups*.
28. Akemi Kihumura et Harry H. L. Kitano, *op. cit.*
29. Gene N. Levine et Darrel M. Montero, Socioeconomic Mobility among Three Generations of Japanese Americans, *Journal of Social Issues*, n° 2, 1973.
30. Betty Lee Sung, *The Story of the Chinese in America* (Collier Books, 1967).
31. David M. Heer, Intermarriage, *op. cit.*
32. Nathan Glazer, *Affirmative Discrimination* (New York : Basic Books, 1975).
33. Stanley Lieberson, *Ethnic Patterns in American Cities* (Glencoe : The Free Press, 1963).
34. Oscar Handlin, *Boston's Immigrants* (Atheneum, 1970).
35. (Census) *Current Population Reports* (P-20, 1971).
- 36 à 38. Thomas Sowell, ed., *Essays and Data... op. cit.*
39. (Census) *Current Population Reports* (P-20, 1971).

40. Les données pour les Amérindiens, Noirs, Chinois et Japonais proviennent du US *Census of Population, 1970, Subject Reports*, PC(2) 1F, 1B, 1G respectivement. Celles concernant les Portoricains et les Mexicains viennent de *Current Population Reports* P-20, n° 213. Les autres données par « groupes entiers » viennent de *Current Population Reports*, P-20, n° 221, dont les indications sur les ascendances « russes » sont empruntées pour tenir lieu des « juives ». Les données concernant les « gagneurs de revenus » et les « chefs de famille » viennent du *Census Public Use Sample*, et sont publiées dans Thomas Sowell, ed., *Essays and Data on American Ethnic Groups*.
41. (Census) *Public Use Sample*, 1970.
42. Thomas Sowell, ed., *Essays and Data... op. cit.*
- 43 à 45. (Census) *Current Population Reports*, Série P-23, n° 38 (1971), série P-23, n° 42 (1972) et n° 46.
46. (Census) *Historical Statistics of the United States, From Colonial Times to 1970*.
- 47 et 48. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
49. (Census) *1970 Census of Population, Subject Reports*, PC(2)-1F.
50. (Census) *Current Population Reports*, P-23, n° 80.
51. Thomas Sowell, Assumptions versus History in Ethnic Education, *Teachers College Record*, Automne 1981. Voir aussi Diane Ravitch, *The Great School Wars* (New York : Basic Books, 1974).
52. Moses Rischin, *The Promised City* (Harvard University Press, 1967).
53. Ira Reid, *The Negro Immigrant* (A.M.S. Press, 1970).
54. Andrew M. Greeley, *That Most Distressful Nation*.
- 2^e section : *La structure familiale* (p. 207 à 223)
55. Peter Uhlenberg, Demographic Correlates of Group Achievement : Contrasting Patterns of Mexican-Americans and Japanese-Americans, *Race, Creed or National Origin* ed. Robert K. Yin (F.E. Peacock Publishers, 1973).
56. Thomas Sowell, *Markets and Minorities* (New York : Basic Books, 1981).
57. (Census) *Current Population Reports* (P- 20, n° 224, 1971).
58. William G. Bowen et T. Aldrich Finegan, *The Economics of Labor Force Participation* (Princeton University Press, 1969) ; des mêmes : *Employment and Training Report of the President* (Washington, US Government Printing Office, 1980).
59. Ces données provenant de sources hautement hétérogènes fournissent une esquisse plutôt qu'une image définitive. Les données concernant les Allemands, les Italiens et les Polonais viennent du (Census) *Current Population Reports* (P-20, n° 249, 1973). Celles relatives aux Noirs, Mexicains et Portoricains viennent de *Current Population Reports* (P-20, n° 224, 1971) ; celles sur les Amérindiens viennent de (Census) *1970 Census Population : Subject Reports* (PC(2) 1F, 1973). Les données sur les Chinois et les Japonais viennent de (Census) *1970 Census of Population : Subject Reports* (PC(2) 1G). Les données sur les Juifs et les Amérindiens sont chiffrées à partir de : Thomas Sowell, ed., *Essays and Data on American Ethnic Groups*.
60. (Census) *Current Population Reports* (P-20, n° 372, 1982).
61. (Census) *Social Indicators III* (1980).
62. Richard B. Freeman, *Black Elite* (New York : McGraw-Hill, 1976).
63. Stephen Steinberg, *The Ethnic Myth* (Atheneum, 1981).
- 64 et 65. Leo Grebler, Jean W. Moore, Ralph C. Guzman, *The Mexican-American People* (The Free Press, 1970).
- 66 à 70. Thomas Sowell, *Three Black Histories* ; du même : *Essays and Data op. cit.*

71. (Census) *Current Population Reports* (P-20, n° 226, 1971) ; 1970 *US Census, Public Use Sample*.
72. Robert Higgs, Race, Skills and Earnings : American Immigrant in 1909, *Journal of Economic History*, juin 1971.
73. US Senate Commission on Immigration, *The Children of Immigrants in Schools* (Government Printing Office, 1911).
74. Diane Ravitch, *The Great School Wars*.
75. Thomas Sowell, Assumptions Versus History in Ethnic Education *Teachers College Records*.
- 76 et 77. (Census) *Current Population Reports* (P-20, n° 46).
78. Thomas Sowell, Ethnicity in a Changing America, *Daedalus*, Hiver 1978.
79. Stanford M. Lyman, *Chinese Americans* (Random House, 1954).
80. Thomas Sowell, Affirmative Action Reconsidered (American Enterprise Institute, 1975).
81. Thomas Sowell, Black Education : Myths and Tragedies (David McKay Co., 1972).
82. E. Franklin Frazier, *Black Bourgeoisie* (The Free Press, 1962) ; Christopher Jenks et David Riesman, The American Negro College, *Harvard Educational Review*, Hiver 1967 ; Thomas Sowell, *Black Education : Myths and Tragedies*.
83. Clifford A. Hauberg, *Puerto Rico and the Puerto Ricans* (New York : Hippocrene Books, Inc., 1974) ; Thomas Sowell, *Ethnic America*.
84. Joseph P. Fitzpatrick, *Puerto Rican Americans* (Prentice-Hall, 1971).
85. Thomas Sowell, *Affirmative Action Reconsidered*.
- 86 à 88. National Research Council *Summary Report 1980 : Doctorate Recipients from United States Universities* (National Academy Press, 1981).
- 89 et 90. (Census) *1970 Census of Population : Subject Reports* (PC(2) 1G).
91. 1970 Census Public Use Sample.
- 92 à 94. Thomas Sowell, *Markets and Minorities* ; du même : *Ethnic America* ; du même : Three Black Histories.
95. Harry H. L. Kitano, *Japanese Americans*.
96. Ibid. ; Irving Howe, *World of Our Fathers* (Harcourt, Brace, Jovanovitch, 1976) ; Betty Lee Sung, *The Story of the Chinese in America*.
- 97 à 99. Thomas Sowell, Patterns of Black Excellence, *The Public Interest*, Printemps 1976. Du même : *Ethnic America*.
100. Betty Lee Sung, *op. cit.*
101. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
102. Daniel P. Moynihan, Employment, Income, and the Ordeal of the Negro Family *Daedalus*, Automne 1965.
103. (Census) *Current Population Reports* (P-23, n° 80).
104. Thomas Sowell *Weber and Bakke*, and the Presuppositions of Affirmative Action *Wayne Law Review*, juillet 1980.
105. Voir Tableau 6-2.
106. (Census) *Current Population Reports* (P-23, n° 80).
107. Voir Tableau 6-2.
108. Finis Welch, Economics of Affirmative Action, *The American Economic Review*, mai 1981.
109. (Census) *Current Population Reports* (P-23, 1980).
110. Thomas Sowell, *Affirmative Action Reconsidered*.
111. Martin Kilson, Black Social Classes and Intergenerational Policy, *The Public Interest*, Été 1981.
112. Lennox A. Mills, *Southeast Asia*.

- 113 et 114. James P. Smith et Finis Welch, *Race Differences in Earnings : A Survey and New Evidence* (Santa Monica : The Rand Corporation, 1978).
115. Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions* (Basic Books, Inc., 1980).
- 116 à 119. (Census) *Statistical Abstract of the United States, 1981*.
- 120 et 121. Danie Kubat, *The Politics of Immigration Policies* (New York : Center for Migration Studies, 1979).

CHAPITRE 7 - LE TIERS MONDE

- 1^{re} section : La démographie (p. 224 à 236)

1. Peter T. Bauer, *Equality, The Third World, and Economic Delusion* (Cambridge, Mass. Harvard University Press, 1981). (La traduction française de cet ouvrage, sous le titre : *Mirage égalitaire et Tiers Monde*, a paru en 1984 aux Presses Universitaires de France, collection « Libre Echange »).
- 2 et 3. *The World Almanac and Book of Facts, 191* (Newspaper Enterprise Association, Inc., 1981).
4. Maldwyn Allen Jones, *American Immigration* (University of Chicago Press, 1970).
5. Mark Jefferson, *Peopling the Argentine Pampa* (Port Washington, N. Y. : Kennikat Press, 1971).
6. Carl Wittke, *We Who Built America* (The Press of Case Western Reserve University, 1967).
- 7 à 10. Peter T. Bauer, *op. cit.*
11. (Census) *Historical Statistics of the United States, From Colonial Times to 1970*.
12. John Stuart Mill, *Autobiography of John Stuart Mill* (New York, Columbia University Press, 1944).
13. Thomas Sowell, *Ethnic America* (Basic Books, Inc., 1980).
14. Paul A. Ehrlich, *The Population Bomb* (New York : Ballantine Books, 1978).
15. Gertrude Himmelfarb, Introduction, Thomas Malthus, *On Population* (New York, Modern Library, 1960). Le premier recensement des Etats-Unis d'Amérique a eu lieu en 1790.
16. Peter T. Bauer, *op. cit.* ; L. H. Gann et Peter Duignan, *Burden of Empire* (Hoover Institution, 1977) ; Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia* (Oxford University Press, 2^e éd. 1980).
17. John Stuart Mill, *Principles of Political Economy*, éd. par W. J. Ashley (Londres : Longmans, Green and Co, 1909).
18. Voir, par exemple, Peter T. Bauer, *op. cit.* ; W. Howard et James F. Guyot, *Population, Politics and the Future of Southern Asia* (New York : Columbia University Press, 1973). Tout au long de ce dernier ouvrage, les faits quant à la population et aux aliments sont presque uniformément optimistes ; l'interprétation et les pronostics d'avenir presque uniformément pessimistes. C'est là une structure courante dans ce genre de littérature.
19. Paul Ehrlich *The Population Bomb*.
20. Michael P. Todaro, *Economic Development in the Third World* (New York : Longman, Inc., 1981).
21. Voir par exemple : Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions, op. cit.*
22. Peter T. Bauer, *op. cit.*

23. Ken Adelman, *The Great Black Hope*, *Harper's Magazine*, juillet 1981.
24. Peter T. Bauer, *op. cit.*
- 25 et 26. Robert L. Schuettinger, *Forty Centuries of Wage and Price Controls* (Washington, D.C. : The Heritage Foundation, 1979).
- 2^e section : *L'impérialisme* (p. 236 à 249)
27. L. H. Gann et Peter Duignan, *Burden of Empire*.
28. Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia*.
- 29 à 33. Adam Smith, *The Wealth of Nations* (New York : Modern Library, 1937).
- 34 à 36. David S. Landes, « Some Thoughts on the Nature of Economic Imperialism », *Journal of Economic History*, décembre 1961.
- 37 à 43. Karl Marx et Friedrich Engels, *Basic Writings on Politics and Philosophy*, ed. Lewis S. Feuer (Anchor Books, 1959).
44. Voir, par exemple, Horace B. Davis, « Nations, Colonies and Social Classes : The Position of Marx and Engels », *Science and Society*, Hiver 1965.
45. Voir, par exemple, Karl Marx, *Capital, A Critique of Political Economy, Vol. I : The Process of Capitalist Production* (Charles H. Kerr & Company, 1919) ; Karl Marx et Frederick Engels, *Basic Writings on Politics and Philosophy*, et *Selected Correspondence 1846-1895 : With Explanatory Notes*, trad. Dona Torr (International Publishers, 1942).
- 46 et 47. Karl Marx et Frederick Engels, *Selected Correspondence, op. cit. ; Basic Writings, op. cit.*
- 48 à 52. V. I. Lenin, *Imperialism : The Highest Stage of Capitalism* (New York : International Publishers, 1963).
53. (Census), *Historical Statistics of the United States, From Colonial Times to 1970*.
- 54 et 55. Kwame Nkrumah, *Neo-Colonialism ; The Last Stage of Imperialism* (New York : International Publishers, 1980).
- 56 à 61. Harry Magdoff, *The Age of Imperialism* (New York : Monthly Review Press, 1969).
- 62 à 68. Kwame Nkrumah, *op. cit.*
69. Karl Marx et Frederick Engels, *Basic Writing, op. cit.*
- 70 et 71. Kwame Nkrumah, *op. cit.*
72. Edward Gibbon, *The Decline and Fall of the Roman Empire*, Vol. I. (Modern Library).
- 73 et 74. Winston Churchill, *A History of the English-Speaking Peoples*, Vol. I., *The Birth of Britain* (New York : Bantam Book, 1974).
- 75 et 76. John Wachter, *The Coming of Rome* (New York, Charles Scribner's Sons, 1980).
- 77 et 78. Winston Churchill, *op. cit.* Cette race (venue de la Gaule Belgique) active, remuante, conquérante et dominatrice s'établit aisément et promptement partout où ses tribus pénétraient ; et elle aurait pu espérer un long avenir de puissance. Mais la lourde foulée des légions les avait suivies de près, et il leur fallut défendre le prix de leur conquête contre des hommes encore meilleurs, et des systèmes supérieurs de guerre et de gouvernement.
79. Winston Churchill, *ibid.*
80. John Wachter, *op. cit.*
- 81 à 84. Winston Churchill, *op. cit.*
85. William H. Harris et Judith S. Leven, eds., *The New Columbia Encyclopedia* (New York, Columbia University Press, 1975).
- 86 à 90. John Wachter, *op. cit.*

- 91 à 94. Winston Churchill, *op. cit.*
- 95 à 97. L. H. Gann et Peter Duignan, *Africa South of the Sahara* (Stanford : Hoover Institution Press, 1981).
- 98 à 101. Harold D. Driver, *Indians of North America* (University of Chicago Press, 1975).
- 102 et 103. L. H. Gann et Peter Duignan, *Burden of Empire*.
104. Seymour Martin Lipset, Racial and Ethnic Tensions in the Third World, *The Third World*, ed. W. Scott Thompson (San Francisco : Institute for Contemporary Studies, 1978).
105. Jane Pinchot, *The Mexicans in America* (Minneapolis, Lerner Publications, 1973).
106. Seymour Martin Lipset, *op. cit.*
- 107 et 108. L. H. Gann et Peter Duignan, *Burden of Empire*.
109. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
110. Philip D. Curtin, *The Atlantic Slave Trade* (Madison : University of Wisconsin Press, 1969).
- 111 et 112. Peter Duignan, *Africa South of the Sahara*.
113. Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia*.
114. Robert W. Fogel et Stanley L. Engerman, *Time on the Cross* (Boston, Little, Brown and Co., 1974).
115. L. H. Gann et Peter Duignan, *Burden of Empire*.
- 3^e section : *Développement économique* (p. 249 à 263)
116. Peter T. Bauer, *Equality, the Third World and Economic Delusion*.
117. Adam Smith, *The Wealth of Nations*.
- 118 et 119. Peter T. Bauer, *op. cit.*
120. *Hong Kong : Teacher's Guide for the Film* (Liberty Fund, Inc.) ; *The World Almanac and Book of Facts, 1981*.
121. Alvin Rabushka, *Hong Kong : A Study in Economic Freedom* (University of Chicago Press, 1979).
- 122 et 123. *Hong Kong : Teacher's Guide for the Film*.
124. Alvin Rabushka, *op. cit.*
- 125 et 126. David Livingstone *Livingstone's African Journal, 1853-1856*, Ed. I. Shapera (London : Chatto & Windus, 1963).
127. Thomas Sowell, *Ethnic America*.
- 128 et 129. Ray H. Whitbeck et Olive J. Thomas, *The Geographic Factor* (Port Washington, N. W. : Kennikat Press, 1970).
130. Peter T. Bauer et Basil S. Yamey, *The Economics of Under-Developed Countries* (The University of Chicago Press).
131. Paul Craig Roberts et Alvin Rabushka A Diagrammatic Exposition of an Economic Theory of Imperialism, *Public Choice*, Printemps 1973.
- 132 et 133. Charles O. Hucker, *China's Imperial Past* (Stanford University Press, 1975).
- 134 et 135. Carl K. Fisher, Facing Up to Africa's Food Crisis, *Foreign Affairs*, Automne 1982.
136. Yuan-li Wu et Chun-hsi Wu, *Economic Development in Southeast Asia* (Hoover Institution Press, 1980).
137. Gordon P. Means, *Malaysian Politics* (New York : New York University Press, 1970) ; voir aussi Bee-Lan Wang, Government Intervention in Ethnic Stratification ; Effects on the Distribution of Students Among Fields of Study *Comparative Education Review*, Vol. 21, 1977 ; Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia*.

- 138 et 139. Derek T. Healey, Development Policy : New Thinking About an Interpretation, *Journal of Economic Literature*, septembre 1972.
140. James Fallows, Indonesia : An Effort to Hold Together, *The Atlantic*, juin 1982.
141. Carl K. Fisher, Facing up to Africa's Food Crisis, *Foreign Affairs*.
142. Betty Lee Sung, *The Story of the Chinese in America* (New York, Collier Books, 1967).
143. Yasua Wakatsuki, Japanese Emigration to the United States, 1866-1924, *Perspectives in American History*, Vol. X, 1976.
144. Oliver MacDonagh, The Irish Famine Emigration to the United States, *Perspectives in American History*, Vol. XII, 1979.
145. Victor Purcell, *The Chinese in Southeast Asia*.
- 146 et 147. Michael P. Todaro, *Economic Development in the Third World* (New York, Longman, Inc., 1977).
148. Peter T. Bauer, *Equality, The Third World, and Economic Delusion*.
- 149 à 152. Carl K. Fisher, *op. cit.* Facing up to Africa's Food Crisis, *Foreign Affairs* automne 1982.
- 153 à 158. Ken Adelman, The Great Black Hope, *Harper's Magazine*, juillet 1981.
- 159 et 160. Michael P. Todaro, *op. cit.*
161. Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions*.

CHAPITRE 8 - LE PASSÉ ET L'AVENIR (p. 264 à 279)

1. Ulrich B. Phillips, *The Slave Economy of the Old South* (Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1968).
2. Oliver Wendell Holmes, Law and the Courts, (Droit et Tribunaux). Discours prononcé au dîner de l'Association de l'École de Droit de Harvard, à New York, le 15 février 1913.
3. Thomas Sowell, *Markets and Minorities* (New York, Basic Books, 1981).
4. Gerald D. Suttles, *The Social Order of the Slum* (University of Chicago Press, 1873) ; Stephen Birmingham, *Certain People* (Boston : Little, Brown and Co., 1977) ; Richard Gambino, *Blood of My Blood* (New York, Anchor Books, 1974).
5. Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions* (Basic Books, 1980).
6. Maldwyn Allen Jones, *American Immigration* (University of Chicago Press, 1970).
7. Stanley Lieberson, *Ethnic Patterns in American Cities* (Glencoe : The Free Press, 1963).
- 8 et 9. Thomas Kessner et Carol Boyd, *Today's Immigrants, Their Stories : a New Look at the Latest Americans* (New York : Oxford University Press, 1981).
10. Thomas Sowell, *Ethnic America* (New York, Basic Books, 1981).
11. Alvin Rabushka, *A Theory of Racial Harmony* (Columbia, S.C : University of South Carolina Press, 1974).
12. Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions*.
- 13 et 14. Alvin Rabushka, *op. cit.*
15. Gunnar Myrdal, *Asian Drama*, (New York : Vintage Books, 1972).
16. Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions*.
17. Peter T. Bauer, Development Economics : The Spurious Consensus and Its Background, *Roads to Freedom : Essays in Honour of Friedrich A. von Hayek* (London : Routledge Kegan Paul, 1969).
- 18 et 19. L. H. Gann & Peter Duignan, *Burden of Empire* (Hoover Institution Press, 1977).

20. Thomas Sowell, *Ethnic America*, chap. 7 et 10.
21. Pour une exploration de ce concept, voir : Thomas Sowell, *Knowledge and Decisions*.
22. "Special to The New York Times", *New York Times*, 2 février 1981.
23. Voir, par exemple, Joseph Wandel, *The German Dimension of American History* (Nelson-Hall, 1979); Theodore Huebner, *The Germans in America* (Chilton Company, 1962); Paul A. Wallace, *The Muhlenbergs of Pennsylvania* (University of Pennsylvania Press, 1950).
- 24 et 25. Theodore Huebner, *The Germans in America*.
26. Thomas Sowell, *Black Education : Myths and Tragedies* (David McKay Co, 1972); David Hapgood, *The Competition for Africa's Students*, *The Reporter*, 12 septembre 1963.
27. Peter T. Bauer, *Equality, the Third World, and Economic Delusion*.

INDEX

- Acculturation, 71, 51-54, 123, 127, 147, 265-266.
- Africains*, 14, 82-85, 96-98, 103, 108, 112-125, 126, 145, 164, 178, 229, 230, 236, 238, 241, 246-249.
- Afrique du Sud*, 13, 15, 16, 112-125, 127-128, 150, 153, 174-177, 183, 189, 194-195, 220, 230, 236, 238, 269, 272.
- Agriculture, 228, 235, 244.
- Alcoolisme, 54, 64, 66, 68, 69, 71, 207.
- Allemands*, 7, 15, 16, 18, 52-58, 63, 71, 143, 144, 147, 150, 161, 165, 168, 181, 198, 199, 201, 208, 243, 255, 269.
- Amérique latine*, 27, 96, 98-103, 107-110, 261.
- Anglo-Saxons*, 52-55, 98, 110, 128, 180, 187-200, 201.
- Antillais*, 101, 107-112, 126, 127, 169, 200-201, 206, 213.
- Apartheid, 13, 15, 16, 116-121.
- Argentine*, 51, 52, 74-76, 80, 144, 160, 180, 224, 228, 233.
- Asie*, 13, 14, 22-44, 85, 144, 148, 152, 165, 180, 182, 183, 186, 212, 236, 240, 247-249, 253, 255-258, 265, 273, 276, 277.
- Assimilation, 21, 25, 28-31, 39, 53-57, 68, 76, 82, 83, 89-91, 106, 133-139.
- Australie*, 50, 52, 57-59, 80-82, 161, 162, 181, 182, 222, 224, 240, 265, 267.
- Brésil*, 50-53, 56, 73, 76, 77, 80, 98-103, 103-107, 129, 144, 151, 152, 154, 162, 165, 181, 220, 265.
- Britanniques*, 33, 35, 58, 62, 96, 165, 167, 176, 177, 197, 224, 229, 235, 243, 246, 248, 253, 254, 261, 272.
- Californie*, 8, 46, 196, 202, 203, 232.
- Canada*, 50, 64, 100, 159, 160, 167, 222, 223, 240.
- Capital humain, 188, 189, 209, 210, 253-258, 269-272, 277-279.
- Causalité, 8, 63, 69, 127, 155, 243.
- Chauvinisme, 17, 18, 30, 61, 125, 183, 184.
- Chinois*, 8, 13-15, 19-49, 85, 86, 112, 113, 117, 144, 147, 148, 150, 151, 159-161, 165-169, 172, 179-189, 196, 200-205, 208, 211-214, 217, 233.
- Communistes, 15, 35, 41, 43, 164, 169, 185, 238-243, 259.

Comparaisons, 7, 23-26, 29, 32, 35, 36, 41-49, 87, 147, 148, 157, 179, 185, 186, 212, 232.

Criminalité, 22, 30, 46, 68, 70, 136, 138, 151, 199, 206, 207, 219, 222.

Culture, 25, 30, 31, 33, 49, 51, 54, 56, 58, 64-72, 76, 150, 198, 199.

Développement, 23, 26, 29, 33, 34, 37, 40, 45-49, 50-55, 74, 77, 90, 104, 105, 144, 160, 161, 218, 249-263.

Discrimination, 25-28, 31, 39, 40, 154, 171-175, 177, 186-196, 214-217.

Economie, 17, 18, 24-28, 178, 179, 237-240, 251-253, 267, 268, 270-275, 278, 279.

Education, 25, 26, 28, 34, 39, 44, 49, 56, 60, 63, 73-76, 78, 80, 85-92, 102, 110, 119, 122, 123, 133-139, 150-158, 165, 166, 173, 197-199, 210, 214, 257, 258.

Enfants, 209-214, 277-279.

Épargne, 24, 37, 39-48, 56, 75, 77, 79-82.

Esclavage, 96-112, 113, 114, 125-134, 152, 153, 246-249.

Espagnols, 40, 74, 75, 83, 87, 88, 98, 99, 165, 168, 246, 248.

États-Unis, 40, 45-49, 50, 53-56, 57, 68-72, 77-80, 93-95, 100, 103, 125-139, 152, 160-163, 166, 167, 180, 184-194, 196, 197-223, 227, 232, 234, 240, 241, 259, 265-267, 273.

Europe, 14, 16, 18, 24, 26, 33, 37, 50-92, 97, 160, 162, 165, 167, 179, 202, 218, 221, 225, 237-240, 244-249, 265, 266, 269, 276.

Exploitation, 31, 37, 39-44, 173-175, 221-223, 246-249, 253, 272-275.

Expulsions, 24, 27, 65, 85-88, 189, 256.

Familles, 72-76, 98-103, 131, 199, 210-220.

Famine, 230, 233-235.

Français, 42, 43, 52, 100, 198, 239.

Génétique, 14, 103, 119, 152-157.

Grande Guerre I, 14, 58, 69, 93, 157, 165, 173, 177, 186, 196, 203, 218, 236, 241, 243, 259, 270.

Grande Guerre II, 15, 27, 35, 39, 40, 42, 69, 93, 134.

Histoire, 13-18, 264, 269-275, 276-279.

Hollandais, 32, 36-38, 83, 112-116, 125, 210.

Hong-Kong, 44, 169, 230-231, 259, 268, 273.

Impérialisme, 19, 20, 29-33, 36, 38, 39, 41-44, 58-62, 98-100, 176-177, 235, 236-249, 274, 275.

Inde, 42, 83, 113, 229, 234, 235, 238, 247, 250, 258.

Indiens (*d'Asie*), 13, 17, 36, 113, 115, 123, 124.

Indochine, 20, 22, 23, 41-44, 159, 247.

Indonésie, 20, 23, 24, 26, 27, 32, 36-40, 44, 113, 182, 253, 273.

Influences géographiques, 19, 73, 74, 96, 98, 100, 146, 248, 253-255, 270, 272.

Investissements, 34, 37, 43, 51-52, 58, 75, 81, 256-257, 258-263.

Irlandais, 14, 54, 58-72, 135, 158, 167, 183, 195, 198, 203, 228, 236, 253, 259.

Italiens, 51, 52, 71, 72-82, 144, 147, 157, 160, 165, 181, 191, 195, 198, 227, 255.

Japonais, 35, 51, 150, 158, 159, 164-167, 180, 185, 186, 201, 203-205, 212, 214, 224, 225, 228, 229, 232, 241, 243, 247, 250, 255, 258, 267, 269.

Juifs, 7, 13, 15-17, 24, 27, 63, 82-95, 111, 122, 138, 147, 155-157, 165, 168, 180-182, 185-189, 191, 199, 201, 204, 208, 210, 213, 228, 276, 277.

Langage, 34, 54, 64, 79, 80, 82, 83, 120, 123, 145-148, 151, 166, 198, 199, 213.

Malaysia, 8, 14, 17, 20, 21, 23-27, 32-36, 44, 172, 230, 231, 233, 234, 253, 257, 266, 273.

- Marchés, 18, 178, 179, 186-196, 235, 262, 263.
- Métiers, 22, 28, 29, 33, 34, 37, 38, 40, 42, 45-49, 51, 150, 159, 163.
- Mexique*, 8, 13, 166, 167, 169, 191, 196, 200, 201, 208, 209, 214, 216, 218, 219, 221, 246, 248, 253, 273.
- Multinationales, 258-263.
- Nationalisme, 20, 26, 27, 30, 35, 168, 177.
- Noirs et Métis*, 13, 15, 16, 96-139, 150-153, 161, 169, 197-217, 272.
- Philippines*, 20, 21, 23, 24, 26, 27, 40, 41, 158, 166, 168, 183, 236, 253.
- Politique, 18, 23-28, 152, 168, 177-186, 187-189, 214-218, 235-238, 250-252, 255-258, 260, 267-269, 270-275, 279.
- Porto Rico*, 165, 166, 168, 169, 200, 201, 203-206, 208, 209, 214.
- Portugal*, 50, 51, 76, 77, 83, 98, 99, 100, 102, 103, 144, 147, 160, 165, 255, 273.
- Préjugés, 144-146, 187-194.
- Propriété d'entreprise, 22-24, 28-32, 37, 40, 41, 43, 49, 52, 54-56, 75-76, 87, 94, 95, 110, 111.
- Quotas d'immigration, 20, 42, 47-49, 154-157, 169, 170, 218-223, 267.
- Racisme, 9, 13-18, 106, 107, 119, 127, 128, 129-134, 152-158, 247, 248, 276, 277.
- Relations inter-raciales, 57, 59, 82, 89, 166, 168-170, 190-193, 203.
- Relativisme, 8, 15, 18, 143-152, 271, 272.
- Religion, 34, 71, 84-93, 168, 268.
- Ressources naturelles, 63, 231-235.
- Revenus, 25, 36, 38, 49, 95, 106, 121, 122, 138, 199, 201, 205, 207, 208, 212, 217.
- Richesse, 237, 258-262, 270-272, 275-279.
- Rome*, 15, 74, 82, 84, 154, 236, 243-245, 246, 272.
- Salaires, 118, 175, 219-221, 274, 278, 279.
- Santé, 22, 24, 45-48, 53, 55, 59-65, 66, 67, 69, 70, 93, 94, 97, 108, 143-145, 163, 272.
- Ségrégation, 127-129, 190-194, 200-207, 265-268.
- Shanghai*, 257.
- Singapour*, 21, 32-36, 229, 230, 231, 268, 273.
- Société, 7-8, 68-72, 265-269.
- Spécialisation, 23-25, 35, 48, 49, 148-150, 211, 257, 258.
- Statistiques, 72, 234, 250-253.
- Syndicats, 71, 189, 195, 196, 220, 221.
- Thaïlande*, 21, 23, 24, 27-32, 44, 168, 182, 184, 253.
- Tiers Monde*, 224-263.
- Travail, 23, 28, 37, 45-49, 75, 112-114, 116, 117, 128-130, 148, 150, 204-206, 209.

Imprimé en France
Imprimerie des Presses Universitaires de France
73, avenue Ronsard, 41100 Vendôme
Février 1986 — N° 31 442

Thomas Sowell ouvre une nouvelle perspective aux études sur la race et l'ethnicité. Il se sert de comparaisons internationales pour analyser les différences qui apparaissent entre groupes ethniques. Examinant l'histoire de plusieurs de ces groupes à travers une douzaine de pays, Thomas Sowell est en mesure de préciser dans quelle mesure la destinée économique de chaque groupe a été déterminée par la société où ce groupe vivait ou par ses dispositions propres.

Les Italiens par exemple, ont manifesté des comportements économiques et sociaux semblables qu'ils vivent en Australie, en Angleterre, aux Etats-Unis ou en Italie. Les étudiants chinois, en Malaysia, se spécialisent à peu près dans les mêmes disciplines que leurs congénères des Universités américaines alors que l'éventail de ces spécialités est radicalement différent de celui que choisissent les autres groupes ethniques. De même les Allemands se concentrent dans des activités professionnelles fort semblables que ce soit en Amérique latine, en Amérique du Nord ou en Australie.

Mais le cadre national imprime également sa marque particulière. Ainsi les Noirs n'ont pas rencontré une oppression aussi massive et aussi forte au Brésil qu'aux Etats-Unis ; pourtant c'est aux Etats-Unis que les différences économiques entre Blancs et Noirs sont les moins marquées.

Le conflit entre l'économie et le politique représente le thème unificateur de cette vaste analyse sur la race et l'ethnicité. Ce conflit surgit inmanquablement, que l'on examine l'histoire de tel ou tel groupe racial ou ethnique, le Tiers Monde, les sociétés pluri-ethniques, ou les problèmes d'immigration ou de démographie. Une perspective internationale offre la possibilité de soumettre des théories concurrentes à des tests empiriques beaucoup plus révélateurs que ne le permet un cadre national unique. Les conclusions auxquelles arrive Thomas Sowell peuvent prêter à controverse, mais il sera difficile de ne pas en tenir compte.